

# NOUVELLES FondationS n°6

## POINT DE VUE

6 **Dépassionner**  
*Michel Maso*

## ANALYSES

8 **Le capitalisme est-il maîtrisable et réformable ?**  
*Jean-Luc Gréau*

15 **Le PCF et les classes populaires**  
*Julian Mischi*

## ENSEIGNEMENT

24 **Mammoth cherche futur**  
*Joël Martine*

## DOSSIER

34 **Un enjeu de civilisation**  
*Denis Cohen*

40 **Énergie : sens et contresens**  
*Arnaud Spire*

45 **L'écologie au cœur d'un autre type de développement**  
*Alain Hayot*

49 **« Le temps de la décroissance va venir »**  
*Entretien avec Yves Cochet*

55 **Principe de précaution : où sont les risques ?**  
*Claude Aufort*

63 **Crise énergétique : il n'est pas trop tard pour s'en sortir**  
*Frédéric Marillier*

70 **Pour une politique commune de l'énergie**  
*André Ferron*

75 **« L'énergie est un secteur où il faut être grand »**  
*Entretien avec Jean-François Cirelli*

79 **Changement climatique et politique énergétique commune**  
*Jean-Paul Bouttes*

84 **Solidarité ou mondialisation**  
*Frédéric Imbrecht*

86 **Le défi environnemental et démocratique**  
*Christophe Bouneau, Michel Derdevet et Jacques Percebois*

90 **Chauffage collectif : le parti pris géothermique**  
*Dominique Bègles*

93 **Un mariage de raison**  
*Joël Rocq*

95 **L'énergie de la transformation sociale**  
*Temir Porras Ponceleon*

101 **Les voies d'un développement propre et sûr**  
*Qi Jianhua*

## LE MONDE DES IDÉES

110 **Pour une critique du « capitalisme informationnel »** *Pierre Musso*

## SOCIÉTÉ

124 **Une civilisation d'enfants rebelles**  
*Jean Poussier*

## INTERNATIONAL

130 **Les leviers d'une stratégie anti-russe**  
*Jean Geronimo*

## HISTOIRE

134 **Alexeï Kossyguine et le destin de l'URSS**  
*Jacques Sapir*

143 **Une République juste, juste une République ?**  
*Denis Fernández-Recatalà*

## CULTURE

152 **L'empereur de la corde et de l'archet**  
*Hommage à Mstislav Rostropovitch*

## DOCUMENT

154 **Une conférence de Boukharine à Paris en 1936**  
*Maurice Andreu*

156 **Les problèmes fondamentaux de la culture**  
*Conférence de N. Boukharine à Paris (3 avril 1936)*

170 **CARTE BLANCHE À ROBIN RENUCCI**

## LIVRES

173 **Démocratie, je t'aime, moi non plus**  
*Arnaud Spire*

176 **Gaziers et électriciens au miroir de la biographie**  
*Notes de lecture*

ISBN 2-916374-09-4



ISSN 1951-9745

NOUVELLES  
FondationS n°7/8

Sortie novembre 2007

Dossier spécial « La Gauche »

NOUVELLES  
FondationS 6

Atelier Sacha Kleinberg



## DOSSIER ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le PCF  
et les classes populaires  
Julian Mischi

Hommage  
à Mstislav Rostropovitch  
Youri Bachmet

Carte blanche  
à Robin Renucci

# NOUVELLES FondationS

Trimestriel n°6 – juin 2007 – 15 €





# NOUVELLES FondationS

## Directeur de publication

Michel Maso

## Rédacteur en chef

Bernard Frederick

## Rédacteur en chef adjoint

Théophile Hazebroucq

## Conseiller de la rédaction

Jérôme-Alexandre Nielsberg

## Comité de rédaction

Stéphane Bonnery, Alexandre Courban, Quynh Delaunay, Denis Fernández-Recatalà, Bernard Frederick, Théophile Hazebroucq, Sacha Kleinberg, Frédérique Matonti, Jérôme-Alexandre Nielsberg, Chrystel Le Moing, Jean Lojkine, Michel Maso, Arnaud Spire, Serge Wolikow.

## Iconographie

Reproductions de la peinture (détails)

« Le Jardin des délices »

de Jérôme Bosch

## Éditeur

Fondation Gabriel Péri, 22 rue Brey – 75017 Paris

Téléphone : 01 44 09 04 32

Courriel : [fondations@gabrielperi.fr](mailto:fondations@gabrielperi.fr)

## Abonnement et diffusion

Prix au numéro : 15 €

Tarifs abonnement :

4 numéros par an : 45 €

Étudiants et chômeurs : 25 €

## Commandes et abonnements

Collectif des éditeurs indépendants

37, rue de Moscou – 75008 Paris

(accompagnés du règlement à l'ordre du Collectif des éditeurs indépendants)

## Conception/réalisation graphiques :

Atelier Sacha Kleinberg

Revue trimestrielle

ISBN : 2-916374-09-4

ISSN : 1951-9745

Commission paritaire : en cours





*Fondation*<sup>NOUVELLES</sup>*S*

# DÉPASSIONNER

L'urgence de sa résolution a imposé la question énergétique au premier rang des axes de recherche de la Fondation Gabriel Péri et ce dès sa constitution. Un séminaire a

ainsi vu le jour lors de sa première année d'existence pour répondre à une double nécessité : nourrir la réflexion sur une thématique pressante, aux répercussions environnementales et sociales majeures, et désenclaver la discussion, d'ordinaire trop délaissée ou réservée à un cénacle d'experts et de politiques. Une politique énergétique entraîne tout État dans un véritable choix de société ; elle exige en conséquence une transparence démocratique élémentaire.

Les choses ont quelque peu évolué à la faveur de la dernière élection présidentielle. La notion de développement durable a

constitué l'un des thèmes principaux de la campagne, et l'on a même vu les deux finalistes s'écharper sur le nucléaire lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours. Cet épisode a d'ailleurs mis en lumière les approximations, voire la méconnaissance, des duellistes en la matière.

Aujourd'hui, il est impérieux d'opérer des choix courageux pour enrayer la crise

énergétique qui nous fait face. Car c'est là tout son paradoxe : ses premiers effets – la pollution due aux rejets carbonés des énergies fossiles – se font déjà sentir avec le réchauffement climatique, mais les solutions à adopter immédiatement pour y remédier – comme pour pallier la

prochaine pénurie de ces mêmes sources d'énergie – ne trouveront leur efficacité qu'à moyen terme.

Par quoi remplacer ces ressources rares et polluantes ? L'enjeu est d'importance : il initiera une politique énergétique par définition pluri-décennale et nécessitera l'investissement de centaines de millions d'euros. Un consensus semble naître autour de la sobriété énergétique et du développement des énergies renouvelables. Mais il demeure un point qui continue à opposer deux camps radicalement et farouchement antagonistes, c'est bien sûr celui de l'énergie atomique. Les événements tragiques

(bombes, irradiation de soldats affectés à la surveillance des essais en Algérie, Tchernobyl) et les réussites (stabilité et puissance de la production électrique) imputables au nucléaire confortent chacun d'entre eux dans ses positions. L'idéologie le dispute à l'irrationnel, et les noms d'oiseaux pleuvent. Ce climat brouille la perception des réalités et retarde la prise de décisions.

**Il est impérieux d'opérer des choix courageux pour enrayer la crise énergétique qui nous fait face. Car c'est là tout son paradoxe : ses premiers effets – la pollution due aux rejets carbonés des énergies fossiles – se font déjà sentir avec le réchauffement climatique, mais les solutions à adopter immédiatement pour y remédier – comme pour pallier la prochaine pénurie de ces mêmes sources d'énergie – ne trouveront leur efficacité qu'à moyen terme. Par quoi remplacer ces ressources rares et polluantes ?**



La Fondation Gabriel Péri a donc souhaité assurer sa mission de prospective politique sur ce sujet délicat en proposant un espace de débat dépassionné, où puissent se confronter les arguments de ces parties prenantes. Vous trouverez donc dans notre dossier les contributions habituelles de chercheurs et de politiques, mais aussi celles d'entreprises, d'associations et de collectivités territoriales.

Certains points de vue demeureront – pour le moment – irréconciliables. Qu'importe : l'objectif consiste à établir un panorama le plus vaste possible pour diffuser et relayer l'information vers le public et l'aider à se forger une opinion en toute connaissance de cause.

Car si la responsabilité des pays développés vis-à-vis des générations futures est engagée, elle l'est déjà depuis longtemps envers les populations des États pauvres. L'énergie conditionne l'accès à l'éducation, à la culture et aux soins. C'est la raison pour laquelle la Fondation ne la considère pas comme une marchandise comme une autre, mais comme un bien premier. À ce titre, sa préférence va à un service public de l'énergie qui en assure la fourniture à chacun, indépendamment de

ses ressources ou de son lieu de résidence. Cela étant, quelles options techniques mettre en œuvre pour apporter de l'énergie aux deux milliards d'individus qui en sont privés? Faut-il leur transférer, malgré les risques géopolitiques qu'elle comporte, la technologie nucléaire au nom de son

efficacité, ou y favoriser le développement des sources d'énergies renouvelables, présentes en abondance?

La réponse à apporter à ces questions est d'autant plus importante qu'elle pourrait servir de levier, de pression politique pour pacifier des régions instables et faire progresser la culture démocratique. Mais, pour cela, les grandes organisations internationales (Union européenne, Nations unies) devront réussir à faire taire leurs dissensions internes et à parler d'une seule voix.

Il est frappant de constater que l'Europe, née d'une communauté organisée autour du charbon, n'ait toujours pas arrêté de politique énergétique commune.

Et si elle se saisissait à nouveau de la question énergétique pour se relancer?

*Si la responsabilité des pays développés vis-à-vis des générations futures est engagée, elle l'est déjà depuis longtemps envers les populations des États pauvres. L'énergie conditionne l'accès à l'éducation, à la culture et aux soins. C'est la raison pour laquelle la Fondation ne la considère pas comme une marchandise comme une autre, mais comme un bien premier. À ce titre, sa préférence va à un service public de l'énergie qui en assure la fourniture à chacun, indépendamment de ses ressources ou de son lieu de résidence.*

**Michel Maso**

*Directeur de la Fondation Gabriel Péri*





# LE CAPITALISME EST-IL MAÎTRISABLE ET RÉFORMABLE ?

JEAN-LUC GRÉAU\*

On ne sait pas très bien ce qu'est le capitalisme<sup>1</sup>. Malgré la foule d'écrits qu'il a suscités, malgré la contribution à sa compréhension de grandes œuvres qui demeurent, on ne sait pas très bien ni comment le définir ni le maîtriser intellectuellement. Nous sommes aujourd'hui dans le capitalisme par nécessité. Ce système nous englobe, nous n'avons pas de recours alternatif. Les systèmes économiques et sociaux correspondant à ce qu'on a appelé le « socialisme réel » se sont effacés, sauf les vestiges qui subsistent ici ou là comme à Cuba ou en Corée du Nord, mais qui ne peuvent pas être des « modèles ». Nous pouvons aussi être dans le capitalisme par croyance. J'ai toujours été un adepte du capitalisme à titre intellectuel. Au lycée, je croyais déjà aux vertus d'un régime gouverné par la concurrence et j'y crois aujourd'hui encore, même si je vais plaider pour un « néo-protectionnisme ». C'est peut-être paradoxal, mais je m'en expliquerai. Adhérer au capitalisme par croyance, c'est accepter que le développement économique soit un objectif constant, permanent, des sociétés nouvelles ; c'est accepter la mise en concurrence des organismes de production, comme les entreprises, mais aussi ceux des nations, des États, des peuples, des systèmes publics... C'est accepter une certaine instrumentalisation des ressources humaines en vue d'une fin économique, ainsi qu'une instrumentalisation corrélatrice de la nature (c'est le problème écologique). Le processus de développement économique passe par un agent économique spécialisé qui prend le nom d'« entreprise ».

De grandes réformes sont à entreprendre, et elles sont inévitables. Mais il faut être prudent dans la notion de maîtrise, car le capitalisme est une réalité relativement récente – quatre siècles environ – et c'est un système

qui s'est singularisé par sa capacité de mutation, par ses transformations successives. Le sentiment d'impuissance que nous connaissons depuis vingt-cinq ans est dû au fait que, dans cette période, nous sommes dans une nouvelle phase de développement du système, celle d'une bifurcation économique, financière et commerciale.

**L'ÉMERGENCE HISTORIQUE D'UN SYSTÈME NOUVEAU** D'où vient le capitalisme ? Cette question demeure toujours, un siècle et demi après les efforts de Karl Marx pour y répondre de façon exhaustive et définitive. Si cette grande interrogation légitime de Marx demeure – indépendamment de son analyse du système lui-même –, c'est que le système ne va pas de soi et qu'il introduit une novation radicale dans l'histoire des sociétés humaines et dans l'organisation du travail humain. Marx l'avait pressenti. Je ne crois pas que l'explication donnée soit la meilleure possible, mais je le rejoins sur ce point essentiel : il n'y a pas eu de transformation progressive de l'Antiquité aux Temps modernes pour aboutir au capitalisme ; il y a bien eu surgissement d'un système nouveau. Il existe une césure entre les sociétés pré-capitalistes et les sociétés capitalistes.

Trois éléments concourent au surgissement du système économique capitaliste. D'abord, à la fin du Moyen Âge, en Europe occidentale, apparaît l'État moderne, l'État de service dont les deux premiers prototypes sont les États monarchiques anglais et français. Guillaume le Conquérant et Philippe Auguste en France sont les premiers animateurs d'un nouvel État qui se distingue des précédents. Il est fondé sur la protection, sur l'application de la loi, sur l'ordre et sur la justice. Il se place en dehors de la société ; il agit comme un instrument de la société, qui n'est pas encore une nation au sens formel du terme, pour sa protection. C'est dans l'aire définie par ces nouveaux États que l'économie moderne est née et non ailleurs. D'autres régions du monde connaissaient un

\* Économiste, ancien expert auprès du Medef. Auteur du *Capitalisme malade de sa finance* (1998) et de *L'Avenir du capitalisme* (2005), parus aux éditions Gallimard, coll. « Le Débat ».



développement économique important. À l'époque de notre Moyen Âge, la Chine était un pays techniquement et économiquement en avance sur l'Europe.

Ensuite, selon Karl Polanyi<sup>2</sup>, les liens sociaux traditionnels se sont relâchés, avec les liens de dépendance réciproque. Il appelle ce phénomène le « désencastrement » : dans les sociétés antiques depuis le clan, la tribu archaïque jusqu'aux empires et aux cités, l'individu – qui n'a pas encore ce nom – est pris dans un réseau de relations (famille, clan, statut professionnel, fonction sociale...). Vers la fin du Moyen Âge européen, ces liens commencent à se défaire, et c'est une condition du surgissement du capitalisme.

Enfin apparaît l'entreprise comme personne morale. Cet agent économique nouveau voit le jour, semble-t-il, vers le début du XVII<sup>e</sup> siècle en Hollande. On voit apparaître de nouveaux métiers, une nouvelle façon d'aborder l'inclusion dans le marché : grossiste, assureur, armateur, éditeur... Les premiers éditeurs sont des libraires hollandais qui se mettent à prendre en charge les risques de la mise en vente d'un manuscrit. L'entreprise, en quelque sorte, confectionne son marché, elle élabore le travail, comme le dit excellemment un auteur connu, réhabilité, Joseph Schumpeter<sup>3</sup>. Son ouvrage principal, *Théorie de l'évolution économique*, paru en 1911 alors qu'il n'avait que vingt-huit ans, est cependant faiblement lu. Schumpeter dit que l'entreprise joue un rôle pédagogique, c'est-à-dire qu'elle transforme les comportements des acheteurs. Elle les incite à modifier leurs comportements d'achats, en abandonnant des consommations anciennes. Ce nouvel agent économique est un producteur-vendeur pur. Et la concurrence en découle directement.

Le producteur personne physique, qui précède l'entreprise, produit et vend dans un système de marché, mais il vend pour acheter, c'est-à-dire pour couvrir sa consommation personnelle. L'acte de production a pour horizon l'obtention des moyens permettant la survie ou éventuellement la vie confortable de celui qui produit et vend sur le marché. Les producteurs personnes physiques n'ont pas de raison de se faire concurrence au sens moderne du terme. Leur but est au contraire d'élever les termes de l'échange, c'est-à-dire d'obtenir en contrepartie de ce qu'ils vendent le maximum de revenus, de façon à pouvoir ensuite négocier le maximum de biens sur le marché. L'entreprise, elle, n'a d'autre but que de vendre le plus possible et de réaliser avec cette vente le profit maximal. C'est un vendeur pur. L'entreprise ne fait que vendre ; elle achète en vue de vendre ; l'entreprise consomme uniquement en vue de produire. De ce point de vue, Marx n'a pas entièrement tort de souligner la novation introduite par l'économie capitaliste. Mais il

oublie de dire que cela se fait à travers un processus de concurrence qui implique innovation continue et accroissement continu de la productivité. Dans le schéma marxiste, rien n'oblige à une concurrence qui s'intensifie et se renouvelle en permanence. *L'ultima ratio* du capitalisme, ce n'est donc pas la concentration totale et l'accaparement de la production dans chaque secteur par un « monopole ».

Dans le schéma marxiste, rien n'oblige à une concurrence qui s'intensifie et se renouvelle en permanence. *L'ultima ratio* du capitalisme, ce n'est donc pas la concentration totale et l'accaparement de la production dans chaque secteur par un « monopole ».

Je n'aborde pas les aspects scientifiques et techniques. Le capitalisme moderne s'est emparé de la science et de la technique dans le dessein de perfectionner sa production et de mettre sur le marché des produits et des services nouveaux. Je constate seulement que la grande révolution intellectuelle constituée par la science moderne au XVII<sup>e</sup> siècle est concomitante de l'apparition du capitalisme des Temps modernes. À cette époque, l'esprit humain, au sens large, a accompli des progrès dans les domaines intellectuel, politique, économique.

**RENOUVELLEMENT ET RÉORIENTATION DU CAPITALISME** La nation et le peuple français ont longtemps refusé l'idée du capitalisme et surtout le fait qu'il puisse être prédominant. Ce n'est que très récemment, après la Seconde Guerre mondiale, que la France a fini par l'adopter, mais elle l'a fait en deux étapes. Au lendemain de la guerre, nous avons adopté la productivité. Grâce à une convergence des forces syndicales, politiques,



patronales, médiatiques – peut-être pas intellectuelles, mais tout de même jusqu'à un certain point –, la France est devenue un grand pays taylorien. Puis, dans les années 1980, elle a adopté l'entreprise. Quoi qu'on puisse dire dans la sphère d'expression du néolibéralisme, la France a adopté l'idée que l'entreprise est bien l'agent de la croissance et qu'il n'y a pas d'agent de rechange.

Dans les années 1930, le capitalisme est passé au bord du gouffre. Les grandes démocraties – les États-Unis, la France, l'Angleterre – ont maintenu difficilement un régime économique en très grave difficulté. Ces mêmes États, après la guerre, se sont réorientés, avec certains autres, vers une forme économique de capitalisme assez renouvelé en insistant sur l'équilibre social du système. Tout ce qui a été fait après guerre – à travers les accords de Bretton Woods, les organismes internationaux comme l'Organisation internationale du travail (OIT), la déclaration de Philadelphie – implique que le projet économique n'a de sens que s'il s'accompagne d'un projet social et même d'un certain progrès intellectuel et moral.

Nous avons connu après la guerre une période de croissance économique avec des chiffres jamais approchés auparavant, de l'ordre de 4,8 % l'an en France pendant vingt-cinq ans. Cette période a été marquée par une révolution agricole, une transformation productive de l'industrie et un essor exceptionnel de la distribution. En même temps, au moment où la critique sociale de gauche, anticapitaliste, s'est intensifiée, le capitalisme a montré un visage réellement social. Le pouvoir d'achat, les rémunérations de toutes sortes progressent au même rythme que la production elle-même. On a assisté, pas seulement en France, à la mise en place de véritables systèmes de protection sociale que nos ancêtres d'avant-guerre ou du XIX<sup>e</sup> siècle auraient eu du mal à imaginer. Le système actuel d'assurance maladie, de vieillesse, de protection contre les maladies et les accidents du travail, les assurances chômage, les allocations familiales impliquent un prélèvement énorme sur la richesse collective, nourri par la productivité croissante et accepté par les entreprises comme un moyen de régulation du système.

Ce système a parfaitement fonctionné pendant vingt-cinq ans jusqu'au début des années 1970, puis il s'est mis à « cafouiller ». La crise des prix du pétrole a joué un rôle, mais d'autres phénomènes ont pesé. La rentabilité des entreprises a diminué. La croissance s'est mise à ralentir. Pour la maintenir, les États ont procédé à des politiques de relance qui ont eu pour conséquence l'aggravation continue de l'inflation. On est arrivé à une période de stagflation, c'est-à-dire de croissance réduite avec une inflation de 8, 10, 12, 14 et

même 20 ou 25 % par an. L'Italie et l'Angleterre ont atteint des chiffres supérieurs à 20 %!

Le système ne va donc plus très bien. John Hicks, Prix Nobel d'économie, grand vulgarisateur de la pensée de Keynes, publie en 1976 ou 1977 un ouvrage dans lequel il résume les problèmes de l'économie keynésienne à cette époque<sup>4</sup>. L'efficacité potentielle du système s'érode, et ses capacités à nourrir le progrès social diminuent. Il se produit des événements lourds. Tout le monde retient les aspects politiques ou idéologiques : l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et de Margaret

Quoi qu'on puisse dire dans la sphère d'expression du néolibéralisme, la France a adopté l'idée que l'entreprise est bien l'agent de la croissance et qu'il n'y a pas d'agent de rechange.

Thatcher et la mise en œuvre de politiques de « déréglementation ». Ces événements ont certes été importants, voire essentiels, mais ils accompagnent des transformations qui ont lieu au sein même des systèmes économique, monétaire et financier. Le système non seulement se réforme, mais il bifurque. Deux grandes bifurcations apparaissent alors, l'une financière, l'autre commerciale qu'on appelle « mondialisation ».

#### **BIFURCATION FINANCIÈRE ET SUBORDINATION DES ENTREPRISES AUX**

**ACTIONNAIRES** La première bifurcation est la montée en puissance des grands marchés financiers. Les États se sont désengagés de la production avec notamment les privatisations. En ce sens, on peut parler de libéralisme économique au sens propre. D'une façon générale, les États ont renoncé à être une puissance réglementaire en matière de prix, de changes ou de crédits. Nous l'avons senti particulièrement en France de manière très lourde au début des années 1980, lorsque François Mitterrand a fait ce grand zigzag économique entre 1983 et 1986. Mais on a constaté dans tous les pays un désengagement des États du système productif, même là où ils étaient encore peu engagés. Les



États se sont retirés de la réglementation, de l'encadrement des agents économiques. Les pouvoirs de régulation ont été transférés aux banques centrales devenues « indépendantes ». Elles ne peuvent pas l'être totalement, mais les liens entre les États et les banques centrales se sont relâchés, en même temps que l'on demandait à ces dernières de faire l'essentiel pour régler les conditions de la marche économique. C'est le moment où l'inflation est cassée, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. C'est le « moment Volker » : Paul Volker, président de la Banque centrale des États-Unis, casse alors l'inflation en faisant monter les taux d'intérêt à près de 20 %, et ce pouvoir lui a été dévolu par l'État américain.

Il existe trois grands marchés financiers. On parle toujours de la Bourse, mais le véritable moyen de paiement des agents économiques, c'est d'abord le marché de la dette, le marché des obligations. Le capitalisme a besoin d'une progression régulière des moyens de paiement en circulation, obtenue par l'accroissement du crédit. La banque assurait les risques du crédit en prêtant et en gardant dans ses comptes le risque d'insolvabilité du débiteur. Or, à la fin des années 1970, au début des années 1980, les banques transfèrent le risque du crédit aux marchés financiers. Ce ne sont plus les banques elles-mêmes, mais les fonds de placement collectifs (fonds de pensions, sicav...) qui prêtent véritablement de l'argent aux entreprises et aux collectivités publiques. Quand les banques vous font crédit, elles font un paquet global de tous leurs prêts, les « coupent en morceaux » et les remettent sur le marché obligataire : on appelle cela la « titrisation ». Ce phénomène est central pour comprendre la bifurcation financière. L'État français a une dette publique égale à 68 % du PIB, et certains ont dit que nous étions en faillite. Ce n'est pas vrai, fort heureusement, et d'autres États sont plus lourdement endettés que nous. Mais ce chiffre atteste de l'importance du rôle financier des marchés obligataires et montre le rôle joué par les fonds de placement spécialisés qui y opèrent.

Accessoirement, le risque est assuré par les Bourses, c'est-à-dire le marché des actions. C'est ce qu'on appelle le « financement par fonds propres ». Quand on souscrit des actions, l'argent est donné à l'entreprise une fois pour toutes ; c'est une sorte de subvention financière. La caractéristique d'une action, c'est qu'elle est émise sans donner droit à remboursement. Souscrire une obligation donne droit au remboursement du capital, augmenté d'intérêts ; l'action, elle, donne droit aux dividendes distribués par l'entreprise, sans remboursement du capital, sauf dans le cas de rachats d'actions.

Le troisième marché financier est le marché des changes, le marché des devises. Il devient un marché spéculatif au sens pur. En septembre 2004, le marché des changes traitait au niveau mondial 1 900 milliards de dollars chaque jour. C'est un montant sans commune mesure avec les besoins des agents économiques en monnaies étrangères. Des milliers d'opérateurs interviennent sur ce marché uniquement sur la base d'une espérance de plus-value. On achète de l'euro ou du dollar ou du yen, dans l'espoir qu'il s'appréciera. Exactement comme on peut acheter une action Saint-Gobain ou Carrefour ou Lafarge, dans l'espoir que cette action s'appréciera. On parle des « marchés financiers », mais il n'existent pas *in abstracto* ; il faut toujours penser aux opérateurs réels, comme ces personnes qui dirigent les huit mille fonds purement spéculatifs dans le monde, les *hedge funds*<sup>5</sup>. À l'échelon mondial il y a vingt ans, il n'en existait que quelques dizaines. S'il y a eu un « néolibéralisme » à l'échelon politique et idéologique, il correspond à un « néolibéralisme » au niveau des structures économiques. Une des conséquences lourdes de la bifurcation financière est que, désormais, les entreprises ont un interlocuteur central, l'actionnaire. Or cette subordination aux *shareholders* (les actionnaires) présente une double difficulté.

La première est que l'on peut se demander si l'acteur le plus légitime est l'entreprise qui conçoit la production, l'organise et la met sur le marché ou si c'est l'actionnaire qui ne fait que détenir le capital et surveiller la bonne ou la mauvaise marche de l'entreprise. Dans ce système, la légitimité morale a été transférée aux actionnaires. Au moment où on chante un hymne à la gloire de l'entreprise créatrice de richesses, on la place comme un agent subordonné qui doit rendre des comptes, faire du *reporting* aux actionnaires. Cela n'a pas conduit à la moralisation ni à une plus grande rigueur du comportement des entreprises cotées, mais à son contraire.

La gouvernance d'entreprise – système anglo-saxon qui devait relier les actionnaires et les managers – n'a pas opéré ses effets bienfaisants. La financiarisation de l'entreprise à travers la toute-puissance du marché boursier a eu pour conséquence le fait que les sièges sociaux des entreprises se sont vidés de leurs substances techniques et commerciales. Ils sont devenus essentiellement des staffs financiers et de communication externe. Ce sont les unités opérationnelles de l'entreprise qui ont eu la charge d'organiser la production et de dégager le *cash flow* (la rentabilité). Cela a créé des tensions entre le siège social et les unités opérationnelles, ainsi qu'entre les unités opérationnelles. Cela a détruit la confiance interne au sein des groupes cotés en Bourse.



Mais la confiance entre les actionnaires et les managers, elle aussi, a subi de grands dommages. Comme il suffisait de promettre pour faire monter les cours, on a beaucoup promis. Puis, quand les résultats n'ont pas été au rendez-vous, on a truqué les comptes. D'où les grands scandales, Enron n'étant que l'un des seize grands scandales aux États-Unis.

**DES INÉGALITÉS SANS PRÉCÉDENT DANS LA CONCURRENCE MONDIALE** La bifurcation commerciale appelée « mondialisation » est l'ouverture accélérée et quasi inconditionnelle des échanges commerciaux. À partir des années 1970-1980, les « Blancs » ne sont plus les seuls, avec les Japonais, dans le champ du monde capitaliste. De nouveaux entrants, de nouveaux concurrents apparaissent. Malheureusement pour nous, ils sont très efficaces. On assiste à l'émergence des « dragons » ou des « tigres » asiatiques. Quelques pays, de population limitée (Taïwan, la Corée du Sud, Hongkong, Singapour, puis la Thaïlande à un moindre degré) ont montré la capacité des pays asiatiques, en dehors du Japon, à adopter un modèle de type capitaliste et à devenir très performants.

La Corée du Sud avait en 1960 un PIB par habitant égal à celui du Ghana. En 2005, le Ghana a toujours le même PIB par habitant, c'est-à-dire que la croissance démographique y a absorbé la croissance économique. En Corée du Sud, le PIB par habitant a été multiplié par 35. Ces dragons asiatiques ont montré la voie à l'ensemble de l'Asie et à d'autres nations dans le monde. Il était donc possible à des peuples qui n'apportaient pas à l'aire européenne ou aux colonies de peuplement européen (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) de réussir économiquement, de rejoindre les premiers pays industriels capitalistes et éventuellement de les dépasser. Derrière ces dragons, l'ensemble de l'Asie émergente (Chine, Inde, Malaisie, Indonésie, Vietnam), c'est-à-dire la moitié de la population mondiale, s'engage dans la voie du développement capitaliste.

Le grand phénomène nouveau, avec l'arrivée de la Chine et de l'Inde, c'est la mise en concurrence de masses humaines considérables avec des pays déjà industrialisés, dans des conditions de coût de production qui ne sont plus comparables. Or, il est étonnant que la Chine, dotée d'un réservoir de population de 1,3 milliard d'habitants, ait choisi un modèle de développement exportateur, comme l'avaient fait Taïwan (23 millions d'habitants) et la Corée du Sud (48 millions). Les grands pays industriels qui se sont développés au XVIII<sup>e</sup>, puis au XIX<sup>e</sup> siècle – la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis – ont fondé leur développement sur le marché intérieur et accessoirement sur le marché extérieur. La Chine, d'em-

blée, commence son décollage industriel en 1980 en ciblant les marchés extérieurs, et cette expansion se poursuit actuellement. C'est la période d'expansion la plus intense et la plus longue enregistrée dans l'histoire économique : vingt-cinq années de croissance continue avec des chiffres de 5 à 10 % par an. Cette croissance est tirée d'abord par l'exportation et par les

La bifurcation commerciale appelée « mondialisation » est l'ouverture accélérée et quasi inconditionnelle des échanges commerciaux. La Corée du Sud avait en 1960 un PIB par habitant égal à celui du Ghana. En 2005, le Ghana a toujours le même PIB par habitant, c'est-à-dire que la croissance démographique y a absorbé la croissance économique. En Corée du Sud, le PIB par habitant a été multiplié par 35.

investissements qu'elle induit. Les exportations représentent plus de 30 % du PIB de la Chine, c'est-à-dire plus que les exportations françaises par rapport au PIB. Son investissement représente 40 % du PIB, mais la consommation n'y représente que 30 % du PIB, alors qu'elle représente en France les deux tiers. Les popu-



lations dont les conditions de rémunération sont infiniment plus basses que celles de n'importe quel pays d'Europe occidentale vont pouvoir produire des produits comparables aux nôtres en productivité, voire en qualité, avec des prix de revient incommensurablement plus bas.

Surtout, ne croyez pas ce que disent les propagandistes de l'OMC. Il n'y a pas de « division internationale du travail » : en réalité, les pays de l'Asie émergente sont directement en concurrence avec les pays industriels anciens sur l'ensemble de la gamme de la production, à quelques exceptions près. Une seule illustration : selon le ministère du Commerce extérieur chinois, sur la liste des cent premières entreprises exportatrices, 53 sont des filiales de groupes étrangers et 47 sont à capitaux chinois. Presque toutes produisent trois catégories de produits qui recouvrent l'électronique, l'informatique et les communications, soit les produits de la troisième révolution industrielle. Certaines autres fabriquent également des tee-shirts, des baskets, des jouets, mais aussi des cargos et des porte-conteneurs... Mais les 65 ou 70 milliards de dollars d'exportation mensuelle de la Chine – pays devenu le troisième exportateur mondial devant le Japon, mais derrière les États-Unis et l'Allemagne – sont dus surtout à des produits élaborés que parfois nous ne faisons pas, comme des ordinateurs personnels.

Il existe donc une inégalité manifeste dans la concurrence. Les déséquilibres commerciaux sont de plus en plus intenses. Les courbes qui représentent le commerce extérieur de l'Europe et des États-Unis avec la Chine sont catastrophiques. Le déficit s'aggrave d'année en année. Le solde était négatif de 6 milliards de dollars par mois pour les États-Unis en 2000, il est aujourd'hui de 14 ou 15 milliards de dollars. Quand la France exporte 1 milliard d'euros vers la Chine, elle en importe 3 milliards, en dépit des Airbus que nous lui vendons, en attendant qu'ils soient produits sur place.

Un problème de cette échelle n'est jamais apparu. On peut accepter des écarts de rémunération. La France a pu accepter la concurrence avec le Portugal dont les rémunérations sont à peu près la moitié des nôtres. Elle est plus difficile avec la République tchèque et la Pologne où le rapport est de 1 à 3 ou 4. Elle devient impossible avec la Chine. L'assurance maladie a été supprimée dans ce pays : les Chinois doivent payer à l'avance les interventions chirurgicales quand ils en ont les moyens, l'État n'a pas de retraites à verser... À la différence de rémunération directe s'ajoute donc la différence en termes de protection sociale. Par ailleurs, en Europe, en Amérique du Nord, nous entrons dans

l'ère du vieillissement démographique. Dans les années à venir, les dépenses de retraite, de maladie et de dépendance des personnes âgées vont augmenter de manière exponentielle. Comment alors accepter la concurrence avec ces pays émergents ?

L'idée prédominante est que nous, Européens et Américains, conservons plusieurs longueurs d'avance d'ordre intellectuel, technique et scientifique, sur ces pays. Toutefois, les 150 000 étudiants chinois dans les universités japonaises, plus ceux des universités américaines ou européennes, sont en train de nous rejoindre, de nous rattraper, voire de nous dépasser. Un membre du Conseil exécutif du Medef, que j'ai rencontré à l'automne 2004, revenait d'un voyage en Chine. Il me disait : « Bientôt, ce sont eux qui feront de la haute valeur ajoutée et, nous, nous ferons la faible valeur ajoutée. » En exagérant un peu, il avait compris l'essentiel. Il avait visité Huahei l'équivalent d'Alcatel en Chine. Il a été bouleversé par l'efficacité, l'assiduité au travail, le zèle qu'il a observés. Nous n'allons pas reprendre notre avance industrielle et technique, au mieux nous allons essayer d'être au même niveau.

Europe : rationaliser le capitalisme

Le néo-protectionnisme est une réponse à cette inégalité dans la concurrence. Par exemple, l'Union européenne applique des taxes *antidumping* (de 47 et 34 %) sur les importations de vélos chinois et vietnamiens. Cette mesure, qui représente une exception à la règle du libre-échange, suffit à recréer des conditions de concurrence à peu près égales : ainsi, les fabricants européens maîtrisent 70 % de leur marché continental. Sinon, pour demeurer compétitifs, il nous faudrait baisser les salaires de façon drastique, et l'économie locale en subirait les conséquences : le blanchisseur, la pizzeria, le voyageur n'auraient plus qu'à fermer leurs portes. L'État et la protection sociale aussi. Il faut donc un système de protection douanière. Celui-ci ne peut pas être national, mais doit s'établir à l'échelon de grandes régions comme l'Union européenne, l'Amérique du Nord, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Sud... Je ne suis pas partisan d'un tarif extérieur commun, à la mode de l'ancienne Communauté économique européenne, ce qui serait dangereux, car il nous mettrait en conflit immédiat non seulement avec les pays émergents, mais aussi avec les États-Unis, le Canada ou le Japon, qui ont des conditions de travail à peu près comparables aux nôtres. Il faut des taxes *antidumping* ciblées, par pays et par produit, avec une clause annexe présentant des représailles lourdes à l'égard des pays qui pratiquent la contrefaçon. Selon les accords de l'OMC de 1994, la contrefaçon devait être éliminée en 2004. Or, en 2006, le volume de la contrefaçon



atteint des niveaux record et vous en connaissez le principal responsable, l'État chinois.

Je réclame donc un néo-protectionnisme pour le rétablissement d'une concurrence équitable. Ce n'est pas le protectionnisme avec fermeture étanche des frontières. Aujourd'hui, toute entreprise bien organisée qui veut accéder à un marché en a les moyens, simplement en y installant sa production de biens et de services. Toyota qui voulait renforcer sa présence en Europe s'installe à Valenciennes. Une entreprise chinoise peut créer un centre de production, de distribution, en Europe. La liberté d'installation des entreprises – ce qu'on appelle la liberté des investissements directs – est l'autre grande donnée de la mondialisation, difficile à contester. Elle permet de maintenir la concurrence, même si on établit des taxes *antidumping*. À partir du moment où une entreprise est installée sur le territoire de l'Union européenne, elle y respecte les conditions de rémunération, de législation sociale, de respect de l'environnement et de la sécurité civile qui prévalent. Ce ne sont pas les conditions de production à Harbin en Chine dont vous avez pu voir qu'elles sont dommageables pour les populations locales.

Concernant le problème de la relation de l'entreprise avec ses actionnaires, Donald Kalff<sup>6</sup>, un Néerlandais, avance comme moi, dans un livre récent, l'idée que le modèle d'entreprise américain est potentiellement dangereux et moins efficace que le modèle européen. Les actionnaires qui détiennent le capital, contrairement à ce que dit la vulgate financière, ne sont pas propriétaires de l'entreprise. L'entreprise est une entité en soi, une personne morale, et personne ne peut s'en déclarer le « propriétaire », même quand il s'agit d'un actionnaire familial comme chez Michelin, Peugeot, BMW, Ford... Le problème de la Bourse, ce n'est pas sa volatilité, c'est que l'actionnaire est infidèle. Comment peut-on donner à des actionnaires qui sont infidèles un tel pouvoir sur les entreprises : pouvoir de faire nommer et de révoquer les dirigeants, de contrôler leur action, de demander des changements de stratégie ?

Il faudrait donc lier contractuellement et durablement (pas éternellement) à l'entreprise, par un pacte, ceux qui se veulent les actionnaires principaux. Il existe déjà de tels pactes, mais cette idée rencontre des obstacles et des critiques. Dans le monde des affaires, on a du mal à concevoir cette idée de réciprocité d'obligation entre les deux grands partenaires. Avec ce pacte, l'actionnaire peut exercer son pouvoir de contrôle sur les dirigeants, il peut leur demander des actions déterminées, de rendre compte de façon exhaustive de la façon dont ils élaborent la stratégie, l'appliquent et organisent la gestion interne de l'entreprise. Si les

entreprises européennes le voulaient, qu'elles soient ou non cotées en Bourse, elles pourraient dire qu'elles sont prêtes à dégager de la plus-value économique, mais dans la continuité, la sérénité, tout en modérant les exigences des actionnaires. Pour l'instant, c'est le contraire qui se produit. On s'aligne plutôt sur les schémas anglo-saxons. L'Europe vient justement d'adopter les normes comptables anglo-saxonnes, ce qui rend furieux beaucoup de nos comptables. Mais une évolution est possible. L'Europe devrait s'efforcer de développer son propre système et de rationaliser le capitalisme.

Les événements les plus lourds de l'histoire figurent rarement à l'agenda des hommes politiques. On prête à Henry Kissinger cette phrase un peu cavalière prononcée alors qu'on lui demandait rendez-vous pour la semaine suivante : « Je ne peux donner aucun rendez-vous pour la semaine prochaine, j'ai prévu un coup d'État en Amérique latine. » Il est évident que la marche du monde n'obéit pas à des processus prédéterminés. Il existe des événements lourds, des tendances lourdes, mais on s'aperçoit en même temps que les systèmes économiques et sociaux, les États connaissent eux aussi des bifurcations. Les conditions économiques mondiales actuelles sont telles que nous allons être contraints bientôt, sous l'empire des circonstances, à prévoir de nous engager dans de nouvelles évolutions lourdes. Le système que j'ai décrit sommairement s'est mis en place en 1980, il y a un quart de siècle. L'histoire des Temps modernes est rapide. On a eu les vingt-cinq années d'après guerre, les plus prospères, et nous venons de vivre les vingt-cinq années de mondialisation commerciale et financière. Avant la prochaine décennie, nous aurons à envisager des transformations. À ce moment-là, les dirigeants économiques, politiques, financiers, à l'échelon national ou international, devront réviser leur copie et penser des réformes. ●

1. Jean-Luc Gréau est intervenu dans le séminaire de la Fondation Gabriel Péri « Marché et démocratie » dirigé par Jean-Claude Delaunay. Le texte que nous publions ici est celui de sa conférence présentée au séminaire 2005-2006 de *Politique Autrement*, « Au-delà des préjugés politiques », séance du 21 janvier 2006. Avec l'aimable autorisation de *Politique Autrement* que nous remercions.

2. Karl Polanyi, *La grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1983.

3. Joseph Schumpeter, *Théorie de l'Évolution économique*, Dalloz, Paris, 1983.

4. John Hicks, *La Crise de l'économie keynésienne*, Fayard, Paris, 1988.

5. *Hedge funds* : littéralement « fonds de couverture ».

6. Donald Kalff, *L'Entreprise européenne. La fin du modèle américain*, Vuibert, Paris, 2005.



# LE PCF ET LES CLASSES POPULAIRES

JULIAN MISCHI\*

À u centre des débats politiques et sociaux tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, sous l'impact en particulier du marxisme qui lui a donné une visibilité dans différentes scènes – idéologique, politique, artistique mais aussi scientifique –, la « classe ouvrière » est désormais associée dans l'espace public à la question de sa fin, constamment annoncée. Il est cependant essentiel de ne pas confondre mouvement ouvrier et classe ouvrière. S'il y a bien un épuisement, sous certains aspects, des mobilisations ouvrières dans la période contemporaine, les mondes ouvriers subissent plus une recomposition sociale et culturelle qu'une simple disparition<sup>1</sup>. C'est d'abord comme marque idéologique, comme étendard politique, que la classe ouvrière est délégitimée alors qu'elle était au cœur des mouvements sociaux du siècle dernier, notamment lors du Front populaire ou de mai-juin 68. Ce retrait de la classe ouvrière du débat public s'ancre dans le déclin et dans la transformation des organisations qui entendaient représenter les mondes ouvriers, en particulier le PCF et la CGT, et ont contribué tant à son homogénéisation symbolique qu'à sa visibilité publique.

Les lignes qui suivent visent à présenter de façon synthétique, et donc quelque peu surplombante, les relations nouées entre le PCF et les classes populaires sur le long terme. C'est la notion de classes populaires qui est mobilisée car, pour la période passée, on ne peut pas réduire la base populaire du PCF aux seuls ouvriers et, pour la période récente, la catégorie socio-professionnelle « ouvrier » de l'INSEE est devenue trop restrictive sous l'effet de la transformation de certains emplois de production répertoriés désormais du côté des services (manutention, logistique, etc.). Pour aborder les rapports des classes populaires au PCF, on

traite ici essentiellement de la place accordée à ces catégories dans le discours et la sociologie de cette organisation en laissant volontairement de côté un autre aspect, celui de l'évolution de ses soutiens électoraux. Pour mettre au jour la place, symbolique et pratique, des classes populaires au sein du PCF, on s'appuie sur une enquête conduite dans quatre fédérations communistes qui ont été choisies pour la diversité de leurs histoires (Allier, Isère, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle)<sup>2</sup>. Par ces quelques éléments lacunaires et généralisants, on voudrait simplement contribuer à la déconstruction d'images communes associant souvent de façon trop automatique militantisme communiste et mondes populaires, en mettant l'accent sur le travail partisan à l'origine de l'engagement puis du désengagement populaires au sein de l'organisation communiste.

**LA PARTICIPATION COMMUNISTE À LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE** Historiquement, par rapport à ses voisins germanique et britannique, le mouvement ouvrier français est fragile et se structure tardivement. Le cas français se caractérise en effet par une lente et incomplète unification de la classe ouvrière, liée à la position longtemps hégémonique de la petite bourgeoisie propriétaire, des artisans et surtout des paysans dont la multitude freine la migration vers les villes et l'industrie. Mal dégagée du monde rural et artisanal, la classe ouvrière manque longtemps d'autonomie<sup>3</sup>. Après plusieurs décennies de bouleversements, d'instabilité et de déracinement, c'est la crise des années 1930 qui stabilise et fixe le prolétariat industriel autour des grandes usines, dans les cités et dans les banlieues. Issu du deuxième âge de l'industrialisation (1900-1930) qui voit l'éclosion de la grande usine et de la banlieue, un nouveau type d'ouvrier naît dans l'entre-deux-guerres d'une première génération d'ouvriers déracinés. L'apogée de l'« ouvriérisme » de la société française se situe entre 1950 et 1970, au moment où cette génération vit sa maturité. La force de la classe

\* Chargé de recherche à l'INRA (CESAER, Dijon), enseignant à Sciences-Po Paris et à l'ENS-EHESS.



ouvrière s'exprime alors au sein d'une industrie tayloriste dominante, où ses différents membres se trouvent de fait unis par une relative même expérience hiérarchique du travail.

Outre la recherche d'un recrutement populaire, la nouvelle organisation révolutionnaire s'efforce de former en priorité les « éléments prolétariens » à travers diverses écoles pour les placer dans les instances du Parti, y compris de direction d'autres milieux, comme les intellectuels ou les paysans.

Les conditions de vie et de travail de cette génération industrielle (tendance à l'homogénéité sociologique, existence d'un groupe central, autonomie vis-à-vis des autres groupes sociaux, enracinement local, canaux ouvriers de transmission des valeurs) favorisent une culture de classe, propice à la structuration de réseaux de solidarité et d'entraide internes à la classe, dans une optique communiste notamment. Liés au modèle industriel de la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, les réseaux populaires du PCF émergent ainsi au sein d'une nouvelle classe ouvrière sans culture urbaine, issue d'une immigration rurale. Les centres nouvellement industrialisés, banlieues ouvrières des grandes villes ou bassins mono-industriels insérés en zone rurale, constituent les zones de force du mouvement communiste. Ce militantisme ouvrier associe conflits du travail dans l'entreprise et lutte politique, et se déploie dans les entreprises où le groupe des tra-

vailleurs qualifiés de la métallurgie joue un rôle central (sidérurgie, métallurgie, mécanique, navale, chimie, mécanique, aéronautique, automobile). L'année 1936 symbolise l'émergence de cette « avant-garde », de cette élite issue de la fraction ouvrière de mobilité ascendante, qui exerce son hégémonie sur le monde du travail jusque dans les années 1960-1970, et entretient, par une unification syndicale et politique autour notamment de la CGT et du PCF, la fiction unitaire d'un monde ouvrier en réalité éclaté entre femmes et hommes, nationaux et immigrés, ouvriers qualifiés et spécialisés, ouvriers ruraux et urbains, etc.

L'encadrement communiste des mondes populaires est singulier car, par rapport à la SFIO, le PCF se structure autour de la promotion des catégories ouvrières. La mobilisation communiste repose non seulement sur une valorisation identitaire du monde industriel, autour des figures du mineur et du « métallo » notamment<sup>4</sup>, mais aussi sur l'accession privilégiée des militants ouvriers aux postes dirigeants<sup>5</sup>. Outre la recherche d'un recrutement populaire, la nouvelle organisation révolutionnaire s'efforce de former en priorité les « éléments prolétariens » à travers diverses écoles pour les placer dans les instances du Parti, y compris de direction d'autres milieux, comme les intellectuels ou les paysans. « C'est à l'école de la fabrique, confrontés à l'exploitation capitaliste que se recrutent et se forment les militants qui assureront ensuite des responsabilités dans tous les organismes du Parti » est un leitmotiv récurrent.

Ainsi, pour la formation des directions fédérales, les responsables départementaux sont-ils guidés par les courriers du centre insistant sur la promotion des travailleurs manuels de l'industrie. Le PCF apparaît alors comme un parti ouvrier, y compris dans un département rural comme l'Allier<sup>6</sup>. Des années 1930 aux années 1970, les secrétariats fédéraux des quatre départements étudiés sont quasi exclusivement tenus par des ouvriers, ou plutôt des permanents d'origine ouvrière. En Meurthe-et-Moselle, à l'exception d'un enseignant et d'un dessinateur industriel élu à la fin des années 1950, tous les membres du secrétariat fédéral, de 1944 à 1979, sont issus de la classe ouvrière. La présence ouvrière s'accroît avec la hiérarchie partisane : les bureaux et secrétariats fédéraux sont plus ouvriers que les comités fédéraux. En 1962, les militants d'origine ouvrière forment 53 % du comité fédéral du PCF de Loire-Atlantique, 60 % du bureau fédéral et l'ensemble du secrétariat.

**DÉCONSTRUIRE L'IMAGE DU « PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE »** Au sein de la scène politique française, le PCF s'est fabriqué avec succès, jusqu'à une date récente, une image de « parti de la classe ouvrière » et a formé une élite ouvrière



qui a accédé à des postes de responsabilités, non seulement au sein de l'organisation et de ses réseaux (syndicats, associations, etc.), mais également dans les institutions publiques (mairies, conseils généraux, etc.). Cette réussite de l'entreprise politique de promotion politique des classes populaires qu'est le PCF est condensée dans la figure des « bastions rouges », où puissance du PCF et force de la classe ouvrière sont associées. Face à cette image des fiefs rouges colportée par l'acteur politique, il est heuristique de distinguer les réseaux militants des réseaux de sociabilité populaire afin de ne pas réduire les pratiques sociales des classes populaires aux seules formes militantes de mobilisation directement données à voir par l'organisation. En différenciant, de façon analytique, travail organisationnel de politisation, d'une part, et pratiques sociales populaires, d'autre part, on se donne les moyens de souligner en quoi les deux sphères s'affectent mutuellement. D'un côté, le Parti prend des formes héritées de ses groupes sociaux porteurs. De l'autre côté, les cultures populaires sont travaillées par le travail de politisation communiste<sup>7</sup>.

Explorer finement les pratiques militantes dans les milieux populaires permet, par exemple, de remettre en cause l'image dominante d'un Parti ouvrieriste en dévoilant l'importance de ses soutiens dans la paysannerie<sup>8</sup>. La forte structuration communiste dans une zone agricole comme le bocage bourbonnais repose sur l'existence d'une symbolique communiste propre aux campagnes et en relatif décalage avec l'idéologie marxiste-léniniste. Dans les campagnes, le PC s'adresse non seulement aux salariés agricoles mais aussi, et surtout, aux petits exploitants qu'ils soient propriétaires ou métayers. Il fait preuve de pragmatisme à l'égard des paysans en bannissant les thèmes tabous du collectivisme et de l'abolition de la propriété privée pour se concentrer sur la défense de la petite exploitation. Appuyé par le mot d'ordre « La terre à ceux qui la travaillent », le communisme agraire est peu collectiviste puisqu'il redistribuerait la terre et faciliterait l'entraide collective déjà en marche avec le développement des coopératives. Le soutien communiste des petits paysans bourbonnais ne vise ainsi pas tant à l'application des préceptes marxistes qu'à un accès socialement élargi à la propriété. Défenseurs de la petite propriété familiale, les militants ruraux du PC mettent surtout en avant des revendications concrètes visant à protéger les paysans de l'insécurité économique et réinvestissent un discours des « petits contre les gros ».

Notons que le discours ouvrieriste du PCF, qui s'est notamment construit autour de la figure exemplaire de Maurice Thorez, « fils du peuple », trouve une expression singulière dans les campagnes où le diri-

geant paysan Waldeck Rochet est présenté comme le « fils de la terre »<sup>9</sup>. Par ailleurs, le processus de promotion partisane en milieu agricole s'effectue également autour d'une valorisation de catégories sociales sur le modèle ouvrier. Il répond en effet à des règles de « pureté sociale » mesurée par le degré d'emploi de main-d'œuvre et repérable par l'ordre d'exposition dans les brochures de propagande. Ainsi les consignes organisationnelles privilégient-elles les ouvriers agricoles, puis les fermiers et métayers (qui peuvent employer des domestiques ou des ouvriers agricoles) et enfin les exploitants (et parmi ceux-ci ceux qui possèdent le moins de salariés). L'ouvriérisme communiste prend donc des inflexions rurales.

Un autre élément nuanciant l'image dominante associant puissance de la classe ouvrière et force du PCF est le fait que les réseaux communistes se sont aussi construits dans une déstabilisation des sociabilités populaires, notamment dans la crise des bassins de la seconde industrialisation. Il est utile à cet égard de rappeler que la force du communisme en Meurthe-et-Moselle ne correspond pas à l'apogée industriel du Pays-Haut mais, au contraire, à son déclin : le PCF s'implante véritablement dans les mines au cours des années 1950-1960 lorsque les puits commencent à fermer puis, à partir de la fin des années 1960, dans l'agglomération de Longwy lorsque ses usines perdent à leur tour leurs effectifs salariés. La physionomie de l'influence communiste suit la récession économique. Il n'est pas rare que ce soit lorsque l'usine, qui est le

L'adhésion  
communiste  
apparaît comme un  
acte symbolique de  
maintien du monde  
industriel en crise.

vecteur de l'identification sociale dans la cité, décline, que les communistes accèdent au pouvoir local. L'adhésion communiste apparaît comme un acte symbolique de maintien du monde industriel en crise.

Ce succès tardif mais fulgurant du PC lorrain renvoie à l'identification qu'il a su opérer avec la défense de l'industrie du Pays-Haut en pleine crise. Les campagnes de remise des cartes et les mobilisations électorales se font au nom de la nationalisation de la sidérurgie. La sidérurgie est au cœur des représenta-



tions communistes, et les candidats du PC sont les hommes du fer du bassin. À Mont-Saint-Martin, sur les vingt-sept membres de la liste d'union de la gauche présentée en 1977, le tract communiste met en avant les « 13 travailleurs de la sidérurgie : 6 ouvriers, 1 employée, 1 comptable, 2 techniciens, 2 dessinateurs, 1 agent de maîtrise ». Par son discours mais aussi par ses figures militantes (dirigeants, élus), le PCF se fait le colporteur d'une identité sidérurgiste alors même que son assise sociale se dégrade : les communistes de l'usine de Mont-Saint-Martin conquièrent la mairie, en 1977, lorsque les effectifs ouvriers de l'unité de production entament une importante récession. Le vote communiste, associé à une adhésion aux valeurs du fer, apparaît comme une manifestation de défense de l'outil industriel par la promotion électorale de militants engagés dans les luttes pour sa nationalisation.

Alors que l'on suppose couramment une corrélation entre la puissance de ce parti et celle du groupe ouvrier (la force du Parti de l'ère thorézienne serait celui de la classe ouvrière ascendante et son déclin le reflet de la crise de reproduction de la classe ouvrière), il est intéressant de souligner que le communisme ne naît pas toujours dans un contexte d'essor du monde ouvrier de la grande industrie. Dans certaines circonstances, il se nourrit de la fragilisation des sociabilités populaires forgées dans le travail ou la localité, sociabilités qu'une approche trop globale associe souvent automatiquement au communisme triomphant.

**LA CRISE DU TRAVAIL INDUSTRIEL** Comme on le verra ensuite, la décline du PCF dans la période contemporaine est aussi à étudier du côté des transformations internes à l'organisation communiste. Mais évoquons tout d'abord ici, très succinctement, les conditions sociales de cette crise, liées aux mutations affectant les milieux populaires. Le déclin contemporain du PCF s'inscrit en effet dans une crise générale du mouvement ouvrier français. Le retournement de la conjoncture économique, avec une précarisation de l'emploi et l'apparition durable du chômage de masse, provoque un infléchissement des luttes sociales au cours des années 1970. Non seulement le nombre de grèves décline, mais les transformations économiques modifient la nature des mobilisations avec le développement des relations contractuelles et notamment l'élaboration de procédures concernant les reconversions et les préretraites. L'opposition traditionnelle entre culture du travail syndicale et culture économique patronale s'effrite, et les syndicats intègrent progressivement une logique plus gestionnaire. Un syndicalisme de propositions émerge avec la CFDT, qui concurrence la CGT dont la baisse d'influence est

À l'image de la CGT, le PCF est particulièrement touché par la crise économique qui empêche la reproduction sociale et culturelle de la génération ouvrière « singulière » qui fut porteuse du communisme.

antérieure à la décline communiste. Jusqu'à la fin de l'année 1976, période d'apogée numérique de la classe ouvrière en France, les luttes continuent de s'inscrire dans un processus ascendant de stratégie offensive de conquêtes sociales, puis la désyndicalisation ouvrière accompagne le procès de désindustrialisation<sup>10</sup>. La perte d'emprise des travailleurs sur la destinée de leurs entreprises accentue la désagrégation des valeurs combattives de classe : l'éloignement des centres de décision des établissements industriels (concentration et internationalisation du capital) et l'intervention croissante de l'État affaiblissent l'efficacité des mouvements sociaux ayant pour cadre des unités locales usinières. À l'image de la CGT, le PCF est particulièrement touché par la crise économique qui empêche la reproduction sociale et culturelle de la génération ouvrière « singulière » (Gérard Noiriel) qui fut porteuse du communisme<sup>11</sup>. La figure du délégué d'atelier, nécessaire médiateur entre ouvriers et contremaîtres dans l'organisation taylorienne du travail, perd de son efficacité et n'est plus à l'origine d'une culture d'atelier<sup>12</sup>. Constituant traditionnellement l'encadrement syndical et partisan, les ouvriers qualifiés, âgés et riches d'une expérience de luttes sociales, perdent leur situation centrale dans l'espace usinier au profit de l'employé. La modification qualitative du travail, notamment la substitution de l'activité de surveillance à celle de fabrication, entraîne la disparition de métiers industriels traditionnels (ajusteurs, monteurs, tôliers) où se recrute l'essentiel des militants ouvriers, au profit d'emplois de mécaniciens spécialisés dans l'entretien des équipements.



En outre, la formation professionnelle ne s'effectue plus à travers les réseaux internes à la communauté de travail (centres d'apprentissage, écoles professionnelles d'entreprise, syndicats), mais hors de l'usine, par un enseignement professionnel formant à des emplois polyvalents et non plus à des métiers ouvriers, qui s'aligne de plus en plus sur les normes scolaires de l'enseignement général. Alors qu'avec les collèges d'enseignement technique en particulier, l'enseignement dans les ateliers restait sous hégémonie ouvrière, les formateurs sont de moins en moins d'extraction ouvrière. Le diplôme prime désormais sur le long apprentissage « sur le tas » où les anciens formaient les jeunes. Avec le développement de l'emprise scolaire, on accède au monde ouvrier par l'école et non plus par un processus de socialisation interne à la classe. Plus, on devient ouvrier parce que l'on a échoué à l'école. L'accès en classes technologiques ou en lycée professionnel résulte souvent d'une impossibilité à suivre un enseignement secondaire long. L'entrée dans le monde ouvrier est alors associée à une dévalorisation scolaire et intime<sup>13</sup>.

Ces bouleversements socioéconomiques s'opposent à la transmission de la culture de classe, base du militantisme ouvrier<sup>14</sup>, qui est surtout fort au sein des fractions de classe les plus anciennement ouvrières et dans les bassins d'emplois où l'autoreproduction de la classe ouvrière était élevée<sup>15</sup>, c'est-à-dire au sein de mondes industriels en déshérence. Deux processus socioéconomiques participent à la remise en cause de la culture de classe : d'une part, la promotion individuelle (professionnelle) et lignagère (accession à la propriété, projet scolaire sur la descendance) de la partie supérieure de la classe ouvrière, d'autre part, la précarisation des conditions de vie et de travail de sa frange inférieure<sup>16</sup>. Ce double processus (échappée de classe par le haut-paupérisation) fragilise le PCF en fragmentant la classe ouvrière, dont la relative homogénéité sociale autour du groupe central d'ouvriers qualifiés était l'une des conditions de puissance du communisme. Les politiques de l'emploi (sous-traitance, combinaison d'une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée) divisent la communauté productive en travailleurs stabilisés (dépendant juridiquement de l'entreprise) et travailleurs précarisés extérieurs. Entre les deux franges, supérieure et inférieure, du monde ouvrier, toute une série d'emplois ouvriers se sont également développés et ont accentué l'éclatement de la condition ouvrière en une multitude de profils professionnels détachés de l'ancienne identité de classe. De plus en plus d'ouvriers travaillent en situation d'isolement dans le tertiaire (chauffeurs, manutentionnaires, magasiniers ou prestataires de services) et se

rapprochent du statut d'employé. Les ouvriers des sociétés de services ou des univers artisanaux remplacent peu à peu les ouvriers des grands ateliers de l'industrie lourde<sup>17</sup>. La classe ouvrière maintenue est éloignée des figures traditionnelles du mineur ou du métallo.

#### **LES CONDITIONS POLITIQUES DE LA DISTANCIATION POPULAIRE AU PCF**

Essentielle, la mise au jour des conditions sociales de l'épuisement du militantisme communiste en milieu ouvrier ne doit cependant pas conduire à faire l'économie du dévoilement de ses aspects politiques liés à la crise de reproduction organisationnelle de l'entreprise communiste de mobilisation des classes populaires. La « désouvriérisation » du PCF, dans un contexte de recomposition des classes populaires, n'est pas un simple processus sociologique que l'institution partisane subirait de façon passive. Elle renvoie aussi à un phénomène politique lié aux transformations internes de l'organisation communiste, que l'on peut observer dans les mutations affectant son personnel militant et son discours idéologique. Soulignons ici de façon très schématique les principales évolutions sociologiques du corps militant communiste dans la période contemporaine, en prenant soin toujours de spécifier si elles touchent l'appareil et/ou la base militante, et s'il s'agit de processus subis malgré les inflexions politiques ou d'évolutions encouragées par les décisions organisationnelles.

Au cours des années 1970, les rangs communistes s'ouvrent tout d'abord davantage aux membres extérieurs aux mondes ouvriers et paysans avec l'adhésion accrue d'employés des services, de techniciens et d'enseignants. Cette inflexion sociologique suit les recommandations du centre : dans le prolongement du programme commun signé en 1972, la direction nationale appelle en effet au rajeunissement et au renouvellement des instances partisanes. Au PCF, la gestion sociale du corps militant est considérée comme étant profondément politique. Ainsi la perspective politique d'union de la gauche s'ancre-t-elle dans une ouverture sociologique aux classes moyennes, aux ingénieurs, techniciens et cadres, invités à rejoindre le parti de la classe ouvrière.

L'analyse localisée révèle cependant que ce processus prend des inflexions particulières. Tout d'abord, les cellules d'entreprise restent essentiellement ouvrières, alors même que les ingénieurs, cadres, dessinateurs, agents techniques, agents de maîtrise sont de plus en plus nombreux au sein des usines. Les catégories non ouvrières entrant au PCF sont souvent employées hors de l'industrie et investissent en priorité les cellules locales. Ensuite, bien que l'on observe davantage d'adhésions de membres des catégories non ouvrières,



celles-ci n'accèdent qu'assez peu aux postes de direction, à l'exception des enseignants (essentiellement d'origine populaire), surreprésentés dans les échelons de direction par rapport à leur poids dans les effectifs totaux du Parti. Si les membres des couches moyennes accèdent davantage aux comités fédéraux, ils entrent peu aux bureaux fédéraux, qui sont toujours tenus par des permanents d'origine ouvrière.

Ces cadres fédéraux ont de moins en moins réellement travaillé à l'extérieur du parti : très tôt intégrés à l'appareil par le truchement des JC et de la CGT, ils ont un rapport médiatisé à la classe ouvrière par fidélité aux parents ou par leur apprentissage professionnel. L'explosion du nombre de permanents, marqueur de cette bureaucratisation, est contemporaine de l'amorce du déclin du PCF.

À la fin des années 1970, les consignes du centre quant à l'orientation sociale de la promotion au sein du Parti changent. Le durcissement de la ligne politique avec la rupture du programme commun en 1977 prend en effet la forme d'un retournement stratégique du recrutement partisan et d'une mise en garde contre un

renouvellement excessif des rangs militants. Le 7 mai 1977, lors d'une réunion des responsables aux cadres des fédérations, Gaston Plissonnier anticipe sociologiquement le tournant politique en estimant que « s'orienter résolument vers la classe ouvrière pour la promotion reste une question de premier ordre », et en réaffirmant le principe organisationnel au fondement du PCF : « La composition sociale du Parti est en conformité avec sa qualité de Parti de la classe ouvrière. » Derrière la critique d'un rajeunissement excessif se profile un réajustement « ouvriériste » : « Dans les directions du Parti des grandes villes, il y a eu ces dernières années des mouvements trop rapides, tendant à rajeunir pour rajeunir et à remplacer des cadres ouvriers expérimentés par des jeunes : étudiants, employés communaux, animateurs culturels. » Après être passée au second plan par le discours d'ouverture, la place centrale des ouvriers dans la hiérarchie du PCF est donc réaffirmée. Il faut, selon Gaston Plissonnier, « insister sur le rôle fondamental de la classe ouvrière, l'importance décisive de l'activité à l'entreprise et la place indispensable de cadres ouvriers dans toutes les directions<sup>18</sup>. » Les ouvriers doivent reprendre une position dominante dans les organismes locaux du PCF, position qu'ils ont notamment perdue à cause d'une promotion excessive des enseignants. Mais, en réalité, ce repli « ouvriériste » ne fonctionne pas si l'on examine attentivement la trajectoire des responsables dits ouvriers, confortés dans leur position organisationnelle. Ces cadres fédéraux, s'ils sont encore d'origine populaire, ont de moins en moins réellement travaillé à l'extérieur du parti : très tôt intégrés à l'appareil par le truchement des JC et de la CGT, ils ont un rapport médiatisé à la classe ouvrière par fidélité aux parents ou par leur apprentissage professionnel. L'explosion du nombre de permanents, marqueur de cette bureaucratisation, est contemporaine de l'amorce du déclin du PCF : ils sont environ cinq cents au début des années 1970, puis un millier à la fin de la décennie. Après les générations militantes nées dans les combats sociaux et marquées par la Résistance et la guerre froide, les cadres promus à partir de la fin des années 1970 sont ouvriéristes sans avoir été ouvriers, titulaires de diplômes professionnels sans avoir pu travailler longtemps en usine en raison d'une accession rapide au statut de permanent mais également de la multiplication des fermetures d'entreprises. Cette institutionnalisation du militantisme communiste est également liée à l'accroissement des avantages matériels résultant surtout des conquêtes électorales, en particulier municipales. Aux fonctionnaires du Parti proprement dit s'ajoutent en effet alors les permanents élus et les divers employés des collecti-



vités locales gérées par le PCF, qui assurent une part importante des tâches militantes. La surface de contact entre les cadres politiques et le peuple militant se réduit : le militantisme se professionnalise en adoptant une rationalité propre, un discours généraliste de moins en moins relié aux réalités concrètes des milieux populaires. La trajectoire scolaire des nouveaux dirigeants locaux passe moins par le lycée technique que par le lycée d'enseignement général, et beaucoup sont des professionnels du politique (attachés parlementaires, secrétaires de mairie, fonctionnaires territoriaux) avant d'entrer dans les directions fédérales.

La désouvriérisation touche non seulement l'appareil, mais également le discours communiste, avec l'émergence à la fin des années 1970 d'un discours misérabiliste. À la suite de la rédaction des *Cahiers de la misère* en 1977, le PCF tend en effet à se présenter comme le porte-parole « des pauvres, des plus défavorisés des salariés » et non plus comme « le parti de la classe ouvrière ». Après la référence à la classe ouvrière héroïque et combattante de 1936 et de la Libération, une image fantasmagique des exploités rassemblés dans le groupe « des salariés, exclus et précaires ». Tenu par des permanents éloignés du monde ouvrier, le discours misérabiliste est en décalage non seulement avec les catégories des classes moyennes venues récemment au Parti, mais également avec les militants ouvriers qui ne se reconnaissent plus dans cette image dévalorisante qui leur est renvoyée. Le décrochage populaire du PCF peut être associé à cette orientation qui néglige les aspirations, d'ordre culturel notamment, de la fraction la plus qualifiée du monde ouvrier<sup>19</sup>, et désorientée d'autant plus les militants qu'elle succède à la glorification, dans le contexte d'union de la gauche, de la nouvelle classe ouvrière réétendue aux ingénieurs, techniciens et cadres.

**LA DÉSOUVRIÉRISATION CONTEMPORAINE DU PCF** Sur le long terme, les études sociographiques portant sur les origines sociales des adhérents communistes décrivent un mouvement de retrait des militants ouvriers depuis les années 1970 : on passe ainsi de 46,5 % d'ouvriers parmi les actifs membres du PCF en 1979 à 31,3 % en 1997<sup>20</sup>. Lors des congrès nationaux, le nombre de délégués d'extraction ouvrière baisse continuellement : moins de la moitié depuis 1970, leur part est inférieure à 40 % dans les années 1980, puis passe sous les 30 % dans les années 1990. En octobre 2002, la direction ne comptabilise plus que 10,6 % d'ouvriers parmi les délégués au XXI<sup>e</sup> Congrès<sup>21</sup>. Depuis les années 1990, la tendance à la désouvriérisation n'est donc plus contenue y compris au sommet des appareils fédéraux. Les membres des couches moyennes

salariées (enseignants, personnels d'exécution et d'encadrement des activités du secteur tertiaire, employés), cantonnés jusqu'ici aux échelons locaux, accèdent aux postes dirigeants désertés par les militants d'extraction ouvrière. Alors que les membres des classes populaires restent majoritaires aux échelons de base du Parti, la possession d'un diplôme du supérieur et l'appartenance aux catégories intermédiaires et supérieures deviennent des atouts pour une promotion partisane. D'une façon générale, le retrait des ouvriers profite surtout aux salariés non manuels du public qui prennent en charge la direction des réseaux locaux du Parti. Le comité fédéral du PCF de Loire-Atlantique élu en 1994 compte ainsi 60 % de salariés travaillant dans le service public ou assimilé, dont une minorité d'ouvriers. Cette déprolétarianisation de la hiérarchie partisane au profit des professions intermédiaires du public renvoie non seulement à un mouvement de répartition des effectifs militants favorable aux cellules locales (dans l'univers militant, le quartier prime désormais sur la mobilisation usinière), mais également aux transformations de la composition sociologique des cellules professionnelles elles-mêmes : les ouvriers sont progressivement moins nombreux que les fonctionnaires des collectivités locales et de l'Éducation. Souvent derniers représentants de l'implantation du PCF dans le monde du travail, ces derniers connaissent une forte promotion partisane.

Soulignons néanmoins que, par rapport aux autres partis, l'organisation communiste se singularise toujours par une sociologie à la forte composante populaire. Déployée dans le temps long, la sociologie est en effet confrontée à l'inertie de ses catégories de classement : le déclin des ouvriers d'usine et la croissance des employés de services dans les cellules ne traduisent pas un « embourgeoisement » du Parti mais, au contraire, les effets de la recomposition sociale des classes populaires. La désouvriérisation donnée à voir est accentuée par les outils de mesure, peu évolutifs, qui prennent difficilement en compte les transformations sociologiques. Par exemple, les salariés d'exécution de service, « ouvriers des services » en quelque sorte, occupent des emplois socialement voisins de ceux des autres ouvriers desquels il serait artificiel de les séparer. Une employée de commerce ou un technicien de l'industrie représentent les nouvelles figures populaires dans la période contemporaine.

Cependant, malgré cette limite qui nécessiterait de plus amples développements, le mouvement interne au PCF semble bien être à une valorisation des ressources scolaires et de compétences puisées hors des réseaux militants eux-mêmes. Ainsi l'ascension partisane du corps enseignant exprime-t-elle à la fois les



profondes mutations sociologiques du Parti et la perte de ses capacités normatives : alors que le centre partisan s'est constamment opposé à une trop forte présence des instituteurs et professeurs dans les organismes dirigeants, avec notamment le contrôle pointilleux et statistique exercé par la Section de montée des cadres, il n'a progressivement plus la capacité d'orienter socialement le recrutement de ses représentants. Plus on monte dans la hiérarchie partisane, plus la présence enseignante est désormais importante, alors que les recommandations partisans passées visaient à la maintenir aux échelons intermédiaires du Parti. Bien qu'ils fussent souvent contestataires au début des années 1980, les enseignants sont ainsi souvent dix années plus tard les derniers militants en activité pro-

### Le discours dit « de la mutation » dans les années 1990 accompagne cette dilution de l'identité ouvrière de la culture communiste avec le rêve d'un Parti « à l'image de la société ».

fessionnelle de leur commune. L'encadrement enseignant lui-même change, car beaucoup d'instituteurs communistes sont dorénavant non plus fils d'ouvriers ou de paysans mais d'enseignants.

Notons que les sections rurales suivent l'évolution sociologique générale du PCF avec un essor des couches moyennes salariées et, en particulier, du corps enseignant. Cette évolution est cependant plus lente et moins marquée qu'en milieu urbain. Dans les campagnes de l'Allier, les salariés de la fonction publique forment une nouvelle élite communiste locale, remplaçant les artisans et commerçants de moins en moins nombreux dans les territoires ruraux. Porté par d'autres catégories sociales, le discours politique évolue : après les petits contre les gros et la défense de la petite propriété, le PCF se présente à partir des années 1970 comme le protecteur d'une ruralité en déclin et des retraités agricoles. Cette image s'appuie sur les luttes que mènent militants et élus pour le maintien des services publics ruraux : postes, gares, écoles, etc.

Selon un processus de valorisation au sein même du Parti des diplômés et des compétences administratives, les élus et les dirigeants sont désormais souvent des cadres administratifs<sup>22</sup>. Les responsables communistes sont de moins en moins employés par un Parti en difficulté financière et de plus en plus par les collectivités territoriales soit comme fonctionnaires territoriaux, soit comme élus. Avec le déclin des réseaux associatifs et syndicaux liés au PCF, le milieu partisan local se rétracte autour des collectivités locales et d'acteurs dont la légitimité repose moins sur un capital partisan que sur des compétences de type administratif acquises dans le système scolaire ou dans des pratiques professionnelles<sup>23</sup>.

Le discours dit « de la mutation » dans les années 1990 accompagne cette dilution de l'identité ouvrière de la culture communiste avec le rêve d'un Parti « à l'image de la société », annoncé par les notions de « Majorité du peuple français » et de « Nouveau rassemblement populaire majoritaire » visant au rassemblement « avec les gens ». Loin d'être un parti de classe, il s'agit désormais pour le PCF d'incarner la société dans sa diversité et dans sa totalité, d'être représentatif et donc de perdre sa singularité ouvrière. Les inflexions du discours organisationnel visent à reconnaître des droits de l'individu indépendamment de sa classe sociale et à élargir le combat démocratique afin de dépasser la seule lutte contre l'exploitation capitaliste<sup>24</sup>. Au référent marxiste-léniniste succède alors le « choix de l'humanisme », principe central de la réorganisation identitaire du PCF : l'homme comme individu singulier détaché de son appartenance sociale est désormais au cœur de l'entreprise d'émancipation communiste. L'affaiblissement du PCF s'opère donc dans un contexte de désouvriérisation de l'appareil partisan remettant en cause une identité communiste forgée dans les années 1920 sur l'hégémonie ouvrière au sein de l'organisation. La distanciation des classes populaires ne s'explique pas seulement par une crise des conditions sociales de la mobilisation collective en milieu populaire, elle renvoie également à des transformations organisationnelles et discursives du PCF. Revenir sur les effets de la pratique et du discours des communistes sur leur implantation dans les milieux populaires permet d'éviter la vision sociologiquement mécaniste de la crise du PCF comme simple reflet, dans la scène politique, de la « disparition » de la classe ouvrière. La crise du travail d'identification communiste dans les milieux populaires trouve en effet également sa source dans l'institution communiste, dans les discours, les pratiques et le personnel politique qu'elle promeut depuis les années 1970. En retour, le déclin du PCF contribue à la « désobjectivation » de la classe ouvrière, il participe à la



marginalisation des ouvriers dans les représentations collectives et dans la vie politique française. En même temps que l'organisation perd sa capacité à porter la question sociale sur le devant de la scène politique, le débat public se focalise sur des « problèmes » qui reflètent surtout les préoccupations des gouvernants et des experts (« immigration », « exclus », etc.). ●

1. Voir J. Mischi et N. Renahy, « Classe ouvrière », *Encyclopaedia Universalis*, 2007.
2. Je tiens à remercier les responsables de ces fédérations pour leur soutien lors de cette enquête qui doit beaucoup à la politique d'ouverture des archives du PCF impulsée par Robert Hue au début des années 1990. Pour les détails de cette recherche, voir J. Mischi, *Structuration et Désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse de science politique, EHESS, 2002.
3. On s'appuie ici sur les travaux de Gérard Noiriel, notamment *Les Ouvriers dans la société française. 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 1986, rééd. 2002.
4. M. Lazar, « Damné de la terre et homme de marbre. L'ouvrier dans l'imaginaire du PCF du milieu des années trente à la fin des années cinquante », *Annales ESC*, septembre-octobre 1990, n° 5, pp. 1071-1096.
5. B. Pudal, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, PFNSP, Paris, 1989.
6. J. Mischi, « Un parti ouvrier en milieu rural », *Études rurales*, n° 171-172, décembre 2004, pp. 135-146.
7. On cherche à défendre cette approche relationnelle de la politisation communiste dans J. Mischi, « Travail partisan et sociabilités populaires : observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, n° 63, 2003, pp. 91-119.
8. Deux publications éclairent particulièrement ce communisme rural : R.-M. Lagrave (dir.), « Les 'Petites Russies' des campagnes françaises », *Études Rurales*, n° 171-172, décembre 2004 ; Laird Boswell, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, PULIM, Limoges, 2006.
9. J. Vigreux, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, La Dispute, Paris, 2000.
10. J. Capdevielle et R. Mouriaux, « Approche politique de la grève en France (1966-1988) », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 3, 1988.
11. Dans les campagnes, le PCF subit également le déclin de la pay-

annerie traditionnelle. Voir P. Champagne, *L'Héritage refusé : la crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950-2000*, Éditions du Seuil, Paris, 2002.

12. M. Pialoux, « Le désarroi du délégué », in P. Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Éditions du Seuil, coll. « Points », Paris, 1993, pp. 633-663.
13. Voir l'enquête exemplaire de S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, Paris, 1999.
14. Sur les ruptures affectant dans la période contemporaine ce qu'ils nomment la « culture politique ouvrière », voir G. Michelat et M. Simon, *Les Ouvriers et la Politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de Sciences Po, Paris, 2004.
15. J.-P. Molinari, *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, L'Harmattan, Paris, 1996.
16. Cet éclatement de la classe ouvrière est mis en évidence par J.-P. Terrail, *Destins ouvriers. La Fin d'une classe ?*, PUF, Paris, 1990.
17. Voir notamment E. Maurin, *L'Égalité des possibles. La nouvelle société française*, Éditions du Seuil, Paris, 2002.
18. Rapport de G. Plissonnier au BP du PCF, 22 novembre 1978.
19. Sur ces aspirations, voir la belle enquête d'Olivier Schwartz menée au début des années 1980 sur les familles ouvrières d'un cité HLM du Nord : *Le Monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, PUF, Paris, 1990.
20. F. Platone et J. Ranger, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 27, mars 2000, p. 19.
21. Rapport de la commission des mandats du XXX<sup>e</sup> Congrès d'octobre 2001.
22. D'où certains conflits sociaux touchant de façon inédite les municipalités communistes à partir des années 1980 et pouvant opposer différents groupes de militants communistes entre eux : J. Mischi, « Pour une histoire sociale du déclin du PCF », in F. Haegel (dir.), *Les Partis et le Système partisan français*, Paris, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, pp. 61-101. L'enquête d'Olivier Masclat menée à Gennevilliers souligne également cette coupure progressive à travers la distanciation des militants du PCF d'avec les jeunes issus des classes populaires : *La Gauche et les Cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.
23. Ce processus n'est pas propre au PCF ; pour le PS, voir F. Sawicki et R. Lefebvre, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éd. du Croquant, 2006, et R. Lefebvre, « Le Socialisme français et la "classe ouvrière" », *Nouvelles Fondations*, n° 1, mars 2006, pp. 64-75. Pour une présentation synthétique de l'évolution du rapport des partis de gauche aux classes populaires, voir également H. Rey, *La Gauche et les Classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, La Découverte, Paris, 2004.
24. J. Mischi, « La recomposition identitaire du PCF : modernisation du Parti et dépolitisation du lien partisan », *Communisme*, n° 72-73, 2003, pp. 71-99.

## L'ÉNERGIE, au service de la qualité de vie

Tournés vers l'industrie, le tertiaire, l'habitat, la santé et les grands équipements collectifs, les métiers de DALKIA reposent sur le respect de valeurs fortes : l'innovation, la qualité et la protection de l'environnement.

- ◆ Réseaux de chauffage urbain,
- ◆ Gestion d'installations thermiques,
- ◆ Utilités et fluides industriels,

- ◆ Cogénération et production décentralisée d'électricité,
- ◆ Facilities management.



Dalkia Nord

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

37, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - BP 38 - 59875 Saint-André Cédex - Tél. 03.20.63.42.42 - Fax. 03.20.63.86.76 - www.dalkia.com





# MAMMOUTH CHERCHE FUTUR

JOËL MARTINE \*

Les propositions listées dans ce texte sont pour certaines applicables immédiatement dans n'importe quel établissement scolaire, d'autres nécessitent des décisions gouvernementales<sup>1</sup>. Toutes ont pour souci de répondre efficacement au désir de réussite scolaire, en mettant en place des pratiques de solidarité tant au niveau le plus local (les enseignants d'une classe, les parents d'une école), qu'à celui de l'État ou des collectivités locales. La démarche politique qui sous-tend ces propositions est de construire une volonté collective de défense des services publics à la fois pour résister au néolibéralisme et pour construire la capacité des citoyens à prendre en main collectivement la vie sociale.

Pour définir des revendications sur l'école, pour proposer des réformes, il faut partir d'une réflexion pédagogique puisque (c'est une évidence !) la mission de l'école est essentiellement pédagogique. Cette question n'est pas principalement celle des méthodes didactiques, c'est d'abord celle du fonctionnement institutionnel du service public et de ses rapports avec la société.

Il faut un projet d'ensemble, mais un projet d'ensemble est inutilisable si l'on ne peut le rendre crédible par des propositions précises, applicables dans les conditions actuelles et testables par leur efficacité à relativement court terme.

Il en va de la crédibilité des syndicats, associations et partis face aux politiques libérales. Et des possibilités de réussite d'un éventuel gouvernement antilibéral.

Si l'on ne pose pas ces questions, l'action syndicale risque de se ramener dans les faits à des revendications quantitatives. Or si l'école reçoit plus d'argent mais ne répond pas mieux aux attentes de la société, l'opinion publique restera insatisfaite, les libéraux auront beau jeu de crier au gaspillage et au corporatisme.

\* Professeur de philosophie.

Comment l'échec scolaire pourrait ne pas être une fatalité sociale

Schématiquement, la réussite scolaire dépend de trois facteurs :

- la position sociale des familles ;
- les perspectives d'emploi en aval ;
- le fonctionnement de l'institution scolaire.

Si les enfants des classes sociales « favorisées » ont, dans l'ensemble, une bonne réussite quelles que soient les méthodes pédagogiques, en revanche, ceux des « milieux défavorisés », c'est-à-dire des classes dominées, ont des résultats très différents selon le fonctionnement institutionnel, à l'école élémentaire notamment.

**LA POSITION DES FAMILLES DANS LA HIÉRARCHIE SOCIALE** Statistiquement, au-delà des variations individuelles, c'est le facteur le plus important. On peut, avec Bourdieu, décrire les moyens de la famille en termes de « capital économique » (revenus, confort, taille du logement, qualité des vacances, etc.), « capital culturel » (niveau de langage utilisé, qui dépend surtout de la position des parents dans la hiérarchie des professions ; habitus culturels, notamment la lecture, etc.), « capital social » (les relations et les savoir-faire pour utiliser les institutions).

**L'AVENIR DE L'EMPLOI** Ce n'est pas seulement la stratification, mais la dynamique des classes sociales qui se reflète dans la réussite scolaire. Par exemple, chez les ouvriers, à situation sociale égale (niveau de qualification...), les enfants des immigrés ont une meilleure réussite scolaire que ceux des nationaux, ce qui peut s'expliquer par le fait que les parents se sont investis dans la migration avec un fort espoir d'ascension sociale, qu'ils reportent sur leurs enfants, alors que les nationaux vivent plus souvent leur condition d'ouvrier comme un échec de leurs espoirs, échec des parents qui décourage d'avance les enfants. L'attitude des familles à l'égard de l'école dépend des chances d'amélioration de la situation sociale des enfants grâce aux diplômes :

Une pédagogie qui part d'activités attractives et qui explicite les démarches intellectuelles permet aux enfants défavorisés d'acquérir méthodiquement des compétences que les enfants favorisés acquièrent implicitement par les habitudes culturelles de leur famille.

si les possibilités d'obtenir un emploi qualifié augmentent, les familles sont plus motivées à faire travailler les enfants à l'école; inversement, le chômage endémique des grands frères démotive les enfants. Donc la lutte contre l'échec scolaire doit être liée à une politique contre les injustices sociales dans leur ensemble et à une politique économique tournée vers des emplois de qualité.

**LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION SCOLAIRE** – Une pédagogie qui part d'activités attractives et qui explicite les démarches intellectuelles permet aux enfants défavorisés d'acquérir *methodiquement* des compétences que les enfants favorisés acquièrent *implicitement* par les habitudes culturelles de leur famille.

– La connaissance des conditions de vie de l'enfant par l'enseignant, même si elle ne change pas les situations économiques, permet de mieux aider l'enfant à surmonter ses difficultés. Cela suppose de ne pas stigmatiser les habitus culturels des classes dominées, mais de valoriser les connaissances qu'elles ont et d'entretenir des pratiques de coopération et de solidarité.

– Le rapport de l'école aux parents est décisif. Les parents des classes dominées, qui eux-mêmes ont souvent connu une scolarité décevante, se sentent exclus de l'école. Or une attitude d'explication et de coopération de la part des enseignants peut créer un climat d'encouragement pour les enfants.

– La mixité sociale : à l'école élémentaire et au collège, la ségrégation sociale entrave le travail scolaire – concentration de cas difficiles, insuffisance d'apports culturels extérieurs de la part des parents, etc. Inversement, la mixité sociale, avec des méthodes qui encouragent la coopération entre les élèves, permet, par exemple, aux enfants ayant un niveau de langue limité de profiter de la conversation des enfants favorisés, etc. (Elle aide aussi les enfants de milieu favorisé à voir au-delà de leur milieu).

– La discipline est décisive. Sa fonction légitime à l'école est de réaliser les conditions nécessaires à la concentration sur le travail intellectuel. Or les enfants les plus indisciplinés sont ceux qui sont trop perturbés par les difficultés dans lesquelles ils vivent, ou qui, par leur culture familiale, sont les moins disposés à se soumettre aux habitudes du travail scolaire : en gros, les enfants des classes dominées. Leur indisciplinisme les enfonce dans l'échec nettement plus que les enfants des classes moyennes. Si les enseignants réagissent principalement par l'intimidation, ils renforcent le sentiment d'humiliation qui est la tonalité générale du vécu social de ces enfants. Il faut donc toute une réflexion et une pratique collective pour mettre en place une discipline légitime, qui défend la dignité des personnes, à la fois rigoureuse et ouverte à la discussion démocratique. Il existe des méthodes sur cette question pour neutraliser les logiques d'exclusion sociale au lieu de les amplifier.

Ainsi, même dans la situation sociale actuelle, il y a des écoles et des collègues qui obtiennent de bons résultats y compris avec les enfants défavorisés. Mais ces réussites sont forcément fragiles. Si la famille n'est pas capable de relayer la culture scolaire, les enfants ont besoin d'un encadrement soutenu au-delà de l'école élémentaire, et cela jusqu'à l'adolescence incluse.

**LE COLLÈGE : RÉVÉLATEUR ET AMPLIFICATEUR DES INÉGALITÉS SOCIALES** Le collège est le lieu du « casse-pipe », pour plusieurs raisons.

– C'est au collège, face à des apprentissages plus difficiles, que se révèlent des carences qui ont leurs causes en amont : faible capital culturel de la famille et insuffisante compensation ou remédiation par l'école primaire.

– Le fait que la classe ait un professeur différent pour chaque discipline rend difficile un suivi cohérent de la progression de l'élève. C'est la principale source d'inefficacité. Chaque professeur élabore seul sa stratégie, et le peu de concertation se fait *a posteriori*. L'élève est désorienté face à une institution moins accueillante et plus difficile à comprendre que l'école élémentaire. Les élèves de milieu défavorisé, qui ne peuvent pas être aidés par leur famille, sont les plus pénalisés.



– Là-dessus arrivent les bouleversements psychologiques du début de l'adolescence.

Le collège français est le résultat d'un choix historique (le contraste est net, par exemple, avec les formes d'organisation du collège finlandais). Lorsque l'on a ouvert l'enseignement secondaire à l'ensemble de la jeunesse (jusque dans les années 1960, le lycée, à partir de la sixième et même avant, était en gros réservé aux enfants de la bourgeoisie et à quelques boursiers), on a maintenu dans le « collège unique » le modèle d'organisation du lycée bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle : un professeur par matière. (Dans d'autres pays, le collège a été pensé en continuité avec l'école élémentaire, l'enseignement étant assuré, du moins en grande partie, par des maîtres généralistes et responsables d'une classe. Il y a également des systèmes mixtes.) En France, on a maintenu la répartition des rôles entre les enseignants, spécialisés dans la transmission des connaissances, et les personnels d'éducation et de surveillance. Enfin, on n'a rien mis en place pour l'aide au travail personnel des élèves (alors qu'il y avait des « répétiteurs » dans le lycée bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle). Aujourd'hui, cette fonction n'est toujours pas incluse dans le service des enseignants. Confiée à des personnels précaires et moins formés, elle se concentre sur des actions de remédiation pour les élèves en difficulté.

Cela étant, l'efficacité du système existant repose sur le bon niveau de formation initiale des enseignants dans leur discipline, et, chez l'ensemble des personnels, sur une tradition de culture générale et une éthique de service public. En s'appuyant sur ce potentiel, d'importants gains d'efficacité sont possibles au collège et au lycée, de façon immédiate et sans grands bouleversements, essentiellement en mettant plus de cohérence dans le travail de l'équipe pédagogique au niveau de chaque classe.

L'objet de ce texte est de proposer quelques réformes faisables, aisément consensuelles et rapidement efficaces, et qui ouvriraient la voie, par l'expérience et la discussion démocratique, et par un meilleur rapport de force dans la société, à des transformations plus ambitieuses.

Fournir les bases à l'école maternelle et élémentaire

Le succès scolaire ultérieur dépend largement de l'acquisition de bases initiales solides, notamment au niveau du langage oral et écrit. C'est d'abord à ce niveau-là qu'il faut renforcer le service public.

Or, en gros, on sait ce qu'il faut faire. Depuis une trentaine d'années, les idées élaborées par les mouvements pédagogiques ont été reprises tant bien que mal par l'institution et affinées par les « sciences de l'éducation ». Le problème n'est plus d'inventer des méthodes pédagogiques, mais de mettre en pratique ce que l'on

**Il existe des méthodes pour gérer l'hétérogénéité de la classe, d'une part, en apportant un étayage différencié aux élèves ayant des compétences différentes, d'autre part, en utilisant le travail autonome individuel ou en petits groupes, enfin par une pédagogie de l'entraide.**

sait. Par exemple, les mouvements comme la pédagogie Freinet et la pédagogie institutionnelle ont élaboré diverses méthodes et des outils pour le travail autonome des enfants, la gestion collective de la classe, etc. Autre exemple : on sait entraîner l'enfant à la prélecture et à la préécriture (dessin, calligraphie) à la maternelle ; on sait alterner le plaisir littéraire (albums et BD) et l'analyse phonologique et grammaticale, etc. Tous ces acquis sont à défendre contre l'actuelle offensive idéologique réactionnaire.

**POUR LA MATERNELLE** – Il faut d'abord affirmer le principe que le service public offre une scolarisation gratuite dès deux ans à tous les enfants (ce qui est contraire aux projets de la droite), avec une limitation des effectifs par classe (sans quoi, on ne fait que de la garderie) et une adaptation du rythme scolaire aux petits. Cette question est un élément de mobilisation populaire et féministe.

**POUR L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE** – Le fonctionnement par cycle existe déjà. Un exemple, la lecture et l'écriture s'acquièrent en trois ans (grande section de maternelle, CP, CE1). Il faut laisser le temps aux élèves défavorisés de consolider cette acquisition. Et cela sans passer par le redoublement, qui est souvent anti-pédagogique. On peut mettre en place une classe à double niveau CP-CE1 : c'est parfois plus efficace.

– Il existe des méthodes pour gérer l'hétérogénéité de la classe, d'une part, en apportant un étayage différen-



cié aux élèves ayant des compétences différentes, d'autre part, en utilisant le travail autonome individuel ou en petits groupes, enfin par une pédagogie de l'entraide. Un exemple : on peut transformer la dictée en un exercice où ceux qui hésitent sur l'orthographe d'un mot questionnent les autres, qui n'ont pas le droit de leur donner la solution, mais doivent leur rappeler la règle à appliquer ou leur donner comme exemple un autre mot où la même règle s'applique. C'est un jeu coopératif gagnant-gagnant, où le but est d'améliorer ensemble les performances de l'équipe. Chaque élève prend mieux conscience des difficultés et apprend à s'approprier le savoir en l'explicitant. On peut rendre féconde la mixité sociale.

– Il importe que les IUFM aident les enseignants non seulement à connaître la diversité des méthodes et outils pédagogiques, mais aussi à expliciter les non-dits de leur pratique, ce qui est possible grâce aux progrès récents de l'ergonomie de l'enseignement : savoir analyser, par exemple, comment on explicite une consigne, comment on entretient l'attention, comment on gère sa fatigue...

– Les textes actuels recommandent aux inspecteurs de visiter l'ensemble des enseignants d'une école, de faire un diagnostic et des propositions concernant l'ensemble de l'école et de les discuter dans une réunion avec tous les enseignants. Cette procédure devrait être obligatoire. L'inspection prendrait alors plutôt une fonction d'audit et d'aide à la transformation collective des pratiques.

– Le financement des activités non obligatoires. Actuellement, une école doit rédiger un dossier pour chaque projet et l'adresser à différentes institutions qui vont décider de le financer ou non. Ce système, qui fait perdre du temps et favorise l'inégalité et le clientélisme, permet de camoufler la diminution des dépenses de l'État, met les enseignants en concurrence et incite aux financements privés et aux dons des parents : c'est la logique libérale. Si tous les financements étaient regroupés dans une enveloppe commune allouée à chaque école au prorata de son nombre d'élèves, chaque école serait motivée à monter des projets, on perdrait moins de temps en négociations. Cela n'empêcherait pas l'émulation : on pourrait comparer à moyens égaux les réalisations des différentes écoles et comparer les investissements des différents financeurs publics et privés. Et il y aurait une pression démocratique au maintien des crédits publics à un niveau suffisant.

**AU COLLÈGE ET AU LYCÉE** Transformer le travail des enseignants par la concertation. Pour de nouveaux conseils de classe.

Au collège, le plus urgent et le plus rapidement fai-

sable est de renforcer la cohérence de l'équipe pédagogique de la classe. On peut partir d'une institution qui existe, le conseil de classe, en modifiant ses fonctions et ses procédures.

– Il faut des heures de concertation intégrées à l'emploi du temps des enseignants ; des missions précises pour la concertation en amont de l'enseignement et dans son suivi, par exemple des protocoles types de réunion d'équipe de classe (modifiables par l'équipe, évidemment).

– On pourrait prendre une demi-journée à chaque rentrée de petites vacances pour des réunions d'équipe de classe. Ce serait comme des conseils de classe, mais en amont et avec une fonction de pilotage de la classe, d'aide aux élèves et d'aide entre les collègues. Cette réforme minimale peut être mise en place immédiatement dans n'importe quelle classe.

– Pour chaque classe, on pourrait désigner un « groupe de pilotage » de deux ou trois enseignants, dont le professeur principal, chargés, en liaison avec le CPE, du suivi global de la classe, de la synergie entre les disciplines, du suivi individuel. Leur rôle auprès des élèves et des familles serait comparable à celui d'un « maître » du primaire. Cela suppose des décharges horaires (dans certains pays d'Europe, le professeur principal a une décharge horaire et un bureau) et ne nécessite pas de pouvoir hiérarchique.

– Sans attendre, l'Éducation nationale devrait mettre en œuvre à titre expérimental ces formes de concertation en faisant appel à des équipes volontaires dans un certain nombre d'établissements. La concertation peut être un facteur de pénibilité du travail, car elle crée des conflits, et d'inefficacité : réunionnisme, etc. Mais il existe des méthodes pour neutraliser ces dérives.

– On ne peut pas en rester au modèle du professeur de lycée d'avant l'élargissement social de l'enseignement secondaire. L'enseignant ne peut pas se définir uniquement comme un distributeur de savoir : il doit être aussi un moniteur (qui aide à apprendre) et un éducateur (qui comprend le processus sociétal dans lequel il intervient)... Et cela sans brader les savoirs, qui fondent le savoir-faire pédagogique et la légitimité de l'enseignant.

– Sans cela, les enseignants se privent des moyens connus permettant de réussir la démocratisation de l'enseignement, et, dans l'immédiat, ils se rendent à eux-mêmes la tâche impossible.

**LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE DES ÉLÈVES ET DES PARENTS** Les structures de participation démocratique telles que les commissions de préparation du projet d'établissement ou les « heures de vie de classe » sont souvent une coquille vide : la démocratie est tronquée si elle n'a pas de prise sur le travail concret. S'il y avait des



conseils de pilotage de la classe (voir plus haut), les jeunes et les parents (et les enseignants!) seraient incités à formuler des propositions constructives et qui les engage.

Les parents ont souvent tendance à infantiliser leurs enfants et à les enfermer dans l'égoïsme familial : « Écoute-moi, travaille bien, ne t'occupe pas des autres. » Par l'organisation collective, ces travers peuvent être dépassés, et les motivations familiales peuvent être en partie dépassionnées et se transformer en une démarche solidaire. On le voit dans les associations de parents d'élèves qui fonctionnent bien. Dans cet esprit, Philippe Meirieu propose un « parlement des parents » dans chaque établissement, élu à la proportionnelle et maître de son ordre du jour, comme en Scandinavie.

**FAIRE JOUER LA MIXITÉ SOCIALE** Le collège unique est l'un des lieux où s'apprend une citoyenneté égalitaire et solidaire. Si l'on envoyait les élèves en échec vers une filière hors collège, ils s'enfonceraient encore plus dans leur échec : on renoncerait à leur donner une scolarité au-delà de l'école élémentaire, alors que les connaissances et les moyens de la société d'aujourd'hui le permettent. Enfin, cela ne changerait rien au sort des élèves moyens ou moyens-faibles, qui, actuellement, suivent avec difficulté. L'échec d'une partie des élèves au collège ne doit pas conduire à abandonner l'idée du collège unique, mais à aménager son fonctionnement. Les pays où le collège unique fonctionne bien sont, semble-t-il, ceux où l'école primaire bénéficie de moyens importants. Certes, l'hétérogénéité est plus difficile à gérer au collège qu'en élémentaire, car les écarts de connaissance sont plus grands ainsi que les perturbations provoquées par le comportement des élèves en décrochage. Les élèves ne peuvent pas tout faire ensemble, mais ils peuvent faire ensemble beaucoup de choses.

Au moins on peut limiter la ségrégation. Refuser la constitution de classes d'« élite » qui ont pour effet que les moyens-faibles restent entre eux dans les autres classes ; éviter les classes-poubelles sans perspective. Il faut faire connaître et analyser les expériences réussies. Enfin, la carte scolaire pourrait être repensée en découpant les secteurs selon les lignes de transport en commun, de sorte qu'un même établissement soit également accessible depuis des zones d'habitation pauvres et riches. Certes, cela suppose, de la part de la municipalité, une politique de transports et d'urbanisme s'opposant à la ségrégation.

**POLITIQUE SCOLAIRE ET CHOIX DE DÉVELOPPEMENT** Mentionnons rapidement deux aspects de cette question :

– Nécessité d'un plan d'équipement des établissements en informatique (enjeu de démocratisation comparable à ce que fut l'alphabétisation du peuple aux

XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), question liée à la nécessaire intervention économique de l'État dans la production de matériels informatiques.

– Développement de l'enseignement technologique et professionnel, lié à une politique antilibérale dans le domaine de l'emploi (développement industriel par branches ; pilotage démocratique du développement local ; économie alternative et solidaire ; maintien des savoir-faire manuels, notamment dans la réparation et le SAV, contre la logique des produits jetables, etc.).

**CRÉER UN MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE, ALLER VERS UNE PRISE EN CHARGE CITOYENNE DU SERVICE PUBLIC** Notre démarche est la suivante :

– En mettant en place (ou en luttant pour) des réponses concrètes aux dysfonctionnements insupportables du service public, on s'appuie sur la demande de réussite scolaire, on ne la laisse pas insatisfaite,

– Mais, par là, on transforme cette demande, on la conduit vers des pratiques solidaires et une prise de conscience politique autour de la défense du service public.

– Ce faisant, on introduit dans le service public plus de démocratie participative et de libre expérimentation, de la part tant des personnels que des parents et des jeunes. Cela dans une visée de transformation sociale, d'appropriation sociale de la vie, aussi bien au niveau de l'économie, des institutions politiques, etc. On accompagne une dynamique existante, on l'amène à se dépasser : c'est ce qu'on appelle une démarche transitoire.

Dans cette démarche, il faut tenir ensemble deux exigences.

– D'un côté, face aux logiques libérales dans la société, il est décisif de réaffirmer les prérogatives de l'État démocratique, ses obligations de service public.

– D'un autre côté, cette exigence ne doit pas être interprétée dans un sens autoritaire, encore moins servir de prétexte à la rigidité bureaucratique ou au corporatisme. Car l'autre exigence, c'est l'intervention citoyenne, la démocratie participative, la liberté d'expérimentation. Bref, il faut du libertaire et de l'autogestionnaire dans l'étatique et de l'étatique dans le libertaire. (Sinon la liberté d'expérimentation et l'autogestion peuvent être instrumentalisées dans des stratégies de compétition qui creusent les inégalités.)

Cette démarche doit partir d'une analyse des finalités contradictoires de l'école dans la société capitaliste et des dynamiques sociales contradictoires qu'elles génèrent.

**AMBIGUÏTÉS, DYNAMIQUES** Le désir de réussite scolaire est moralement et politiquement ambigu.

– Il exprime l'égoïsme familial, exacerbé par la compétition.

– Il exprime aussi, peut-être de moins en moins,



l'obéissance conformiste aux normes dictées par l'État.  
– Mais, derrière tout cela, il y a aussi un désir d'accomplissement humain, d'utilité sociale, de reconnaissance, d'intégration.

Ces trois motivations sont indémêlables, mais selon l'accent que l'on met sur l'une ou sur l'autre on enclenche des dynamiques sociales différentes.

Tout en organisant la course aux diplômes, l'école contribue au progrès de la culture et des capacités sociales des humains.

(Ici, un peu de philosophie. La course à la réussite scolaire illustre ce que Kant appelle l'« insociable sociabilité » [*Idee d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolitique*, proposition 4] : le mélange de penchants égoïstes et coopératifs, inscrits dans la nature humaine, se traduit par la compétition, qui contraint chacun à développer les potentialités de sa raison, d'où un progrès de la culture qui peut conduire à une prise de conscience universaliste, permettant de refonder la société sur une base morale... en dépassant l'égoïsme et la compétition. C'est dialectique.)

Le savoir scolaire lui-même est marqué par cette ambiguïté. Il est à la fois 1) utilitariste, économique, 2) conformiste et autoritaire, 3) humaniste, créatif et critique.

À l'école, on apprend :

– des connaissances répondant fonctionnellement aux besoins produits par les rapports économiques en place, dans le but de se « vendre » : on fait des maths pour faire une grande école pour faire une carrière d'ingénieur;

– des connaissances toutes faites pour se conformer à un modèle : on apprend des théorèmes de maths pour faire les problèmes du bac;

Il n'empêche que le savoir est fondamentalement une construction de l'esprit qui se transforme avec l'expérience, et cette dimension n'est jamais complètement absente à l'école : on fait des maths parce que c'est intéressant et pour explorer les structures de l'univers. D'ailleurs, l'économie et l'État ont aussi besoin que les futurs travailleurs ou dirigeants accèdent dans une certaine mesure au savoir créatif et critique. D'un point de vue capitaliste, il n'est pas inutile que l'école reste plus ou moins un lieu de savoir non utilitaire et critique. L'école a donc une marge d'autonomie, et les enseignants peuvent répondre dans une perspective humaniste et critique aux demandes sociales de « normalité » et d'efficacité économique. C'est d'ailleurs la mission officielle de l'école républicaine, et ce n'est pas complètement hypocrite. On peut se prévaloir de cette fonction de l'école quand on a le projet de redéfinir la citoyenneté et l'économie dans une perspective de justice et d'humanisme (c'est, en principe, à cela que sert la

gauche). Le but de ce texte est de montrer par quelles propositions actuelles concrètes cela peut se faire.

#### RÉPONDRE À LA LOGIQUE LIBÉRALE SUR LE TERRAIN DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Il faut assumer l'ambiguïté du désir de réussite scolaire. On ne peut pas enseigner dans une optique purement humaniste comme si l'égoïsme économique n'existait pas. Il faut associer l'égoïsme économique à un projet humaniste : c'est la démarche de la solidarité, à l'école comme ailleurs.

Par exemple, si les parents les mieux informés font tout pour mettre leurs enfants dans de « bonnes » classes à l'écart des pauvres, ce n'est pas essentiellement par racisme, c'est surtout parce qu'ils veulent que leurs enfants réussissent. Ils pensent en termes consuméristes : ils ont un besoin solvable, ils veulent avoir le choix du service, sans trop se préoccuper des besoins des autres, et sans imaginer des changements sociaux à travers lesquels ils pourraient modifier leurs besoins. Si les enseignants se contentent de répondre à cette demande par une pratique humaniste sans projet social, ils se font instrumentaliser par la stratégie économique des parents les plus influents et ils participent naïvement à la ségrégation sociale à l'école. Mais si on veut empêcher la ségrégation uniquement par la contrainte, c'est-à-dire en limitant les dérogations à la carte scolaire, on frustre le désir de réussite de ces parents (et de leurs enfants), et ils mettront les enfants dans le privé. Pour que ces parents ne désertent pas le service public, pour qu'ils le défendent, il faut leur prouver que leurs enfants pourront réussir mieux dans le public grâce à des fonctionnements scolaires solidaires et coopératifs. Telle est la démarche antilibérale que nous avons essayé de concrétiser dans ce texte.

Dans la conception libérale, l'aspect humaniste de l'éducation est subordonné à la compétition économique : la réussite égoïste est à la fois le principal moyen et le grand critère de l'accomplissement humain. L'aspiration à l'éducation peut donc être traitée comme un *besoin* économique, dont la satisfaction passe par le marché, la réponse de l'offre à la demande. En reconnaissant les familles comme des consommateurs d'éducation, et les écoles comme des prestataires de services, marchands autant que possible, le libéralisme répond au désir d'éducation en encourageant (pour ceux qui sont solvables) une exigence de qualité, mais en l'enfermant dans le calcul économique... avec comme conséquence l'aggravation des inégalités. Le désir de réussite économique est très souvent déçu, puisque la concurrence fait plus de perdants que de gagnants, mais cela ne fait qu'aiguiser le désir de réussite scolaire égoïste : chacun espère que ses enfants seront dans les quelques gagnants.

À cette logique libérale il faut répliquer par une



logique de service public, qui répond au désir de réussite scolaire (et aux frustrations qu'endurent les élèves et les parents !) en traitant l'aspiration à l'éducation non seulement comme un *besoin* plus ou moins soluble, mais comme un *droit universel*. Démocratiser le fonctionnement de l'école dans la recherche de l'efficacité pour la réussite scolaire pour tous, c'est répondre aux intérêts égoïstes des familles en mettant en place une solidarité qui construit un intérêt commun, lequel se traduira politiquement par la défense du service public. De même, en répondant au désir de réussite scolaire par des pratiques pédagogiques de coopération, on développe le désir d'utilité sociale et les compétences coopératives des citoyens, c'est-à-dire les bases culturelles d'une alternative au capitalisme. Cette approche intègre et subordonne l'articulation des égoïsmes économiques à une démarche fonda-

En répondant au désir de réussite scolaire par des pratiques pédagogiques de coopération, on développe le désir d'utilité sociale et les compétences coopératives des citoyens, c'est-à-dire les bases culturelles d'une alternative au capitalisme.

mentalement humaniste, elle-même prise en charge dans un projet politique fondé sur une citoyenneté coopérative et des services publics solidaires.

**LE SIÈCLE DE FREINET, UN BILAN POLITIQUE** La pédagogie coopérative (mouvement Freinet, Pédagogie institutionnelle, et autres recherches comparables) a montré qu'apprendre n'est pas enregistrer passivement des connaissances, c'est les (re)construire par soi-même, dans l'autonomie et l'inventivité de la pensée et en interaction avec les autres. Même s'il y a des connaissances objectives à transmettre, la pédagogie coopérative n'impose pas des normes de pensée. Elle est laïque et libertaire. Les connaissances disponibles sont des outils que les enfants doivent découvrir et s'approprier de

façon critique, dans une pratique d'expérimentation et de production.

Cette conception du savoir (d'une validité par ailleurs universelle, anthropologique...) est indispensable dans l'état actuel des techniques, des problèmes sociaux et écologiques : il est vital pour la société d'apprendre à maîtriser collectivement les savoirs, leur développement et leurs applications, or le savoir et sa maîtrise sont le résultat de l'autonomie et de la coopération. Aujourd'hui plus que par le passé, la fonction de l'école ne saurait se réduire à transmettre des connaissances, elle doit former une intelligence de la construction des savoirs qui fait partie d'une intelligence de l'auto-organisation sociale.

Cela dit, la pédagogie coopérative s'inscrit de fait dans les rapports sociaux capitalistes avec leurs contradictions. Elle introduit de la coopération et une pratique humaniste dans une institution scolaire qui n'en reste pas moins (voir Bourdieu) un champ de compétition entre les familles et (voir Foucault) un appareil de soumission des individus aux disciplines de l'État et de l'entreprise. Concrètement, la pédagogie coopérative a connu au XX<sup>e</sup> siècle une *réussite dévoyée*, sous deux formes :

– Des révolutions locales : il y a des classes Freinet, voire des écoles, qui sont de remarquables îlots d'autogestion, viables dans le système institutionnel environnant, efficaces en termes de réussite scolaire et d'apprentissage d'une citoyenneté coopérative. Dans l'optique du mouvement Freinet, ces expériences devraient prendre place dans un mouvement général de transformation de la société. Mais la démarche coopérative étant très peu promue par la gauche politique dans le reste de la société, ces expériences sont restées des révolutions circonscrites. Pis, elles tombent à leur corps défendant dans le piège libéral : les classes moyennes branchées les utilisent pour faire bénéficier leurs enfants d'une formation humaniste qui les prépare bien à se valoriser dans la fluidité de l'« économie de la connaissance ». Le microclimat des classes Freinet n'est plus guère un levain de changement, mais une variante de l'« offre » de formation, à côté des écoles ordinaires et des écoles submergées de problèmes des quartiers pauvres.

– Une pénétration par petites doses de la pédagogie coopérative depuis les années 1970 dans l'ensemble des écoles, dans les instructions officielles, dans les conclusions des sciences de l'éducation. Cette lente évolution est due à la force des idées. Elle accompagne une certaine démocratisation du fonctionnement scolaire, ainsi que la diminution de l'ostracisme de l'école à l'égard de la culture des classes dominées. Donc, malgré les attaques de la



droite contre la recherche pédagogique, le climat idéologique se prête à un dialogue entre les expériences d'avant-garde et l'école ordinaire.

Mais encore faudrait-il que ce dialogue soit lié à une mobilisation des gens autour d'enjeux qu'ils comprennent et qu'ils font leurs, en l'occurrence autour du bon fonctionnement du service public.

**UNE NOUVELLE IMPULSION POUR L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE** Au long du XX<sup>e</sup> siècle, la scolarisation s'est développée en réponse aux besoins de l'économie en personnel qualifié et aux souhaits des familles voyant la possibilité pour leurs enfants d'accéder à ces emplois qualifiés. Mais cette « démocratisation » a manqué de démocratie au sens propre, c'est-à-dire de prise en main par le peuple.

L'État français était (et reste largement) un appareil bureaucratique très centralisé. La démocratie qui est censée le contrôler est essentiellement représentative. Pas de démocratie directe de quartier dans les villes (sauf de fait dans les petites communes), pas de cogestion locale des administrations. Dans ces conditions, les citoyens peuvent difficilement s'approprier les débats parlementaires nationaux sur la politique des services publics. Ainsi l'extension de l'appareil scolaire, son importance croissante dans la vie des gens, ne s'est pas accompagnée d'un contrôle démocratique effectif des citoyens sur la vie de l'école. Certes, le fait que l'école soit organisée d'en haut lui apporte une garantie d'indépendance vis-à-vis de la société, en tant que lieu de savoir et service public universel. Il n'empêche qu'une participation des citoyens à la gestion d'un service public est nécessaire pour que ce service affine ses missions, rende des comptes à ses ayants droit, et pour que les citoyens aient à cœur de le défendre. Or c'est ce qui manque toujours à l'école (peut-être moins qu'aux autres services publics), malgré des progrès récents sur le papier. Certes, les enseignants et autres fonctionnaires, les élèves, les parents ont leur mot à dire dans la gestion du système par le biais d'instances représentatives. Mais il s'agit d'une démocratie essentiellement représentative, où le syndicalisme joue un jeu principalement corporatiste et bureaucratique, avec quelques pouvoirs de blocage et très peu de pouvoirs d'expérimentation. Depuis la Libération, les politiques gouvernementales et cette demi-démocratie bureaucratique ont accompagné l'expansion du système scolaire, sans grandes ambitions de changement faute d'impulsion politique, et avec des retards considérables dans la mise en place de canaux d'intervention citoyenne, ainsi que dans l'adoption de méthodes pédagogiques coopératives capables de faire réussir un public de plus en plus populaire et de répondre aux exigences de la civilisa-

tion actuelle et aux attentes des familles. D'où le mammoth que nous connaissons : un grand appareil bureaucratique qui, il faut le dire, diffuse un niveau assez élevé de connaissance dans la population, mais qui n'a pas le dynamisme social pour répondre aux attentes des familles (qu'elles s'expriment de façon consumériste ou citoyenne). Avec la montée d'élèves venant des milieux les plus éloignés de la culture scolaire et avec l'accumulation de difficultés d'origine sociale dans le travail scolaire, le défi de la réussite est devenu plus difficile. Dans ces conditions, l'offensive libérale depuis les années 1980 a beau jeu de dénoncer les dysfonctionnements du service public. Le mammoth est comme ankylosé face à cette offensive qui vise à le désosser sous prétexte de le dégraisser. On assiste avec amertume au démantèlement libéral du service public, à la montée du consumérisme, à la déception générale et au désespoir des exclus. Les enseignants sont tentés de se replier sur le conservatisme, ou d'abandonner l'ambition sociale. Aux lourdeurs du système les ministres libéraux répondent par la déréglementation sur fond de diminution des moyens, visant à contraindre les fonctionnaires à s'adapter docilement aux exigences d'une économie marchande et d'une société consumériste..., ce qui en fait se traduit par un « management par le stress », et souvent par l'autoritarisme de la hiérarchie, sans gain d'efficacité. À ce mélange de déréglementation et d'autoritarisme les syndicats répondent à juste titre (à côté de la revendication d'une politique d'ambition sociale et d'une augmentation des moyens) qu'une meilleure implication des fonctionnaires passe, au contraire, par une reconnaissance de leurs missions et par une démocratisation du fonctionnement interne de l'institution. Mais ils font peu de choses pour que les fonctionnaires mettent en œuvre eux-mêmes au quotidien cette démocratisation, et pour ouvrir l'école à l'intervention des citoyens. C'est à cela que ce texte entend répondre au niveau de propositions immédiates.

Il s'agit d'affirmer une culture citoyenne du service public dans la pratique professionnelle de ses fonctionnaires. Le potentiel intellectuel du mammoth est grand, mais il ne suffit pas de le défendre, il faut lui donner envie de vivre.

Je termine par une citation de Darwin : « Si le climat social se réchauffe, un mammoth mutant peut sortir de la glace. » ●

1. Une version plus détaillée de ce texte est accessible sur <http://joel.martine.free.fr/Ecole/mammothmutant.rtf>.

Un résumé des propositions a été publié dans *Les Cahiers de Rouge-et-Vert info*, n° 4, *Le Système éducatif*, 2006.







# DOSSIER

Réchauffement climatique, pollutions, sécurité, menaces sur les approvisionnements, tensions internationales... L'énergie se trouve au carrefour d'enjeux écologiques et géopolitiques majeurs. Ces débats passionnés et passionnants agitent la société car ils concernent l'avenir de l'humanité.

# ENERGIE & DÉVELOPPEMENT DURABLE



# UN ENJEU DE CIVILISATION

DENIS COHEN\*

Aujourd'hui, l'énergie est devenue un produit de première nécessité aussi indispensable que l'air et l'eau. Sans énergie, l'éducation et la santé seraient impensables. La finalité d'une politique énergétique devrait permettre de garantir le droit à l'énergie pour tous.

Véritable droit au développement, la réponse aux besoins des peuples nécessite une énergie abondante, de qualité et au meilleur coût. Or force est de constater que nous sommes arrivés à une sorte de rupture d'équilibre entre l'homme et son environnement.

La consommation des ressources naturelles des quarante dernières années dépasse celle cumulée par toutes les générations qui ont vécu depuis les origines de l'homme. En même temps, nous assistons à l'épuisement de ressources naturelles comme le pétrole et le gaz à l'échelle d'une vie humaine. Les impacts écologiques et climatiques deviennent irréversibles. Il est donc évident que, pour vivre, l'humanité doit trouver autre chose. C'est tout le sens de la recherche engagée par la Fondation Gabriel Péri. Quelles énergies pour répondre au défi du XXI<sup>e</sup> siècle ?

L'énergie est une question qui conditionne le développement. Elle doit être disponible pour tous. C'est un des grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle qui exige que nous levions les verrous scientifiques et techniques pour ouvrir la voie à de nouvelles formes d'énergie.

Les principaux événements géopolitiques actuels (guerres au Moyen-Orient, construction de l'Union européenne, explosion économique des géants indien et chinois, orientation politique à gauche de la quasi-totalité des pays d'Amérique du Sud, redressement économique de la Russie, politique nord-américaine conservatrice centrée sur la défense de ses valeurs tra-

ditionnelles, de sa domination économique et de son mode de vie, misère en Afrique), les données climatiques récentes (tendance générale au réchauffement qui devrait se confirmer, multiplication des événements extrêmes aux conséquences économiques lourdes) et enfin les tensions dans le secteur énergétique (pic de Hubbert, menaces d'un développement du nucléaire militaire, d'un terrorisme qui viserait les centrales, consommation toujours accrue d'énergie dans un environnement naturel qui se fragilise, problème des déchets nucléaires) invitent tous à une réflexion renouvelée et approfondie au sujet de notre avenir énergétique.

Par le passé, les civilisations qui ont connu un déclin brutal ont généralement vu l'effondrement suivre de près leur apogée. Cet avertissement lancé par Jared Diamond dans son dernier ouvrage, *Effondrement*, concerne même les cultures les plus évoluées (celle du peuple maya, par exemple) et a, de ce fait, tout lieu d'inquiéter nos sociétés, malgré la puissance sans précédent que nous avons développée et la confiance que nous plaçons dans les forces conférées par notre avancement technologique.

**UN SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE NON DURABLE** Notre situation sociale et économique repose sur un système énergétique de déstockage massif des énergies fossiles depuis la révolution industrielle. Ce capital énergétique, issu de plusieurs milliards d'années d'évolution géologique, touche aujourd'hui à sa fin (épuisé en à peine plus d'un siècle pour le pétrole).

Indubitablement, l'utilisation de notre héritage a permis la création de richesses, un développement de la population humaine et une amélioration de ses conditions de vie sans précédent. Elle a aussi, en raison de son ampleur, eu des effets non désirés : modification du climat, dépendance accrue à des ressources dont nous devons bien apprendre à nous passer prochainement. L'histoire de la succession des différents systèmes énergétiques met en évidence à la fois les conséquences

\* Technicien EDF, secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie de 1989 à 2003 ; directeur du développement de la NVO. Auteur avec Pascal Program de *Pour un Syndicalisme durable*, Le Cherche-Midi, Paris, 2003.

catastrophiques de l'insouciance qui caractérise l'exploitation des ressources énergétiques et les crises qui accompagnent toutes les transitions.

Les épisodes de déforestation massive dans le monde et au cours de l'histoire ont bien souvent conduit à des situations de pénurie en bois de construction comme de chauffage et entraîné des famines chez les démunis, c'est-à-dire la quasi-totalité de la population.

Les choix énergétiques que nous effectuerons à partir de maintenant détermineront donc la capacité de l'humanité à affronter la crise qui se prépare et peut-être même sa survie. Chaque type d'énergie comporte ses avantages mais aussi ses inconvénients, ce qui rendra le processus de décision particulièrement long et délicat. Il faut, en outre, considérer que nos meilleures prévisions et tous nos talents de planificateurs ne peuvent remplacer les enseignements empiriques de l'essai, au risque d'erreurs d'appréciation dont les conséquences ne sont mesurables qu'à très long terme. Nous devons pourtant parvenir à déterminer des principes pour nous guider parmi les options dont nous disposons tout en évitant certaines impasses : poursuivre notre développement en nous fondant sur le pétrole, sans chercher à développer d'autres sources d'énergie, est une impossibilité physique, vouloir maintenir notre consommation énergétique actuelle en ne comptant que sur les énergies renouvelables est un mirage technique et penser qu'un pays, parce qu'il est très développé, peut parvenir à assurer sa totale indépendance énergétique est un aveuglement politique.

**DIVERSIFIER ET COMBINER LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES** Nous pouvons avancer que, sans prendre trop de risques, pour des niveaux mondiaux de consommation d'énergie semblables à ceux que nous connaissons aujourd'hui ou en augmentation dans le futur, la réponse viable sera celle qui saura combiner le plus heureusement des ressources énergétiques qui n'ont jamais été aussi diversifiées. Mais, pour parvenir à construire un système durable, il est essentiel que cessent de prévaloir les enjeux économiques de court terme ou locaux et que se développe une coopération internationale face à des problèmes de caractère mondial, sans quoi nous risquons de voir l'efficacité des solutions mises en place très amoindrie ou de prendre un retard que nous ne pouvons nous permettre dans cette situation d'urgence. Tout laisse penser également que nous aurons intérêt à mobiliser l'ensemble des forces de la recherche internationale pour nous sortir de la crise. À ce titre, une coopération mondiale entre États doit devenir un objectif politique prioritaire.

**UN EFFORT MONDIAL DE RECHERCHE** L'effort de recherche doit développer la diversité des potentialités comme la maîtrise énergétique. La différence entre la consom-

mation finale et primaire est énorme. Elle correspond aux pertes dues à la transformation et au transport.

La recherche sur la supraconductivité comme sur le stockage de l'électricité doit devenir une priorité.

Dans l'avenir, un nouveau vecteur devrait prendre une place considérable. L'hydrogène est stockable et transportable et évite toute production de CO<sub>2</sub>, ce qui lui permet d'être une énergie de substitution dans les transports. Il convient aussi de se donner les moyens de mieux évaluer les ressources fossiles pour éviter les tensions mondiales.

Le chiffre de quarante années de production de pétrole est objet de controverses. Lorsque, à l'intérieur de l'OPEP, des quotas de production ont été établis en vue de limiter la production pour maintenir le niveau des prix mondiaux, ces quotas ont été fixés en fonction de leurs réserves. Certains de ces pays n'ont pas hésité à gonfler artificiellement leurs réserves pour maintenir ou accroître leur revenu pétrolier. C'est pourquoi certains spécialistes les évaluent à seulement vingt-neuf années.

La maîtrise du stockage du gaz, la réduction de son transport ainsi que l'étude des carburants et du rendement des moteurs à combustion devraient progresser. La recherche relative aux énergies nucléaires de l'avenir doit rapidement être développée en prenant en compte le cycle des combustibles et la gestion des déchets. Dans ce cadre, nous évoquons les réacteurs de nouvelles générations, comme la poursuite de la filière rapide (Phénix, Super Phénix) et surtout l'espoir que représente, pour la fusion nucléaire, le projet ITER.

L'utilisation d'énergies comme l'éolienne ou le photovoltaïque liés à la météorologie et donc aléatoires devrait pousser la recherche vers le stockage d'électricité. La géothermie et la biomasse pourraient, avec un effort conséquent de recherche de développement des réseaux, apporter une contribution positive à la production de chaleur.

**UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE INDISPENSABLE** S'il est un domaine où la coopération est indispensable, c'est bien celui de l'énergie. Le hasard fait que les pays producteurs sont souvent des pays en voie de développement, les transferts de technologies peuvent contribuer à cette stabilité.

Pour ce qui concerne le gaz, dont il faut maîtriser la croissance, les contrats à très long terme et, en parallèle, le développement des réseaux par méthaniers et gazoducs doivent limiter les risques géopolitiques.

Les changements indispensables de nos modes de transport et de chauffage sont structurels et demanderont du temps. Nos importations de pétrole sont donc incontournables, et le poids de cette source d'énergie ne peut que s'accroître si nous ne prenons pas des



mesures pour inverser les tendances lourdes dans ce secteur.

Compte tenu des réserves disponibles dans le monde, le charbon est un combustible d'avenir. Comme c'est aussi l'un des plus polluants, la réduction de cet inconvénient est devenue l'un des enjeux majeurs.

La France, qui a une riche expérience, pourrait conjuguer l'exploitation charbonnière et le développement des technologies d'utilisation propre du charbon. Son expérience en matière d'exploitation en couche profonde, comme en stockage de gaz naturel, lui confère une pertinence dans la recherche de captation de gaz à effet de serre. Cela contribuerait à la diversification des sources d'énergie, mais surtout serait une aide considérable pour tous les pays qui n'ont que le charbon comme vecteur de développement.

Cette coopération s'impose également pour la raison suivante : si notre système énergétique a, plus que tout autre par le passé, permis un accès simple à de grandes quantités d'énergie, nous n'avons pas pour autant résolu le problème de l'accès pour tous à l'énergie, de sa répartition. Le constat dressé par Horkheimer et Adorno en 1944 est devenu une trivialité : au XX<sup>e</sup> siècle, toutes les conditions semblaient réunies pour qu'un monde sans famine, sans guerre et sans oppression cessât d'appartenir au domaine de l'utopie. Illich calculait ainsi, au milieu des années 1970, que, dans un pays développé, chacun dispose quotidiennement de la puissance d'une centaine de domestiques sous forme d'énergie électrique, de pétrole... Une énergie comme l'électricité, nécessaire dans les pays développés à la santé, aux transports, à l'éducation et à bien d'autres aspects que nous considérons comme essentiels à nos vies, fait encore défaut à près de 2 milliards d'individus, à l'heure où, pourtant, des mouvements s'organisent pour faire inscrire le droit à l'énergie dans la charte de l'ONU au titre des droits fondamentaux de l'être humain.

**UN ACCÈS ÉQUITABLE À L'ÉNERGIE** Le futur système énergétique devra tâcher de réparer l'injustice de l'inéquitable accès aux ressources. En France, le principe a été entériné par la loi du 10 février 2000 sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité qui a instauré un droit à l'électricité.

La reconnaissance de l'électricité comme besoin fondamental indique bien que l'énergie n'est plus une donnée neutre pour caractériser la condition humaine. Dans nos sociétés, être un homme parmi les hommes implique désormais l'accès à une certaine quantité d'énergie. Un devoir de solidarité se crée, et l'argument pragmatique si bien connu – si nous ne le faisons pas pour eux, faisons-le pour nous, sans quoi le développement anarchique des pays pauvres risque d'entraîner

des catastrophes écologiques majeures, une immigration accrue, dont nous pâtirons tous – ne masque plus l'impératif moral de l'aide au développement.

L'intérêt actuel du grand public pour les problématiques environnementales et le développement durable permet aux questions énergétiques d'occuper une place centrale dans les débats mondiaux relatifs à notre projet global de société. Cette tendance démontre, s'il en était besoin, que la complexité croissante des processus de production n'a pas réduit l'énergie à ses simples données techno-scientifiques et que son utilisation quotidienne généralisée n'a pas suffi à en faire une denrée ordinaire.

L'inscription de l'énergie dans le social s'explique par le fait que notre système énergétique propose la disponibilité d'une énergie commerciale et bon marché comme réponse à la satisfaction de la quasi-totalité de nos besoins. L'énergie possède ce caractère d'être à la fois une réalité physique, c'est-à-dire un ensemble de phénomènes de la nature, et une notion, c'est-à-dire une représentation collective. Elle est tout autant réaction au cœur d'une centrale que revendication d'un droit fondamental de l'être humain susceptible d'être inscrit dans la charte des Nations unies, technique de pointe et facteur de socialisation.

Selon la loi formulée par White en 1943, la complexité de l'organisation sociale et notamment politique est même une fonction de la quantité d'énergie disponible. Sans aller jusqu'à ce déterminisme extrême, nous devons travailler à ce que l'énergie ne soit plus une marchandise comme les autres, utilisée sans y penser, oubliée sitôt que consommée.

**CLARIFIER LE RAPPORT DES HOMMES AUX TECHNOLOGIES** Plus généralement, la réussite de la mise en place de notre futur système énergétique et sa viabilité dépendront également d'un travail de compréhension des implications sociales de notre rapport à nos technologies. Avec les biotechnologies, le grand public s'était habitué à voir posée sur le terrain moral la question du rapport de l'homme à la technique. La réflexion se poursuit désormais dans le champ de l'énergie, avec cette question principale : Est-il bon de chercher sans cesse un accroissement de notre puissance alors que cet objectif s'est toujours accompagné de dangers croissants ?

En 1979, le philosophe Hans Jonas dressait le constat suivant dans son livre célèbre *Le Principe responsabilité* : « L'éthique est restée neutre à l'égard de la nature tant que la technique n'avait pas le pouvoir de la transformer. À partir du moment où elle devient manipulable à volonté, la nature devient un objet de responsabilité. » Prendre soin de la nature, c'est, dans le même temps, prendre soin de nous-mêmes. Avec l'accroissement de nos capacités techniques, notre pouvoir d'ac-



tion a pris une proportion qu'il n'avait jamais eue auparavant. Il devient désormais nécessaire de parvenir, par une réflexion théorique préalable, à circonscrire les excès potentiels de notre puissance : nous sommes devenus responsables devant l'avenir. C'est au nom de cette responsabilité que se sont développés les premiers mouvements écologistes.

Les réponses à apporter aux questions posées par la situation énergétique devront donc concerner des aspects du problème dont la nature n'est pas uniquement technologique. Il ne suffit pas de produire de l'énergie en quantité suffisante, il faut encore s'assurer que cette production est durable, qu'elle est compatible avec la vie dans un environnement de qualité et que chacun peut profiter de ses bienfaits.

Voici donc posés trois aspects majeurs de la crise, qui inscrivent l'énergie hors des chemins de la seule science, dans le champ du social : la pénurie qui guette, la crise de l'environnement et la crise politique. Les choix à effectuer engagent en effet des représentations et des valeurs telles que notre rapport à nos besoins, à la nature et notre sens de l'équité.

**PROGRÈS ET FINALITÉS SOCIALES** Le rôle que les sciences humaines pourraient jouer dans l'élaboration des réponses que nous aurons à apporter, pour gérer la crise qui se prépare, avait déjà été souligné depuis longtemps. Jean-Pierre Deléage notait, par exemple, en 1986, peu de temps avant la catastrophe de Tchernobyl dans *Servitude de la puissance* : « L'énergie est un impensé historique, notre richesse énergétique a pour corrélat la pauvreté de ses représentations. Elle n'existe pas pour les sciences humaines car depuis l'avènement de la thermodynamique nous la pensons comme pure réalité physique. »

Cette revendication d'une place pour les sciences humaines dans le débat énergétique est un appel à ne plus mesurer le progrès qu'à l'aune de notre capacité à construire toujours plus de machines, toujours plus perfectionnées, sans jamais poser la question de la nécessaire finalité sociale de telles avancées. Nous avons trop longtemps renvoyé à nos seules sciences et technologies la charge de trouver une solution. C'était méconnaître la spécificité de cette crise multiforme, dont les divers aspects engagent à mobiliser des connaissances aussi bien techniques qu'historiques, anthropologiques, sociologiques et philosophiques.

Un bref regard sur l'histoire de l'énergie nous confirme que, pour s'imposer, tout système énergétique doit passer l'obstacle du champ social, au sein duquel se confrontent les besoins et les valeurs d'une civilisation.

Chaque ressource énergétique est ainsi tributaire, de sa découverte à son utilisation collective, des condi-

tions culturelles d'une époque et d'un lieu donnés. Que l'on songe, par exemple, à la diversité des positions sur le nucléaire au sein de l'Union européenne ou encore aux débats conflictuels qui, tout à fait hors du champ de la technique, décidèrent de la victoire du courant alternatif (promu par les grands trusts habitués aux longues distances) sur le courant continu.

**L'APPORT DES SCIENCES HUMAINES** Par ailleurs, ce n'est qu'en faisant de l'énergie un objet d'étude pour les sciences humaines que nous pourrions prendre en compte tous ses aspects sociaux et par là même promouvoir la coopération que nous appelons de nos vœux et qui doit trouver sa place non seulement entre les États mais aussi entre les dirigeants, les chercheurs et les populations, afin de créer autour de l'énergie ce lien social indispensable à une utilisation pacifique et équitable. On connaît depuis longtemps ce thème, popularisé entre autres par Habermas : la politique s'appuie de plus en plus sur des avis d'experts pour prendre ses décisions, et cela a pour conséquence d'entraîner un affaiblissement de la démocratie. La population se trouve coupée de décisions concernant des enjeux majeurs, énergétiques notamment, faute des connaissances qui lui permettraient de donner son avis.

Est-il envisageable qu'un aspect aussi important de la vie des citoyens reste à l'écart des débats publics? Ne faut-il pas plutôt répondre à la demande d'information et d'éducation, afin que chacun puisse prendre part aux décisions? Cela implique de rendre possible la réappropriation par les utilisateurs des technologies quotidiennes. Le rêve de faire de chacun de nous un ingénieur n'est qu'un vœu pieux, mais est-il hors de notre portée de responsabiliser producteurs et utilisateurs en donnant à tous les clés pour participer aux décisions collectives? Cela permettrait d'adapter les réponses énergétiques aux spécificités culturelles des différents pays.

On sait que l'implantation d'une technologie dans des civilisations qui ne l'ont pas directement conçue est susceptible de provoquer des bouleversements dans les rapports sociaux, mettant à mal cette solidarité dont nous évoquons l'importance.

Le dialogue que nous souhaitons vise donc non seulement à permettre une meilleure compréhension des enjeux techniques par la population, mais aussi une meilleure écoute des revendications locales par ceux qui développent les technologies énergétiques.

Une politique mondiale de l'énergie devra savoir respecter les particularités géographiques et économiques des pays pour éviter la catastrophe mondiale annoncée. On le voit, les problèmes éthiques sont aux deux côtés de la chaîne : dans les pays développés, il s'agit de se protéger contre une puissance qui nous échappe ;



dans le tiers-monde, il faut, par souci de justice, donner accès à plus de puissance. Le développement des pays du Sud renforce l'urgence de la question énergétique mondiale : lorsque ces pays nous rattraperont, les dégâts environnementaux et les pénuries seront plus marqués encore.

Dans quelle mesure les grandes entreprises du secteur énergétique vont-elles pouvoir participer au développement soutenable de ces pays, dans le cadre de la grande coopération Nord-Sud que la conférence de Johannesburg sur le climat a définie comme priorité environnementale ?

Notre système énergétique est intrinsèquement lié à une organisation économique fondée sur le principe d'une production toujours croissante de richesses dans une économie de marché. Les limites de nos ressources naturelles et les dommages causés à l'environnement par ce type d'organisation ont conduit à la formulation d'un certain nombre de propositions concurrentes : la croissance zéro du Club de Rome, le développement durable il y a quelques années et aujourd'hui la décroissance.

**VERS UN NOUVEAU TYPE DE DÉVELOPPEMENT** Ces courants proposent de repenser notre organisation économique en tenant compte de notre projet de société dans un environnement mondialisé, pour le meilleur et pour le pire, et en l'adaptant aux nouvelles données énergétiques et à la préservation de l'environnement, confirmant ainsi l'analyse de l'anthropologue des techniques, Alain Gras, pour lequel « l'énergie est le lieu imaginaire où se résument les rapports de l'homme à la nature, où se révèle le sens de leurs relations et où s'enracine toute la modernité sociotechnique ».

La décroissance prônée par certains est un miroir à la croissance productiviste. Ne faut-il pas penser à un nouveau type de développement ? Suffit-il, pour traiter la question de la nature, de l'intégrer aux logiques économiques comme le pensent les partisans d'une internalisation des coûts environnementaux externes ? Le fameux principe du pollueur-payeur a, semble-t-il, cessé d'apparaître comme suffisamment dissuasif pour assurer la préservation de l'environnement, même si son utilité pour aider la prise de décision politique ne fait pas de doute. Insister sur la nécessité d'une réflexion théorique de nature philosophique, c'est prendre le parti de dire qu'il est temps de trouver un statut pour l'environnement. Pour reprendre la formule de l'économiste Sylvie Faucheux, « la pensée de l'environnement ne peut plus se réduire à une économie de l'environnement ».

L'électricité occupe une place privilégiée dans les pays développés, que ce soit dans le confort domestique, la production industrielle, les transports en commun...

elle fait donc l'objet d'enjeux particuliers concernant son mode de gestion économique.

**REPENSER L'ÉCONOMIE** Les débats récurrents en France, l'alternance des privatisations-nationalisations montrent l'importance accordée à cette ressource dont la production et la distribution sont un enjeu majeur dans le secteur de l'énergie.

Cette ressource pourrait prendre plus d'importance encore dans le futur avec la fin des ressources fossiles à bon marché. De plus, la multiplicité de ses modes de production permet d'envisager différentes solutions aux problèmes environnementaux. Mais, là encore, l'organisation complexe qu'elle requiert implique une coopération et une cohésion sociale fortes.

Le caractère mondial des problèmes environnementaux demande justement que l'on recherche une solution au-delà du simple territoire national. Le développement du nucléaire en vue de lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub> ne saurait être efficace si la France seule en Europe l'adopte.

Dans un premier temps, une coopération technologique entre pays possédant une proximité culturelle peut faciliter la mise en œuvre de programmes de recherche permettant de limiter les conséquences indésirables de l'emploi de chaque type d'énergie. Il serait donc temps de voir enfin adoptée par l'Union européenne une politique énergétique commune, près de cinquante ans après que les premières bases de la construction ont été jetées autour de la question du charbon notamment !

Repenser notre organisation énergétique, c'est aussi dès maintenant tenir compte des changements annoncés dans tous les domaines où est impliquée une forte consommation d'énergie fossile. Aux premiers rangs se trouvent l'urbanisme et les transports, qui risquent fort de devenir fortement pénalisants pour les plus démunis en cas d'augmentation des prix de l'énergie. Le développement des transports collectifs, le ferroutage et l'utilisation des voies navigables pour le fret sont des orientations à privilégier. Un véritable plan de développement dans un cadre multimodal où fer, route, transport fluvial et maritime seraient mis en cohérence devrait être engagé.

Parallèlement, la conception même de l'aménagement du territoire doit être revue afin de réduire les temps de transport, de faire reculer la politique de zoning qui éloigne toujours plus les espaces de travail de ceux de l'habitat, des loisirs et du commerce, enfin de refaire la ville sur la ville en densifiant les espaces urbanisés dans une consommation raisonnable et durable du territoire. Il faut amplifier les programmes d'économie d'énergie au sein du logement, particulièrement du logement social, notamment en termes d'isolation.



**QUELLE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE ?** L'énergie par nature pose la question de sa maîtrise. La déréglementation engagée depuis deux décennies aux États-Unis et en Grande-Bretagne montre ses effets. Elle est contestée dans les pays qui l'ont initiée. Elle a montré son inefficacité dans des pays à fort développement, comme le Brésil ou l'Argentine. Dans les pays en voie de développement, elle a conduit à la suppression de programmes d'électrification rurale, faute d'une solvabilité de la demande pour les investisseurs.

En Europe, les coupures d'électricité se sont multipliées comme en Espagne ou en Italie. Elles ont, avec la canicule, failli toucher la France. Au début de novembre 2006, 10 millions d'Européens ont été privés d'électricité, et le black-out n'a été évité que de justesse. Nous proposons de tirer le bilan de ces déréglementations pour réorienter la politique énergétique vers des logiques de long terme.

**UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE** En Europe grandit l'idée d'une politique énergétique commune. Celle-ci pourrait être fondée sur quatre idées : l'indépendance énergétique de l'Union européenne, le respect des engagements de Kyoto, le droit à l'énergie et un socle de garanties collectives pour les salariés.

Si les privatisations et déréglementations marquent leurs limites, elles ne nous dispensent pas pour autant d'une profonde réflexion sur la rénovation, la démocratisation et l'humanisation des services publics. Elle nécessite des droits nouveaux pour les salariés, les usagers et leurs représentants, une proximité renforcée. La mondialisation nous conduit également à réfléchir sur l'articulation entre biens publics mondiaux et services publics locaux, au concept d'entreprise publique européenne, à leur maîtrise sociale.

Il est aujourd'hui prouvé que le réchauffement climatique découle du rejet de gaz à effet de serre. Les conséquences sur le climat posent la question de la survie de l'espèce humaine sur la planète. Le principe de précaution nous pousse vers l'utilisation des énergies renouvelables et les énergies nucléaires, vers la réduction de la pollution engendrée par les énergies fossiles et la captation et le stockage du CO<sub>2</sub>.

Pour ce qui concerne les énergies renouvelables, même avec un effort conséquent, leur part dans le bilan énergétique hormis l'hydraulique restera faible. C'est donc vers le nucléaire et ses évolutions que se concentre l'essentiel des espoirs d'aujourd'hui.

Nous savons que le nucléaire ne peut se concevoir sans l'acceptation des citoyens.

La vigilance en matière de sûreté passe par la transparence et par une écoute réciproque entre citoyens et acteurs du développement scientifique et technique. Elle passe aussi par un haut niveau des qualifications

des salariés et nécessite de bannir la précarité du secteur. Il est aujourd'hui quasi certain que dans les années 2015-2030 l'énergie nucléaire prendra la relève dans la satisfaction d'une part beaucoup plus importante des besoins mondiaux. La France doit préserver ses atouts et améliorer la sûreté. La décision d'engager la mise en chantier de l'EPR dans le cadre du renouvellement du parc d'EDF va dans ce sens : elle représente un trait d'union avec les réacteurs de quatrième génération, permet le maintien des savoir-faire et ouvre la porte au nucléaire durable. Mais l'exploitation de cette énergie ne peut se concevoir sans son volet retraitement et recyclage des combustibles.

Au début du mois de mai 2007, le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) était réuni pour examiner les moyens d'atténuer le réchauffement de la planète tandis que se tenait le sommet annuel États-Unis-Union européenne dont le communiqué final a souligné la nécessité d'une « action urgente et mondiale » pour assurer des approvisionnements énergétiques sûrs et abordables et pour répondre au changement climatique. Ces pas en avant, pour encourageants qu'ils soient, demeurent encore insuffisants pour venir à bout des divisions qui freinent l'émergence de coopérations mondiales afin d'affronter les défis de l'avenir. Les choix à opérer dans les prochaines années – qui appellent des modifications en profondeur de nos modes de vie, de produire, de consommer, d'habiter, de transporter hommes et marchandises ainsi qu'une transformation de notre rapport au temps – ne peuvent se passer du débat pour les inscrire dans un processus démocratique. Cette démarche, qui exige esprit de responsabilité pour dépasser les oppositions et les dogmatismes stériles et paralysants, peut déboucher sur un consensus des forces politiques et sociales sur la question de l'énergie. C'est à ce projet que la revue souhaite contribuer. ●





# ÉNERGIE : SENS ET CONTRESENS

ARNAUD SPIRE\*

La reconnaissance, en janvier 1999, par la majorité de l'Assemblée nationale française d'un *droit à l'électricité pour tous* est une décision jurisprudentielle qui fonde en droit la reconnaissance des besoins humains en énergie. Mais dans le prolongement ont eu lieu des modifications importantes du marché dont la caractéristique est de réduire le citoyen à un client et à sa solvabilité. C'est pour cette raison que la reconnaissance de ce droit devrait être étendue à l'énergie en général. De même que pour les journaux, qui transportent l'information, des tarifs postaux spéciaux ont été imposés dans le prolongement de la Révolution française, par l'État, l'énergie n'étant pas non plus une marchandise comme une autre doit continuer à bénéficier d'une tarification adaptée. C'est pour cette singularité recouverte par la notion d'énergie que l'on comprend bien que le problème ne peut être traité dans le cadre du « libéralisme ». La concurrence et la production privée ne sauraient assurer à elles seules un droit égalitaire pour tous à l'énergie. La nécessité de répartir de façon juste pour tous les citoyens l'énergie en tant que produit vital implique l'existence d'un service public avec choix et contrôle citoyens de la politique énergétique. Comme l'écrit Michel Clerc, président de l'association Droit à l'énergie-SOS futur : « Aujourd'hui, le dixième de la population mondiale consomme 80 % de l'énergie produite sur notre planète quand deux tiers de cette population disposent de moins de un dollar par jour pour vivre. »

On comprend, dans ces conditions, qu'il ne peut y avoir d'authentique développement « durable » sans universion concrète du droit à l'énergie.

**ÉNERGIE ET MATIÈRE : LA MASSE** Au sens physique, l'énergie est l'aptitude à effectuer un travail mécanique avec la matière que l'on considère encore souvent comme une

relation d'antériorité chronologique de l'esprit sur la nature (idéalisme), ou, au contraire, d'une chose sur l'idée (matérialisme mécaniste), et avec l'information, qui est le contenu de la communication. Elle est l'une des « trois parties intégrantes du réel ». Il existe un grand nombre de formes d'énergie (mécanique, calorique, électrique, nucléaire, etc.). Le principe d'équivalence permet de passer de l'une de ces formes à une autre.

La situation se pose différemment dès lors que l'on pense, en matérialiste conséquent, la matière comme une catégorie philosophique signifiant l'objectivité de tout le réel. Le concept d'énergie ne conduit pas à « répudier le concept de matière [...] ». L'opposition entre la matière et la conscience n'a de signification absolue que dans des limites très restreintes : en l'occurrence uniquement dans celles de la question gnoseologique fondamentale (sur laquelle sont fondées les sciences dites cognitives) : Qu'est-ce qui est premier et qu'est-ce qui est second ? Au-delà de ces limites, la relativité de cette opposition ne soulève aucun doute. [...] Car l'unique propriété de la matière que reconnaît le matérialisme philosophique est celle d'être une réalité objective, d'exister hors de notre conscience » (*Matérialisme et Empirio-criticisme*, Lénine, 1908).

Dire que le concept de matière peut « vieillir » relève du « babillage puéril » de la philosophie idéaliste. La matière est la globalité de la réalité objective, idées et illusions comprises. Le concept de Science (avec une majuscule) s'appuie depuis plus de deux mille ans sur la « question de confiance dans le témoignage des organes des sens » et la connaissance de la réalité objective. Cette question de l'antériorité chronologique de l'esprit sur la nature ou de l'inverse est pourtant sans cesse re-débattue par ceux que Lénine qualifie de « clowns titrés professeurs ».

Étymologiquement, le mot « énergie » signifie « force en action » (*energeia*) et il est apparu dans ce qu'on appelle le bas latin ou latin de cuisine, dans les années 1500. Pendant longtemps, le terme a été réservé

\* Philosophe, journaliste. Dernier ouvrage : *Quand l'Événement dépasse le prévisible. Critique de l'horloge déterministe*, préface du Dr Joachim Wilke, L'Harmattan, Paris, 2006.



à l'énergie mécanique ou cinétique (d'un corps en mouvement), dite également énergie actuelle et énergie potentielle d'un corps en repos situé dans un champ de forces. Sans apport extérieur, leur somme (dite énergie totale) est constante. Pendant longtemps, la physique classique a considéré l'énergie comme un attribut de la masse. Aucune interprétation politico-historique n'est ici possible. C'est seulement avec Albert Einstein (1879-1955) qu'a été posée l'équivalence de la masse et de l'énergie ! Il ne s'agit pas à proprement parler d'une équivalence entre  $e$  et  $m$  dans l'équation einsteinienne  $e = mc^2$  puisque le principe d'équivalence s'applique au calcul de la quantité d'énergie déployée et non à la nature de cette énergie. L'équivalence des formes d'énergie et leur hiérarchie ont longtemps dissimulé les deux principes de la thermodynamique.

– Le premier, formulé par le physicien anglais James Prescott Joule (1818-1889), est dit « principe de conservation de l'énergie ». C'est un principe d'équivalence entre la chaleur et le travail mécanique. On pourrait le résumer ainsi : si un système thermodynamique effectue un cycle, c'est-à-dire une série de transformations à la fin desquelles le système revient à son état initial, la somme algébrique des quantités de chaleur et la somme algébrique des quantités de travail sont proportionnelles.

– Le second principe, formulé par le physicien anglais William Thomson Kelvin (1824-1907) et par le physicien allemand Max Planck (1858-1947), affirme qu'il est impossible de construire une machine cyclique ayant comme effet de produire du travail en échangeant de la chaleur avec une source unique. Il y a une *limite quantitative* à la transformation de chaleur en travail : une partie de la chaleur absorbée par le système doit être rejetée et n'est donc pas transformée en travail.

On appelle « entropie » la tendance qu'a un système isolé à évoluer vers un stade d'équilibre thermodynamique.

**CONSERVATION ET DÉGRADATION** Aujourd'hui, l'accent est mis sur la variable qui exprime globalement le fait que l'énergie se conserve, se transmet telle quelle ou se dégrade. C'est pourquoi on distingue l'action de maintenir dans son état actuel une réalité quelconque – le philosophe Baruch Spinoza disait qu'il faut que chacun mette du soin à « persévérer dans son être », ce qui signifie que la conservation n'est pas forcément la négation de toute activité – de la « dégradation » qui est un concept exprimé par le second principe de la thermodynamique dit de Carnot et Clausius. Dans un système physique clos, la quantité totale de l'énergie est conservée, mais la chaleur (l'énergie calorifique) n'est pas totalement transformable en travail ou énergie mécanique. On dit qu'elle

est de l'énergie *dégradée*. *La dégradation de l'énergie manifeste le caractère IRRÉVERSIBLE, donc historique, de certains processus physiques, c'est-à-dire le caractère essentiel de la variable temporelle (considérée comme indifférente par la mécanique classique). Déperdition ou dissipation de l'énergie, les différentes formes d'énergie, bien qu'équivalentes après Einstein, ne possèdent pas la même aptitude à fournir du travail mécanique.*

**PAS DE SYMÉTRIE ENTRE LE PASSÉ ET LE FUTUR** Ilya Prigogine a introduit dans *La Nouvelle Alliance, métamorphose de la science*, l'idée que le temps historique n'est pas réversible et que la nature a donc une histoire. Le physicien français contemporain Michel Paty est donc forcé d'admettre la métaphore prigoginienne de la *flèche* dès lors que l'on parle du temps en thermodynamique : « Le cours du temps du passé vers le futur avait été postulé au départ, par exemple quand Aristote définissait le temps comme le nombre du mouvement en rapport à l'avant et à l'après. » Mais l'uniformité du temps et la parfaite *symétrie* entre le passé et le futur supposées par la mécanique classique impliquaient la RÉVERSIBILITÉ des lois du mouvement : cet état de chose demeure d'ailleurs encore dans le cadre de la relativité générale. Mais elles sont généralement attribuées à l'entremise de la thermodynamique (rapport entre chaleur et travail) et de l'IRRÉVERSIBILITÉ qui en résulte. Tous les états et processus naturels sont irréversibles parce qu'inscrits dans un temps non circulaire. L'entropie qui mesure le degré, le désordre d'un système en physique et déjà des expressions scientifiquement avérées de l'irréversibilité.

**UN ACQUIS ? NON, UNE ÉTAPE...** Le concept d'énergie qui s'est imposé vers 1850 a, qu'on le veuille ou non, inscrit l'« énergétisme » dans l'histoire de la science et de la philosophie comme une *étape* plutôt que comme un *acquis* définitif. En effet, après la relativité restreinte, les savants ne parlent plus d'énergie mais de MASSE. Ce n'est pas le cas du physicien écossais William Rankine (1820-1872), qui, après avoir différencié les énergies mécaniques potentielles et cinétiques, jeta les bases de l'énergétique. Il participa également au perfectionnement de la machine à vapeur, notamment en inventant un cycle en thermodynamique qui porte son nom. Certains physiciens comme Émile Nyssens et Wilhelm Ostwald iront même jusqu'à affirmer : « Toutes nos actions, toutes nos opérations psychiques, reposent sur des variations ou des transformations d'énergie. » C'est ainsi que la physique, qui avait jusqu'alors été le modèle des autres sciences de la nature, vit son unité brisée et se trouva en crise à la fin du XIX<sup>e</sup>-début du XX<sup>e</sup> siècle. Le concept d'énergie, qui avait révolutionné la physique du XIX<sup>e</sup> siècle, a-t-il modifié l'évolution des autres sciences et est-il impliqué dans ce qu'on appelle



la mutation fondamentale de la science à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle? La réponse, si l'on se réfère seulement à ce qui précède, serait plutôt négative. Toutefois, cette question s'est inscrite également dans une réflexion des philosophes contemporains sur les origines de la démarche actuelle de la Science. Le concept d'énergie, qui avait eu tant de mal à faire accepter son existence et la place qui lui revenait et qui s'était séparé des explications théologiques et géologiques, devint pendant plus d'un demi-siècle un acteur du processus évolutif en transmettant l'influence du milieu extérieur.

Les philosophies qui se référèrent à cette « pan-énergie » furent majoritairement « monistes », c'est-à-dire qu'elles confondirent les deux réalités principielles esprit et matière, ou énergie et matière, en une seule substance. L'énergie et la matière furent alors considérées par la plupart des universitaires enseignant la philosophie à cette époque comme deux caractéristiques inséparables de tout objet coïncidant avec l'idée d'unité de la nature. Alors qu'au tournant du siècle les concepts physiques d'énergie et de matière avaient déjà modelé tous les concepts philosophiques à leur image, leur divorce a conduit à une bienfaisante remise en cause du scientisme positiviste qui avait régné sans partage dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Au XX<sup>e</sup>, certains savants et philosophes parlaient même de faillite de la science, qui n'avait pas su répondre aux grandes questions posées par l'humanité : « D'où vient l'univers? A-t-il des limites dans l'espace et dans le temps? Qu'est-ce que la vie? »

**OMNIPRÉSENCE DE L'ÉNERGIE** Cette remise en cause de la conception officielle de la science fut le signal de l'intégration du concept d'énergie dans tous les domaines scientifiques où il n'avait pas encore pénétré et des changements complets de paradigme, comme si la considération pour la science dépendait de l'intégration de tous les progrès en physique, car l'énergie *était partout à l'origine de tout, y compris à l'origine de la pensée*. On alla même jusqu'à distinguer les idées dynamiques des idées statiques. Les premières atteignant leur objectif, les secondes le manquant, les idées sans énergie restant dans la partie expérimentale le « fragment qui ne produit pas d'effet ».

Les systèmes philosophiques avaient jusque-là pris en compte, à des degrés divers et à la façon d'Aristote, l'idée d'énergie dans la vision du monde qu'ils analysaient. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'énergie devint pratiquement le premier acteur, sinon l'acteur essentiel, de toute discipline. Le riche industriel belge Ernest Solvay (1838-1922) étendit cette généralisation aux phénomènes sociaux. Il se servit, notamment avec Wilhelm Ostwald, de l'énergétisme pour rejeter le concept de matière. C'est cette invasion de tout rai-

sonnement par le concept d'énergie qui cessa progressivement dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, sans que la raison en apparaisse évidente.

Le fait que l'univers continue d'évoluer avait déjà été évoqué par Pascal dans ses *Pensées* (Brunschvicg, II, 77, Gallimard). Il reprochait aux physiciens de son époque d'opposer artificiellement la question de l'origine et la question du comment. Il critiquait déjà cette chape religieuse qui pesait sur la dominante du savoir classique tout en soulignant que Descartes lui-même n'avait pu s'en détacher complètement : « Je ne puis pardonner à Descartes; il aurait bien voulu dans toute sa philosophie se pouvoir passer de Dieu. Il n'a pu s'empêcher de lui faire donner une chiquenaude pour mettre le monde en mouvement. Après cela, il n'a plus que faire de Dieu » (*Pensées*, Brunschvicg, II, 77, Gallimard). On peut parler ici d'une théorie implicite de *l'origine divine de l'énergie*. Avant que son existence et son implication soient reconnues, le concept d'énergie dut franchir une première série d'obstacles immédiats, dressés par les théories qu'il remettait en question et par les croyances qu'il bouleversait. Car, sur le plan géologique, l'énergie remettait en cause l'histoire de la Terre et, sur le plan théologique, le récit de la Genèse ou la création du monde par la seule volonté de Dieu. Une stratégie de conciliation entre les Églises et la science vit le jour. Il faudrait la raconter en détail pour montrer comment elle a modifié l'herméneutique biblique.

**CONSTITUTION DE LA THERMODYNAMIQUE** On peut donc, pour résumer ce qui précède, affirmer que le concept d'énergie a été progressivement introduit en mécanique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, même s'il mit un long temps à sortir de son rôle subalterne. Du point de vue du vocabulaire scientifique, le mot « énergie » a, semble-t-il, été introduit par Jean I<sup>er</sup> Bernoulli en 1717, avec pour définition le produit de la force par le déplacement (c'est-à-dire en termes modernes, le travail), et avec pour corrélat un principe de conservation valant pour les travaux virtuels de la statique. Dès cette époque, le principe de la conservation de l'énergie se démarquait de son modèle aristotélicien qu'est la « clause d'immutabilité de la substance ». Le principe de conservation de l'énergie, comme le principe de conservation de la matière, concernait en effet une quantité interchangeable plutôt qu'une identité singulière. Emmanuel Kant fit un compromis entre les deux types de clauses d'invariante dans sa première analogie de l'expérience, en indiquant, d'une part, que le principe de permanence prescrit la stabilité de l'objet individuel et, d'autre part, qu'il a pour répondant en mécanique la conservation de la quantité de matière. Toujours est-il que ce n'est qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que la conservation de l'énergie devint le concept cen-



tral de la physique en tant que quantité strictement conservée dans les processus faisant intervenir conjointement les effets gravitationnels, élastiques, cinétiques, électriques, magnétiques et thermiques. Le plus grand pas accompli dans cette direction fut d'affirmer que la conservation de l'énergie vaut partout et toujours, jusques et y compris dans des cas où il se révèle impossible d'obtenir la conversion intégrale d'une forme de la capacité à produire des changements en une autre. Ce pas était lié à l'élaboration de la thermodynamique, science particulière du rapport entre travail et chaleur.

**INTRODUCTION D'UNE RELATION D'INCERTITUDE** Cette extension sans fin du domaine de validité du principe de conservation de l'énergie suscita un projet d'unification théorique dans deux directions concurrentes. L'une tendait à généraliser la représentation mécanique, et l'autre à lui donner une unité purement formelle et quantitative, indépendamment des modèles mécaniques. Au  $xx^e$  siècle, l'universalité du principe de conservation de l'énergie fut amplifiée en même temps que se révélait de plus en plus son caractère plus *fonctionnel* que *substantiel*. La relation d'équivalence de l'énergie et de la masse fut établie par Albert Einstein en 1905 dans le sillage de sa théorie de la relativité restreinte. Elle contenait en germe une synthèse formelle de la discontinuité atomiste (avec les particules de son noyau, l'atome n'est plus la plus petite partie de la matière) et du continuisme énergétique dans le cadre de la toute nouvelle théorie quantique des champs. Les principes généraux de la physique quantique amenèrent, en outre, à retirer à l'énergie son rôle traditionnel de propriété d'objet ou de réalité autonome, et à lui assigner le statut de produit d'observation. *L'énergie fut donc corrélativement assujettie à une relation d'incertitude*. Il existe un point de vue apte à embrasser les conceptions classique, relativiste et quantique de l'énergie. C'est le point de vue du théorème établi en 1919 par la mathématicienne allemande Emmy Noether qui posa un lien entre les lois de la conservation de l'énergie et la structure de l'espace-temps.

Toujours est-il que le concept d'énergie a donné naissance à une réflexion orientée sur l'analyse de l'évolution de la pensée à travers les différents systèmes philosophiques de l'ensemble du  $xx^e$  siècle. Car l'histoire de cette fin de siècle fut marquée par une effervescence intellectuelle dont l'origine fut cette crise de la physique qui s'étendit comme une « contagion » – consciente ou inconsciente – aux autres sciences. Ce phénomène prit curieusement une grande extension au pays de Descartes où l'on parla de « faillite de la science » ! Le malaise et l'idéologie qui soutenaient cette crise se transmirent dans toute l'Europe. La crise des sciences « dures » fut donc accompagnée par une

crise de celle que l'on appelait alors la « science des sciences », la philosophie.

**LA PHILOSOPHIE N'EST PLUS LA SCIENCE DES SCIENCES** On peut aussi écrire, d'une manière plus concise, que, jusqu'au milieu du  $xx^e$  siècle, l'énergie nécessaire à la survie et au développement du monde vivant a été assurée directement ou indirectement par la transformation du rayonnement solaire arrivant sur la planète. Dans un premier temps, la maîtrise du feu a permis à l'homme de s'affranchir progressivement, dans son approvisionnement en énergie, des cycles d'ensoleillement saisonnier et journalier. L'exploitation intensive des combustibles fossiles amena, au  $xix^e$  siècle, l'explosion industrielle que l'on sait. L'origine de l'énergie solaire est connue depuis le début du  $xx^e$  siècle. Elle provient de la fusion nucléaire des noyaux d'hydrogène qui composent l'essentiel de la masse solaire. L'énergie ainsi dégagée est, par nature, infiniment supérieure à l'énergie des réactions chimiques de combustion (y compris celle effectuée par catalyse). L'explosion de la première bombe à hydrogène, en 1952, témoigne des potentialités énergétiques de ces réactions thermonucléaires.

La question épistémologique de la généralisation et de l'extension de la maîtrise de cette colossale source d'énergie au service de l'humanité est, depuis, l'un des problèmes d'actualité sur lesquels tous les progressistes, pacifistes ou non, devraient impérativement réfléchir. Nous sommes ainsi amenés à distinguer deux types d'énergie :

- les *énergies naturelles fossiles* datant de la formation même du système solaire et du cours des âges géologiques ; elles peuvent se tarir, et leurs stocks sont forcément limités (charbon, pétrole, gaz naturel) ;
- les *énergies de flux ou de transformation*, comme l'énergie éolienne qui est l'énergie tirée du vent (on multiplie aujourd'hui les éoliennes), ou l'énergie marémotrice (celle de l'usine de la Rance a été inaugurée en France il y a quarante ans). La question de l'emplacement de l'usine devient alors celle où l'intervention humaine décisive permet de tirer d'une marée ou du vent, le maximum d'énergie.

Dans ces deux derniers cas, on trouve des *énergies renouvelables* qui utilisent des sources inépuisables d'énergie d'origine naturelle. En écologie, une énergie renouvelable est une source d'énergie qui se reconstitue assez rapidement pour être considérée comme inépuisable à l'échelle de l'homme. Les énergies renouvelables sont issues de phénomènes naturels réguliers ou constants provoqués par les astres, principalement le soleil (rayonnement), mais aussi la lune (marée) et la terre (énergie géothermique). Le caractère renouvelable d'une énergie dépend non seulement de la vitesse à laquelle sa source se régénère, mais aussi de la vitesse à laquelle elle est



consommée (le bois est une énergie renouvelable tant qu'on abat moins d'arbres qu'il n'en pousse). Il faudrait ici parler du « réchauffement » de la planète.

**MATIÈRE ET ÉNERGIE INDISSOCIABLES** Prenant appui sur la confirmation de l'unité de l'ÉNERGIE et du DYNAMISME grâce aux progrès de la connaissance de la matière vivante, les physiiciens franchirent une première étape où les mécanismes vivants apparaissaient comme manquant de structures, ce qui fut à l'origine de philosophies (comme le spiritualisme énergétique de Bergson) dans lesquelles la matière a tendance à disparaître dans la représentation au profit de celle de l'énergie. Les images se survivent dans la mémoire et l'esprit. Se souvenir et imaginer ne sont pas une seule et même chose. Bergson renverse l'ordre réel des choses (l'esprit d'abord, la représentation ensuite, et l'activité pour finir, *Matière et Mémoire*, 72<sup>e</sup> éd., PUF), alors que, dans la réalité, les pratiques humaines engendrent des idées qui, certes peuvent avoir un effet retour, mais ne sont pas pour autant à l'origine des représentations...

Par ailleurs, l'exemple de la biochimie, trait d'union entre physique et chimie, d'une part, et sciences du vivant, d'autre part, est celui d'une science particulière dont le développement fut totalement modifié par l'importance prise par le concept d'énergie. Cette invasion de tous les secteurs de la connaissance par le concept philosophique d'énergie cessa progressivement au fur et à mesure de la découverte des quanta, de la confirmation de l'existence des atomes qui associèrent définitivement matière et énergie sans possibilité de nier l'un des deux aspects, donnant ainsi raison aux hypothèses avancées à propos du matérialisme philosophique par Lénine dans *Matérialisme et Empirio-criticisme* contre l'idéologie idéaliste des disciples du physicien Ernst Mach. Ce dernier affirmait que la science marque une « étape dans la tendance de l'espèce humaine à se conserver, et ne vise donc nullement la vérité de façon désintéressée... ». De même que l'énergie a sa place dans le temps et dans l'espace, « formes *a priori* de la sensibilité » (Kant), elle peut servir en philosophie à inverser le rapport matérialiste entre la nature et l'esprit. C'est le cas de deux philosophies influentes à leur époque (celles d'Henri Bergson et d'Herbert Spencer) qui avaient intégré les concepts d'énergie et d'évolution.

Symétries et principes de conservation, parmi lesquels la symétrie temporelle et le principe de conservation de l'énergie, occupent une place privilégiée et se révèlent en fin de compte beaucoup plus généraux que les paradigmes théoriques successifs qui les ont incorporés. Que l'on réfléchisse ici un instant au paradigme de la souveraineté individuelle et au paradoxe de la démocratie. Le degré d'abstraction croissant des théo-

ries physiques doit donc, dans ces conditions, être considéré comme un *progrès épistémologique*, dans la mesure où l'énergie est l'expression datée d'un rapport entre la nature et l'homme.

Le comportement des consommateurs d'énergie est un facteur à prendre en compte dans la définition de l'énergie comme fonction de la matière. Même si aujourd'hui l'écologie a acquis dans l'opinion publique et chez les « experts » ses lettres de noblesse, la tendance est à prendre, dans ce domaine, la partie pour le tout.

**LE DEVOIR ÉCOLOGIQUE** Le devoir d'écologie n'est invoqué par les dirigeants de l'économie mondiale que lorsqu'il accroît leur taux de profit! Le système capitaliste actuel n'hésite pas à violer l'équilibre écologique de notre planète lorsque cela peut continuer d'orienter la production et la consommation en utilisant l'actuelle formation économique et sociale. Si nous continuons ainsi, nous allons droit vers une catastrophe pour tous les systèmes vivants. Notre économie industrielle actuelle a un effet dévastateur sur le climat, la faune, la flore et l'eau, donc sur l'homme. La pollution est en train de modifier considérablement notre système immunitaire et notre patrimoine génétique. De plus en plus d'espèces d'animaux sont en voie de disparition. Nos activités économiques de type capitaliste n'ont fait que dilapider les hydrocarbures et provoquer la famine pour un cinquième de la population mondiale. De plus, du point de vue des émissions de gaz à effet de serre, la création d'un « marché des droits à polluer » échoue à initier concrètement la baisse impérative des rejets polluants et ne fait qu'en organiser la marchandisation.

**LE DROIT À L'ÉNERGIE : UNE AFFAIRE DE CIVILISATION** « [La lutte] pour le droit à l'énergie prend sens à partir d'un constat fondamental : la régulation spontanée de la vie collective par les mécanismes du marché aboutit à des inégalités, des discriminations et des injustices sociales » (*Le Droit à l'énergie*, Olivier Frachon, Michel Vakaloulis<sup>1</sup>). Ce droit consiste à décloisonner l'espace des possibles au sein des formations capitalistes avancées. La posture assumée doit être offensive. La légitimité de cette revendication sociétale ne relève pas d'un souci humanitaire mais d'une conception politique de l'énergie en tant que produit vital, et de sa nécessaire réappropriation par l'ensemble des citoyens. Le droit à l'énergie est bien une *dimension de la civilisation*. Comme en politique, les théories scientifiques et les points de vue philosophiques sur l'énergie ne changent pas de façon cumulative. Ils chassent les précédents, qui deviennent des cas particuliers. Chaque nouvelle découverte oblige donc à repenser la totalité du réel. ●

1. *Le Droit à l'énergie*, Olivier Frachon, Michel Vakaloulis, coll. « Le Présent Avenir », Syllepse, Paris, 2002, 184 p., 15 €.



# L'ÉCOLOGIE AU CŒUR D'UN AUTRE TYPE DE DÉVELOPPEMENT

ALAIN HAYOT\*

Le dernier quart du  $XX^e$  siècle a vu émerger des besoins et des luttes multiformes à l'échelle planétaire qui ont progressivement construit ce que l'on pourrait nommer un droit à la qualité de la vie. Celui-ci remet fondamentalement en cause les rapports que l'humanité a entretenus avec son environnement à partir du fameux postulat cartésien de l'homme « maître et possesseur de la nature ».

Cette remise en cause est d'autant plus urgente et plus nécessaire à opérer, que, pour la première fois de notre histoire, l'activité humaine provoque un bouleversement climatique qui a une influence négative dramatique sur notre avenir. Nous sommes entrés dans une période où ce réchauffement climatique provoque, outre des catastrophes naturelles en chaîne, la déstabilisation des écosystèmes et la disparition de centaines d'espèces animales et végétales. À terme, l'espèce humaine elle-même est menacée. Il est urgent d'agir. L'affirmation de ce droit à la qualité de la vie n'est pas sans effet sur les conditions ni sur les finalités des activités et des productions humaines. Plus largement, c'est toute une conception du progrès, du développement, de la croissance, des sciences et du rapport individu-société qui est en cause.

Avant d'aborder cette question, il n'est pas inintéressant d'examiner les valeurs, les luttes, les chantiers où s'affirme l'exigence de ce droit à la qualité de la vie.

– L'aspiration à un rapport plus accessible, plus équilibré, plus raisonnable, plus maîtrisé avec la nature. Cela se traduit souvent par des actions conservatoires de défense des sites et des espèces naturels, des patrimoines paysagers, la plupart du temps contre les empiètements, les destructions, les pollutions provoqués par la loi de l'argent, la spéculation, l'exploitation

des ressources naturelles, mais aussi par l'action publique de l'État, des collectivités territoriales ou des services publics. À l'échelle de la planète, c'est une revendication pour un autre rapport à la nature et aux ressources naturelles, contre les dérives climatiques, et qui s'exprime en termes de respect, mais aussi de durabilité, de transmission aux générations futures dans de bonnes conditions. L'action mondiale contre l'effet de serre en est un bon exemple.

– Le droit à la ville et aux territoires fait l'objet d'actions et de réflexions qui ne peuvent se réduire au droit au logement et aux transports. Ce qui s'exprime ici, c'est plus fondamentalement un rapport à l'espace et au temps en termes qualitatifs de beauté et de vie quotidienne autant qu'en termes quantitatifs et fonctionnels. Cela concerne indifféremment les logements, les transports, les équipements (école, culture, santé...), les espaces verts, ainsi que la qualité de l'air ou de l'eau. Le droit à la ville est un concept qui englobe quasi tous les aspects de la vie quotidienne. Cela concerne entre 80 et 90 % des habitants des pays développés, 50 % de notre planète.

– L'aspiration à une alimentation de qualité, comme en témoignent par exemple les luttes contre la malbouffe, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire productivistes, et pour un moratoire de la culture des OGM en plein champ. Alors même que la faim dans le monde reste une question d'actualité, la confusion est grande sur les conditions d'une bio-agriculture comme sur les rapports entre recherche scientifique et loi de l'argent. La mainmise des grands groupes sur les OGM en est une illustration exemplaire.

Une autre conception de la consommation, plus responsable socialement, moins soumise à la rentabilité immédiate, est en train d'émerger, notamment à travers les luttes pour un commerce équitable localement et globalement.

Les luttes sur le terrain de l'énergie occupent une grande place. Elles concernent l'action contre les

\* Ethnologue, professeur à l'université d'Aix-Marseille, vice-président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chargé de la culture et de la recherche, groupe Gauche unie et écologiste.

grands groupes financiers sur ce secteur et les privatisations en cours. Elles concernent également le débat sur la fin des ressources fossiles, mais surtout sur le réchauffement climatique, les émissions de gaz à effet de serre et la révolution nécessaire au dépassement de l'énergie pétrolière. Le droit à une énergie pour tous, propre, durable et renouvelable, est l'une des questions clefs d'une autre mondialisation.

Le débat sur cette grande question doit avoir lieu sans tabou et sans anathème, en affrontant l'exigence de penser l'économie et l'efficacité énergétique, la production d'énergies renouvelables, ainsi qu'une énergie nucléaire propre.

Le droit à l'eau est très présent dans les combats altermondialistes. Comme pour l'énergie, il pose la question centrale des biens communs de l'humanité, indispensables à la vie et qui ne doivent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque marchandisation.

Dans notre pays, la domination des grands groupes privés sur l'eau potable est écrasante. Les consommateurs paient des sommes considérables alors que la qualité de l'eau se dégrade. Pour sortir de cette logique inacceptable, des collectivités locales ont engagé un processus de réappropriation publique des services de l'eau et de l'assainissement.

**EN FRANCE COMME À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE**, il est urgent de sortir de cette logique de marchandisation pour aller vers une maîtrise sociale et publique de l'eau.

L'aspiration, enfin, à décider, à peser sur les choix d'aménagement et d'urbanisme (tracés de routes, d'autoroutes, de TGV, ferroutage, couloirs aériens et pistes d'aéroport, usines de traitement des déchets, tri sélectif, création de parcs naturels...) fait l'objet d'actions souvent déterminées du tissu associatif. S'expriment là une aspiration à la démocratie, une démocratie plus directe et participative, en même temps qu'une grande difficulté à raisonner en termes d'intérêt général. Là encore, le débat souffre d'une absence de mise en perspective globale, cohérente et durable du développement social, humain et naturel.

Tout cela montre qu'un projet de transformation sociale moderne doit être fondamentalement écologiste pour répondre aux aspirations d'aujourd'hui à la qualité de la vie. Peut-on concevoir désormais le progrès à l'échelle planétaire autrement qu'en termes durables, soutenable et renouvelables ? En même temps, n'est-il pas urgent de penser et de convaincre de la nécessité, pour répondre à ces exigences, de dépasser toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation non seulement du genre humain, mais aussi de la nature ? Cela suppose de dépasser le capitalisme et toutes les formes de productivisme et de scientisme.

L'ambition est d'imaginer, de penser et de construire une société citoyenne de responsabilité et de partage, de mise en commun, de mutualisation et de coopération. Les temps courts du profit apparaissent de plus en plus incompatibles avec les temps longs des écosystèmes, avec le mouvement et l'ampleur des savoirs et des créations humains, avec la satisfaction des besoins et des aspirations des quelque 6,5 milliards d'individus (bientôt 8 milliards) qui peuplent notre planète.

Le capitalisme fonctionne encore parfois comme un facteur de croissance mais surtout comme un producteur d'immenses gâchis, un pollueur d'environnement, un gaspilleur de ressources et d'énergies, un destructeur d'humanité, un fabricant d'inégalités et d'exclusions sociales.

Force est également de constater que le « communisme réel » a été au <sup>XX</sup>e siècle, au moins tout autant que le capitalisme, facteur de pollution, de destruction des équilibres naturels, et de situations extrêmement dangereuses pour la santé et le devenir du genre humain.

La rencontre entre un projet de dépassement du capitalisme et de toutes les formes de domination et d'exploitation et d'une visée écologique qui se fixe comme ambition de transformer les rapports homme-nature et donc par conséquent les rapports des hommes et des femmes entre eux, ne va pas de soi. Cela d'autant que, au même titre que le féminisme, les exigences posées par la démarche écologique ne se réduisent pas historiquement aux seuls rapports sociaux capitalistes et donc à leur simple dépassement. La critique du communisme réel montre que ce sont toutes les formes d'étatisme, de dirigisme, de productivisme qu'il faut mettre en cause. C'est capital parce que la rencontre entre un communisme rénové et une écologie politique alternative est l'un des enjeux majeurs de la construction d'un autre monde.

L'enjeu écologique, précisément parce qu'il revêt ce caractère essentiel, ne peut être le monopole d'un seul parti ou d'un seul courant de pensée. Il doit devenir la propriété de tous, le bien commun de toutes les forces qui agissent pour une alternative au capitalisme mondialisé.

À l'origine de cette prise de conscience, il y a le terrible constat qui se résume à une hypothèse grossière mais qui parle d'elle-même : il faudrait quatre ou cinq planètes si toute la population mondiale produisait et consommait sur le même modèle que l'actuel monde dit développé. Mais il ne s'agit pas seulement d'un constat quantitatif. Nous sommes convaincus que la croissance actuelle génère autant de dégâts sociaux qu'environnementaux.

C'est ce que ne voit pas le programme dit de « déve-



loppement durable et soutenable » des Nations unies qui veut s'appuyer sur « une croissance vigoureuse socialement et environnementalement soutenable » sans mettre en cause ni le type ni le contenu de cette croissance.

Dans le premier chapitre du *Capital*, Marx démontre que la valeur de la croissance matérielle se rapporte non pas à son usage, mais aux rapports sociaux qui déterminent la production et la circulation de la marchandise ; il a cette phrase prémonitoire : « À une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. »

Or, penser comme George Bush que « la croissance est la solution et non le problème », c'est ne pas voir que le modèle de croissance actuel, capitaliste dans sa phase mondialisée, non seulement ne réduit pas la pauvreté mais l'aggrave considérablement.

En quarante ans, malgré une croissance considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les plus pauvres et les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. Dans le même temps, les dégâts environnementaux ont atteint les seuils que nous savons, et, contrairement à une idée reçue, ce sont les plus pauvres, au Sud comme au Nord, qui subissent cette dégradation du rapport à notre environnement naturel. Du *Cauchemar de Darwin* à la Louisiane, les similitudes sont impressionnantes. Comment ne pas voir que la recherche du profit maximal conduit à d'immenses désastres écologiques ? Citons pour exemples les destructions irraisonnées des forêts amazonienne ou africaines, les monocultures intensives et l'exploitation des OGM par les multinationales de l'agroalimentaire au détriment d'une agriculture paysanne et d'une alimentation diversifiée des populations locales.

Le productivisme débridé que nous subissons est modelé par un capitalisme mondialisé qui conjugue parfaitement croissance, inégalités sociales et mise en cause de notre écosystème.

C'est pourquoi si nous avons pris du retard à prendre la mesure du problème, nous sommes convaincus qu'il ne suffit pas de parler de « développement durable » en sautant sur un fauteuil tel un cabri, mais qu'il nous faut repenser le type même de développement et de croissance dans ses finalités comme dans ses modes opératoires.

Cela suppose impérativement de rompre avec les modes de production et de consommation actuels, ultralibéraux et productivistes, dessinés par le capitalisme mondialisé. Il nous faut penser un type de développement qui soit capable, parce qu'il combat les diverses formes de domination, de répondre aux aspirations à une planète propre, vivable et respirable,

comme à celles d'un monde solidaire garantissant à chaque être humain et à chaque peuple l'accès aux droits sociaux et culturels ainsi qu'aux ressources naturelles.

Certains nous disent qu'à la croissance capitaliste il faut opposer une décroissance absolue. Mais si celle-ci reste dans le cadre de la marchandisation, elle ne ferait qu'entériner et aggraver les inégalités actuelles et reproduire les formes d'exploitation économique et de domination sociale.

Oui, il est nécessaire de penser une décroissance dans certains secteurs dangereux ou inutiles (automobile, armement), mais il nous faut l'inscrire dans un autre type de croissance, économe des ressources naturelles et répondant aux besoins sociaux ainsi qu'à l'accès de tous aux biens et aux services indispensables.

Le combat pour nous est clair : un autre mode de croissance et de développement tout à la fois durable et soutenable, social et solidaire, n'est possible qu'à la condition de s'affranchir des politiques néolibérales.

Peut-on défendre l'environnement en faisant des quotas de pollution un véritable marché dominé par les plus riches et favorisant le dumping environnemental ?

**PEUT-ON DÉFENDRE L'ENVIRONNEMENT** en faisant de la « concurrence libre et non faussée » le credo d'une économie dominée dès lors par les voyous de la mer (Total, Erika et Prestige) comme par les voyous de la terre (Metalleurop, Nestlé, HP...)?

Peut-on défendre l'environnement sans faire des services publics le bras armé de cette ambition ? L'eau, l'énergie, les déchets, la biodiversité sont des biens communs qui doivent échapper comme l'école, la santé ou la recherche, à la marchandisation.

C'est pourquoi, afin d'intégrer l'enjeu écologique à son projet politique, la gauche doit ouvrir à notre sens au moins trois types de débats :

– Construire un développement soutenable et durable n'exige-t-il pas de rompre avec les logiques libérales ? N'est-ce pas la condition pour que l'air, l'eau, l'énergie, la biodiversité et la santé soient considérés comme des biens communs de l'humanité et soient gérés par des services publics démocratisés du local au global ?

– La décroissance absolue est-elle la solution à opposer à la croissance capitaliste et productiviste ? Ne faut-il pas penser un nouveau type de développement garantissant l'accès de tous aux biens et aux services essentiels tout en faisant décroître certaines productions et en combattant les gâchis considérables générés par la concurrence effrénée et par la course au profit immédiat ?

Ouvrons le débat enfin sur la question énergétique : la gauche peut se mettre d'accord sur une ambition forte





– garantir à l'échelle du monde et du XXI<sup>e</sup> siècle l'accès de tous à une énergie propre et durable.

Cela doit nous conduire à préparer dès maintenant la société post-pétrolière et le remplacement à moyen terme des énergies fossiles par des énergies propres, avec une exigence : diviser par quatre d'ici à 2050, comme le préconise la conférence de Nairobi, les émissions de gaz à effet de serre. La campagne pour l'élection présidentielle a montré que les questions de la politique énergétique font débat dans notre pays. Si l'accord est évident sur le développement des énergies renouvelables, sur une plus grande sobriété et sur une efficacité énergétique à partir d'une alternative aux formes actuelles de l'urbanisation, des transports et de l'aménagement du territoire, il est clair que, sur le nucléaire, il est urgent d'ouvrir le débat. Celui-ci permettrait de montrer que c'est grâce à l'énergie nucléaire que *la France est aujourd'hui en conformité avec les exigences du protocole de Kyoto*. D'autant qu'il est possible et nécessaire d'avancer grâce à la recherche et à la démocratie vers un nucléaire propre et durable. Dans

le cadre d'une mixité avec les énergies renouvelables, nous pouvons préparer l'avenir post-pétrolier et lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Une écologie au cœur du développement et de la croissance fonde une politique de gauche non sur des critères de rentabilité du capital et de course productiviste aux profits immédiats mais sur la satisfaction des besoins sociaux, sur l'épanouissement des individus, sur les droits citoyens de chacun et sur la sauvegarde de notre environnement naturel. En effet, le besoin d'un air respirable, d'une eau potable, d'une alimentation saine et d'une énergie propre s'identifie non seulement au respect de l'équilibre climatique de la planète mais aussi à l'impératif de survie de l'espèce humaine elle-même. Tout cela est indissociable de la capacité de l'humanité à affronter au XXI<sup>e</sup> siècle les défis du développement solidaire et durable, et surtout d'émancipation et de libération de toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation qui caractérisent les rapports sociaux, et humains, et à la nature. ●



# « LE TEMPS DE LA DÉCROISSANCE VA VENIR »

ENTRETIEN AVEC YVES COCHET

Pour une part à l'origine de l'émergence de l'écologie politique, la question énergétique est au cœur de la réflexion des Verts depuis leur création en 1984 et leur a toujours fourni l'occasion d'y apporter des réponses originales. Député du XIV<sup>e</sup> arrondissement parisien et ancien ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, Yves Cochet<sup>1</sup> nous entretient ici de sa vision des enjeux écologiques et géopolitiques du siècle à venir.

**THÉOPHILE HAZEBROUCQ.** *La future pénurie des énergies fossiles et leur responsabilité dans le réchauffement climatique actuel sont désormais assez largement admis au sein de la communauté scientifique comme dans la classe politique. Deux lignes s'affrontent pour répondre à ce double défi. La première veut continuer à privilégier, même si c'est en la couplant à quelques sources d'énergie renouvelable, la production classique en augmentant la part du nucléaire au nom de sa puissance et de l'indépendance énergétique qu'il procure. Elle affirme que cette énergie deviendra de plus en plus écologique grâce, entre autres, aux réacteurs de quatrième génération, qui créeront moins de déchets radioactifs. Les plus optimistes assurent même qu'une solution durable au problème du retraitement pourrait être trouvée. De votre point de vue, quels arguments techniques contredisent un tel scénario ?*

**YVES COCHET.** Il y a aujourd'hui à peu près quatre cent cinquante réacteurs – vieillissants – dans le monde. Pratiquement plus personne n'en commande depuis vingt ans – trente pour les Américains. Certes, Areva, les Chinois et les Américains réfléchissent à une nouvelle génération, mais je doute qu'elle voie le jour. Je m'intéresse beaucoup technologiquement au nucléaire, aux énergies fossiles et renouvelables, mais ce qui m'importe avant tout, ce sont les vertus cardinales qui permettent de vivre ensemble en société : la démocratie, la paix et la solidarité.

Avant toute chose, il faut préciser que le nucléaire sert essentiellement à produire de l'électricité, qui ne

représente elle-même qu'une faible partie de l'énergie consommée par l'activité humaine. En France, 80 % de l'électricité est nucléaire, soit 17 % de la consommation d'énergie totale. Le reste est fourni par un peu de renouvelable – du grand hydraulique en majorité – et surtout par des énergies fossiles. C'est encore pis ailleurs. Dans le monde, le nucléaire n'assure que 5 % de l'énergie consommée, et les énergies fossiles, de 82 à 84 % ! Avec elles, on fait de l'électricité, mais aussi beaucoup d'énergie thermique. Elles servent également énormément dans les transports et dans l'agriculture. Pour utiliser une image, on ne fait pas décoller l'A380 avec du nucléaire, pas plus qu'avec des éoliennes. Les nouvelles énergies renouvelables (à l'exception du grand hydraulique, déjà plus traditionnel), c'est-à-dire le photovoltaïque, le solaire thermique, la cogénération, la micro-hydraulique, les éoliennes et que sais-je encore, assurent une part absolument dérisoire.

Le principal inconvénient du nucléaire réside dans sa dangerosité intrinsèque. Avec son minerai enrichi, le combustible et le processus de la fission, il présente de nombreux risques de détournement, ne serait-ce qu'en aval avec la fabrication de bombes. À ce titre, Ségolène Royal a parfaitement raison de relever la bêtise à la fois politique et technologique d'autoriser le nucléaire civil sous le prétexte que l'Iran a signé le traité de non-prolifération. La prolifération repose sur l'association fatale d'un intérêt militaire et d'un intérêt financier, qui crée instantanément un marché plus ou moins contrôlé ; il existe déjà un trafic de matériaux fissiles. C'est le même principe que pour l'armement, et Dieu sait s'il y a des rapports sur les armes, aussi bien lourdes que de poing, et sur leur responsabilité dans les guerres civiles africaines, etc. Il n'y a pas de différence entre le nucléaire civil, qui serait le bon nucléaire, et le nucléaire militaire, qui serait le mauvais.

En technologie énergétique, il importe de considérer la chaîne dans son ensemble, depuis la source jusqu'à la

fin. Il faut rompre avec la vision linéaire des choses, car l'énergie consiste essentiellement en du recyclage ; on n'en crée pas, à proprement parler : c'est le premier principe de la thermodynamique. En ce qui concerne le nucléaire, le maillon crucial, aussi bien civil que militaire, est l'enrichissement de l'uranium. Et quand vous savez enrichir de l'uranium, vous pouvez indifféremment faire de l'électricité ou des bombes. Plus il y aura de nucléaire dans le monde, plus il y aura de gens qui sauront faire des bombes, plus ou moins sales. Elles n'atteindront certes pas la perfection technologique des bombes françaises, la France étant la championne du nucléaire aussi bien civil que militaire, je l'avoue sans difficulté. Cela dit, étant donné l'investissement d'environ 700 milliards d'euros dans la recherche et le développement depuis 1947-1948 et la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), dont 350 milliards pour le seul programme électronucléaire depuis 1974, la mobilisation de dizaines de milliers d'ingénieurs de très haut niveau, heureusement qu'on est les meilleurs du monde, sinon ça serait à désespérer ! L'Inde, le Pakistan, Israël, voire l'Iran n'ont pas encore cette excellence ; leur inexpérience est grosse de dangers supplémentaires.

Le nucléaire civil est bien une sorte de cache-sexe pour le nucléaire militaire. Si de Gaulle – même si la chaîne de responsabilités, qui lie aussi le CEA, EDF, les communistes et le MRP (Mouvement républicain démocrate – centre droit) qui faisaient partie du gouvernement, est plus complexe, a décidé en 1946-1947 de faire du nucléaire en France, c'est uniquement pour des raisons de puissance et de prestige internationaux, pas du tout pour l'électricité. Celle-ci n'a finalement constitué une retombée civile qu'en 1974. Grâce au premier choc pétrolier, les nucléocrates sont sortis du bois pour promettre la fameuse « indépendance énergétique ». Aussi bien Pierre Mesmer, Premier ministre en 1974, que Giscard d'Estaing ont avalisé cette analyse. C'était pourtant une nouvelle illusion : nous sommes en fait totalement dépendants de l'extérieur pour notre approvisionnement, puisqu'il n'y a plus une seule mine d'uranium en France ! La dépendance est donc exactement aussi totale qu'avec le pétrole, contrairement à ce que prétendent le CEA, Areva, EDF et le gouvernement Villepin.

Ses thuriféraires s'appuient également sur le fait que le nucléaire produit moins de gaz à effet de serre qu'une centrale thermique. C'est vrai dans l'absolu, mais il convient là encore d'adopter une vision systémique des choses, depuis la mine d'uranium jusqu'aux déchets. Or il est indéniable que l'on ne sait toujours pas traiter ces derniers. Mme Lauvergeon, P-DG d'Areva, affirme pourtant que l'usine de La Hague les

recycle ! Voilà bien une illustration de la déformation sémantique typique des nucléocrates, qui emprunte désormais un mot écologiste pour désigner ce qui s'appelait au départ du retraitement. Le langage, disait Marx, est une imposition d'opinion : on voit bien ici son rôle dans la manipulation de l'opinion publique et des gouvernants.

Dernier argument, peut-être le plus important, l'argument anthropologique. Quelles conditions une société doit-elle remplir pour que le nucléaire n'y soit pas immédiatement catastrophique ? Trois qualités sont indispensables. D'abord, un bon niveau technologique : des milliers d'ingénieurs, de techniciens, de travailleurs du nucléaire, et une solide expertise scientifique. Les Iraniens ou les Burkinabés savent lire des livres de physique fondamentale, mais ça ne suffit pas. Il faut des dizaines d'années de recherche, des écoles, des infrastructures, et maîtriser toute la chaîne. Ça ne se fait pas du jour au lendemain. Cette société doit également être politiquement stable. On n'a aucune envie que certains États de l'Est, l'Iran ou le Nigeria s'en dotent, sans parler de la Corée du Nord, qui l'a déjà. Enfin, cette société doit être sécurisée. Une éolienne ou un panneau photovoltaïque ne peuvent faire de mal à personne, pas même aux oiseaux. Le transport de matières fissiles, *a contrario*, doit être absolument sûr, depuis la centrale jusqu'au dépôt de déchets, voire au retraitement pour ceux comme la France que ce genre de bêtises séduit. La fabrication du combustible dans des usines comme Eurodif, la technologie et le protocole interne des usines réclament une sécurité au sens militaire, ou en tout cas policier, du terme. Dans les manif, on scande encore « Société nucléaire, société policière », et c'est vrai tant cette énergie exige d'encadrement. Qui peut raisonnablement penser, à part les rousseauistes – ce que ne sont pas du tout les écologistes –, pour qui l'homme est foncièrement bon, que le XXI<sup>e</sup> siècle sera une ère de paix, de démocratie et de fraternité universelles ? Souvenons-nous des années 1910-1920 et 1930-1940 en Europe. Rien que pour cette raison, le nucléaire à grande échelle est disqualifié.

Il en va, bien sûr, tout autrement pour la médecine ou la recherche scientifique. Je ne suis pas obscurantiste : la découverte de Joliot-Curie en 1938 est une grande invention, tout comme celles de la radioactivité, de la fission et de la réaction en chaîne. Mais les fantasmes d'alchimistes des nucléocrates sont séduisants. Ce lobby a tout de même réussi à convaincre le gouvernement français et d'autres de lancer ITER : la fusion, le petit soleil sur terre. Ce sont là rêves démiurgiques de technocrates bornés que l'humanité paiera très cher.



**T.H.** *La plupart de ces inconvénients, comme la dangerosité ou la cherté, sont pourtant connus depuis longtemps...*

**Y.C.** Non. Le CEA, A reva et EDF font valoir que le kW/heure nucléaire est meilleur marché que tout le reste. C'est vrai dans l'absolu, mais pas du tout au regard de l'investissement consenti, sans compter que le nucléaire est exorbitant du droit commun en ce qui concerne l'assurance. Pour se faire une idée des risques, il faut toujours aller voir ce qu'en pensent les assureurs. Eux sont là pour faire de l'argent. Et, après évaluation des dangers, ils ont décidé, comme pour les OGM, de ne pas assurer le nucléaire.

**T.H.** *La poursuite de ce programme, par les gouvernements de gauche comme de droite, tient donc surtout au lobbying pro-nucléaire, selon vous ?*

**Y.C.** Le monde politique est depuis presque toujours constitué d'humanistes, d'économistes ou de juristes. Il s'y trouve peu de scientifiques, et encore moins d'ingénieurs du nucléaire. Un politique doit avoir une vision du monde et un projet de société ; pour le reste, il consulte des experts. Dans le cas du nucléaire, le lobbying est extrêmement organisé et bénéficie du préjugé favorable à une idéologie vieille de presque deux siècles et partagée des gaullistes aux communistes. Les partis politiques français sont en effet encore très majoritairement scientistes et productivistes. Depuis trente ans, seule la LCR a évolué, au point de défiler maintenant contre les OGM, et même contre le projet de réacteur EPR. Le Parti communiste reste malheureusement très pronucléaire, puisqu'il est favorable non pas à un, mais à plusieurs EPR ! Cette position découle bien évidemment de son histoire : Joliot-Curie, le CEA, les liens entre la CGT et EDF... Le développement des forces productives devait libérer l'humanité des contraintes de la nature et créer de l'émancipation à la faveur du projet cartésien. La période de reconstruction d'après-guerre a vu se nouer un pacte entre, en gros, l'appareil d'État (les ingénieurs des grands corps), la CGT, le Parti communiste et les gaullistes. Il suffit de lire les déclarations des dirigeants ou des syndicalistes d'EDF pour constater que ce pacte tient toujours. Chacun s'y est renforcé dans son être, dirait Spinoza, en psalmodiant que « le nucléaire est le bon choix pour la France ».

De plus, le nucléaire en France a été essentiellement accaparé par les X-Mines, qui se voyaient aussi comme des ingénieurs du changement social. Or le choix d'une politique énergétique constitue bien un projet de société. Les « centrales » nucléaires induisent une société centralisée. Je suis au contraire favorable à une énergie très décentralisée, avec des milliers, voire des dizaines de milliers de producteurs.

**T.H.** *Les adversaires des énergies renouvelables mettent eux en doute la capacité de ces sources nouvelles à satisfaire toutes les demandes énergétiques, qu'elles soient industrielles, domestiques ou automobiles. Vous-même avez reconnu tout à l'heure leur déficit de puissance. À quelles conditions pourraient-elles devenir assez efficaces ?*

**Y.C.** Les renouvelables n'ont malheureusement été le choix d'aucun pays au moment de la crise pétrolière. Étant donné la situation réelle du monde en 2007, je sais que ce ne sont malheureusement pas elles qui, en 2020 ou en 2030, résoudreont les problèmes, pas plus d'ailleurs que le nucléaire. Cela nécessiterait une décision politique persévérante pendant trente ans et des investissements de centaines de milliards d'euros, comme pour le programme électronucléaire Changer prend du temps, par définition, dans les sociétés humaines. Cela dit, nous ne pourrions plus utiliser que des renouvelables en 2100, à supposer qu'il y ait encore un peu d'humanité.

Mais, avant cela, si l'on veut éviter la plus grande menace qui pèse sur nos sociétés, à savoir les problèmes liés au carbone, aussi bien en aval avec le changement climatique qu'en amont avec le pic de Hubbert, la priorité absolue consiste à diminuer notre consommation d'énergie fossile. Non pas l'intensité énergétique, mais la consommation en termes réels. Rapportée au temps de l'histoire, c'est-à-dire en anticipant ce qui se passera en 2015 ou en 2025, c'est la seule politique possible. En une quinzaine d'années, selon le scénario « nW »<sup>2</sup>, on peut diviser la consommation électrique française par deux. C'est très facile, même si ça demandera de baisser notre niveau de vie.

**T.H.** *Le rapport que vous avez remis à Lionel Jospin en 2000 était extrêmement ambitieux en matière de réduction de consommation, vous y affirmiez même la nécessité d'une « deuxième révolution énergétique ». A-t-il produit quelques effets ?*

**Y.C.** Il n'a malheureusement été appliqué ni par la fin du gouvernement auquel j'ai participé ni par le gouvernement de droite actuel. J'avais présenté cent quarante-sept mesures dans différents domaines : énergie, transports, habitat. Elles ont généré un petit peu de débat, mais pas de politiques publiques nationales ni européennes conséquentes. La situation a tout de même beaucoup évolué depuis sept ans, notamment au sein de l'Union européenne, qui commence à prendre conscience du changement climatique.

**T.H.** *Comment réduire les besoins en matière d'énergie ?*

**Y.C.** Les projections de l'Agence internationale de l'énergie (organe autonome de l'OCDE créé au moment du choc pétrolier de 1974), la plus grande officine mondiale de prospective énergétique, prévoient que les demandes en énergie (fossiles, nucléaire

et renouvelables) vont croître dans tous les pays du monde, ce que confirme la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP). Voilà une vision que j'appelle « cornucopienne », c'est-à-dire productiviste, ou scientiste, du monde, et qui va s'effondrer. Cette théologie de la croissance, qui soutient de la même manière celle du PIB – autre crétinisme intellectuel – nous cause beaucoup de tort. Bien que partagée par 99 % des dirigeants économiques et politiques de la planète, elle est condamnée par l'histoire. Croire que la solution réside dans une sorte d'escalade technologique de l'offre d'électricité, d'énergie en général, donc de la croissance, est une faute grave. La seule politique de paix, de solidarité et de démocratie à l'échelle européenne – et j'espère mondiale – passe par la sobriété. Il faut donc une autre vision du monde, qui induise en particulier une nouvelle vision énergétique. La France s'est engagée à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Tout le monde est d'accord sur le principe, mais on ne le mettra pas en œuvre en 2049 ! Nous sommes en 2007, il reste quarante-trois ans pour atteindre cet objectif. Le problème est simple : il s'agit de passer de 100 % d'émissions actuelles à 25 % en 2050. La racine 43<sup>e</sup> de 75 % est 3 %, réduisons donc notre consommation énergétique de 3 % par an. En 2006, la France a consommé 96 millions de tonnes de pétrole. Il faudrait qu'en 2007 ce soit 96 millions de tonnes de pétrole, moins 3 %, puis en 2008, moins 3 % par rapport à 2007, etc.

Alors comment faire ? Je prends un seul exemple, mais il y en a des centaines. Il faut bien se convaincre que la sobriété est ultra-efficace, bien plus que les renouvelables ou la fuite en avant technologique. Actuellement, la France compte 62 millions d'habitants pour 36 millions de véhicules thermiques. La vitesse maximale autorisée sur autoroute est de 130 km/heure. Il suffirait de l'abaisser à 90 km/heure (60 sur les routes et 30 en ville) pour consommer de 14 à 15 % de pétrole en moins du jour au lendemain ! Il n'y a pas besoin de loi pour ça : un décret du Premier ministre suffit. Voilà la seule politique garantissant la paix. Si nous ne la choisissons pas, les guerres comme celle d'Irak se multiplieront, on s'arrachera les dernières mines d'uranium en Namibie, en Australie, en Russie, au Canada...

**T.H.** *L'ampleur de la baisse de la consommation d'énergie que vous préconisez vous paraît-elle réellement envisageable au sein de l'économie capitaliste mondialisée fondée sur la croissance que vous dénonciez à l'instant ?*

**Y.C.** Effectivement, à l'exception de quelques îlots, l'économie mondiale est capitaliste ; le terme « libérale » n'est qu'un euphémisme. Cela dit, je ne crois pas que le capitalisme en tant que tel soit à l'origine des difficultés énergétiques que nous rencontrons. Le responsable

est pour moi le productivisme, ou scientisme productiviste, commun au capitalisme et à l'ancien bloc socialiste. Et le problème, c'est que les pays que l'on appelle émergents, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Pakistan et d'autres, ainsi que les pays pauvres d'Afrique et d'Amérique du Sud, veulent suivre ce type occidental de développement. Croyez-vous qu'un jour la Chine et l'Inde puissent compter proportionnellement autant d'automobiles que nous ? Jamais, je dis bien jamais, ces États ne vivront comme nous.

**T.H.** *Ils en ont pourtant emprunté le chemin depuis plusieurs années...*

**Y.C.** Mais non, c'est matériellement impossible ! Je propose à vos lecteurs de penser l'impensable, dans le temps de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une question de modèle. Ces pays sont certes mimétiques, comme en témoignent le boom économique de Shanghai ou les jeux Olympiques de Pékin. Ils achètent effectivement énormément de voitures, mais n'accéderont jamais à notre mode de vie, car il n'y aura tout simplement pas assez de pétrole, d'acier, de ciment, de tungstène, de manganèse, de platine, de titane, de cuivre ou de zinc pour eux ! Les raisons sont purement matérielles. Contrairement à ce que croit le programme de Lisbonne de l'Union européenne, jamais le monde n'a été aussi industriel que maintenant, et donc n'a jamais consommé autant de matières premières. L'économie de la connaissance et de l'intelligence, l'économie cognitive, c'est de la blague. Je préfère croire à la thermodynamique et à la géologie plutôt qu'aux prévisions des économistes orthodoxes. Le drame du monde actuel n'est pas uniquement ou principalement le capitalisme, mais la prédation des ressources minérales de la Terre. Il est matériellement impossible de construire 700 millions de véhicules, ou assez de postes de télévision, de téléphones mobiles ou de lampes pour 1,3 milliard de Chinois. L'écart entre les pays dits développés et les émergents ou pauvres ne sera pas comblé par la fuite en avant technologique : les matières premières manqueront. Nous allons atteindre le pic de Hubbert, après lequel toutes les courbes d'extractions géologiques décroissent. Le temps de la décroissance du pétrole, autour de 2009, va venir, puis ce sera au tour du gaz.

**T.H.** *Mais, en attendant le moment de la pénurie effective de ressources rares, le réchauffement climatique n'aura-t-il pas empiré au point de devenir irréversible ?*

**Y.C.** En matière d'énergie carbonée, l'ensemble de la chaîne va de la mine ou du puits jusqu'à l'atmosphère, où se retrouvent les déchets. Le berceau des grandes énergies du monde, les fossiles, est le sous-sol, et leur tombe, l'atmosphère. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) rend des rapports extrêmement inquiétants sur l'accumula-



tion des gaz à effet de serre dans cette « tombe ». La réalité du changement climatique commence à être perçue, même par Chirac! L'opinion est consciente des efforts à fournir (le CO<sub>2</sub> reste deux cents ans dans l'atmosphère) en aval, mais l'amont est encore passé sous silence. Or, s'il y a Kyoto pour l'aval, il existe le protocole de Rimini, dit protocole de déplétion, pour l'amont. Le livre de mon ami Richard Heinberg, *The Oil Depletion Protocol*, pose que, de la même manière que l'atmosphère est un bien commun de l'humanité géré par un traité onusien, les ressources carbonées de la Terre sont tellement précieuses, stratégiques et cruciales, qu'elles exigent le même type de gestion.

Mais allez dire ça aux patrons de Total, Exxon, BP ou Shell, qui ne sont pourtant que des nains économiques à côté de M. Ali el Naimi, le ministre saoudien du Pétrole qui dirige la plus grande entreprise mondiale, l'Aramco, dont le chiffre d'affaires laisse même pantois M. de Margerie, qui ne fait que 130 milliards de chiffre d'affaires par an et 1 milliard de bénéfice net après impôt par mois. Tout ça est dérisoire par rapport à M. Ali el Naimi, dont le chiffre d'affaires est de 900 milliards de dollars par an, et les bénéfices nets après impôt de 100 milliards de dollars!

Ce système, encore une fois pour des causes à la fois thermodynamiques et géologiques, produira de très graves conséquences dans les années à venir simplement à cause de la chute de la production de pétrole. Bien entendu, Saddam Hussein était un dictateur. Mais si les États-Unis ont envahi l'Irak, c'est bien pour lui extorquer son pétrole à bas coût d'extraction, le *lights-weet*. Là est le nerf de la guerre. Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller spécial du « bon » président Jimmy Carter – Prix Nobel de la paix! –, avait déjà compris tout cela, et c'est pourquoi la politique étrangère des États-Unis se résume depuis trente ans à la prédation des ressources minérales mondiales. Ce n'est donc pas pour des raisons capitalistes, même si cela permet de faire beaucoup d'argent comme en témoignent les magouilles du vice-président Dick Cheney en Irak. Les Américains dépensent 1 milliard de dollars par jour pour le déploiement de l'US Air force et de l'US Navy et s'accaparer ces ressources. La paix est incompatible avec cette captation productiviste.

Les tensions internationales augmenteront si on ne change pas totalement de vision énergétique et si nous, les riches, ne nous engageons pas. Un Américain moyen consomme vingt-cinq barils de pétrole par an, un Européen douze, un Chinois deux, et un Indien un. Or, éthiquement, moralement et politiquement, un Indien vaut un Américain, ou un Européen, ou un Burkinabé. Nous ne formons qu'une seule humanité. Ils ont raison d'attendre de nous un partage des richesses de la

Terre. Il y a échange inégal, comme disaient les adeptes de l'école d'Immanuel Wallerstein il y a trente ans, ou de Rosa Luxemburg il y a quatre-vingts ans.

**T.H.** *La protection de l'environnement progresse régulièrement dans la hiérarchie des préoccupations des Français, et le pacte écologique de Nicolas Hulot signé par cinq candidats témoigne de ce consensus naissant. La prise de conscience a cependant toujours du mal à dépasser le stade des vœux pieux, en politique comme au niveau des comportements individuels. Comment expliquez-vous ce décalage et pensez-vous qu'il puisse être résorbé avant le moment où l'épuisement de la nature que vous évoquez sera aussi visible que les premiers effets du changement climatique avec la multiplication des tempêtes?*

**V.C.** C'est pour ça que je fais de la politique! Espérons que les premiers signes avant-coureurs de l'aval du carbone – le changement climatique –, et son amont – la déplétion des ressources minérales et fossiles que traduit la hausse du prix du marché – accélèrent la prise de conscience et que les politiques publiques, à l'échelon français et international, se mettent en place. Nous nous retrouverons de toute façon au pied du mur très rapidement, entre 2009 et 2015. La décennie 2010-2020 sera cruciale.

Le combat écologiste dans le monde cherche à étendre ce saisissement en participant au débat électoral, en interpellant les dirigeants du monde pour changer les politiques publiques, aussi bien à l'échelon de Paris par exemple, avec ce que fait Denis Baupin, qu'au niveau international. À tous les échelons, individuel, municipal, départemental, régional, national, européen et mondial, il importe d'adopter cette vision de la déplétion des ressources et de la pollution, en amont et en aval, pour construire une économie et une société harmonieuses.

Or, ce n'est pas du tout celles que je vois dans les campagnes de Marie-George Buffet, de Nicolas Sarkozy, de Ségolène Royal ou de François Bayrou. Il faut changer totalement de point de vue sur le monde, sous peine de provoquer les pires tensions. Je suis opposé au capitalisme, mais mon combat se situe au-delà. Il est matérialiste, au sens où il se fonde sur ce qu'il y a de plus matériel dans notre mode de vie. Si Marx était de ce monde, il serait d'accord avec moi! ●

1. Derniers ouvrages parus : *Sauver la Terre*, 2003; *Pétrole Apocalypse*, Fayard, Paris, 2005.

2. Consultable sur le site <http://www.negawatt.org/>.





# PRINCIPE DE PRÉCAUTION : OÙ SONT LES RISQUES ?

CLAUDE AUFORT\*

## UN NOUVEAU PRINCIPE CONSTITUTIONNEL

ans les dernières décennies, innovations, découvertes, mais aussi accidents ont modifié notre relation aux sciences et aux techniques. Un nouvel enjeu est apparu : celui des risques engendrés par la mise en œuvre des technologies. Les accidents Seveso (Italie 1976), Three Mile Island (É-U 1979, accident nucléaire), Bhopal (Inde 1984), Tchernobyl (URSS 1986, explosion d'un réacteur nucléaire), AZF (France), ont semé des inquiétudes dans la société civile. Si les avancées scientifiques et technologiques extraordinaires sont reconnues, surtout dans le domaine de la santé, elles peuvent être aussi violemment contestées par tous ceux qui estiment que leur potentiel de dangerosité n'a pas été pris en compte.

La question des risques est aussi ancienne que l'humanité. Elle est présente à toutes les époques, car elle touche le cœur des relations sociales. Des études et des recherches sont en cours, des réglementations sont concoctées, et le principe de précaution est devenu une question politique fondamentale. Cela suffira-t-il à combler l'exigence d'*hypersécurité* qui règne dans la société ?

À la suite de ces accidents, la notion de précaution a pris de l'ampleur avec les mouvements liés à l'environnement et à sa protection en Allemagne dans les années 1960. Le rapport Brundtland<sup>1</sup> (1987), dans son annexe 1, résume les principes juridiques proposés pour la protection de l'environnement et un développement soutenable. Deux de ces articles soulignent la nécessité de prendre des précautions en rapport avec le développement de certaines activités.

– Les États feront ou demanderont des évaluations préalables des activités proposées qui pourraient avoir

un effet appréciable sur l'environnement ou sur l'utilisation d'une ressource naturelle.

– Les États prendront toutes les mesures de précaution raisonnables en vue de limiter les risques lorsqu'ils réaliseront ou permettront certaines activités dangereuses mais utiles, et veilleront à ce qu'un dédommagement soit accordé si un dommage transfrontière important venait à se produire, même si la nocivité des activités n'était pas connue au moment où ces activités ont été entreprises.

Cette notion a été reprise par plusieurs textes internationaux, notamment le traité de Maastricht et la déclaration de Rio. Le principe 15 de cette déclaration introduit le principe de précaution : « L'absence de certitude, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement, à un coût économiquement acceptable. »

En France, après la loi Barnier, qui stipule que la précaution n'est pas l'abstention, une modification de la Constitution intervenue en 2004 introduit une Charte de l'environnement dans le texte. Son article 5 précise : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, *par application du principe de précaution* et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. » À l'origine de ce principe, qui devient une question fondamentale (puisque dans la Constitution) pour notre société, se trouve le livre de l'historien et philosophe allemand Hans Jonas (1903-1993) publié en 1979, *Le Principe de responsabilité (Das Prinzip Verantwortung)*. Il constate que l'homme, qui a désormais, grâce à la technologie moderne, les capacités de s'au-

\* Membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie. Dernier ouvrage paru : *L'après-pétrole ? Des enjeux pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Fondation Gabriel Péri, 2006.





todétruire ou d'altérer significativement la qualité de vie des générations futures doit interdire toute technologie qui comporte le risque – si improbable qu'il soit – de détruire l'humanité. « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur Terre. » Ce principe part d'une bonne intention virtuelle facilement compréhensible. Pourtant, qu'en est-il de la nature des peurs ? Où se situe la vérité entre le catastrophisme et la complaisance scientiste ? Quelle maîtrise du risque dans l'évolution accélérée des forces productives ?

**LA NATURE DES PEURS** Le progrès scientifique et technique, dans le passé, a souvent provoqué des débats passionnés dans l'opinion publique. Ils étaient nourris par la méfiance et par des peurs qui se sont révélées par la suite injustifiées. Il faut se souvenir qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le chemin de fer a été l'objet de controverses mémorables. À la même époque, le combat pour ou contre la réalisation des égouts de Paris a duré trente ans. Sommes-nous dans la continuité de cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle ?

Aujourd'hui, les peurs se cristallisent autour de trois aspects de la réalité technologique.

**LA NATURE DU PHÉNOMÈNE UTILISÉ** Pour des raisons économiques, de tout temps, les hommes ont recherché des formes d'énergie de plus en plus concentrée. Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu les énergies fossiles se substituer à des énergies plus diffuses (vent, feu, traction animale et humaine, soleil). Au XX<sup>e</sup> siècle, la découverte de l'énergie nucléaire a permis de franchir une nouvelle étape dans la recherche d'énergie très concentrée. Avec les réacteurs d'aujourd'hui, 1 t d'uranium naturel produit 10 000 fois plus d'énergie que 1 t de pétrole. Avec les réacteurs de la quatrième génération qui entreront dans la production vers le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, la même tonne d'uranium pourra produire environ 50 000 fois plus d'énergie que 1 t de pétrole. L'espoir de produire l'énergie à partir du phénomène de fusion des isotopes de l'hydrogène (celui qui se développe dans le soleil par la fusion des atomes légers) démultiplie encore cette capacité. Pour produire de l'énergie, l'échelle des risques est proportionnelle à la densité énergétique des phénomènes de la physique qui sont utilisés. Historiquement, l'étape marquée par l'émergence des énergies de l'atome constitue un changement qualitatif très important.

Par ailleurs, ces énergies introduisent sur Terre des matériaux qui ne s'y trouvaient plus. Un corps comme le plutonium, qui a disparu naturellement de la Terre depuis des millions d'années, est aujourd'hui un combustible fissile produit et utilisé dans et par les réacteurs construits dans un nombre croissant de pays. Nous utilisons maintenant sur Terre des phénomènes physiques

qui n'appartiennent pas aux réalités terrestres, mais à l'espace cosmique (la fission et la fusion nucléaire).

Dans *La Condition de l'homme moderne*, la philosophe Hannah Arendt commente ainsi ce changement anthropologique<sup>2</sup> : « Nous sommes les premiers, depuis quelques dizaines d'années à peine, à vivre dans un monde totalement déterminé par une science et des techniques dont la vérité objective et le savoir-faire sont tirés de lois cosmiques, universelles, bien distinctes des lois terrestres – et naturelles –, un monde dans lequel on applique à la nature terrestre, à l'artifice humain un savoir que l'on a acquis en choisissant un point de référence hors de la Terre. Il y a un abîme entre nos pères et nous... » De ce fait, les débats sur le progrès scientifique et technique aujourd'hui ne peuvent pas être comparés à ceux du passé. C'est vrai pour la nature des phénomènes physiques utilisés, mais c'est aussi vrai pour l'importance et la nocivité des déchets produits et pour le risque d'accident.

**LES DÉCHETS** Toutes les formes d'énergie ont leurs avantages et leurs inconvénients. Certaines énergies renouvelables, les plus diffuses, ne produisent pas directement de déchets parce qu'elles ne proviennent pas des transformations de la matière, à la différence des formes d'énergie plus concentrée. En général, ces déchets ont un caractère plus ou moins toxique pour la santé, l'environnement ou le climat. La gestion de ces déchets devient une question de société dans toutes les activités humaines. Deux solutions théoriques existent. Ils peuvent être soit réintégrés dans la nature en les dispersant, soit captés et stockés sur ou dans la Terre, ou encore envoyés vers le Soleil. Pour des raisons de sûreté et de coût évidentes aujourd'hui dans l'état de nos connaissances, le stockage sur ou dans la Terre a finalement été choisi.

Dans le domaine énergétique, cette question est sensible sur deux aspects : la gestion des déchets nucléaires, très toxiques du point de vue radiologique, et le stockage dans l'écorce terrestre du gaz carbonique issu de la combustion du charbon pour supprimer sa participation à l'aggravation du réchauffement climatique. Sur ces deux aspects, les recherches ont été et continuent d'être très importantes.

L'industrie nucléaire trouve devant un problème de sécurité concernant une partie de ces déchets radioactifs dits *déchets ultimes*<sup>3</sup>. Ils sont dangereux du fait de leur très forte radioactivité mais aussi de leur très longue durée de vie (plusieurs centaines de milliers d'années). Ils représentent moins de 1 % des matières nucléaires dangereuses. Une Commission nationale d'évaluation (CNE), composée de douze chercheurs appartenant à la communauté scientifique internationale et dont la compétence est incontestée, a donné



son avis sur les quinze années de recherche effectuées par l'ANDRA et le CEA.

Il ressort de cet avis que les trois voies de gestion envisagées (stockage en couche géologique profonde, entreposage à faible profondeur et séparation/transmutation) sont complémentaires de par leur nature et dans le temps. Il est donc possible d'élaborer une stratégie globale de gestion de ces déchets articulant de façon cohérente les étapes d'entreposage provisoire et de stockage à long terme tout en poursuivant les recherches visant à réduire l'inventaire et la durée de vie des déchets les plus radioactifs. La conclusion des scientifiques nous indique aussi que les déchets radioactifs ainsi gérés ne peuvent pas constituer une menace pour la santé des générations futures ni un empoisonnement de la Terre pour l'éternité, encore moins un crime contre les générations actuelles et futures.

Pour la séquestration du gaz carbonique, la recherche se développe dans un contexte de coopération internationale dans lequel les organismes publics de recherche français, le BRGM (Bureau de recherche géologique et minière) et l'IFP (Institut français du pétrole) jouent un rôle important. Les groupes privés, notamment Total et Alstom, sont présents dans ces efforts de recherche. Le groupe Total vient de lancer en 2006 une opération de recherche autour des gisements de gaz épuisés de Lacq en France.

Ces recherches concernent le comportement du CO<sub>2</sub> une fois enfoui dans des aquifères salins profonds, des veines de charbon inexploitées ou des gisements de gaz et de pétrole épuisés. Pour éviter un relâchement de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère qui ne serait que retardé, il faut être certain que le stockage profond ne fuira pas sur une très grande période de temps (plusieurs siècles). Le domaine de recherche fondamentale concerné par un tel problème est connu. Les chercheurs y travaillent, ils n'ont pas encore rendu les conclusions de leurs travaux.

Sur cette question des déchets, quelle que soit leur nature, nous en sommes au stade d'une *logique de rationalité causale* qui est celle du chercheur.

**LES ACCIDENTS NUCLÉAIRES** Les causes de deux d'entre eux sont aujourd'hui assez bien connus : celui de Three Mile Island aux États-Unis en 1979 et celui de Tchernobyl dans l'ancienne Union soviétique en avril 1986. Pour ce qui concerne Three Mile Island, ce n'est qu'en 1985 que l'on a pu avoir une idée exacte de ce qui s'était passé grâce à une sonde envoyée dans la cuve du réacteur. À cause d'une défaillance du système de sécurité, le niveau d'eau dans la cuve du réacteur a baissé, le cœur a été découvert; la puissance produite n'étant plus évacuée, le cœur du réacteur a chauffé et a fini par fondre pour former une sorte de magma à

3 000 °C. Ce *corium*, résultat de la fusion des métaux du cœur et de l'uranium, avait coulé sur le côté et atteint le fond de la cuve. Celui-ci n'a pas traversé la cuve parce que les opérateurs *in extremis* ont réussi à injecter de l'eau pour stopper la fusion. On peut évidemment imaginer une suite plus catastrophique dans laquelle le cœur fondu perce la cuve, traverse les enceintes en béton, contamine la population et l'environnement et s'enfonce dans le sous-sol : c'est le *syndrome chinois*<sup>4</sup> dont chacun a peur. En fait, dans cet accident, les opérateurs n'avaient pas, pour différentes raisons, une vue exacte du niveau réem d'eau dans la cuve. Ils ont donc accompli, dans un premier temps, des actions qui n'étaient pas adaptées à la situation réelle du réacteur.

Cet accident a provoqué une révolution dans la façon d'envisager la sûreté nucléaire. D'un côté, les techniciens ont pris conscience qu'un accident nucléaire grave pouvait résulter d'un enchaînement de faits banals. Aujourd'hui, l'analyse du retour d'expérience est un volet très important des analyses conduites par tous les acteurs du nucléaire. D'un autre côté, ils ont compris la nécessité de prendre en compte et d'étudier les facteurs humains, c'est-à-dire les interactions entre les opérateurs et le système technique.

L'accident de Tchernobyl ne peut pas être comparé à celui de Three Mile Island. Le type de réacteur en cause est très différent. La « culture de sûreté » de l'Union soviétique de l'époque était dominée par un productivisme omniprésent à tous les échelons de la hiérarchie. C'est lors d'une expérimentation ordonnée par des techniciens venus de Moscou que tout s'est déclenché. Programmé lors d'un arrêt de routine de la tranche pour maintenance les 25 et 26 avril 1986, cet essai devait tester le fonctionnement d'un nouveau système de refroidissement de secours du cœur du réacteur. À 13 heures, le 25 avril, le réacteur est ramené à mi-puissance sur demande du centre de distribution électrique pour préparer l'essai. À 23 heures, la réduction de puissance est amplifiée et tombe à 30 MW, domaine de puissance où ce type de réacteur est instable (cette caractéristique de ce type de réacteur est connue de tous les techniciens). Malgré cet état à risque de l'installation, à 1 h 15, en violation de toutes les procédures de sécurité, les opérateurs décident de poursuivre l'essai et bloquent les signaux d'arrêt d'urgence. Dès lors, c'est la réaction en chaîne. À 1 h 23 min 4 s, les vannes d'admission de la turbine sont fermées, au mépris des procédures d'urgence. Quand le chef opérateur ordonne l'arrêt d'urgence à 1 h 23 min 44 s, il est trop tard. Quatre secondes plus tard, le pic de puissance est atteint et entraîne la catastrophe que l'on sait. Nous n'aborderons pas les consé-



quences dramatiques de cet incident qui ne concernent pas l'objet de cet article.

La question se pose de savoir si cet accident n'est pas plus soviétique que nucléaire. Mais, du fait de ce précédent, toute relance durable de l'énergie nucléaire passera inmanquablement par la démonstration préalable qu'un second Tchernobyl est inconcevable dans les installations modernes.

Cet accident aux conséquences sanitaires controversées, sociales, économiques et politiques multiples, tant localement qu'au niveau international, pose une question. L'énergie nucléaire de fission serait-elle une technologie non maîtrisable par les hommes? Certes, le développement des méthodes d'analyse probabiliste nous a montré que le risque zéro n'existe pas. Mais, dans ce cas, il s'agit de tout autre chose. L'organisation des hommes a passé outre les règles connues et impératives de conduite de sûreté de l'installation. Pourquoi? Une situation semblable a d'ailleurs été constatée aux États-Unis dans l'analyse des causes qui ont engendré l'explosion de la navette Challenger. Il semble bien que les experts de la NASA, qui pratiquent globalement les mêmes méthodes d'analyse de sûreté et de sécurité que nous, ont subi des pressions diverses pour des raisons économiques et politiques qui les ont amenés à ne pas annuler le vol. Un risque identique émerge dans le nucléaire aujourd'hui en France avec l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie et la privatisation des entreprises publiques.

Tous les grands accidents technologiques impliquent les hommes, leurs organisations, leurs compétences et leur culture. Cet aspect relève en quelque sorte d'une *logique de la rationalité finale*, c'est-à-dire celle des sociétés au sein desquelles les innovations techniques sont mises en œuvre.

Devant l'ampleur des énergies que la nature recèle, devant l'importance de la production de déchets toxiques pour les sociétés ou pour le climat, devant le risque d'accident sans commune mesure avec ceux intervenus jusqu'à maintenant, l'effroi peut envahir tout un chacun. L'intégrité de la Terre, de la vie, de la personne humaine, apparaît comme menacée parce que ces activités seraient perçues comme non maîtrisables par les hommes. Nous sommes devant une logique de *responsabilité morale*.

**LES TROIS LOGIQUES DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION** Si nous essayons d'analyser les peurs décrites dans le paragraphe précédent, nous pouvons constater que trois types de logiques<sup>5</sup> sont mis en œuvre dans la compréhension des risques.

Premièrement, la logique de la rationalité causale, où les chercheurs sur la base d'analyses, d'observations et de démarches expérimentales établissent des liens de

cause à effet entre les dangers potentiels et leurs conséquences. Leurs conclusions entraînent la mise en œuvre de parades et de dispositifs techniques qui réduisent, voire annulent, les causes des dangers.

Deuxièmement, une logique de la rationalité finale. Elle analyse la manière dont les innovations seront concrètement utilisées, donc leurs conséquences réelles. Ce type d'analyse intervient à chaque fois qu'il y a interaction entre le système technique et les organisations humaines (l'interface homme-machine, l'équipe et le système technique, l'organisation et l'entreprise, l'entreprise et la société). Un réacteur n'est pas seulement un système technique. Son exploitation requiert des individus qui l'ont conçu, des opérateurs qui le pilotent, des équipes qui l'entretiennent. La fiabilité totale de l'ensemble est le résultat effectif de l'interaction entre tous ces facteurs. Les conséquences réelles peuvent être différentes, voire opposées aux conséquences prévues par l'approche causale des chercheurs.

Troisièmement, une logique de la responsabilité morale, analysant *in fine* les conséquences observées et qui portera un jugement rétroactif sur le bien-fondé des analyses réalisées *a priori*. Il peut y avoir, dans ce cas, une inversion de la causalité, puisque l'observation de l'effet peut amener à contester le bien-fondé de l'analyse initiale. Dans notre société, cette notion de responsabilité morale a de fortes chances de devenir prépondérante par rapport à la responsabilité logique, qui consiste à avoir scientifiquement pris en compte l'ensemble des éléments disponibles et donné le conseil, en l'état de la science du moment.

De ce point de vue, le risque d'inflation du contenu du principe de précaution n'est pas négligeable dans notre société. En effet, notre démocratie, constituée par un équilibre entre l'organisation de la confiance (la délégation représentative) et l'organisation de la défiance, est marquée par un double mouvement. D'un côté, il y a réappropriation des mécanismes de défiance par la société (les contre-pouvoirs, la vie associative, la revendication de démocratie participative...), mais, en même temps, cette société est saisie par un emballement de cette défiance<sup>6</sup>. Les conditions sont ainsi créées pour inverser la charge de la preuve de l'absence de risque. Jusqu'à maintenant, l'innovation était présumée « innocente », il revenait aux experts de prouver l'existence des dangers potentiels qu'ils pouvaient supposer. Maintenant, toute nouveauté est supposée coupable, il faut prouver son innocence. Or la science ne prouve jamais l'absence d'un phénomène. Lui demander de prouver l'absence de risque d'une innovation, surtout sans qu'elle ait été utilisée concrètement, est en stricte contradiction avec la démarche scientifique.



De fait, nous sommes déjà engagés dans cette logique de la précaution extrême, au point d'en être paralysés. Sous l'impulsion de certaines associations et de certains partis politiques relayés par les médias, le contenu du principe de précaution tend à dériver, dans l'opinion publique, vers une règle implicite : le principe de précaution énonce que, si le développement d'une technologie présente un risque, il faut l'arrêter, même si ce risque n'est pas scientifiquement prouvé.

Ce dévoiement du principe de précaution est dangereux parce qu'il constitue une supercherie intellectuelle. Il ne tient le décompte que des effets négatifs imputables aux idées et aux technologies nouvelles. Il n'accorde aucune attention aux avantages potentiels apportés par les nouvelles avancées des savoirs. De la même manière, il passe sous silence les coûts environnementaux, sociaux, économiques et politiques associés au maintien du *statu quo* provoqué par un moratoire de fait. Il n'accorde aucune valeur à la découverte ou à l'apprentissage, autant comme processus d'évolution sociale que comme instrument de satisfaction personnelle.

Dans le domaine énergétique, ce dévoiement du principe de précaution peut conduire à des catastrophes. Le monde a un besoin impératif de toute la diversité des formes d'énergie pour pouvoir répondre aux besoins de tous les habitants de la planète. Les pays du Sud surtout ont des besoins énormes pour sortir de la misère et pouvoir prendre en compte dans les décennies à venir les 3 milliards d'individus supplémentaires qui vont majoritairement naître chez eux. Dans ces conditions, le risque le plus important pour la planète n'est pas le risque nucléaire mais le risque de pénurie d'énergie. Il ne peut nous conduire qu'à des tensions géopolitiques aggravées, voire aux conflits armés. Les guerres du Moyen-Orient en sont un exemple d'actualité. Tenter de boucler dans les prochaines décennies l'indispensable augmentation de la demande énergétique mondiale tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre sans le nucléaire et la relance d'un charbon « propre » avec le captage et le stockage du CO<sub>2</sub> relève de la supercherie.

Par ailleurs, peut-on imaginer ce que serait notre société numérisée si le risque de défaillance de la production électrique devait s'installer durablement par insuffisance ou instabilité chroniques de la production électrique due aux aléas de certaines énergies renouvelables ? Il convient donc de mettre dans la balance les coûts pour la société de telles pannes gigantesques dont on a eu quelques exemples récents dans un certain nombre de pays.

D'autres raisons plus fondamentales rendent cette conception du principe de précaution anachronique.

L'expansion de nos connaissances est inséparable de l'accroissement de nos ignorances. Le front des savoirs, au fur et à mesure de ses avancées, découvre de nouveaux champs de recherche ignorés jusqu'à maintenant. Il est comme la ligne d'horizon qui recule à mesure que l'on avance. Il n'y a pas de connaissance figée une bonne fois pour toutes dans un quelconque domaine, notamment en ce qui concerne l'énergie, les caractéristiques de l'écorce terrestre ou encore les interactions entre les organisations humaines et les systèmes techniques complexes. Avancer dans ces domaines seulement quand le risque zéro est assuré est un non-sens qui ne peut engendrer qu'un recul de civilisation. Que serait l'humanité si ce principe avait été appliqué lors des grandes mutations technologiques qui ont jalonné toute l'histoire humaine ?

Le dévoiement ou pas du principe de précaution est finalement en rapport étroit avec le niveau de confiance qui règne dans la société. Comment sortir de cette impasse, de la spirale de la défiance ?

**LE TRAVAIL ET LE RISQUE ? LA RESPONSABILITÉ** Les grandes industries de l'énergie sont des industries à risque. Tous les salariés, à quelque niveau qu'ils soient, le savent. Les enjeux de la sûreté et de la sécurité sont omniprésents dans le moindre de leurs gestes et encadrés par une culture de sûreté dont les fondements sont définis par des documents internationaux élaborés au sein de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique)<sup>7</sup>. Certes, la production d'énergie électrique est l'objectif de ces entreprises, mais la *culture de sûreté* doit être leur seconde nature.

Tous les accidents cités au début de ce texte montrent que, dans le contexte de culture technique propre à chaque pays dans les industries à risque, la culture de sûreté a été défaillante et n'a pas joué le rôle de prévention et de vigilance qu'elle aurait dû imposer. Les priorités économiques, la plupart du temps de productivité, voire politiques, l'ont emporté sur les exigences de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement. La perception par les citoyens de ce bilan mondial négatif des industries à risque a une conséquence. Il est reproché aux chercheurs, aux ingénieurs et aux techniciens de jouer aux apprentis sorciers. La confiance a maintenant disparu. La peur du progrès cède la place au progrès de la peur. La peur est un affect qui ne se réduit ni par le questionnement, ni par la critique, ni par le doute ou la nuance. Elle est en partie en relation avec la défiance créée par un environnement social mal maîtrisé par l'ensemble de la société civile.

Pourtant, notre pays, dans le domaine nucléaire, a une expérience originale de ce point de vue. Son bilan de sécurité et de sûreté de cinquante années d'activités nucléaires est positif, reconnu et envié dans le monde



entier. Il est le résultat d'une culture de sûreté élaborée et conceptualisée dès le début des années 1970 par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et mis en œuvre par Électricité de France (EDF). Ces deux entreprises appartiennent encore au secteur public. Elles ont placé la culture de sûreté en tête des critères d'exploitation des installations, dominant les exigences de production et de rentabilité. Dans leur complémentarité (recherche et production électrique), elles ont su mettre en harmonie les deux logiques de rationalité scientifique et de rationalité finale présentées succinctement dans le paragraphe précédent. Cette culture de sûreté s'imposa aux autres entreprises qui participent aux activités nucléaires (celles qui constituent le groupe Areva aujourd'hui) par l'intermédiaire d'une Autorité administrative de sûreté qui s'appuie sur les avancées de la recherche de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (issu du CEA).

L'expérience de cinquante années d'exploitation d'une soixantaine d'installations nucléaires en France sans accident grave pour les salariés, l'environnement social ou écologique, montre que cette forme d'énergie peut être maîtrisée par les hommes. Mais ce même constat indique que cela a été rendu possible par une vigilance et par un souci d'amélioration permanents de la sûreté et de la sécurité qui doivent constituer la *priorité de toutes les forces productives* qui mettent en œuvre cette technologie, au-delà des critères de productivité et de rentabilité.

L'avenir nous assure-t-il que cette exigence sera prise en compte? Il n'est pas possible de répondre positivement à cette question. Pourquoi? Cette organisation originale dans le monde est aujourd'hui remise en cause par la privatisation et par l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie. Il convient d'explicitier cette affirmation aux deux niveaux de l'interaction du risque avec la société : celui des entreprises face au risque, et celui de la société civile face au développement technologique.

**L'ENTREPRISE FACE AUX RISQUES** Pour gérer le risque, les hommes et les femmes de la production utilisent leur capacité cognitive et leurs *compétences* professionnelles, mais aussi leur subjectivité, c'est-à-dire le sens qu'ils ont de leur *responsabilité*. Ces deux exigences de la gestion du risque sont engagées sur le plan individuel de chaque salarié, quel que soit son niveau hiérarchique, de l'ouvrier au cadre, mais aussi sur le plan collectif au travers d'une interdépendance cognitive et émotionnelle des individus tissée par un lien social qui n'est jamais acquis définitivement. Il se construit dans la durée au travers de la *reconnaissance* du rôle de chacun – ou se délite.

Or ce système de valeurs est aujourd'hui menacé par la privatisation et par l'ouverture à la concurrence du

marché de l'énergie. Il n'est plus partagé de manière unanime, pour des raisons diverses qui tiennent notamment aux choix économiques, financiers, sociaux effectués, et qui remettent totalement en cause les repères des salariés. Dans un contexte social mobilisé sur la réduction des effectifs des entreprises et la pression sur les rémunérations pour conquérir les marchés mondiaux et valoriser les dividendes des actionnaires, l'exploitation capitaliste détruit le processus d'identification de la valeur du travail, car le statut même de la présence humaine y est remis en cause.

Or le risque industriel, du fait d'une complexification des interdépendances techniques, n'a pas de parade globale strictement technique. S'il en avait, l'usine sans hommes fonctionnerait, ce qui n'est pas le cas. L'ingéniosité humaine et son sens des responsabilités sont donc indispensables. Toute la question est de savoir si cette responsabilité est délibérée et négociée dans le collectif (l'entreprise) ou si elle est fractionnée et imposée par l'autorité qui en décide. Sous la pression des exigences de la productivité, les responsabilités sont aujourd'hui de plus en plus distribuées sans qu'à aucun moment la question des moyens pour les assumer puisse être évoquée. Il peut s'ensuivre une absence de maîtrise des contraintes de travail, susceptible de générer *dépressions*, tentatives de suicide et effroi durable.

La compétence est elle-même en difficulté du fait de la crise des collectifs de travail. Elle est le produit d'une politique d'individualisation volontairement exacerbée de la performance et de la rémunération et d'une segmentation du salariat due au *turn over* des chefs, aux sédentaires locaux et à la sous-traitance qui externalise les compétences et entraîne une perte considérable de connaissances. Cette crise du collectif a des conséquences majeures, puisqu'elle met en cause les ressorts mêmes de la transmission des savoirs, de la qualité et de la sûreté. Si les collectifs ne sont plus en mesure de jouer leur rôle de « creuset d'une culture » et si le rapport physique à la machine n'est plus suffisant, seule persiste la formation purement scolaire du métier. Paradoxalement, l'entreprise dispose ainsi de plus en plus d'agents qualifiés et diplômés, mais de moins en moins d'agents compétents. Il n'est en effet pas de compétence professionnelle qui se conçoive hors d'un collectif.

La question de la responsabilité dans l'application du principe de précaution ne se pose donc pas qu'au seul niveau de la responsabilité morale au regard *in fine* des conséquences constatées dans la mise en œuvre des technologies. Elle se pose aussi au niveau de la manière dont elles sont mises en œuvre. Cela passe par des avancées nouvelles dans les critères de gestion des



entreprises et dans la répartition des pouvoirs entre le *capital* et le *travail*.

**LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE** Les rapports entre les forces productives et la science et la technologie se sont profondément transformés depuis trente ans. Jusqu'à une période encore récente, les découvertes et les inventions ne rentraient dans la vie courante d'un grand nombre de gens qu'après une longue période d'incubation dans les sociétés. Leur introduction massive dans les forces productives, soit dans les processus, soit dans les produits, intervenait bien après leur découverte. Les sociétés, la grande masse des populations, avaient le temps de les assimiler. Les cultures avaient le temps de digérer les transformations issues des productions de la science.

Toutefois, depuis le début de l'histoire humaine connue, chacun a pu constater que ce temps de digestion culturelle, d'incubation du savoir, de gestation de la technologie, s'est progressivement réduit. Le XX<sup>e</sup> siècle a vu ce délai de latence se réduire pour finalement s'annuler et s'inverser pendant la période charnière du passage au XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, cette accélération des savoirs scientifiques et techniques précède l'évolution des cultures et leur impose plusieurs changements de repères et de valeurs au cours d'une vie. Le développement des forces productives nécessaires pour répondre aux besoins humains doit maintenant maîtriser cette inversion des dynamiques entre l'accroissement des connaissances et la subjectivité<sup>8</sup> humaine. Comment peut-on le faire ?

L'image de la science et de la technologie s'est dégradée dans un corps social qui, par ailleurs, émet de nouvelles attentes. La perception des *risques* diverge entre public et scientifiques, créant un malaise qui peut remettre en cause le statut d'expert. Le corps social, qui exprime le besoin de reconnaissance de ses savoirs et gisements de connaissance, a en même temps besoin d'informations pour construire son opinion sur le niveau de maîtrise des risques atteint par la société. Il veut connaître les enjeux de toute nature qui peuvent bouleverser sa vie et les rapports sociaux, tant dans le développement scientifique que dans l'apparition d'innovations technologiques. Il veut donner son avis et participer aux décisions relatives aux choix technologiques opérés par la société. La question posée est celle d'une réelle *appropriation sociale* du développement scientifique et technologique afin que tout un chacun puisse prendre ses *responsabilités* en toute connaissance de cause.

La question n'est pas simple. Elle passe par une certaine transparence de l'information, sans restriction, ce qui met en cause implicitement le secret industriel et l'obligation de réserve imposée aux fonctionnaires

chargés de l'évaluation des risques. Elle suppose un développement de la culture scientifique et technique de tous les citoyens. Elle demande une information honnête et objective sur tous les enjeux du développement technologique et de l'innovation. Le secteur public des industries à risque pourrait se voir confier une fonction supplémentaire d'agent actif de cette appropriation sociale du développement scientifique et technique. Les avancées de notre civilisation sont à ce prix.

**CONCLUSION** Le développement technologique, comme moyen de réponse aux besoins énergétiques mais objet de défiance du corps social, nous place face à un risque bien plus global, celui d'un *recul de civilisation*.

Il est d'autant plus important que les technologies de l'énergie ne sont pas seules en cause. D'autres domaines de la connaissance s'y trouvent confrontés. Le génie génétique, la biologie, les nanotechnologies présentent des caractéristiques semblables à celles de l'énergie qui cristallisent les peurs du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il est par ailleurs mondialisé, car, pour sortir de leur misère et engager leur développement, de plus en plus nombreux, les pays du Sud réclament le droit de développer les technologies à risque de l'énergie qui peuvent garantir une certaine indépendance. Mais, en plus des risques liés aux activités civiles, ils y ajoutent les risques de prolifération qui dominent aujourd'hui l'actualité internationale.

La dimension du risque est telle, aujourd'hui, qu'elle ne peut plus justifier l'essence du capitalisme : les profits en contre-partie des risques pris.

La porte de sortie de ce défi passe par la *responsabilité* des citoyens comme des communautés humaines. Ce mot est le cœur de notre avenir. ●

1. « Notre avenir à tous », rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, publié en français en 1989 aux éditions du Fleuve.

2. P. 338 dans collection Agora aux éditions Calmann-Lévy.

3. Les *déchets ultimes* constituent la partie non valorisable, dans l'état actuel des techniques et de nos connaissances, des combustibles usés.

4. Cette fiction suppose que le cœur fondu traverse la cuve, puis l'enceinte de confinement, et s'enfonce dans l'écorce terrestre pour ressortir aux antipodes.

5. La présentation de ces trois types de logique s'inspire d'un exposé de Bernard Chevassus-au-Louis, ancien président du conseil d'administration de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA).

6. On se reportera pour ce constat à l'entretien entre Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, et Catherine Halpern, « Vers des démocraties de défiance », publié dans les grands dossiers de la revue *Sciences humaines*, n° 6, mars-avril-mai 2007.

7. Le plus important d'entre eux est celui relatif à la *culture de sûreté*, dans la collection Sécurité n° 75-INSAG-4, 1991.

8. La subjectivité, en première approximation, peut être comprise comme le système de valeurs et de repères engagés dans les activités de chaque individu en prenant en compte ses capacités émotionnelles et affectives qui en gèrent les enjeux.





# CRISE ÉNERGÉTIQUE : IL N'EST PAS TROP TARD POUR S'EN SORTIR !

FRÉDÉRIC MARILLIER\*

ans les années à venir, nos sociétés vont devoir relever un défi majeur : celui de l'énergie. Conséquence de la révolution industrielle, la consommation d'énergie s'est dangereusement emballée depuis la seconde moitié du  $xx^e$  siècle. L'importante dépendance qui l'accompagne génère de fortes contraintes (accès aux ressources, balance commerciale) sur nos pays, que l'on ignore au quotidien en faisant son plein d'essence ou en allumant la lumière. Elle nous fait aussi souvent fermer les yeux sur des catastrophes écologiques (marées noires, accidents ou déchets nucléaires, destruction de la biodiversité) ou sociales (guerres du pétrole, exploitation des pays du Sud).

Nos économies sont fondées sur une croissance dopée aux énergies, au premier rang desquelles les énergies fossiles. Pourtant, les prochaines décennies vont voir ces ressources s'épuiser. Le spectre de la pénurie rend les marchés hautement spéculatifs et volatils. Les tensions dans les régions d'approvisionnement s'exacerbent, au Moyen-Orient, en Russie ou au Venezuela. Clairement, la sécurité d'approvisionnement en pétrole est devenue la priorité et le déterminant en matière de géopolitique, avec son avatar nucléaire militaire (de manière tant offensive – États-Unis, France, Grande Bretagne – que défensive – Iran).

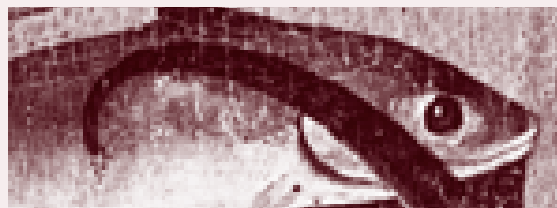
Mais tout comme la fin de l'âge de pierre n'est pas intervenue parce qu'il n'y avait plus de pierres, la fin de la société du pétrole arrivera avant l'épuisement des ressources. Car un danger plus grand nous menace.

Plus personne ne l'ignore, nous devons faire face à une crise environnementale majeure naissante : le dérèglement climatique. Les nombreuses études et le consensus scientifique international sont clairs : les importantes émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines, et notamment la combustion des

énergies fossiles, sont en train de réchauffer l'atmosphère et menacent les équilibres climatiques que nous connaissons depuis des siècles. L'enjeu d'ici le milieu du  $xxi^e$  siècle est de limiter à  $2^{\circ}\text{C}$ , en moyenne planétaire, ce réchauffement. Au-delà, les déséquilibres engendrés seront catastrophiques et insurmontables pour nos sociétés. Il est aussi de plus en plus évident que ses conséquences dépassent très largement la sphère environnementale stricte pour percuter les enjeux sociaux, de santé, d'alimentation, de développement, de migrations, et d'économie.

Tomber dans un catastrophisme passif ne sert à rien. Il n'est pas trop tard pour éviter le pire, et le défi est à la fois clair et immense : nous devons diviser par deux nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 à l'échelle mondiale, et par quatre dans les pays développés, principaux pollueurs actuels et historiques. Cette réduction doit commencer maintenant, car il faut compter avec l'inertie du système : tout retard dans l'action diminuera d'autant nos chances de limiter le réchauffement à  $2^{\circ}\text{C}$ . Un retard de dix ans entraînerait, par exemple, un doublement des réductions d'émissions nécessaires en 2025. Une rupture claire et une importante dynamique de chasse au  $\text{CO}_2$  doivent donc avoir lieu dans les deux prochaines décennies pour renverser la tendance.

**LE PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE MONDIAL** La simple observation du paysage énergétique mondial montre la domination des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) et des pays développés dans la consommation d'énergie. Ce double déséquilibre est en grande partie à l'origine de la crise énergétique et devra être surmonté.



\* Responsable de la campagne nucléaire de Greenpeace France.



**TABLEAU 1a.**

**Répartition de la consommation finale d'énergie par région en 2004**

Pays de l'OCDE	50 %
dont Amérique du Nord	25 %
dont Europe	17,4 %
dont Pacifique	7,6 %
Ex-URSS	8,4 %
Moyen-Orient	4,2 %
Europe hors OCDE	0,9 %
Chine	13,7 %
Asie (hors Chine)	12,1 %
Amérique latine	5 %
Afrique	5,7 %
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE).

À eux seuls, les pays de l'OCDE, qui représentent moins de 20 % de la population mondiale, consomment la moitié de l'énergie, et, par voie de conséquence, rejettent la moitié des émissions de gaz à effet de serre. L'Amérique du Nord, avec 5 % de la population mondiale, consomme 25 % de l'énergie !

**TABLEAU 1b.**

**Usage de l'énergie finale en 2004 en Mtep (mégatonne équivalent pétrole)**

Transport	1 974	25,8 % (21 % en 1973)
Industrie	2 058	26,9 % (33 % en 1973)
Résidentiel/tertiaire/ agriculture	2 933	38,4 % (31 % en 1973)
Autres (utilisation non énergétique)	679	8,9 % (6 % en 1973)
<b>Total</b>	<b>7 644</b>	<b>100 %</b>

Les usages de l'énergie sont à peu près globalement répartis entre les transports, l'industrie et un « pôle » groupant la consommation liée à l'habitat (résidentiel et tertiaire) et l'agriculture. Il faut cependant noter que, depuis le début des années 1970, l'industrie a perdu en part relative de la consommation d'énergie, alors que les transports et l'habitat ont fortement progressé. C'est une tendance de fond importante à prendre en compte dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique.



**TABLEAU 1c.**

**Production d'énergie primaire mondiale en 2004 (Mtep)**

Charbon	2 776	25,1 %
Pétrole	3 955	34,3 %
Gaz naturel	2 307	20,9 %
Nucléaire	714	6,5 %
Hydraulique	241	2,2 %
Biomasse et déchets	1 173	10,6 %
Autres renouvelables	57	0,4%
<b>Total</b>	<b>11 059</b>	<b>100 %</b>

Source : AIE

Enfin, concernant les sources d'énergie utilisées à l'échelle mondiale, la prédominance du pétrole, du charbon et du gaz est flagrante. Ces trois ressources représentent 80 % de la production primaire d'énergie. C'est dire si nous sommes « accros » au fossile. Il est intéressant aussi de constater que le nucléaire ne représente que 6,5 % de la production mondiale d'énergie.

**LE CAS PAS SI SPÉCIFIQUE DE LA FRANCE** En France, les discours mélangent souvent énergie et électricité, et électricité et nucléaire. On entend, par exemple, souvent que notre pays dépend à 80 % du nucléaire. Si la France est bien le pays le plus nucléarisé du monde, il ne faut cependant pas tout exagérer. Le parc des cinquante-huit réacteurs fournit environ 80 % de notre production d'électricité, mais ne subvient qu'à 17 % de la consommation finale d'énergie de notre pays. C'est beaucoup moins que le pétrole, qui reste de loin l'énergie dominante avec près de la moitié de notre consommation.

En France, le taux d'indépendance énergétique est officiellement établi autour de 50 %. Ce chiffre est très contestable de par le choix des conventions choisies. Il est pourtant largement utilisé dans les discours politiques ou publicitaires pour affirmer que la moitié de l'énergie en France provient de ressource nationale, dont l'essentiel est à mettre au bénéfice du nucléaire. La méthode de calcul de ce taux prend en compte, pour établir les équivalences entre énergies, non pas l'électricité produite par le réacteur, mais la quantité de chaleur produite par ce même réacteur. Or seul un tiers de cette chaleur est converti en électricité. Ce n'est pas le cas pour l'hydraulique ou l'éolien, pour qui seule l'électricité fournie est prise en compte dans les équivalences. Cette convention a pour conséquence de surévaluer le parc du nucléaire en comptabilisant la chaleur qui va réchauffer les petits oiseaux ou les poissons du coin.

D'autres méthodes de calcul plus pertinentes et plus réalistes quant à la considération des différentes énergies montrent que notre indépendance réelle n'atteint que la valeur de 36 % si l'on considère les besoins en énergie primaire (dont 22,6 % grâce au nucléaire, 11,2 % grâce aux renouvelables et au grand hydraulique, et 2,2 % grâce aux énergies fossiles), voire 29 % si l'on compare le taux de couverture de la consommation finale d'énergie<sup>1</sup>.

Quelle que soit la méthode utilisée, il est plus admis que la production électrique nucléaire est une production nationale. Pourtant, depuis 2001, la totalité de l'uranium est importée, car plus aucune mine n'est exploitée en France !

L'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire est donc plutôt un mythe qu'une réalité. De plus, notre parc nucléaire ne nous a pas rendus moins dépendants au pétrole que nos voisins. La consommation de pétrole par habitant de la France est en effet très proche de celle de l'Européen moyen (respectivement 1,50 contre 1,57 tep/an). Cette dépendance s'est démontré dernièrement quand la France, exactement de la même manière que ses voisins, a été touchée de plein fouet par les très importantes hausses du prix du baril qui se sont traduites par l'explosion de la facture pétrolière française en 2006 (37 milliards d'euros), à peine compensée par les exportations d'électricité nucléaire (2,6 milliards d'euros).

En conclusion, la France reste très dépendante des produits pétroliers, notamment dans le domaine des transports (97,5 % de la consommation du secteur) et a de plus développé une deuxième dépendance très spécifique : celle du nucléaire pour la production d'électricité.

Cette importante clarification sur la supposée indépendance énergétique de la France faite, regardons à quoi ressemble le paysage énergétique français à travers les chiffres de la consommation d'énergie par source et par secteur.

**TABLEAU 2a.**

**Consommation finale d'énergie en France en 2005 par source (Mtep)**

Charbon	6,1	3,8 %
Pétrole	72,2	44,9 %
Gaz naturel	35,4	22,1 %
Électricité	36,4	22,7 %
Énergies renouvelables	10,5	6,5 %
<b>Total</b>	<b>160,6</b>	<b>100 %</b>

Source : Observatoire de l'énergie. Valeur corrigée du climat.

Comme au niveau mondial, on constate la prédomi-

nance des énergies fossiles (71 %) dont la plus grande part vient des produits pétroliers (45 % à eux seuls). L'électricité ne représente que 23 % de notre consommation d'énergie, dont 17 % pour le nucléaire.

**TABLEAU 2 b.**

**Consommation finale d'énergie en France en 2005 par secteur en (Mtep)**

Industrie (hors sidérurgie)	39,1	24,3 %
Sidérurgie	5,5	3,4 %
Résidentiel-tertiaire	68,2	42,5 %
Agriculture	2,9	1,8 %
Transports	50,4	31,4 %
<b>Total</b>	<b>160,6</b>	<b>100 %</b>

Source : Observatoire de l'énergie. Valeur corrigée du climat.

Les secteurs de l'habitat et des transports à eux deux représentent près de 75 % de la consommation d'énergie en France. Quant à l'industrie, elle tient une place moins importante qu'on ne le croit souvent avec 24 %.

**TABLEAU 2c.**

**Production d'électricité par source en France en 2006 en TWh**

Nucléaire	428,7	78,1 %
Thermique classique	54,0	9,8 %
Hydraulique	60,9	11,1 %
Autres énergies renouvelables	5,5	1 %
dont éolien	2,2	0,5 %
<b>Total</b>	<b>549,1</b>	<b>100 %</b>

Source : RTE (Réseau de transport de l'électricité).

Regardons maintenant le secteur de l'électricité qui fait la particularité de notre pays. Le tableau 2c illustre l'exception française avec 78 % de notre électricité produite à partir de centrales nucléaires. À titre de comparaison, ce pourcentage est d'environ 33 % en Europe et 17 % dans le monde, comme vu précédemment.

Les énergies renouvelables (hors hydraulique) sont à la traîne avec un pauvre 1 %, dont la moitié pour l'éolien. Ce chiffre nous éclaire sur l'hypocrisie de certains décideurs qui disent s'inquiéter de la part de l'éolien pour la stabilité de notre réseau électrique. Avec une production de 2,2 TWh, l'éolien est encore une énergie totalement marginale, et l'effort à faire est immense pour rattraper notre retard sur des pays comme l'Allemagne, le Danemark ou l'Espagne.

Enfin, il faut noter que les centrales thermiques (fioul et charbon essentiellement) jouent encore un rôle



important, presque équivalent à l'hydraulique.

TABLEAU 2 d.

De la production à la consommation (TWh)

<b>Production nette</b>	549,1	100 %
Électricité exportée (solde exportateur)	63,3	11,5 %
Énergie soutirée pour le pompage	7,4	1,3 %
<b>Consommation intérieure</b>	478,4	87,1 %
Pertes sur les réseaux	32,0	5,8 %
<b>Consommation nette</b>	446,4	81,3 %
Autoconsommation des sites de production	12,1	2,2 %
<b>Consommation finale des consommateurs</b>	434,3	79,1 %

Source : RTE.

Le tableau 2d est intéressant pour analyser la faible efficacité de notre système électrique, système hyper centralisé et organisé autour de grosses centrales de production desservies par de grandes lignes à haute et très haute tension.

Le rendement global du système électrique français est inférieur à 80 %. C'est-à-dire que plus de 20 % de la production d'électricité ne sert pas aux consommateurs finaux. Cette électricité est soit :

- perdue, avec près de 6 % de perte en ligne, c'est-à-dire la production annuelle de cinq réacteurs de 900MW ;

- autoconsommée par les centrales ou elle sert à remonter de l'eau dans les barrages (3,5 %, soit plus de deux réacteurs nucléaires!) ;

soit exportée.

En 2006, la France a exporté près de 90 TWh, un record mondial, aucun pays n'ayant autant d'excédent électrique. Cette exportation représente la production de plus de quatorze réacteurs de 900 MW, ou encore plus que la production d'électricité belge. Ces exportations font la fierté de certains de nos décideurs, comme si l'électricité était une matière première nationale. Mais ils oublient toujours de mentionner les pollutions et surtout les déchets nucléaires qui resteront sur notre territoire.

La France ayant aussi importé de l'électricité de nos voisins (lors des pics de consommation principalement), le solde d'exportation se situe à hauteur de 63,3 TWh. Soit tout de même 11,5 % de la production nationale et l'équivalent de la production de dix réacteurs.

Pour résumer le paysage énergétique quantitatif français, il faut retenir que le pétrole reste notre principale source d'énergie (45 % de la consommation d'énergie) ; que les secteurs du transport, du résidentiel et du

tertiaire sont les principaux postes de consommation (75 % de la consommation) ; que le nucléaire a une place significative mais moins prédominante qu'on veut nous le faire croire (17 % de la consommation), et qu'il est loin d'assurer notre indépendance ; et enfin que le système électrique français, ultra centralisé, est très peu efficace (plus de dix-huit réacteurs ne fonctionnent pas pour notre consommation d'énergie).

**LA PRIORITÉ À L'EFFICACITÉ ET À LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE** Face à ce paysage énergétique et au constat des contraintes et menaces évoquées au début, il est important de prendre conscience que le modèle énergétique actuel ne peut plus durer. Les travaux de prospectives et de scénarios montrent en effet qu'une attitude de laisser-aller nous mènerait à une situation insoutenable avec une explosion des consommations et des émissions de gaz à effet de serre. À l'inverse, nous disposons d'une marge de manœuvre pour le futur : la maîtrise de la demande d'énergie. À l'horizon 2050, cette maîtrise peut permettre de diviser par deux les besoins énergétiques par rapport à un scénario fondé sur les tendances actuelles. C'est une marge de manœuvre bien plus importante que ne le permettrait n'importe quel développement d'une technologie de production (nucléaire, renouvelables, fossiles). C'est donc un choix de tout premier ordre et une priorité absolue. C'est la moitié de la solution !

Trop souvent pourtant, cette maîtrise de la demande est résumée à une liste de gestes éco-citoyens qu'il suffirait d'inciter à travers des campagnes d'information et de sensibilisation. C'est en fait une démarche bien plus profonde et plus globale qu'il faudrait enclencher et qui remet en cause notre approche de l'énergie.

Il convient en effet de passer d'une approche aujourd'hui fondée sur l'abondance, sur le gâchis et le faible coût, à une approche basée sur la rareté, la sobriété et l'efficacité, car l'énergie est un bien précieux et limité. À l'intérieur de la maîtrise de la consommation d'énergie, on peut identifier trois domaines. Tout d'abord, la sobriété qui consiste à utiliser rationnellement l'énergie. C'est la fameuse « chasse au gaspi ». Ces petits gestes de bon sens sont bien connus et font l'objet de vastes campagnes médiatiques. Il semble malheureusement qu'il est plus difficile de perdre des mauvaises habitudes que de les prendre, un peu à l'image de la cigarette et de toutes les drogues...

Vient ensuite l'efficacité énergétique des appareils et outils que nous utilisons et qui consomment de l'énergie. L'exemple le plus connu est la fameuse ampoule fluorescente compacte (ou à basse consommation) qui consomme cinq fois moins d'énergie que l'ampoule classique à filament. L'Australie vient, par exemple, d'interdire la vente des ampoules à incandes-



cence. Si l'Europe faisait de même, c'est l'équivalent de vingt-cinq centrales électriques qu'on pourrait arrêter! Autre exemple important, nos voitures. Un 4x4 consomme deux ou trois fois plus qu'une petite voiture citadine. Et les constructeurs savent parfaitement faire des voitures qui consomment 3 litres aux 100 km. Pourquoi ne le font-ils pas? En allant plus loin, le mode de transport est aussi très important : un trajet Paris-Marseille en TGV consomme deux fois et demie moins d'énergie qu'en voiture et quatre fois moins qu'en avion! On pourrait multiplier les exemples par centaines dans l'électroménager, l'informatique, le logement, l'industrie...

Enfin, le troisième domaine concerne l'efficacité du système de production et de distribution de l'énergie. Avec un rendement de 33 % environ, nos réacteurs nucléaires (comme nos moteurs de voitures!) sont ainsi loin d'être une technologie de pointe comparés à une centrale à gaz combiné qui peut atteindre un rendement de 60 à 70 %, ou encore une unité de cogénération (gaz ou biomasse) qui peut produire électricité et chaleur avec un rendement global allant jusqu'à 90 %. De même, un système énergétique décentralisé et proche des lieux de consommation fournit un rendement plus grand qu'un système aussi centralisé comme notre réseau électrique. Rappelons ici que l'équivalent de la production de cinq réacteurs nucléaires est perdu sur les lignes THT au cours d'une année! En France, l'association Négawatt a développé un scénario énergétique fondé principalement sur la maîtrise de la demande, qui met la priorité sur l'efficacité énergétique et sur la sobriété. Loin de parier sur une révolution technologique, ce scénario évite toute utopie scientifique et repose sur des techniques existantes. Il se base sur une série de mesures dans de nombreux domaines (recherches, bâtiments, transport, énergies renouvelables, éducation...) et sur de nombreuses mesures de différentes formes (réglementaires, financières, structurelles, incitations, sensibilisations). Par exemple, une mesure phare consiste à lancer un vaste plan de rénovation et d'isolation du parc immobilier ancien. Gain espéré : entre une habitation antérieure aux années 1970 et une autre construite aujourd'hui, les besoins d'énergie pour le chauffage varient du simple au quadruple.

Cette approche nous éloigne du débat franco-français qui se concentre habituellement sur la question de savoir s'il faut construire un nouveau réacteur nucléaire, une centrale à gaz, ou implanter des éoliennes. Débat stérile mais surtout à côté des enjeux les plus importants.

Le scénario Négawatt, qui n'a jamais été remis en cause, permettrait, si les propositions qui l'accompa-

gnent étaient mises en place, de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre de la France, tout en arrêtant le parc de centrales atomiques dès 2030. Et, bien sûr, dans ce cadre, nul besoin de nouveau réacteur nucléaire.

À l'échelle internationale, il existe aussi des scénarios qui permettent d'atteindre les objectifs de division des émissions de CO<sub>2</sub>. Tous passent par une forte politique de maîtrise et de diminution de la demande d'énergie. Le dernier rapport de l'AIE, rendu public le 7 novembre 2006 prévoit, par exemple, dans son scénario tendanciel une multiplication par près de 1,5 de la consommation d'énergie finale d'ici à 2030 et une augmentation par deux (soit 100 % d'augmentation) par rapport à 1990 des émissions de CO<sub>2</sub>, alors qu'il faudrait une diminution de 30 % dans nos pays d'ici là!

D'ici à 2050, les scénarios globaux prévoient plus qu'un doublement de la consommation, passant de 11 000 Mtep à 25 000 Mtep. À l'inverse, avec un scénario fondé sur la demande et les services nécessaires, on stabilise autour de 12-13 milliards de tep sur la période, soit un facteur deux par rapport aux autres scénarios!

Sans s'inonder des chiffres de ces scénarios et sans faire de calculs savants, il paraît évident, même de manière intuitive, que le meilleur remède face à notre excès de consommation d'énergie est un régime strict et constant sur le long terme. Que ce soit pour lutter contre les changements climatiques, contre le prix du pétrole, contre l'épuisement des ressources, pour une plus grande indépendance énergétique, contre les risques d'accident et les déchets, bref pour minimiser les nombreuses et dangereuses contraintes liées à notre consommation effrénée d'énergie, le plus simple et le plus efficace est de la réduire.

De plus, la maîtrise de notre consommation n'est pas seulement l'option la plus efficace, c'est aussi l'option la moins chère. « En moyenne, 1 dollar investi dans un équipement ou appareil électriques plus efficaces évite plus de 2 dollars d'investissement dans une infrastructure de production, de transport ou de distribution d'énergie », estime Claude Mandil, le pourtant très nucléophile directeur exécutif de l'AIE<sup>2</sup>.

**LE POTENTIEL DES RENOUVELABLES** Si les renouvelables sont aujourd'hui reconnues, elles sont toujours minimisées. Pourtant, la nature met à notre disposition diverses ressources librement accessibles pour produire de l'énergie. La question consiste surtout à savoir comment convertir la lumière du soleil, le vent, la biomasse ou l'eau qui coule en électricité, chaleur ou autre énergie de façon aussi efficace, durable et rentable que possible. En moyenne, au niveau planétaire, l'énergie fournie



par les rayonnements solaires atteignant la Terre s'élève à environ 1 kilowatt par mètre carré. Selon l'Association de recherche sur l'énergie solaire, l'énergie fuse des sources d'énergie renouvelables à un rythme 3 078 fois supérieur à nos besoins actuels au niveau mondial. En une journée, la lumière du soleil qui atteint la Terre produit suffisamment d'énergie pour satisfaire les besoins énergétiques mondiaux actuels pendant huit ans. Même si seule une petite partie de ce potentiel est techniquement exploitable, c'est encore suffisant pour fournir près de six fois plus d'énergie que ce dont le monde a actuellement besoin.

**LE NUCLÉAIRE : UNE DANGEREUSE DIVERSION** Face à l'enjeu majeur de la crise énergétique et climatique, les défenseurs du nucléaire présentent l'atome comme une véritable arme de destruction massive des émissions de CO<sub>2</sub>. Pourtant, si les centrales nucléaires émettent en effet peu de gaz à effet de serre, présenter le nucléaire comme un outil au service de la lutte contre les dérèglements climatiques est un raccourci mensonger et dangereux.

Il faut rappeler que le nucléaire, avec quatre cent quarante-cinq réacteurs au niveau mondial, ne représente que 3 % de nos consommations d'énergie. Pour avoir une influence significative, il faudrait donc multiplier de manière extrêmement importante la part du nucléaire.

Or le nucléaire a une utilisation très limitée. Il ne peut produire que de l'électricité, qui représente environ un quart de nos besoins (22,7 % en France) et n'est efficace et rentable qu'en fonctionnement en base. C'est-à-dire que le nucléaire ne peut être utilisé pour couvrir au mieux que de 10 à 15 % de nos besoins énergétiques.

Ce constat a d'ailleurs été fait pour la France par le groupe Facteur 4 mis en place en 2005 par les ministres de l'Industrie et de l'Écologie. Dans son rapport, le groupe estime en effet que « l'énergie nucléaire en Europe représente 6 % de l'énergie finale, 2 % dans le monde, 17 % de l'énergie finale en France. Au vu de ces pourcentages, il n'apparaît pas justifié, pour bâtir une stratégie climat, de centrer le débat sur l'énergie nucléaire<sup>3</sup> ».

Si l'on voulait néanmoins jouer la carte du nucléaire et couvrir ces 15 % d'énergie avec de l'électricité nucléaire il faudrait construire plusieurs milliers de réacteurs sur tous les continents, Afrique et Moyen-Orient inclus. Cela n'irait pas sans poser des problèmes incompressibles de risque et décuplerait le problème déjà insoluble des déchets nucléaires. Cela poserait surtout un problème majeur en termes de prolifération nucléaire. Le miracle nucléaire aurait en fait des allures

de cauchemar atomique. Sans entrer dans un exercice de fiction, il est facile de se rendre compte qu'un développement massif du nucléaire paraît incompatible avec la volonté de vivre dans un monde sûr et en paix.

Rappelons une autre réalité très terre à terre : l'uranium est une ressource finie tout comme le pétrole, le gaz ou le charbon. Les réserves actuelles sont estimées sur la base de l'utilisation actuelle, à soixante ans<sup>4</sup>, soit le même ordre de grandeur que pour le gaz. Une multiplication du recours au nucléaire diminuerait d'autant la durée des réserves. Et, à moins de parier sur le développement d'une nouvelle génération de réacteurs en 2040-2050 que l'on nous promet depuis déjà plus de cinquante ans et qui utiliserait une autre ressource, l'aventure nucléaire pourrait bien finir par une panne sèche.

Enfin, la voie nucléaire est très peu réaliste, car elle est inadaptée aux enjeux et aux contraintes. C'est dans les vingt prochaines années qu'il faut créer la rupture et enclencher une diminution drastique des émissions de gaz à effet de serre. Or les simples délais de création d'un réacteur sont d'environ dix ans, quand ce n'est pas plus. Ces importants délais disqualifient donc cette technologie lourde à mettre en place.

De plus, la construction de centrales nucléaires nécessite un important réseau électrique de lignes à très haute tension pour absorber la grosse quantité d'électricité produite en un lieu. Réseaux très chers et fragiles qui n'existent pas dans la plupart des pays émergents, sans compter le coût du développement d'une industrie lourde et de personnels hautement qualifiés à former et à payer. Le nucléaire est donc une solution qui n'est pas universelle, contrairement aux énergies renouvelables. Face à la crise climatique, le pari nucléaire est donc extrêmement risqué, avec un gain potentiel faible.

Si l'urgence climatique est là, des solutions existent sans tenter le diable nucléaire. Des solutions qui, de plus, ont bien des avantages par rapport à l'option atomique. Le nucléaire n'est donc, dans tous les cas, qu'une option, certainement pas une obligation!

**ENGAGER DÈS MAINTENANT LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE** Le Conseil européen des énergies renouvelables (Erec) et Greenpeace ont publié en février dernier un scénario intitulé *[R]évolution énergétique. Vers un avenir énergétique propre et durable*.

Réalisée en collaboration avec les spécialistes de l'Institut de thermodynamique technique du Centre aérospatial allemand (DLR) et une trentaine de scientifiques et d'ingénieurs internationaux travaillant sur les énergies renouvelables, ce rapport dessine la première stratégie énergétique mondiale qui va permettre de réduire d'ici à 2050 l'ensemble des émis-



sions de CO<sub>2</sub> de presque 50 % par rapport à leur niveau de 1990. La « [R]évolution énergétique » que nous proposons tord le coup à un vieux préjugé selon lequel il n'est pas réaliste d'imaginer que l'on puisse réduire de moitié les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> tout en maintenant un approvisionnement énergétique sécurisé abordable et un développement économique en progression régulière.

Le scénario *[R]évolution énergétique* ne s'appuie que sur des technologies durables. L'énergie nucléaire, qui expose les populations et l'environnement à de multiples menaces, n'y a donc aucune place. Le scénario prévoit ainsi une sortie du nucléaire à l'échelle mondiale à l'horizon 2030 au plus tard, et montre que les énergies renouvelables associées à une meilleure efficacité énergétique pourront répondre à la moitié des besoins énergétiques mondiaux d'ici à 2050. Cette demande énergétique mondiale aura réduit de 50 % grâce aux mesures d'efficacité et de sobriété énergétiques préconisées par Greenpeace.

Les énergies renouvelables peuvent devenir la colonne vertébrale de l'économie mondiale non seulement dans les pays de l'OCDE, mais aussi dans les pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil. « Le marché global des énergies renouvelables peut se développer selon un taux à deux chiffres jusqu'en 2050. Avec les marchés de l'éolien et du solaire, qui affichent

un chiffre d'affaires de 38 milliards de dollars et doublent en taille tous les trois ans, la croissance des énergies renouvelables suit le même chemin de développement que les technologies de l'Internet et du téléphone portable », estime Arthouros Zervos, président d'Erec.

Ce rapport *[R]évolution énergétique* met aussi en évidence l'urgence qu'il y a à adopter ces solutions techniques et pratiques. Greenpeace appelle les décideurs à permettre à cette vision de devenir une réalité. Il n'existe aucun obstacle technologique à la mise en œuvre de ce changement de politique énergétique, c'est une simple question de volonté politique. Alors faisons vite avant qu'il ne soit vraiment trop tard. ●

1. « Petit mémento énergétique », *Les Cahiers Global Chance*, janvier 2003.
2. Déclaration faite à l'occasion de la sortie du rapport prospectif « *World Energy Outlook 2006* » de l'Agence internationale de l'énergie, en novembre 2006, qui met en évidence la nécessité de diminuer la demande mondiale en énergie et appelle les gouvernements à agir fortement et dès maintenant dans ce sens.
3. Le groupe Facteur 4 a été installé le 8 septembre 2005. Il était composé de trente et une personnalités choisies pour leurs compétences dans des milieux divers : élus professionnels, associations, syndicats, académiques, universitaires. Il avait pour but d'étudier des propositions de transition pour atteindre une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre en France en 2050. Il a rendu un rapport aux ministres le 3 juillet 2006.
4. Source EDF (réponses au débat CPDP-EPR du 12 décembre 2005), [http://www.debatpublicepr.org/participer/questions\\_reponses.html?id=3](http://www.debatpublicepr.org/participer/questions_reponses.html?id=3)



# POUR UNE POLITIQUE COMMUNE DE L'ÉNERGIE

ANDRÉ FERRON\*

## QUELS RAPPORTS À LA RUSSIE ?

Union européenne dépend de la Russie pour 30 % de ses importations de pétrole, 50 % pour le gaz et 33 % pour l'uranium et cela ne peut qu'augmenter<sup>1</sup>. Il n'y a pas de véritable alternative à la Russie. Maghreb et Caspienne ne peuvent être que complémentaires. Le Moyen-Orient pourrait s'y substituer, mais il se tourne plus vers l'Asie, à la différence de la Russie tournée vers l'Ouest. L'Iran le pourrait aussi, mais c'est pour l'instant impossible politiquement. L'élargissement déjà réalisé et celui à venir imbriquent les anciens systèmes de l'Ouest et de l'Est européens. Inversement, la Russie ne peut pas se passer de l'Union, ses exportations énergétiques vers l'Ouest représentent 20 % de son PIB et elle dépend de l'Occident (avec les États-Unis) pour les technologies et sa modernisation énergétique.

L'enjeu dépasse largement l'énergie. Il s'agit de la stabilité et du développement de l'Atlantique à l'Oural. La Russie, foyer de conflits et source d'affrontement ou facteur de stabilité? Jean Lemierre, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), fin connaisseur du terrain et des enjeux géopolitiques paneuropéens, est clair : « Quel est l'enjeu? Vu de Moscou, c'est la prospérité à long terme. Les Russes savent que leur pays ne peut être un État stable et prospère en restant un État pétrolier<sup>2</sup>. » En reprenant l'expression de Jean-Marie Chevalier<sup>3</sup>, directeur de Cambridge Energy Research Associates (CERA), on pourrait dire que l'Union doit aider la Russie à conjurer la « malédiction pétrolière » qui pèse

sur tous les États qui se contentent de leurs rentes pétrolières. Où se recyclent les pétro-roubles? Dans la formation d'une oligarchie de potentats ou dans des investissements productifs pour le développement de tous les Russes? Dans le contrôle de fleurons européens comme Airbus ou dans du codéveloppement dans l'énergie, l'aérospatiale, la sidérurgie? L'Union européenne doit aider la Russie à passer d'une économie de « gosplan » à une économie de marché et à la démocratie, sachant qu'à la différence de l'Europe centrale, celle-ci ne l'a jamais connue. « La métamorphose de la Russie est en marche; elle est pour partie dans la main de l'Europe... », affirme Jean Lemierre. Pour l'électricité, les rapports sont difficiles, principalement sur le dossier nucléaire. Tchernobyl n'est pas effacé, y compris en ce qui concerne les normes de fonctionnement des centrales. La Russie se veut un concurrent dans la construction des centrales sur le marché mondial. Elle fait des offres pour accueillir les déchets nucléaires sur son vaste territoire. Tout cela dans un rapprochement avec les États-Unis au détriment des Européens.

Pour le gaz, l'Union cherche, d'une part, à diversifier ses sources et ses voies de transports avec l'Afrique et les pays de la mer Caspienne en évitant de passer par la Russie, mais, d'autre part, à sécuriser l'approvisionnement russe. Un dialogue Union européenne-Russie a été mis en place en 2000, qui permet d'avancer au coup par coup. Le résultat le plus important à l'actif de ce dialogue est la signature du protocole de Kyoto par la Russie. La sécurisation de l'approvisionnement russe passe d'abord par l'arrêt des gaspillages en Russie même. C'est le premier gisement à mettre en service. Mettre aux normes occidentales un seul complexe chimique comme celui de Togliati dans l'Oural permet d'économiser l'équivalent de la consommation mensuelle de toute la Suisse! La coopération dans ce domaine est en marche. Jusque-là, l'Union est relativement capable de parler d'une seule voix. Les choses

\* Ingénieur. Suit les questions de l'énergie au Parlement européen. Animateur du groupe de travail « Énergie » de Confrontations Europe, qui rassemble des experts, des responsables d'entreprise, des syndicalistes du secteur de l'énergie en France et en Europe. Dernier ouvrage paru : *Industrie française : relancer le Défi*, Messidor-Éditions sociales, Paris, 1991.

se gâtent lorsqu'on aborde les questions d'accès des groupes européens aux gisements sibériens et aux réseaux de transport vers l'Ouest. Les intérêts des États membres de l'Union sont très différents, exacerbés par des visions différentes de la Russie.

Cela s'explique par la diversité des approvisionnements des États membres et par des raisons historiques. À l'intérieur même des anciens membres du Comecon, la dépendance en gaz russe est très diverse : Hongrie et Slovaquie sont dépendantes respectivement à 32,5 % et 27,2 % (en 2005) de la Russie pour leur gaz, tandis que la Pologne n'en dépend que pour 7 % grâce à son charbon. L'Autriche est la plus dépendante des États membres de l'Ouest (17,7 %) avec la Finlande (15,8 %), tandis que la France en est très peu dépendante. Les perspectives varient aussi selon les pays entre ceux qui ont choisi d'abandonner le nucléaire et les autres. Le désir de la Finlande de ne pas accroître sa dépendance vis-à-vis du gaz russe a joué dans la décision de construire une nouvelle centrale nucléaire. L'activisme d'EON-Ruhrgas en Russie n'est pas étranger aux décisions allemandes concernant l'abandon du nucléaire. Certains États membres cherchent à se rapprocher de la Russie sans états d'âme, d'autres, au contraire, la diabolisent. Pour beaucoup des nouveaux États membres, la Russie est encore l'Union soviétique, ils ont du mal à comprendre qu'on puisse la considérer comme un partenaire économique fiable et non comme un empire conquérant, d'où leur vision « OTAN » de la sécurité énergétique. Ils veulent couper les ponts et misent sur la Caspienne. En fait, ce qui manque au dialogue Union européenne-Russie, c'est un nouveau dialogue interne Est-Ouest européen qui ne soit pas, selon les termes du Polonais Witold Orłowski, directeur de l'École de commerce de polytechnique à Varsovie, « un dialogue entre les sourds et les aveugles<sup>4</sup> ». Pour parler d'une seule voix avec la Russie, il faut commencer par s'entendre en interne et surmonter la fracture historique et culturelle qui subsiste.

**UNE RÉGULATION GAZIÈRE À REVOIR** S'entendre en interne est d'autant plus nécessaire que l'approche russe est de nature à amplifier nos divergences. Un nouvel accord Union européenne-Russie doit être négocié pour 2007. Vladimir Poutine demande une « réciprocité substantielle<sup>5</sup> ». Il accepte que les opérateurs européens accèdent aux gisements sibériens et utilisent les réseaux russes pour exporter vers l'Europe si l'Union propose à Gazprom l'accès à des actifs équivalents. Attention au marché de dupes ! Offrir un vrai accès aux réseaux européens sans discrimination à Gazprom contre un accès précaire aux réseaux russes ? Si la séparation peut être totale dans l'Union entre producteurs

et réseaux, elle ne le sera jamais en Russie. Même si Gazprom n'est pas formellement propriétaire des réseaux, Vladimir Poutine gardera la haute main sur les réseaux et sur Gazprom. Gazprom obtiendrait un accès garanti, tandis que celui des groupes européens pourrait être soumis au fait du prince.

En admettant que ce premier problème soit résolu, il resterait encore à régler le deuxième : la régulation actuelle du marché européen du gaz est biaisée. Elle favorise les groupes gaziers occupant l'amont, dans la production, au détriment des groupes occupant l'aval, le transport, la distribution et la fourniture. L'obligation de séparation entre le réseau et les autres activités en concurrence oblige les seconds soit à céder totalement leurs actifs de transport, soit à les neutraliser pour permettre aux premiers d'accéder aux réseaux et aux marchés aval des seconds. BP, Shell, Exxon et Total garderaient toute leur puissance financière pour investir dans l'exploration-production et faire encore plus concurrence aux seconds, privés de ressources financières suffisantes pour accéder à la production. Une telle régulation biaisée ne posait pas trop de problèmes aux temps du gaz abondant et peu coûteux, elle en pose beaucoup plus aujourd'hui. Les États membres veulent tous sécuriser leur approvisionnement en gaz, mais tous ne possèdent pas de gisements gaziers leur ayant permis de bâtir des opérateurs gaziers dans l'amont. Ils rechignent à ouvrir l'accès chez eux sans pouvoir accéder aux gisements sibériens. Comment répondre à la « réciprocité substantielle » de Vladimir Poutine ? Échanger l'accès aux gisements sibériens pour BP, Shell et Total contre l'accès de Gazprom aux marchés français, espagnol ou portugais de GDF, Gas Natural, GDP réduits à l'impuissance par l'obligation de se séparer de leurs réseaux ? Le danger est d'autant plus grand que, si l'Union a les moyens de parler d'une seule voix pour les règles du marché européen du gaz, elle n'a pas pu empêcher les accords bilatéraux entre États membres et Russie. L'Allemagne a un accord avec la Russie, qui permet à EON-Ruhrgas d'être le premier à accéder aux champs gaziers russes, l'Italie également. Il suffirait à Gazprom de prendre la nationalité italienne ou allemande pour accéder à tout le marché européen. Tant que l'Union ne parlera pas d'une seule voix avec la Russie, les États de l'Union européenne seront fondés à prendre des mesures de protection particulières dérogeant aux règles du marché unique au nom de la sécurité d'approvisionnement, cela empêchant en retour de progresser vers le marché unique... L'Union doit à la fois se mettre d'accord sur une vision commune de la Russie et lui parler d'une seule voix mais revoir aussi sa régulation interne dans le gaz.





**PARTAGER LES CHOIX DES SOURCES D'ÉNERGIE?** Un des obstacles à une politique européenne de l'énergie et même à un marché unique, nous l'avons vu, tient à la compétence nationale sur le choix des sources et aux divergences entre les Européens, en particulier sur le nucléaire qui est la première pomme de discorde. Un choix des sources en codécision ou même à la majorité qualifiée du Conseil aurait de fortes chances de bannir le nucléaire, ce que ses partisans ne peuvent accepter.

Il y a un certain consensus sur quelques éléments concernant les sources : soutien politique et financier aux énergies renouvelables, aux programmes d'efficacité énergétique, soutien financier au charbon national, réduction des émissions de gaz à effet de serre. Encore faut-il remarquer que, pour les énergies renouvelables et l'efficacité, les accords ne sont pas contraignants. Chaque État membre peut garder la maîtrise de son objectif national, et il n'y a pas de sanctions si l'objectif n'est pas atteint. L'Union arrive à un dispositif plus contraignant en passant par des normes relevant de la compétence marché intérieur – pour l'isolation des bâtiments, par exemple, ou les appareils électriques – mais cela ne concerne qu'une partie du problème. Le processus communautaire est à mi-chemin entre une coordination des politiques nationales « molle », et la directive ou le règlement communautaire « durs ». En revanche, le dispositif CO<sub>2</sub> s'appuie sur une compétence communautaire plus forte pour la protection de l'environnement, à partir d'objectifs nationaux longuement négociés. Certains suggèrent d'aller plus loin. Élargir la compétence communautaire aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique, tout en laissant la compétence nationale sur les autres sources, comme le propose Pierre Radanne, ex-président de l'ADEME? L'étendre à la sécurité d'approvisionnement, comme le suggère le député européen socialiste autrichien, Hannes Swoboda? Les propositions sont à examiner, mais en sachant qu'elles impliqueraient de nouvelles obligations pour les États membres qui les ont régulièrement refusées jusqu'à présent.

L'objectif avancé par le Livre vert sur l'aspect du choix des sources tient compte des divergences et avance l'objectif de diversification des sources et d'un socle minimal commun de sources pauvres en CO<sub>2</sub> et autochtones. En choisissant les sources d'énergies renouvelables, on fait les deux : pas de CO<sub>2</sub>, pas d'importations. De même, le nucléaire ne produit pas de CO<sub>2</sub> et rend très peu dépendant, voire pas du tout, et de plus il est moins cher que les énergies renouvelables. De même, le charbon national est riche en CO<sub>2</sub> mais ne crée pas de dépendance. Le gaz russe est plus

pauvre en CO<sub>2</sub> mais rend plus dépendant. Chacun serait libre de choisir ses sources pourvu que le total européen ne dépasse pas un pourcentage maximal de CO<sub>2</sub> et/ou un maximum d'importations.

Le problème est que ce raisonnement oublie la construction du marché unique dans laquelle les États membres sont engagés. Et le marché fait aussi son choix de sources. Le « bouquet énergétique » actuel est relativement homogène, de nombreux pays ayant fait le choix du nucléaire dans les années 1970. Aujourd'hui, la perspective est différente, de nombreux États ont décidé de ne pas renouveler cette expérience, même si les choses évoluent de nouveau (comme au Royaume-Uni ou en Suède...). Les bouquets nationaux peuvent devenir beaucoup plus hétérogènes, donnant des coûts très différents alors qu'on aurait en principe un prix unique européen.

**UNE COMMUNAUTÉ POUR RÉUSSIR** La situation actuelle ressemble à celle des années 1970 marquées par les chocs pétroliers : sortir d'une trop grande dépendance pétrolière, chasser le « gaspi », avoir des idées à défaut de pétrole... À cette époque, les réponses étaient d'abord nationales, l'énergie nucléaire était un recours accepté, le charbon était sale, mais le changement climatique ne posait pas encore problème. Aujourd'hui, nous devons prendre en compte cette contrainte environnementale, mais nous avons un atout supplémentaire, l'existence d'une Union européenne et non plus d'un simple Marché commun. Saurons-nous servir de cet atout? Nous rassembler pour approfondir notre union?

Tout commence par la définition d'une stratégie et des objectifs que nous voulons atteindre ensemble. Nous pouvons opter pour une stratégie de nouvelle croissance et de codéveloppement hardie. Il n'est pas question de retomber dans le piège de la croissance zéro du Club de Rome. Nous avons besoin de croissance pour réduire le chômage, financer le vieillissement et le modèle social. Mais celle-ci doit devenir moins riche en énergie importée et en carbone et privilégier la recherche-développement et l'innovation dans des nouvelles productions et des services permettant d'économiser l'énergie. Il s'agit d'élever l'efficacité énergétique dans l'industrie, le bâtiment, les transports, chez les particuliers, et d'utiliser nos propres ressources énergétiques au lieu de les importer.

En nous fixant, dans le cadre du protocole de Kyoto, des objectifs élevés bien supérieurs à ceux du reste du monde, nous nous créons, dans un premier temps, des charges nouvelles qui pourraient réduire notre compétitivité dans la mondialisation, mais cela impulserait l'innovation et renforcerait notre potentiel de croissance. L'Europe pourrait alors devenir un leader des technologies de la nouvelle économie énergétique et



exporter ses nouveaux produits et services. Nous pourrions impulser une nouvelle régulation mondiale de l'énergie et de l'environnement en partageant nos technologies avec le reste du monde.

Nous dépendrons toujours, quoi qu'on fasse, au moins dans une période transitoire, des importations d'hydrocarbures. Afin d'éviter la multiplication des « malédictions pétrolières » chez les pays exportateurs, nous devrions agir avec eux en faveur d'un codéveloppement recyclant pétrodollars et « pétro-roubles » dans le développement local et régional.

Cette stratégie en faveur d'une nouvelle économie de l'énergie, axée sur le développement des connaissances, serait une contribution déterminante à la relance de Lisbonne pour l'après 2010. Elle doit également être partie intégrante de la nouvelle politique industrielle de l'Union en cours d'élaboration.

Et surtout, elle doit s'inscrire dans un projet de société. Construire l'Europe, c'est aussi réaliser des rêves. Nous ne pourrions affronter les nouveaux défis qu'en changeant nos modes de vie, voire nos façons de penser. Pour faire sens et mobiliser les citoyens, proposons l'utopie d'une nouvelle société européenne fondée sur une économie de l'énergie radicalement nouvelle. L'information a sa nouvelle économie, l'énergie en a également besoin.

La construction européenne a donné une dimension plus pertinente à la protection de l'environnement et, depuis trente ans, conscience européenne et écologique ont grandi de concert. Les sociétés civiles européennes font le lien entre Europe, environnement et énergie ; l'« utopie verte » n'y est pas étrangère. On devrait désormais pouvoir marier cette utopie du « retour à la nature » et de l'autoproduction domestique, à celle, saint-simonienne, des grands ingénieurs dévoués au bien public et présente dans les grands programmes de production électro-nucléaire, voire à celle d'un « salut » dans l'« Économie Hydrogène » face à l'apocalypse de la fin du pétrole.

Le potentiel du mariage des technologies de l'énergie et de l'information, l'« énergie intelligente », est prometteur, et c'est dans l'électricité qu'il est le plus porteur. Son réseau universel permet de toucher tout le monde et de partager au maximum les coûts d'investissement et de recherche-développement.

Comment aborder la nouvelle période ? La question centrale est celle de la sécurité d'approvisionnement. Elle passe par une relance massive des investissements dans des capacités de production et des réseaux. Ces investissements doivent s'inscrire dans les objectifs de changement climatique, d'efficacité énergétique et de réduction de la dépendance en utilisant de nouvelles technologies. S'agit-il de vingt-sept relances nationales

ou d'une relance européenne ? Nous ne pourrions maîtriser les prix et faire des gains de compétitivité qu'en partageant des objectifs de politique énergétique commune et en exploitant les possibilités d'optimisation et de partage des coûts d'un nouveau système électrique européen. Sinon, nous investirions en multipliant les doublons... et tous les efforts effectués depuis vingt ans n'aboutiraient qu'à de nouveaux surinvestissements.

Les objectifs sectoriels pour le changement climatique et l'efficacité énergétique font l'objet d'un débat, mais le consensus est possible. Si le choix des sources doit rester national, il faut franchir une nouvelle étape en faveur d'un partage européen des objectifs. Au lieu de fixer, comme aujourd'hui, un objectif commun pour les seules énergies renouvelables, il est nécessaire de l'étendre à l'ensemble des « sources sans carbone », en cohérence avec l'objectif d'émission. L'objectif commun actuel – une part de 21 % d'électricité pour 2010 dans la production totale d'énergie de l'Union – devrait, par exemple, s'élever à 60 % en 2040 d'énergies sans carbone, comprenant les renouvelables mais aussi l'électro-nucléaire et le charbon propre. Chaque pays choisit sa source, mais doit atteindre le même objectif de part d'énergie sans carbone.

C'est un changement total de statut des sources. Actuellement, seules les énergies renouvelables bénéficient d'un statut dérogatoire aux règles communes du marché (avec le charbon national). Et cela pour deux raisons : on aide une technologie « naissante » à entrer sur le marché ; on soutient un mode de production sans carbone. Ces deux motifs peuvent s'appliquer aux autres sources : le charbon avec capture du carbone est aussi une technologie « naissante » et sans carbone, l'électronucléaire n'est pas une technologie « naissante » mais elle est sans carbone. Soit ces dérogations s'étendent à l'ensemble des sources, soit la réforme du système de permis d'émission de CO<sub>2</sub> en préparation rend caduque la dérogation pour émission sans carbone. Seule, la dérogation pour technologies naissantes continuerait alors de s'appliquer, mais pour toutes les sources et pas seulement pour les renouvelables.

L'électricité électronucléaire entrerait également dans ce cadre général, mais, nous l'avons vu, cela ne suffit pas : le nucléaire doit s'inscrire dans un cadre européen de sûreté et de gestion des déchets nucléaires, et il n'entre dans le marché qu'à certaines conditions industrielles. Cela nécessite un principe européen « pollueur-payeur » pour l'électricité électronucléaire : elle ne payera pas pour le carbone mais pour la radioactivité. Quant à la réunion des conditions industrielles à l'échelle européenne, elle ne va pas de soi.



On peut envisager une coopération renforcée des pays « nucléarophiles » : ils sont dans le marché unique, mais développent entre eux une solidarité technologique, industrielle et financière. La France pourrait prendre une telle initiative avec le Royaume-Uni et les nouveaux États membres.

La politique extérieure énergétique européenne doit s'appuyer sur cette nouvelle cohérence interne : il est vain de chercher à parler d'une seule voix à l'extérieur si c'est la cacophonie à l'intérieur. L'unité d'une stratégie européenne de « champion mondial » de la lutte contre le changement climatique et de l'efficacité énergétique peut se marier à la diversité d'un développement de toute la gamme des technologies.

L'Union peut aider l'Afrique sur les énergies renouvelables, l'Asie sur le nucléaire ou le charbon propre, de nombreux pays sur l'efficacité énergétique...

La question de l'« accès au marché » européen ou d'une « préférence communautaire » ne peut être éludée, en particulier dans nos rapports avec la Russie. Il ne peut y avoir accès au marché européen pour les Russes que si l'Union a défini une position commune. ●

1. Extraits d'*Électricité. Naissance d'une communauté*, Le Manuscrit, 2007.

2. Cf. son interview dans *La Lettre de Confrontations Europe*, n° 74, p. 9.

3. *Ibid.*, n° 75, p. 14.

4. *Ibid.*, n° 75, p. 36.

5. Au sommet de Lahti du 20 octobre 2006.



# « L'ÉNERGIE EST UN SECTEUR OÙ IL FAUT ÊTRE GRAND »

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS CIRELLI

*M* résident-directeur général de Gaz de France, Jean-François Cirelli nous livre ici son analyse des enjeux énergétiques contemporains. Ou comment un champion du secteur doit appréhender les défis industriels qui se posent à lui.

**DIDIER SIRE.** *Le secteur de l'énergie a été profondément modifié ces derniers temps. Pouvez-vous nous expliquer les grandes tendances à venir?*

**JEAN-FRANÇOIS CIRELLI.** Pour répondre à cette question, il faut effectivement revenir sur le passé et mettre les choses en perspective. Alors que notre économie était devenue moins gourmande en énergie depuis les chocs pétroliers de 1973 et 1980, la tendance s'est inversée. Il faut désormais plus de pétrole ou de gaz par point de PIB qu'il y a vingt ou trente ans. Cela a eu deux conséquences. Premièrement, les prix de l'énergie ont flambé. Pendant longtemps, nous avons vécu dans un monde d'énergie abondante et peu chère. Actuellement, nous connaissons une période cruciale dans laquelle notre modèle de développement est profondément remis en cause. Souvenez-vous que le prix du pétrole était de 9 à 10 dollars le baril il y a à peine huit ans (décembre 1998) alors qu'il a dépassé les 70 dollars en 2006 et oscille autour de 60 aujourd'hui. Deuxièmement, les prévisions de la demande d'énergie sont à la hausse. Cette croissance s'explique par le souci des pays émergents d'accéder au modèle économique et social des pays développés. Elle s'explique aussi par l'attachement de ces derniers à leur façon de vivre, en particulier en matière de transport de personnes et de logement, ainsi qu'à leur mode d'organisation de la production industrielle.

**D.S.** *Cette croissance de la consommation ne va-t-elle pas à l'encontre de la volonté de préserver l'environnement?*

**J.F.C.** Votre question illustre une évolution fondamentale dans l'approche des questions énergétiques. Désormais, les questions du développement de la consommation énergétique et du réchauffement cli-

matique sont liées de façon indissociable. Nous devons effectivement nous interroger sur notre rapport à l'énergie, en tant que consommateur et citoyen mais aussi, pour Gaz de France, en tant qu'industriel de l'énergie. Nous assistons à un spectaculaire basculement de l'opinion publique mondiale. En quelques mois, même si la conscience des problèmes environnementaux était déjà forte en Europe, des idées nouvelles se sont imposées : l'homme est responsable du changement climatique, et celui-ci s'emballe de façon inquiétante. Les États-Unis ont également basculé dans cette prise de conscience, même si le discours n'est pas tout à fait le même. En conséquence, les rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qui étaient un sujet de spécialistes, sont devenus un enjeu international. Le changement climatique va avoir un impact considérable sur la politique énergétique européenne. Il ouvre à nouveau certains débats, comme celui du nucléaire. Mais, d'une manière plus fondamentale, il conduit à s'interroger sur les sources d'énergie à venir et les *mix* énergétiques.

**D.S.** *Pensez-vous que les autorités politiques soient conscientes de ces enjeux?*

**J.F.C.** La prise de conscience est réelle. La récente composition du gouvernement français avec un ministre d'État ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, M. Juppé, est un signe fort de cette prise de conscience. Une chose dont il faut nous féliciter, c'est que le débat énergétique, qui avait disparu de la scène politique et médiatique, à la fin des années 1990, vaguement entretenu ici ou là par le débat traditionnel sur le nucléaire, est revenu au galop au cours de ces dernières années. Si l'on examine la situation de la France, je note que le législateur français a été saisi à titres divers des questions énergétiques une fois par an depuis 2000. En Europe, on note aussi ce retour de la problématique énergie-environnement, comme en témoignent les débats médiatisés autour du Conseil européen des 8 et 9 mars



dernier. Il faut aussi rappeler qu'un autre thème est également redevenu très présent dans les dernières années, c'est celui de la sécurité des approvisionnements. L'inquiétude sur ce sujet s'accroît à la faveur de la montée des nationalismes dans certains pays producteurs (Iran, Bolivie, Venezuela). Des événements récents ont montré l'importance pour l'Europe d'un approvisionnement fiable et stable.

**D.S.** *Vous mentionnez le Conseil européen, pouvez-vous nous dire quelle est aujourd'hui la situation énergétique de l'Europe?*

**J.F.C.** En Europe, trois constats s'imposent. Premièrement, l'Europe est dépendante pour son énergie et le restera. L'Europe des Vingt-Sept est l'une des premières économies du monde mais ne possède que 1 % des réserves de pétrole mondiales, 1,5 % du gaz et 4 % du charbon (hors Norvège). Entre 1995 et 2004, la consommation d'énergie de l'Union européenne a augmenté de 11 %, sa production a baissé de 2 %, et les importations nettes ont progressé de 29 %.

Toutes énergies confondues, son taux de dépendance est supérieur à 50 % et passera à environ 75 % dans vingt ans. C'est là un motif d'inquiétude au niveau tant des opinions publiques que des décideurs politiques. La réponse à ces préoccupations ne saurait être de prétendre vouloir assurer une illusoire indépendance énergétique, car nous resterons dépendants, mais d'assurer la sécurité de nos approvisionnements. Deuxièmement, l'énergie est le moteur de la croissance. C'est pourquoi, si nous voulons assurer et améliorer la compétitivité européenne, il nous faut garantir notre sécurité d'approvisionnement et être capables de négocier nos contrats au meilleur prix. Si nous avons l'énergie la plus chère du monde alors que nous avons déjà des coûts de production élevés (cherté de la main-d'œuvre), qui produira encore en Europe dans vingt ou trente ans? Enfin, l'Europe de l'énergie est avant tout la juxtaposition d'une grande diversité de situations nationales. Chaque pays européen a une situation énergétique propre, fruit de son histoire, de la nature de ses ressources propres, et de ses choix politiques ou techniques : les *mix* énergétiques y sont donc très différents. Toute politique énergétique européenne doit tenir compte de cet état de fait, et le développement des énergies ne sera donc pas uniforme en Europe.

**D.S.** *Quelle vous semble être la meilleure solution pour l'Europe?*

**J.F.C.** Si nous voulons répondre au mieux, en Europe, aux contraintes qui nous sont imposées, il faut prendre en compte la dimension mondiale de la problématique énergétique. La consommation énergétique est en croissance dans les pays émergents mais aussi dans les pays développés : 25 % de croissance sur

la période 2000-2015 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), et ce malgré la progression de l'efficacité énergétique en termes de contribution au PIB. La prolongation des tendances actuelles conduirait à voir la consommation énergétique mondiale augmenter d'environ 50 % par génération, tirée aujourd'hui principalement par l'Asie. Dans cette perspective, il nous faut examiner, sans *a priori* ni tabou, les caractéristiques de chaque type d'énergie. Le charbon est une énergie abondante et, bien qu'il ait, lui aussi, vu ses prix internationaux s'élever, il reste relativement peu coûteux. Toutefois, son développement reste subordonné aux progrès technologiques qui permettront de développer économiquement la capture et la séquestration du CO<sub>2</sub> : c'est un objectif essentiel mais non acquis à ce jour. Le nucléaire est une énergie non émettrice de CO<sub>2</sub> et sa place dans la production d'électricité devrait s'accroître. Mais ce ne peut être une réponse universelle, car son acceptabilité se heurte à des résistances dans de nombreux pays et, en tout état de cause, une relance significative de la production nucléaire prendra du temps : les technologies de troisième génération (EPR) ne pourront contribuer substantiellement à la réponse aux besoins d'électricité avant 2015-2020. Les énergies renouvelables ont également un rôle important à jouer, et elles sont amenées à prendre une place croissante sous l'impulsion des politiques d'incitations. Toutefois, elles restent chères et ne sont pas en mesure – compte tenu des technologies et des conditions économiques actuelles – d'apporter à court terme une contribution massive aux besoins énergétiques mondiaux.

Les énergies fossiles vont donc durablement conserver une place prépondérante (plus de 80 %), et le gaz naturel y trouvera une place de choix comme le montrent les études de l'AIE à l'horizon 2030, car il présente plusieurs atouts. C'est tout d'abord l'énergie fossile la moins émettrice de CO<sub>2</sub>. Les technologies d'utilisation du gaz naturel sont éprouvées et permettent une mise en œuvre rapide de nouveaux moyens de production d'électricité plus respectueux de l'environnement. C'est une énergie abondante dont les réserves prouvées représentent environ soixante-dix années au niveau de la production actuelle. Elles se concentrent sur deux zones : le Moyen-Orient (40 %, dont 15 % au Qatar et 15 % en Iran) et la Russie (30 %) : du gaz, il y en aura! Près de trois quarts des réserves de gaz se trouvent à une distance économique de transport de l'Europe, ce qui permet la mise en œuvre de politiques de diversification répondant aux impératifs de sécurité d'approvisionnement. Enfin, le développement du marché du gaz naturel liquéfié (transport du gaz par méthanier à 160 °C), qui apporte



plus de flexibilité que le transport par gazoduc, a permis de diminuer d'environ 20 % entre 1990 et le début de cette décennie le coût de mise à disposition de 1 t de gaz naturel liquéfié (GNL), de la production jusqu'à la sortie du terminal de regazéification. Pionnier dans le GNL, depuis plus de quarante ans aux côtés de la Sonatrach (la société algérienne d'hydrocarbures), premier importateur européen de GNL, deuxième exploitant de terminaux méthaniens européens avec deux terminaux, plus un en construction, Gaz de France a participé à l'amélioration de la compétitivité du GNL sur chacun des maillons de la chaîne. Les coûts d'investissements de la chaîne GNL devraient encore diminuer d'environ 20 % d'ici à 2030.

**D.S.** *Le gaz naturel semble prometteur, mais son usage ne risque-t-il pas de rendre l'Europe encore plus dépendante vis-à-vis des pays producteurs ?*

**J.F.C.** C'est pourquoi il faut mettre la sécurité d'approvisionnement au premier rang des priorités. Cela signifie quatre choses. Premièrement, il nous faut maintenir nos liens et les renforcer avec nos fournisseurs traditionnels que sont l'Algérie et sa compagnie nationale Sonatrach, la Russie avec Gazprom, et la Norvège, qui représentent respectivement 10, 24 et 38 % de la consommation de gaz naturel en Europe. La nature même de l'industrie gazière, et en particulier le fait que les zones de production et de consommation sont reliées par des infrastructures physiques, les gazoducs, fait que producteurs et consommateurs se retrouvent dans une situation de dépendance réciproque et que leurs intérêts sont inéluctablement liés. Une fois les infrastructures construites, producteurs et vendeurs ne peuvent trouver de marché alternatif sans voir leurs investissements colossaux perdre toute valeur et devoir à nouveau réinvestir massivement dans des tuyaux. Dans cette perspective, il convient donc de parler d'interdépendance et de sécurité énergétique, et voir comment cela peut être géré dans l'intérêt de tous. Deuxième axe, il faut diversifier les routes et les sources d'approvisionnement. La France dispose aujourd'hui, grâce à Gaz de France, du portefeuille d'approvisionnement le plus diversifié d'Europe et une présence dans l'E&P (*Extraction and Production* [extraction et production, ndlr]) dans neuf pays en Europe et en Afrique du Nord. Aujourd'hui, 10 % du gaz de Gaz de France est égyptien. Troisièmement, il faut renforcer le développement du GNL. C'est un moyen de diversifier les routes du gaz plus flexibles que l'acheminement par les infrastructures. Pour Gaz de France, le GNL représente 30 % des approvisionnements. Gaz de France est le premier importateur européen de GNL (plus de 13 Gm<sup>3</sup>) avec une flotte de douze

méthaniens, et le deuxième exploitant de terminaux méthaniens européens avec deux terminaux et un autre en construction à Fos Cavaou qui sera mis en service au début de l'année prochaine. Enfin, il faut investir. Les besoins sont considérables dans la production et le transport. Il faut donc des acteurs européens aux reins puissants et solides.

**D.S.** *Vous parlez d'investissement, combien cela représente-t-il concrètement ?*

**J.F.C.** L'AIE estime qu'il faudra investir près de 2400 milliards d'euros d'ici 2030 dans l'Union européenne dans le secteur de l'énergie, dont environ les deux tiers pour remplacer ses centrales électriques et construire de nouvelles capacités dans les vingt prochaines années. Les nouvelles capacités de production, qui devront être construites dans les dix à quinze ans à venir, devraient faire appel essentiellement au gaz naturel. Cela veut dire que le gaz conservera durablement une place de choix dans le bouquet énergétique européen. Il faudra donc investir massivement sur l'ensemble de la chaîne gazière : hors d'Europe, pour développer la production qui se fera à partir de nouveaux gisements souvent plus éloignés et aux conditions d'exploitation plus difficiles, mais aussi dans le transport pour acheminer la production de ces nouveaux gisements jusqu'aux marchés. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les besoins mondiaux d'investissements dans le domaine du gaz s'élèvent à environ 150 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, répartis à parts égales entre la production et les infrastructures de transport, stockage, distribution et GNL.

**D.S.** *Et qui pourra investir de tels montants ?*

**J.F.C.** Pour faire face à ces nouveaux enjeux, l'Europe a besoin d'acteurs puissants à même de porter les intérêts européens sur un marché de plus en plus global. La concentration des acteurs est corrélative à la pression grandissante de la concurrence, elle répond indirectement au mouvement de libéralisation de l'énergie et à l'exacerbation de la compétition provoquée par l'ouverture des marchés. Elle est en grande partie la conséquence de cette concurrence et participe de la recherche accrue d'efficacité qu'elle suppose. Les dix dernières années ont vu exploser le nombre de fusions-acquisitions transfrontalières dans le secteur de l'énergie, avec 1 150 transactions pour une valeur totale de 340 milliards de dollars. Il est d'ailleurs assez frappant de constater que, sur les cinq premières *utilities* [entreprises de services collectifs, ndlr] cotées en Europe, en 1995, il n'y en a plus aucune dans les cinq premières. Le grand gazier British Gas a été coupé en trois (Centrica, BG, Transco), Vivendi a disparu, Veba s'est intégré dans le groupe E.-On en Allemagne (né de la fusion en 2000 de Veba et Viag), Endesa et RWE

sont sorties du top 5. Tout cela parce que l'énergie est un secteur où il faut être grand! C'est d'autant plus vrai qu'il apparaît aujourd'hui que la concurrence entre marchés, et donc entre acheteurs européens, américains et asiatiques, va s'accroître afin de capter des ressources qui peuvent désormais, grâce au GNL, être commercialisées partout dans le monde.

**D.S.** *Quels sont pour vous les facteurs clés de succès des entreprises du secteur de l'énergie de demain?*

**J.F.C.** Il faudra avoir la taille européenne, être fort sur son marché historique et développer des relais de croissance en Europe, prendre des positions fortes à l'international, disposer d'une présence dans le gaz et l'électricité (75 % de nos clients en France souhaitent un seul fournisseur d'énergie), et enfin être intégré de la production à la commercialisation. Il faut, en effet, disposer d'une base d'actifs suffisante, d'une base clients solide, de capacités d'investissements fortes pour s'engager sur le long terme et être capable de peser dans les négociations avec les producteurs. Dans ce contexte, Gaz de France est un acteur important de la scène européenne. Sixième énergéticien européen par l'EBITDA [*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization* – Revenus avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions, ndlr], premier fournisseur de gaz en Europe avec 762 TWh de vente de gaz, détenteur d'un portefeuille de clientèle de 14 millions de clients gaz (dont 11 en France) et de 360 000 clients en électricité, Gaz de France est un gazier européen qui a la volonté d'aller plus vite et plus loin.

**D.S.** *Pour conclure, pensez-vous que l'Europe pourra jouer un rôle dans ce nouveau monde de l'énergie?*

**J.F.C.** Oui, car une nouvelle Europe de l'énergie est en marche et se trouve confrontée à un triple défi. Premièrement, traduire en actes la prise de conscience que le temps des choix purement nationaux est révolu en matière énergétique. Il faut évoluer; il reste à préciser comment. Deuxièmement, réaliser le marché intérieur du gaz et de l'électricité, mais il faut bien reconnaître que l'ouverture des marchés de l'électricité est probablement le processus le plus compliqué que l'on ait jamais vu en matière de libéralisation des marchés. Il n'est pas facile de transporter l'énergie, car l'électricité n'est pas stockable, et les réglementations restent trop diverses. Enfin, faire du changement climatique un élément central de la politique énergétique : les gouvernements, en phase avec leurs opinions publiques, sont prêts à tout, mais il faut bien définir ce que l'on veut véritablement et examiner le prix que l'on est prêt à payer, étant entendu que tout cela a un impact sur la compétitivité. Répondre à cette nouvelle donne énergétique, c'est également l'ambition de Gaz de France. Être plus fort pour mieux investir, être plus fort pour mieux négocier les prix auprès des fournisseurs, être plus complet pour répondre à la demande de nos clients du fait de l'ouverture des marchés : c'est-à-dire pour nous, devenir un énergéticien complet. ●

Propos recueillis par Didier Sire



# CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE COMMUNE

JEAN-PAUL BOUTTES\*

Je voudrais proposer une perspective européenne sur ce thème majeur pour les prochaines décennies en développant l'exemple de l'électricité. L'Europe doit, en effet, résoudre un paradoxe : les autres grands ensembles et ses partenaires principaux, comme la Chine, l'Inde, la Russie ou les États-Unis, déploient des politiques énergétiques claires et fortes, là où elle recherche encore la sienne.

**LES QUATRE CONDITIONS POUR UNE POLITIQUE EUROPÉENNE « DURABLE » DE L'ÉNERGIE**

Elle a pourtant tout pour réussir. D'abord, elle a commencé grâce à l'énergie, avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et le traité Euratom (nucléaire) ; elle abrite probablement encore les meilleures équipes de recherche et développement (RetD). Les grands groupes industriels énergétiques à base européenne maîtrisent les technologies les plus à la pointe et disposent de la taille et des compétences nécessaires pour être présents à l'international. Enfin, l'Europe est pionnière dans la définition et dans la mise en œuvre de politiques environnementales audacieuses : permis d'émission de CO<sub>2</sub> (*European Trading Scheme*), politiques et mesures ambitieuses pour la maîtrise de la demande d'énergie ou les renouvelables. L'une des principales raisons de ce paradoxe tient sans doute à ce que nous avons vécu depuis le contre-choc pétrolier de 1986 dans un contexte d'énergies abondantes et bon marché. L'électricité s'est même trouvée en surcapacité, notamment en France et en Allemagne, jusqu'au début des années 2000. De ce fait, nous avons perdu le sens de l'urgence et des enjeux à long terme. Les débats se sont cristallisés sur des oppositions entre partisans de différentes technologies, sans perspective d'ensemble. Chaque pays s'est attaché à définir ses propres intérêts à court terme, et l'Europe n'a pas tenu sa place dans les relations internationales.

\* Directeur de la prospective et des relations internationales d'Électricité de France.

L'élaboration d'une politique européenne « durable » de l'énergie, au moins pour l'électricité, me semble devoir remplir quatre conditions. Adopter une vision des enjeux à long terme, à l'horizon 2050, et qui traverse les cycles – on ne peut exclure que les États-Unis s'enrichissent, que la Chine tousse, que la croissance économique mondiale ralentisse et que les tensions sur les marchés de l'énergie s'atténuent. Ne péchons pas de nouveau, comme dans les années 1990, par manque de vigilance. Il nous faut aussi pouvoir partager entre experts, et avec les citoyens-consommateurs, une connaissance précise et approfondie de l'ensemble des technologies, de leur maturité économique et de leurs avantages et inconvénients. À nous de proposer aux décideurs politiques des politiques publiques efficaces qui permettent d'agir vite et sans effet pervers, en déployant les meilleures technologies disponibles et en préparant celles de demain. Enfin, il faut replacer l'énergie au cœur de la politique étrangère européenne et de ses relations avec ses partenaires, en reliant les enjeux du climat à ceux du développement et de la coopération entre les grandes régions du monde, pour une « solidarité énergétique ».

**LES ENJEUX À LONG TERME** Nous connaissons les trois enjeux principaux à l'horizon 2050 : la sécurité d'approvisionnement et l'épuisement progressif du pétrole et du gaz, l'évolution du climat et les besoins considérables en nouveaux investissements pour le développement. À propos du premier point, je voudrais rappeler que les prix du gaz et du pétrole ont presque triplé par rapport à leur niveau des années 1990, passant de 2,5 dollars/mbtu à 6 ou 7 aujourd'hui. Les cycles combinés à gaz ne sont donc plus la technologie miracle, même s'ils font bien sûr toujours partie du paysage. Le charbon est abondant et demeure compétitif, c'est pourquoi on assiste aujourd'hui à un *dash for coal* [ruée vers le charbon, ndlr] pour la production d'électricité, et cela non seulement en Chine ou en Inde, mais aussi aux États-Unis et en Europe – en particulier dans des



pays comme l'Allemagne. C'est évidemment une pré-occupation, car la production d'électricité à partir du charbon est l'une des principales sources d'émission de CO<sub>2</sub> : si, dans le monde, 20 % des émissions liées à l'énergie sont dues au transport, 40 % viennent de l'électricité, notamment à cause du charbon.

Enfin, selon la Commission européenne, il faudra construire dans les vingt-cinq à trente prochaines années de 600 à 700 GW, pour une large part en remplacement des centrales existantes obsolètes. C'est un niveau comparable aux investissements prévus dans les autres grandes régions comme la Chine, l'Inde ou les États-Unis. La responsabilité de l'Europe dans le choix de son *mix* [combinaison de technologies de production, ndlr] électrique est donc cruciale, pour son impact tant sur le climat que sur les tensions du marché du gaz.

**LES TECHNOLOGIES** L'électricité est un vecteur énergétique et peut être, pour cette raison, un puissant outil de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> si l'on utilise dès aujourd'hui l'ensemble des meilleures technologies disponibles du côté tant de la demande que de l'offre. La diffusion des technologies les plus efficaces côté demande et usages pourrait permettre de doubler au lieu de tripler la demande mondiale à l'horizon 2050, et cela pour un PNB mondial multiplié par quatre. Ce découplage fort entre croissance d'électricité et croissance économique serait, bien sûr, une rupture très significative par rapport à l'histoire, même récente.

Le déploiement de technologies n'émettant pas de CO<sub>2</sub> pour la production d'électricité permet d'obtenir dès aujourd'hui des *mix* quasi sans CO<sub>2</sub> : c'est le cas, par exemple, en Suède et en France aujourd'hui, où les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie sont d'environ 6 t de CO<sub>2</sub>/hab. en raison d'un *mix* nucléaire et hydraulique à plus de 90 %, contre 10 t de CO<sub>2</sub>/hab. en Allemagne ou au Danemark, qui comptent sur le charbon pour près de 50 %.

Les scénarios pour 2050 récemment développés par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans une étude remarquable sur les technologies publiée en juillet 2006 montrent que, si l'on se sert des meilleures technologies disponibles aujourd'hui et demain, en utilisant le rythme naturel de renouvellement des équipements et en agissant vite, on peut atteindre en 2050 un *mix* électrique qui émettrait deux fois moins de CO<sub>2</sub> qu'aujourd'hui, et cela à des coûts raisonnables, c'est-à-dire des coûts implicites du CO<sub>2</sub> inférieurs à 25 dollars/t de CO<sub>2</sub> (cf. scénario Tech+). Ces résultats rejoignent ceux que j'avais élaborés il y a deux ans, avec Jean-Michel Trochet et Raymond Leban<sup>1</sup>.

Les technologies existent donc aujourd'hui pour « décarboner » le *mix* électrique — maîtrise de la

demande d'électricité (MDE), renouvelables, nucléaire – et la RetD prépare celles de l'horizon 2030-2050 – capture-stockage du CO<sub>2</sub>, nouvelle génération de photovoltaïque, centrales nucléaires de quatrième génération, stockage de l'électricité. Les coûts d'évitement (mitigation) peuvent donc être limités si l'on agit vite avec l'ensemble des technologies – toutes seront probablement nécessaires. L'électricité produite par un *mix* faiblement émetteur de CO<sub>2</sub> peut aussi contribuer à la baisse significative des émissions d'autres secteurs en substituant des usages électriques efficaces comme les pompes à chaleur ou les véhicules hybrides rechargeables à l'utilisation directe des combustibles fossiles dans les bâtiments ou les transports.

Les analyses de Nick Stern, fondées pour une part sur ces approches pour le secteur électrique, montrent qu'étant donné le coût des dommages probables si nous ne faisons rien, le seul principe de prévention suffit pour justifier l'action, cinq fois moins chère que l'inaction, même dans la fourchette basse, qui ne prend en compte que les risques hautement probables. Les incertitudes concernant les « rétroactions » positives, encore à l'étude (fonte des glaces du Groenland, disparition du permafrost...), ne font qu'augmenter le coût de l'immobilisme et apportent en conséquence la confirmation de l'urgence d'agir conformément au principe de précaution.

Il est donc nécessaire que l'ensemble des parties prenantes partage ce diagnostic sur les technologies, leur maturité économique et technique, et de bien cerner les avantages et les inconvénients de chaque technologie afin de maîtriser ces inconvénients et de tirer parti de ces avantages. Les études récentes menées par l'AIE et le World Business Council for Sustainable Development<sup>2</sup> [Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, WBCSD, ndlr] sont de très bons points de départ de ce point de vue.

Quelques exemples peuvent illustrer ces analyses des technologies (hydraulique, nucléaire, CCS – *Carbon Capture and Storage*, capture et stockage géologique du dioxyde de carbone, ndlr).

Le premier axe commande de maximiser les avantages et de maîtriser les inconvénients. Pour l'hydraulique, le potentiel économique mondial est de trois à quatre fois l'existant, particulièrement en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Cette énergie est peu chère et compétitive, mais fortement capital-intensive, ce qui pose la question de son financement dans les pays les moins développés. Enfin, il est impératif de maîtriser son impact sur la biodiversité et sur le déplacement des populations. Dans un contexte de forte contrainte sur les ressources en eau, il conviendra de le développer en relation avec les autres usages (irrigation, eau potable).

En ce qui concerne le nucléaire, les performances des parcs en Europe montrent que l'on peut exploiter des centrales de façon sûre et économique. Mais il existe aussi des exemples d'échecs sur le plan économique en Grande-Bretagne, et aux États-Unis dans les années 1980, qu'il faut reconnaître et qui tiennent d'abord au cadre institutionnel et à l'organisation industrielle. Nous devons en tirer les leçons. Pour assurer la réussite sur le plan économique, il faut disposer d'un *design* [projet, ndlr] efficace et fiable, mettre en place des procédures d'autorisation et de licence claires et cohérentes, choisir une organisation industrielle capable de maîtriser les coûts et les délais de construction en tirant parti des économies d'échelle et de la standardisation – de ce point de vue, qu'il y ait eu cinquante-cinq sociétés différentes pour la centaine de centrales américaines n'a rien facilité. Il faut également, bien sûr, ériger la sûreté au rang de première priorité et assurer la transparence et l'implication des citoyens en organisant des débats publics de qualité avec l'ensemble des parties prenantes.

Le second angle s'intéresse à la maturité économique et industrielle et aux échelles de temps. Le charbon avec capture-stockage du CO<sub>2</sub> représente une technologie complexe dont certaines étapes sont aujourd'hui maîtrisées techniquement. On sait capturer le carbone, le transporter, et l'on dispose d'un premier état des lieux des nappes aquifères. Les problèmes qui restent à résoudre tiennent à ce que la capture n'est pas encore maîtrisée à l'échelle industrielle, et elle est donc deux ou trois fois trop coûteuse : utiliser cette technique en l'état doublerait ou triplerait le prix de l'électricité produite à partir du charbon. Il faut également tester la fiabilité des nappes aquifères, là aussi avec des débits d'injection en « vraie grandeur ». Pour des raisons de coût, les distances de transport du carbone des centrales aux nappes aquifères doivent rester raisonnables.

Il faudrait enfin mettre en place un réseau interconnecté de transport de CO<sub>2</sub>, à l'image de ceux du gaz et de l'électricité. Avant de les déployer, ces nouvelles technologies complexes nécessiteront la mise en place de cadres institutionnels et réglementaires et l'organisation de débats publics. Pour tout cela, il faut du temps. Si l'on commençait dès maintenant, on pourrait atteindre à l'horizon 2030 un coût implicite du CO<sub>2</sub> autour de 25 ou 30 dollars/t CO<sub>2</sub>, ce qui devrait permettre un déploiement massif de ces technologies.

**DES POLITIQUES PUBLIQUES CRÉDIBLES ET COHÉRENTES** C'est la troisième condition. Les outils de politique publique du développement durable doivent être efficaces et cohérents. Si les technologies existent, le point clé est bien d'envoyer aux acteurs les bonnes incitations pour investir, côté offre comme côté demande. Je voudrais insister

sur deux points : la complémentarité des outils et l'importance de certains « détails » des règles du jeu pour garantir leur qualité incitative.

Les instruments sont en effet complémentaires et dépendent de la maturité économique et technique des technologies. Les débats qui opposent, par exemple, permis d'émission et politique industrielle de RetD sont, à mon sens, sans fondement. Si l'on veut, dans les dix ou quinze prochaines années, déclencher de façon massive les investissements dans les technologies matures qui ont besoin d'avoir une aide pour les rendre compétitives, il faut un prix du CO<sub>2</sub> sur les vingt prochaines années, qu'il provienne d'une taxe ou d'un *cap and trade system* [système de permis d'émission de CO<sub>2</sub> échangeables, ndlr]. À l'inverse, ce n'est pas l'anticipation d'un prix du CO<sub>2</sub> pour les vingt prochaines années qui permet de faire la RetD et de construire les prototypes ou les démonstrateurs industriels pour tester la capture-stockage du CO<sub>2</sub>, les réacteurs nucléaires de quatrième génération ou la prochaine génération de photovoltaïque. Nous avons besoin de politiques publiques de RetD et de partenariats public-privé dans ces domaines, qui préparent l'horizon plus lointain de 2030 à 2050.

Par ailleurs, l'histoire de la maîtrise de la demande d'énergie montre bien l'intérêt de combiner plusieurs instruments pour surmonter les coûts de transaction et les asymétries d'information. Si l'on veut éviter les effets rebond, il faut à la fois mettre en œuvre des standards sur les performances des appareils électriques et de l'isolation des logements et envoyer des signaux de prix pertinents, que ce soit au travers des prix de l'énergie et du CO<sub>2</sub>, de crédits d'impôt ou de systèmes comme les certificats blancs.

Cependant, le diable peut se loger dans les détails des règles du jeu. De façon générale, les obstacles au déploiement des technologies tiennent souvent à des réglementations classiques mal conçues. Les procédures de licence ou d'autorisation pour construire des centrales ou des lignes doivent donner de la visibilité aux acteurs et aux parties prenantes, en prenant en compte suffisamment en amont les préoccupations légitimes des citoyens concernant, par exemple pour l'hydraulique, les impacts sur la biodiversité, les autres usages de l'eau et les déplacements de population, tout en permettant aux projets intéressants d'aboutir. De même, pour les usages, l'information et la sensibilisation des consommateurs comme l'élaboration de standards avec les constructeurs et les installateurs demeurent des points clés.

Aujourd'hui, les règles du jeu concernant les permis d'émission en Europe n'existent pas au-delà de 2012 ; par ailleurs, le système de renégociation périodique



tous les trois ou cinq ans distord le comportement des acteurs : ceux-ci peuvent être amenés à polluer plus aujourd'hui, dans l'espoir d'obtenir davantage de permis gratuits pour la prochaine période. Enfin, les nouvelles centrales au charbon peuvent obtenir des permis gratuits pour les années à venir dans certains pays, ce qui va à rebours des incitations que l'on cherche à donner. Il faudrait plutôt suivre l'exemple du système mis en place aux États-Unis sur le SO<sub>2</sub>, qui supprime les renégociations périodiques, donne une visibilité sur les règles du jeu à un horizon de plusieurs décennies, compatible avec les décisions d'investissement et où les nouveaux projets doivent acheter les permis liés à leurs émissions.

Deux questions sous-jacentes se posent. La première est liée à la multiplicité des objectifs publics. Pour certains pays, il faut diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>, mais aussi recourir au charbon pour limiter la dépendance vis-à-vis du gaz. Il semblerait plus judicieux, dans ce cas, de ne pas se reposer sur un seul instrument, celui des permis d'émission, pour atteindre ces deux objectifs, sous peine de dénaturer totalement ses qualités incitatives.

La deuxième est liée à l'utilisation de la subsidiarité en Europe. Dans ce cas, laisser chaque pays décider de la règle applicable aux nouveaux projets (les nouvelles centrales de production), allocations de permis gratuits ou payants, aboutit dans un premier temps à des incohérences qui vont distordre la concurrence, et, dans un deuxième temps, la mauvaise règle chassant la bonne, à la généralisation d'un système encourageant la construction de centrales émettant du CO<sub>2</sub>. C'est donc au niveau européen que ces règles devraient être décidées et harmonisées.

Multiplicité des objectifs publics et nécessité de leur allouer des « avocats » et des instruments dédiés, visibilité à long terme et cohérence des politiques publiques : on retrouve là concrètement les questions classiques liées à la crédibilité des politiques publiques, mais qui revêtent dans ce cas une acuité particulière.

**L'ÉNERGIE AU CŒUR DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'EUROPE** Je terminerai en évoquant la dimension internationale des politiques énergétiques et du changement climatique. L'interdépendance énergétique, on le voit quotidiennement dans nos journaux, peut être source de tensions et de conflits, mais elle peut être aussi source de solidarité et de coopération. Les électriciens le savent bien : l'interconnexion électrique de l'Europe a contribué, et parfois précédé, sa construction politique ; la coopération entre électriciens sur les technologies nouvelles et complexes comme le nucléaire est aussi inscrite dans leur histoire. Je souhaiterais proposer trois pistes de réflexion sur ce

sujet difficile. Plutôt que de s'opposer sur les choix énergétiques des divers États membres, une Europe responsable et plus cohérente pourrait faire levier sur cette diversité en visant un *mix* électrique CO<sub>2</sub>-free [sans CO<sub>2</sub>, ndlr] à l'horizon 2050, en s'appuyant sur des objectifs ambitieux en termes de renouvelables et de MDE, et pour les pays qui le souhaitent sur le nucléaire. Le scénario de référence de l'annexe du dernier Livre vert de la Commission met bien en évidence l'insuffisance de ne compter que sur des objectifs ambitieux en termes de renouvelables. Pour le secteur électrique européen, la dépendance du gaz double à l'horizon 2030, et les émissions de CO<sub>2</sub> augmentent de 10 % au lieu de diminuer. De ce point de vue, laisser la part du nucléaire baisser de 30 % aujourd'hui à moins de 20 % n'est pas satisfaisant, et la maîtrise de la demande doit pouvoir être encore améliorée. Cela permettrait de laisser progressivement le gaz et le charbon aux pays en développement, qui pourront plus difficilement s'en passer dans les prochaines décennies. Après tout, la diversité des *mix* électriques n'est pas plus forte en Europe qu'entre les États des États-Unis et ne peut donc être à elle seule un obstacle à une politique commune.

Sur le CO<sub>2</sub>, l'Europe pourrait, indépendamment de l'évolution des négociations internationales dans le cadre du protocole de Kyoto, prolonger le système de *cap and trade* aux horizons 2020 ou 2030, tout en en reformant les règles. Cela donnerait une motivation supplémentaire aux Américains pour instaurer, eux aussi, dans les prochaines années un système analogue au niveau fédéral, en s'appuyant sur les expériences en cours dans le Nord-Est ou en Californie, qui pourrait être ensuite lié au système européen. Et surtout, cela donnerait au mécanisme de développement propre un véritable avenir, si l'on sait en même temps diminuer les coûts actuels de transaction et élargir son champ à des projets plus significatifs comme le grand hydraulique, des programmes de MDE, ou le nucléaire.

Enfin, il faut sans doute remettre les préoccupations des pays en développement au cœur des négociations sur le climat et les écouter davantage et plus sérieusement sur leurs idées et leurs besoins. Selon les régions, la Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Amérique latine, les *big tickets* ne sont pas les mêmes. Ce sont, selon les cas, l'hydraulique, le développement d'éco-cités et de programmes de MDE, le transfert des meilleures technologies charbon, le nucléaire... Il faudrait élargir la discussion aux différentes politiques et mesures pertinentes, et en fonction de ces analyses, déterminer les soutiens et les coopérations souhaitables : aide financière, transferts de technologies, *collaborative research* [coopération internationale sur la RetD, ndlr]. La



Banque mondiale, à la suite de Gleneagles, a entamé une réflexion sur ces thèmes; l'United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) est également un cadre intéressant pour ouvrir des pistes concrètes qui pourraient, le moment venu, trouver leur place dans une architecture internationale qui fasse réellement droit aux enjeux du développement et inscrive la préoccupation du climat dans le cadre plus général des politiques énergétiques et du développement.

De ce point de vue, les pays les moins avancés, et notamment l'Afrique, méritent une attention particulière : leur potentiel hydraulique est considérable, mais il ne trouve son sens que dans le cadre d'un développement régional, avec un nécessaire soutien financier et technique des pays développés, la prise en compte des besoins en eau et de l'évolution possible de l'hydraulité. Il s'agit aussi d'assurer l'électrification décentralisée des zones rurales souvent peu denses et de raccorder aux réseaux interconnectés des zones périurbaines en forte croissance.

Dans tous ces cas, on sait qu'il faut allier aide financière internationale durable, mise en place de législations et de réglementations au niveau des États, utilisation de techniques adaptées et émergence d'entrepreneurs et de techniciens africains. L'Europe, avec les actions engagées par le commissaire Louis Michel, commence à s'impliquer un peu plus dans

une relation de vrai partenariat avec l'Afrique. C'est tout à fait intéressant mais encore insuffisant et, à mon sens, non séparable des questions précédentes, c'est également nécessaire pour travailler à l'« adaptation » de ces pays à l'évolution climatique.

**CONCLUSION** Parler de l'énergie et du climat, pour l'économiste, c'est s'inscrire dans la longue durée et accepter de faire un détour par l'histoire, la technique, les politiques publiques et les relations internationales. C'est reconnaître la diversité et la complexité des situations si l'on veut agir. Comme l'a récemment écrit J. Sachs à propos de l'économie du développement : « *It requires a commitment to be thoroughly steeped in the history, ethnography, politics, and economics of any place where the professional adviser is working.* » Avoir une approche ouverte aux autres disciplines, de l'économie mathématique à des propositions pour l'action, et au sein même de l'économie pouvoir mobiliser l'ensemble des approches pertinentes, c'est là sans doute ce qui nous manque le plus, une tâche qui reste à mener à bien. ●

1. *A low Carbon Electricity Scenario. A Contribution to the Energy Policy and Climate Change Debate*, mai 2006, Cahiers de la Chaire du développement durable, École polytechnique.

2. « *Powering a Sustainable Future : an Agenda for Concerted Action* », World Business Council for Sustainable Development, octobre 2006.



# SOLIDARITÉ OU MONDIALISATION

FRÉDÉRIC IMBRECHT\*

Depuis quelques années, le débat sur le développement durable s'est installé sur le devant de la scène. Enfin, pourrions-nous dire ! Car il y a bien longtemps que la raréfaction de certaines ressources naturelles et l'inégalité du développement humain selon les pays sont évidentes aux yeux du plus grand nombre. Mais c'est aujourd'hui une question politique et publique, et particulièrement pour ce qui concerne le domaine de l'énergie. En même temps, sommes-nous assurés que les orientations actuelles nous garantissent d'aller vers les solutions les plus efficaces pour l'ensemble de l'humanité ? Il faudrait pour cela que la marchandisation cède le pas à davantage de coopération, tant dans notre pays qu'au niveau des relations internationales.

Même si ce débat n'a pas traversé, comme on aurait pu le souhaiter, la récente campagne électorale en France, il devient de plus en plus clair que les deux seules choses qui comptent vraiment sont la satisfaction des besoins des hommes et la préservation de la planète.

Ce double questionnement revient de façon de plus en plus évidente sur le devant de la scène. Il est porté dans les conférences internationales et fait l'objet d'interventions de dirigeants de nombreux pays – on a vu Jacques Chirac s'essayer à l'exercice à diverses reprises. En même temps, il est rare de voir apparaître des mesures pratiques. Au contraire, bien souvent c'est la marchandisation de tel ou tel secteur qui prend un nouvel élan. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'énergie.

Deux phénomènes particulièrement sérieux ont été mis en évidence : il s'agit du réchauffement climatique et du tarissement des combustibles fossiles. L'un comme l'autre sont techniquement incontestables, le diagnostic a été publiquement affirmé à diverses reprises par les plus hautes instances politiques. Tous

deux ont un caractère mondial marqué. Tout CO<sub>2</sub> produit en un point quelconque de la planète contribue au réchauffement de l'ensemble de la Terre. Tout élément fossile consommé ne sera plus disponible pour d'autres utilisateurs, ni ici ni ailleurs, ni aujourd'hui ni demain. Ces deux phénomènes entrent pleinement dans la définition des obstacles au développement durable qui vise à « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de générations futures à répondre aux leurs » (Rapport Bruntland, 1987).

Si le diagnostic sur la nocivité de ces deux phénomènes est partagé, il est peu de dire que l'on ne voit pas beaucoup d'avancées quant à la mise en œuvre de mesures alternatives. Pour apprécier la gravité de la situation, il n'est que d'observer, par exemple, le refus obstiné des États-Unis de ratifier le protocole de Kyoto.

Pourtant des solutions existent, certaines sont même éprouvées depuis longtemps (nucléaire, charbon propre, hydraulique), d'autres seront au point, semble-t-il, d'ici à quelques années (stockage puis séquestration du CO<sub>2</sub>, solaire) d'autres encore demanderont de gros efforts de recherche de développement (ITER...). La question n'est pas de savoir lesquelles sont les meilleures, mais de savoir comment y avoir recours de la façon la plus large et la plus complémentaire possible, au bénéfice de l'ensemble des occupants actuels et futurs de la planète.

Prenons l'exemple des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Y avoir recours en France aujourd'hui, c'est un luxe : une famille modeste ne peut pas « s'offrir » une maison écologique. Acheter une pompe à chaleur (solution économe en énergie) est beaucoup plus coûteux que d'avoir recours à des chauffages classiques, qu'ils soient électriques ou à base de combustible fossile ! C'est d'autant plus intolérable que le recours massif aux dispositifs économie d'énergie et aux énergies renouvelables est indispensable

\* Secrétaire général de la FNME-CGT.



pour faire face au réchauffement climatique et au tarissement des combustibles fossiles.

En même temps, il faut observer que tous les pays n'ont pas les mêmes possibilités d'accéder à l'ensemble des solutions possibles : leurs capacités technologiques d'investissement et d'accès aux ressources naturelles sont fondamentalement inégales. Là aussi, les plus pauvres sont les plus pénalisés. Ce sont pourtant les pays les plus développés qui ont massivement consommé les combustibles fossiles et produit les gaz à effet de serre jusqu'à aujourd'hui. Il serait donc particulièrement injuste que les pays pauvres (y compris la Chine, l'Inde et le Brésil, par exemple) voient leur développement freiné par des difficultés accrues d'accès à une énergie à un coût raisonnable. La répartition des efforts doit donc tenir compte du passé et de la contribution à la situation actuelle. Ce serait une façon d'appliquer à l'échelle planétaire la notion de pollueur-payeur.

**MAIS LA QUESTION CENTRALE** est sans doute de savoir si les efforts se feront dans une optique de solidarité et de coopération ou, au contraire, si c'est la marchandisation qui prendra le dessus. Il ne s'agit pas ici seulement d'une question d'éthique, mais aussi d'une question d'efficacité. En effet, la marchandisation des différentes solutions envisageables générera des compétitions, des mises en concurrence des diverses solutions alors que, au contraire, tout doit être utilisé de façon complémentaire. On verra les pays capitalistes les plus puissants chercher à imposer *leurs* solutions au détriment de celles du voisin, faire du lobbying, et opposer au lieu de réunir. On peut, par exemple, observer de ce point de vue certains aspects de la visite d'Al Gore en France, cet hiver, qui, à côté de discours utiles sur la gravité de la situation climatique, a aussi passé beaucoup de temps à faire la promotion des solutions techniques propres à favoriser les intérêts des industriels des États-Unis autour de la séquestration du CO<sub>2</sub>.

La marchandisation conduit généralement à privilégier exclusivement les solutions dans lesquelles les financiers trouvent leur compte en écartant les autres, en négligeant les besoins et les possibilités des pays et des contrées, et les solutions les moins solvables.

La planète a besoin de solidarité. Il faut promouvoir les coopérations, entre pays et entre disciplines, de façon à utiliser *toutes* les possibilités, y compris celles qui aujourd'hui et ici ou là ne sont pas les plus rentables, mais restent utiles.

C'est l'option qu'a choisie la FNME-CGT, et pour cela, elle ne ménage pas ses efforts. C'est ce qui nous pousse à proposer l'idée d'une Agence européenne de l'énergie. Ce serait, selon nous, un outil utile et efficace pour coordonner les initiatives des différents États

membres dans le domaine énergétique afin que l'ensemble des Européens disposent d'une énergie de qualité à un coût aussi bas que possible, tout en respectant les problématiques du développement durable dans le domaine énergétique.

Malheureusement, ce n'est pas dans cette voie que notre pays est engagé. Il disposait pourtant d'outils nationaux (EDF, Gaz de France, Charbonnages, Total) qui ont fait la preuve de leur efficacité, propre à assurer la maîtrise et l'impulsion publique dans un domaine qui est, par essence, un bien public et planétaire. Depuis plusieurs années, sous l'impulsion conjuguée de Bruxelles et des gouvernements successifs, on assiste à la mise en place d'une concurrence frontale entre EDF et Gaz de France. Au lieu de promouvoir solutions efficaces et coopérations internationales, on assiste à la multiplication de dispositifs concurrentiels et coûteux (11 millions de factures supplémentaires à chaque échéance, par exemple) et à des transferts de sommes colossales dans des fusions-acquisitions à répétition.

Tout se passe comme s'il s'agissait de mettre les usagers, surtout les plus modestes, dans une situation où ils n'aient plus qu'à accepter de payer plus cher des produits et des prestations dégradés.

À l'heure où les débats sur le développement durable s'imposent sur le devant de la scène, d'autres orientations doivent être mises en œuvre.

C'est dans ce sens que la FNME-CGT contribuera à fédérer l'action des personnels, à s'adresser aux usagers et à intervenir à tous les niveaux auprès des pouvoirs publics et des collectivités locales. ●



# LE DÉFI ENVIRONNEMENTAL ET DÉMOCRATIQUE

CHRISTOPHE BOUNEAU, MICHEL DERDEVET, JACQUES PERCEBOIS\*

**P**as un projet de grand transport d'électricité qui ne suscite désormais des passions locales, des oppositions farouches. Pas un projet qui ne demande de longues années de concertation. Le défi environnemental est certainement le plus visible, le plus présent. On pourrait tout autant, selon nous, le qualifier de « défi démocratique ». Sur cette question délicate, plusieurs angles sont nécessaires pour comprendre les principaux points de blocage<sup>1</sup>.

**UN PHÉNOMÈNE D'OPINION** Des entreprises qui revendiquent l'exercice de missions de service public doivent, plus que d'autres, prêter attention à la perception de l'opinion.

De ce point de vue, une récente enquête commandée par RTE<sup>2</sup> confirme en France une sensibilité croissante des personnes interrogées à l'état général de l'environnement, tant national que mondial, et à l'impact des lignes de transport électrique sur la qualité du cadre de vie, voire à leurs effets supposés sur la santé. Même si elle n'atteint pas l'intensité des polémiques qui touchent les infrastructures de télécommunications, la question de l'effet éventuellement nocif des champs électromagnétiques ressurgit ainsi, parfois, à la faveur des nouveaux projets engagés.

\* Agrégé d'histoire, Christophe Bouneau est professeur d'histoire économique et sociale contemporaine à l'université Michel-de-Montaigne Bordeaux-3. Il est spécialiste de l'histoire des réseaux techniques, de l'électrification et de l'innovation.

Lauréat de la faculté de droit de Montpellier-1 et diplômé d'HEC, Michel Derdevet est directeur de la communication et des relations extérieures de RTE. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, il y est responsable du cours « Europe et entreprise ».

Agrégé de sciences économiques, docteur d'État ès sciences économiques, Jacques Percebois est directeur du Centre Recherche en économie et droit de l'énergie à l'université Montpellier-1. Spécialiste d'économie de l'énergie et d'économie publique, il a publié de nombreux ouvrages dans ces domaines.

Tout se passe comme si, en cent ans, les réseaux électriques étaient devenus auprès de nos concitoyens des monstres froids, amas technocratiques de pylônes métalliques, porteurs de maléfices sanitaires et esthétiques.

Hier symbole du développement industriel, du désenclavement, de l'aménagement du territoire, le pylône est aujourd'hui intolérable. Pendant des années, à l'époque des Trente Glorieuses notamment, les installations industrielles se devaient d'être visibles, car leur présence était un signe d'entrée dans la modernité pour la ville ou le village qui les hébergeaient.

Dorénavant, nous voici dans l'ère du « cachez ce pylône que je ne saurais voir ». Le XXI<sup>e</sup> siècle semble s'ouvrir par une nouvelle esthétique industrielle, celle de l'invisibilité<sup>3</sup>!

Dans l'ordre de ses priorités, l'opinion est devenue plus sensible à la protection de son environnement immédiat qu'à la solidarité ou la mutualisation, liens sociaux forts d'hier. Logique, diront certains, dans un monde où l'individuel prend aujourd'hui le pas sur le collectif.

En dix ans, deux projets majeurs, celui reliant la France à l'Espagne via la vallée du Louron (en 1996) et celui de la ligne Boute-Broc-Carros relatif à la sécurisation électrique de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (en 2006), auront ainsi tourné court, après des années, voire des décennies d'échanges, de débats et de concertation.

Ce recul incontestable de l'intérêt général au profit de contingences locales s'inscrit dans un mouvement plus général de remise en cause des élites, qu'elles soient politiques, religieuses ou techniciennes. Phénomène classique, diront certains, propre aux syndromes Nimby (*Not in my back yard* : pas dans mon jardin) ou Banana (*Build Absolutely Nothing Anywhere Near Anything* : ne rien construire nulle part ni près de quoi que soit) observés depuis des années, aux États-Unis notamment.



**DES PROCÉDURES RENFORCÉES** Pour intégrer les exigences locales dans l'impératif de l'équipement collectif, les procédures de consultation et de débat ont été considérablement renforcées. Sans pour autant résoudre l'équation posée ni entraîner l'adhésion du public. Le droit des ouvrages électriques, né de la loi du 15 juin 1906, s'est ainsi étoffé et complexifié à partir des années 1970, afin d'assurer une meilleure protection de l'environnement et une plus grande participation des élus et du public à l'élaboration des projets d'aménagement. En amont de toute procédure de construction d'un nouveau poste ou d'une nouvelle ligne, RTE soumet à l'État un dossier de justification technico-économique. Ce dossier développe les avantages et les inconvénients de chaque solution proposée, afin que l'administration de tutelle vérifie le bien-fondé du projet au vu de l'intérêt général : adéquation avec les prévisions d'évolution de la consommation, conformité au schéma de développement du réseau public de transport de l'électricité approuvé par les pouvoirs publics, par exemple.

Ensuite se déroule la phase de concertation, instaurée en 1992, à l'initiative de RTE. Cet engagement de l'entreprise a été confirmé dans le contrat de service public 2005-2007, signé avec le Premier ministre le 24 octobre 2005. Ses objectifs : « Définir, avec les élus et les associations représentatives des populations concernées, les caractéristiques ainsi que les mesures d'insertion environnementale et d'accompagnement du projet » et « apporter une information de qualité aux populations concernées par le projet ». Cette concertation s'effectue à travers de nombreuses réunions avec les élus, le monde agricole, les associations et le monde économique, organisées généralement sous l'égide du préfet. Ses participants peuvent ainsi s'accorder sur la délimitation de l'aire d'étude et envisager les différents fuseaux des lignes futures ou l'emplacement des futurs postes.

Au-delà de cette concertation préalable se déroule la procédure du débat public créée par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite loi Barnier. Un dispositif très normé, placé sous l'égide de la Commission nationale du débat public (CNDP), qui vise à associer le public en amont des décisions et à lui donner l'occasion de se prononcer sur l'opportunité même du projet. Tous les projets de lignes à 400 000 V d'une longueur supérieure à 10 km entrent dans le champ d'application du débat public, la saisine de la CNDP étant obligatoire pour les lignes à 400 000 V et facultative pour les lignes de tension supérieure à 200 000 V de plus de 15 km. Ces débats publics, très encadrés, sont censés permettre l'expression de tous. Leur bilan et leur compte rendu

sont publiés par la CNDP et mis à disposition du commissaire enquêteur chargé de mener l'enquête publique.

Avant cette dernière, il est en général nécessaire d'obtenir une déclaration d'utilité publique (DUP). Son objet sera d'affirmer le caractère d'intérêt général d'un projet d'ouvrage électrique, ce qui ouvre la voie aux éventuelles procédures de mise en servitudes légales (pour une ligne), dans l'hypothèse où tous les propriétaires concernés n'auraient pas donné leur accord, ou d'expropriation pour un poste.

Qu'une demande de DUP soit ou non nécessaire, le projet de construction d'un ouvrage électrique de tension égale ou supérieure à 63 000 V est obligatoirement soumis ensuite à une enquête publique, organisée dans toutes les communes concernées. Là aussi, il s'agit de tenir le public informé et de recueillir ses observations, grâce à la publicité de l'étude d'impact. Cette dernière, instituée par la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, comprend une analyse de l'état initial du site et de son environnement, une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement et sur la santé, et une description des mesures envisagées pour supprimer, réduire et compenser les dommages éventuels sur l'environnement et sur la santé. Les conclusions de cette enquête publique permettront au préfet de prendre éventuellement un arrêté de mise en servitudes, lesquelles seront, bien sûr, indemnisées.

Une fois toutes ces étapes franchies, reste à élaborer le tracé de détail de l'ouvrage électrique, en liaison notamment avec les services de l'État, les communes, les chambres d'agriculture, les propriétaires et les exploitants agricoles concernés. Un arrêté préfectoral approuvera en ce sens le projet d'exécution, et la Direction départementale de l'équipement instruira ensuite la demande de permis de construire afin de vérifier la conformité du projet aux règles d'urbanisme. Ce n'est qu'au terme de ce « labyrinthe » juridique que les travaux de construction de la ligne pourront éventuellement être engagés, permettant sa future mise en service.

**PARCOURS DÉMOCRATIQUE OU COURSE D'OBSTACLES ? QUE PENSER DE CET ÉTAT DU DROIT ?** À l'évidence, tout a été conçu pour garantir la consultation démocratique des citoyens concernés. Qui pourrait aujourd'hui reprocher l'absence d'information ou l'effet de surprise alors qu'aux différents stades de la procédure le public est associé ?

Tout cela a-t-il simplifié et facilité les choses ? Rien n'est moins sûr. Mais il est vrai que ce n'était pas le but. Ce que l'on observe, c'est que le respect de toutes les procédures allonge considérablement les délais. Dans les années 1980, il fallait de trois à quatre ans





pour construire une ligne électrique. Aujourd'hui, le simple respect des textes nécessite au moins sept années, en espérant qu'*in fine* l'une des plus hautes juridictions de l'État ne remette pas tout en cause, comme ce fut le cas pour l'annulation de la DUP relative au projet de ligne Boute-Broc-Carros, obtenue après vingt ans de concertation et d'échanges. De tels blocages peuvent décourager les investisseurs de construire de nouvelles unités de production, alors que le besoin de nouveaux équipements se fait pressant. En outre, les nombreuses réunions publiques donnent parfois lieu à une « captation » de la parole par quelques opposants organisés. L'exercice démocratique en sort-il renforcé? Alors que la démarche instituant les débats publics, imaginée il y a dix ans, était positive et généreuse, visait à favoriser l'émergence d'un consensus, elle aboutit désormais souvent à un « pugilat » généralisé, à des agressions contre les experts ou contre les représentants de l'État, de la CNDP ou de RTE, et à un déni de démocratie vis-à-vis du simple citoyen venu chercher simplement, un soir, de l'information dans une salle de mairie.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le débat public, paradigme d'une démocratie formelle et encadrée, effraie la démocratie représentative et que les élus se tiennent à distance de ces débats pourtant stratégiques pour l'aménagement du territoire? Le paradoxe de ces dix dernières années est bien là; rares sont les élus<sup>4</sup> qui s'investissent aujourd'hui dans ce qui faisait, hier, leur fierté : apporter le téléphone, l'eau ou l'électricité dans leur territoire. On peut aussi s'interroger, à l'heure des blogs et de la communication interactive, sur le caractère peut-être trop normatif du débat public, risque de frein à des échanges libres et « participatifs » entre aménageurs et citoyens. Ne faudrait-il pas imaginer plus de souplesse et d'imagination « collective » pour désacraliser ce dialogue essentiel, en évitant la captation de la parole, d'où qu'elle vienne?

Pour paraphraser Karl Marx, et pour résumer notre perplexité, notre pays est passé sans doute en trente ans d'une misère de la démocratie, au sens où les choix d'hier manquaient à l'évidence de transparence et de justifications données au grand public, à une démocratie de misère, dont le caractère direct et formel n'est qu'une façade camouflant les « blocages » de notre société du XXI<sup>e</sup> siècle.

**LE SYMPTÔME D'UNE MUTATION DE LA SOCIÉTÉ...** Comment, dans ces conditions, faire prévaloir l'intérêt général? Et d'ailleurs quel intérêt général? L'europpéen, qui encourage la solidarité et les échanges pour éviter les incidents majeurs entre pays? Le national, envisagé sous l'angle du fragile équilibre entre offre et demande

d'électricité, qui pourrait être compromis en France dès l'hiver 2009? Ou le régional et le local, c'est-à-dire la sécurité de régions françaises entières qui peuvent, demain, se retrouver face à un black-out électrique comme la région PACA versus la protection d'« espace remarquable<sup>5</sup> »?

Comment arbitrer désormais entre ces différents intérêts généraux qui, souvent, entrent en collision sur la même échelle territoriale?

En fait, le blocage actuel traduit une mutation profonde de notre société : les choix d'aménagement d'hier étaient portés par un État fort et par une technocratie associée, au nom du bien commun. Chacun acceptait que l'intérêt collectif primât sur l'intérêt particulier, de même que chacun acceptait l'autorité des élites.

Ce temps est totalement révolu : les élites sont disqualifiées, la « rationalité » des ingénieurs se heurte à une mise en doute systématique de leur pouvoir de décider ce qu'est l'intérêt général. Chacun semble avoir fait sien l'adage ironique de Paul Valéry pour qui « les experts sont des gens qui se trompent selon les règles ». L'électricité n'est plus une fée, le projet européen ou même le simple intérêt public n'évoquent plus rien de concret et apparaissent comme des mots vides, agités pour masquer des projets sans fondement réel.

**... QUI APPELLE DE NOUVELLES RÉPONSES** Ni amer ni nostalgique, ce constat doit déboucher sur de nouvelles voies, adaptées aux mentalités nouvelles.

La nécessité de l'implication et de la « médiation » des élus paraît alors évidente. Il faut revoir l'ensemble des procédures pour conférer aux élus un rôle majeur, notamment dans les départements et les Régions. En démocratie, ils sont les médiateurs naturels, légitimes et compétents, entre les citoyens qui les ont élus et les techniciens, que ni leur formation ni leur métier n'ont préparés à la confrontation publique. Ils sont les mieux placés pour repositionner les enjeux, apprécier et arbitrer entre les différentes priorités (tourisme, style de vie, mode de développement, aménagement du territoire, par exemple), faire comprendre et accepter leurs choix. C'est la piste engagée, à juste titre, par la mise en place récente de comités régionaux de concertation, chargés d'établir et d'assurer le suivi des volets régionaux du schéma national de développement du réseau de transport approuvé par le ministre de l'Industrie.

Mais, à côté de cette revalorisation de la voie politique, les entreprises électriques doivent, elles aussi, faire leur *aggiornamento*! Eve Seguin, professeur de sciences politiques à l'université du Québec à Montréal, les interpella récemment dans un article publié dans *Les Échos* du 11 août 2006 en soulignant que le



## ■ EXTRAITS DE L'ENQUÊTE LH2 POUR RTE, JUIN 2006

79 % des personnes du panel considèrent comme assez gênantes ou très gênantes les lignes électriques à haute ou très haute tension. 59 % les jugent dangereuses pour la santé de leurs riverains. 17 % citent spontanément leur manque d'esthétisme et leur impact sur le paysage comme leurs principaux inconvénients. Un jugement que partagent 47 % des élus, 20 % des riverains et 31 % des agriculteurs. Si l'on pose directement la question de l'impact esthétique des lignes sur le paysage, 77 % des Français l'estiment très ou assez important, un ratio qui monte à 79 % chez les riverains, 86 % chez les élus et 70 % chez les agriculteurs.

syndrome Nimby traduisait « une réalité apparemment ignorée des commentateurs : la timidité et le déficit innovant des projets industriels ». Selon elle, « les projets de développement ne sont pas assez bons, ils sont trop grossiers, comportent trop de nuisances, manquent de raffinement technique, social et financier ». Pour elle, les aménageurs refusent systématiquement d'étudier toute solution novatrice dans le cadre de leurs projets pour se réfugier derrière des méthodes routinières.

Pour stimulante, et parfois fondée, qu'elle soit, cette critique se heurte à une réalité industrielle. À la différence d'autres industries, de nouveaux « sauts technologiques » sont peu envisageables dans le transport d'électricité, comme la session du Conseil international des grands réseaux électriques, réunissant plus de deux mille experts mondiaux à la fin d'août 2006 à Paris, l'a montré.

Ce qui, en revanche, est sûr, c'est que les entreprises doivent changer de posture. Plutôt que de porter sur leurs seules épaules l'intérêt public, en donnant parfois l'impression de l'imposer, les électriciens devraient plutôt se cantonner dans un rôle d'expert, modeste et à l'écoute de tous, fournissant aux décideurs les différents scénarii, avec leurs contraintes techniques et économiques.

Les entreprises électriques doivent aussi mettre davantage l'accent sur le développement des liaisons souterraines, mieux acceptées par le public, et qui répondent pour beaucoup à ses préoccupations. C'est le sens des préconisations avancées par le rapport parlementaire de Christian Kert, adopté le 12 décembre 2001 par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques<sup>6</sup>. Ce dernier en appelle à un changement de culture et à un « pari ambitieux » : « Doter la France de réseaux techniques électriques sécurisés par leur enfouissement. » Cette inflexion a

déjà été engagée puisque, de 2001 à 2005, la longueur du réseau aérien a diminué de plus de 716 km en France. Dans le cadre du Contrat de service public conclu avec l'État pour la période 2005-2007, RTE s'est engagé à enfouir 30 % des lignes à haute tension (63 000 V et 90 000 V) créées ou renouvelées.

Outre les zones urbanisées ou d'habitat regroupé, RTE recourt désormais à l'enfouissement de manière privilégiée dans les zones considérées comme prioritaires<sup>7</sup> et aux abords immédiats des postes sources.

Pour les ouvrages 225 000 V, l'enfouissement est onéreux mais techniquement réalisable. RTE utilise cette technologie de manière préférentielle dans les unités urbaines de plus de 50 000 habitants (au sens de l'INSEE) pour les projets à réaliser en dehors des tracés existants et des couloirs de lignes et pour ceux, situés à l'intérieur de ces derniers, qui conduiraient à un accroissement significatif des impacts. En revanche, pour les lignes à 400 000 V, l'enfouissement est techniquement difficile pour de longues distances où la solution aérienne reste la seule adaptée, malgré toutes les oppositions qu'elle peut susciter.

Pour lever les réticences qui accompagnent le développement des ouvrages, il va falloir encore améliorer la concertation entre le gestionnaire du réseau et les élus, les associations, les riverains, afin de les convaincre que les ouvrages projetés sont indispensables à l'alimentation en électricité de leurs concitoyens.

Il ne suffit plus, de nos jours, d'avoir de bonnes raisons : il n'est de bon projet qu'un projet accepté. À l'expertise technique l'entreprise de réseau doit désormais ajouter une bonne dose d'écoute, de communication... et d'imagination! ●

1. Chapitre extrait des *Réseaux électriques au cœur de la civilisation industrielle*, Timée-Éditions, Paris, 2007, avec leur aimable autorisation.

2. Enquête effectuée par l'institut LH2 du 30 mars au 8 avril 2006 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, de 1 018 riverains, de 490 élus et de 84 agriculteurs.

3. Emblématique de cette mutation, Isséane, le futur centre de tri et de valorisation énergétique des déchets ménagers d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), enfoui à 31 m sous terre et doté d'un dispositif rendant invisible la vapeur d'eau s'échappant de ses cheminées.

4. Cf. la réaction de Christian Estrosi, ministre délégué à l'Aménagement du territoire, après l'annulation par le Conseil d'État, le 10 juillet 2006, de la déclaration d'utilité publique relative au projet de ligne reliant Boute à Broc-Carros.

5. Au sens du Code de l'urbanisme.

6. Rapport sur « l'apport de nouvelles technologies dans l'enfouissement des lignes électriques à haute et très haute tension », enregistré n° 3477 à l'Assemblée nationale et n° 154 au Sénat.

7. Zones d'importance pour la conservation des oiseaux, zones naturelles d'intérêts écologiques, floristiques et faunistiques, zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager, sites inscrits au titre de la loi du 2 mai 1930 ainsi que les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parcs nationaux.



# CHAUFFAGE COLLECTIF : LE PARTI PRIS GÉOTHERMIQUE

DOMINIQUE BÈGLES\*

L'origine, tout part d'une amitié, d'un volcan et d'une rencontre. L'amitié est celle d'un maire précurseur en beaucoup de domaines : celui d'Orly, Gaston Viens, alors président du conseil général du Val-de-Marne, avec un jeune étudiant en médecine membre de la direction du syndicat étudiant UNEF. Le jeune homme, Henri Dangou, est originaire de Pointe-à-Pitre. Il y retournera une fois ses études achevées. Mais l'amitié restera et donnera naissance quelques années plus tard à un jumelage avec la ville d'Orly. On est alors au milieu des années 1960. Échanges et contacts vont se nouant, avec, en particulier, une meilleure compréhension mutuelle entre Guadeloupéens et Orlysiens en matière de culture et de respect des différences. Jusque-là, pas de rapport avec la géothermie. Sauf que l'éruption du volcan de la Soufrière en 1976 et les besoins de solidarité active qui en découlent mettent Orly tout naturellement au centre du dispositif d'aide. C'est alors qu'intervient la rencontre entre Gaston Viens et Haroun Tazieff. Lequel explique à la télévision la Terre et peste contre l'inutilisation de la géothermie en France, en particulier en Ile-de-France, où les conditions d'exploitation semblent réunies. Il n'en fallait pas plus au maire pour se précipiter vers ce choix avec le souci constant qui est le sien : réduire les factures des locataires des cités populaires et le coût de fonctionnement des bâtiments publics face aux lobbies pétroliers et à leurs relais au sommet de l'État accaparé par la droite. L'époque était celle du premier choc pétrolier, avec notamment une augmentation extraordinaire des charges pour les locataires. Orly et Gaston Viens vont devenir les précurseurs d'une nouvelle technologie.

Un choix toujours plus d'actualité, à l'heure du réchauffement de la planète et de l'effet de serre. Haroun Tazieff expliquait déjà le problème en ces

termes : « Une politique honnête et intelligente se devrait de diversifier au maximum les sources d'énergie, d'exploiter au maximum nos propres ressources afin de ne pas être esclave d'un approvisionnement extérieur. Là où on peut utiliser de l'eau courante, il faut l'utiliser ; là où il y a le vent, le soleil, la géothermie, il faut les utiliser. Et lorsque l'on ne peut utiliser tout cela, on emploie alors les hydrocarbures, le charbon ou l'uranium. Voilà ce qu'il faudrait faire. » Un discours que reprendra à sa façon, en 2007, sans être pour autant entendue, la candidate de la gauche à la présidentielle. Pour Gaston Viens, il était devenu évident qu'il fallait se saisir de la chance de posséder une énergie naturelle, nationale et locale. Il fera lui-même exécuter les études de faisabilité, non sans tensions avec le PCF, qui voyait dans cette décision un transfert de charges inadmissible entre les sociétés propriétaires des logements sociaux et le budget de la Ville. Non seulement il passera outre, mais il convaincra ensuite lesdites sociétés à s'engager financièrement sur l'utilisation concrète de la géothermie.

**LA GÉOTHERMIE N'EST PAS UNE ÉNERGIE NOUVELLE.** Les Romains, il y a deux mille ans, s'en servaient pour leurs bains. Plus proche de nous, on fait de l'électricité à partir de vapeur souterraine depuis le début du siècle dernier en Italie. Tous les pays qui en ont la possibilité ont cherché à la développer. À commencer par le Japon, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, ou l'URSS. En 2000, le Japon produisait plus de 50 000 mégawatts géothermiques, soit davantage que tout ce que produisait alors EDF, toutes énergies confondues. L'Islande, championne du monde en la matière, chauffée aujourd'hui en quasi-totalité par géothermie, a réalisé le premier chauffage urbain de ce type dès 1930 à Reykjavík. La France n'a pas suivi cette voie. Pis, alors que le charbon gardait un taux de rentabilité encore important, pour satisfaire des intérêts financiers et industriels, elle s'est engagée dans le tout électrique, le tout nucléaire, en réduisant à zéro ou presque la part

\* Journaliste.



### ■ GASTON VIENS : UN PRÉCURSEUR ?

L'homme est fidèle. Fidèle aux valeurs qui l'ont poussé, à quinze ans, tout juste adolescent, dans un milieu familial de maraîchers dans les Bouches-du-Rhône, à faire le choix du combat clandestin en tant que résistant FTP contre l'occupant nazi et le régime français de Vichy. Fidèle aussi à celles qu'il a rencontrées précisément à ce moment-là auprès des communistes. Cet engagement, il le paiera cher : prison dès 1943 et déportation à Buchenwald. Fidèle mais intransigeant : les convictions et l'idéal qui sont les siens ne sauraient être solubles dans l'obéissance aveugle quand son parti fait à ses yeux fausse route. Militant et habitant des cités populaires d'Orly, élu maire en 1965, Gaston Viens, à quatre-vingt-quatre ans, garde intacte cette force de caractère qu'il ne porte pas comme un drapeau ; on la devine derrière les cicatrices et les déchirures d'un parcours qui ne l'a pas vraiment épargné mais dont il ne nourrit ni remords ni amertume. Simplement le sentiment d'une honnêteté envers lui-même et l'idée que l'histoire ne lui a pas donné forcément tort. Précurseur ? Son combat pour la géothermie dans sa ville en est-il le symbole ? Il ne l'avoue pas. Mais le récit de sa vie de militant, et de ses déconvenues, parle pour lui.

des autres sources d'énergie et en causant la ruine de régions entières. La France est dans le bas du tableau des pays développés pour la production d'électricité d'origine géothermique. Si la technologie ne règle pas tout, lorsque l'on sait que les coûts du fioul, par exemple, sont directement liés aux prix à la production et surtout au taux du dollar, on comprend l'intérêt de disposer d'une production d'énergie locale qui travaille pour le long terme.

Le principe est simple : la croûte terrestre est chaude, sa température augmente progressivement avec la profondeur, soit, en moyenne, 3,3 °C tous les 100 m. En Région parisienne, la température atteint 43 °C à – 1 000 m et dépasse 70 °C à – 2 000 m. C'est cette chaleur, gratuite et immédiatement disponible, qui s'échappe à certains endroits sous forme de sources chaudes ou de geysers. Mais, le plus souvent, il faut aller la puiser dans le sol, et parfois très profondément, pour obtenir une température importante. L'eau est donc soit pompée, soit extraite avec une pression suffisante. Elle est ensuite mise en contact avec un échangeur thermique, qui permet de récupérer sa chaleur et de la transmettre vers un réseau urbain. Lequel, à partir de cet échangeur, est rempli d'une eau propre et non polluante et constitue le système de distribution proprement dit dans les logements.

**À ORLY, L'EAU A JAILLI À LA MI-SEPTEMBRE 1981.** Quelques 220 m<sup>3</sup> par heure à 74 °C, par un puits profond de 1 620 m, quand on en attendait au mieux 65 °C. Mieux encore : par chance, le puits est artésien – cela signifie que la pression est suffisamment forte à l'extraction pour ne pas avoir à utiliser de système de pompage de l'eau, fort coûteux en entretien. Deux ans plus tard, les trois mille logements de la cité « Gazier » en ont profité. Soit une économie annuelle de 2 920 tep. Un trésor qui permettra d'économiser sur le chauffage 10 % la première année et 40 % vingt ans plus tard. Ce ne devait être qu'un début – on y reviendra. Une énergie bienfaitrice pour le confort et les porte-monnaie, qui a aussi pour avantage l'absence totale de pollution : aujourd'hui, en Ile-de-France, sur 130 000 tep fournies par an, elle évite 700 000 t de production de CO<sub>2</sub>, 650 t de dioxydes d'azote, 6 600 t de dioxyde de soufre, et 150 t de poussière. Seule ombre au tableau : le sel. L'eau aspirée contient au moins 15 g de sel par litre. Pas question de le rejeter dans la nature. À Orly, on a donc imaginé de récupérer cette eau et de la réinjecter dans son milieu d'origine. Après l'échangeur thermique de l'eau de chauffage, ce n'est pas l'eau de la nappe qui passe par les tuyauteries de chauffage, car elle est trop corrosive. L'avantage est de réalimenter le réservoir que constitue la nappe d'eau souterraine. L'inconvénient est de la refroidir à terme. Et donc d'abaisser la température, et, par conséquent, la pertinence du système pour le chauffage. Un degré en moins au bout de trente ans, et un degré ensuite tous les cinq ans suivants. Autre innovation pour pallier ce risque : à partir d'une même plate-forme, à l'image des forages pétroliers en mer, la technologie dite des doublets des forages déviés a été employée. Elle consiste à creuser deux puits – l'un de production, l'autre de réinjection – verticalement sur 500 m de profondeur. Ensuite, les forages s'inclinent de 28 %, de telle manière qu'à 1 600 m de profondeur (zone aquifère des couches calcaire du Dogger, 170 millions d'années), ils sont séparés d'une distance d'au moins 1 km. Si bien que le temps de refroidissement est étendu avec l'idée que trente ans est le temps d'amortissement des investissements et que le coût d'installation éventuel d'une pompe à chaleur ne viendra pas percuter la pertinence du principe d'économie de cette production d'énergie.

Si l'eau a jailli en 1981, elle le fera aussi trois ans plus tard avec le creusement d'un second forage sur le même principe et permettant aux deux tiers de la population d'en bénéficier. De plus, un dispositif met en liaison automatique les deux systèmes, l'un utilisant le charbon, et l'autre le fioul pour réchauffer en appoint l'eau puisée en cas d'événements climatiques



provoquant des températures extérieures exceptionnellement basses. Aujourd'hui, Orly est désormais équipé de trois sites complémentaires. Le réseau de chaleur assure la production et la distribution d'environ huit mille cinq cents logements et s'étend sur deux zones géographiques principales : la zone « Gazier » avec les quartiers « Aviateurs » et « Navigateurs », et celle de la Pierre-au-Prêtre et du Nouvelet. Sans nuisances sonores, sans transport coûteux, et créatrice d'emploi local, la géothermie a un autre avan-

tage, en plus de tous les autres : elle n'est pas subordonnée aux variations climatiques comme peuvent l'être les énergies éolienne ou solaire. Gaston Viens et Haroun Tazieff sont désormais aux yeux de l'histoire les deux pères spirituels de la géothermie en Val-de-Marne, Orly pouvant se féliciter d'enregistrer 75 % de pollution par combustion en moins par rapport aux villes franciliennes. Le second avait félicité le premier, en avouant, avant de signer le livre d'or de la ville : « Vous montrez la voie. » ●



# UN MARIAGE DE RAISON

JOËL ROCQ\*

## LES PRÉMICES D'UNE DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE

En 1995, sous le mandat du maire communiste Jean-Jacques Barthe, la Ville de Calais met en place la collecte sélective des déchets en quatre flux (ordures ménagères, verre, emballages fermentescibles), l'une des premières de France. Le tri sélectif qui fait alors son apparition dans la cité des Six Bourgeois est depuis bien ancré dans les esprits des Calaisiens. La même année, la municipalité calaisienne lançait une étude dans le dessein de traiter les fermentescibles par biométhanisation. Choix audacieux en matière de développement durable pour l'époque. La méthanisation allait devenir quelques années plus tard une réalité.

En 2000, le Syndicat d'élimination et de valorisation des déchets du Calais (Sevadec) est créé. Le successeur de Jean-Jacques Barthe, Jacky Hénin (PCF), devient alors président de ce syndicat qui groupe 59 communes et représente un bassin de population de près de 157 000 habitants. Le Sevadec est le fruit d'une volonté commune de trois structures intercommunales de maîtriser la valorisation des déchets, tant sur le plan des coûts que sur celui des choix techniques. Le Sevadec a pour objet de prendre en charge la valorisation matière et énergétique des déchets ménagers et assimilés collectés sur l'ensemble du Calais. Pour mener à bien une politique environnementale efficace, le Sevadec s'est doté d'infrastructures performantes qui répondent aux attentes du plan départemental d'élimination des déchets, dont l'objectif est la valorisation de plus de 50 % des déchets collectés.

Un réseau de six déchetteries couvertes (bientôt huit) offre à chaque habitant du Calais de disposer d'une déchetterie à moins de dix minutes en voiture et de déposer gratuitement dans la limite de 1 m<sup>3</sup> par semaine les déchets non collectés au porte-à-porte.

\* Titulaire d'un master d'histoire, responsable de la communication au Sevadec.

Un centre de tri des emballages ménagers, d'une capacité de 11 000 t/an, valorise les emballages issus de la collecte sélective. Ces déchets triés par des agents valoristes sont alors dirigés pour être recyclés. Un centre de transfert des ordures ménagères d'une capacité de 86 000 t/an ainsi qu'une plate-forme de groupement du verre d'une capacité de près de 8 000 t et centralisant les dépôts en provenance des colonnes d'apports volontaires et de la collecte sélective sont d'autres infrastructures performantes dans la valorisation optimale des déchets. Enfin, le dernier équipement créé, l'unité de biométhanisation, termine la longue liste d'équipements dont dispose le Sevadec pour valoriser les déchets de son territoire.

**CALAIS OSE LA BIOMÉTHANISATION...** La biométhanisation est le résultat de la fermentation anaérobie (sans oxygène en milieu concentré) de matières organiques. En décembre 2006, le maire de Calais, député européen et président du Sevadec Jacky Hénin, rappelait lors de l'inauguration que l'usine de biométhanisation implantée sur sa commune résultait de dix années d'efforts. La mise en service de cette unité de biométhanisation permettra de traiter l'ensemble des biodéchets, déchets verts, graisses et huiles alimentaires d'un bassin de vie de près de 157 000 habitants. L'enjeu de cette usine de biométhanisation résidera dans le traitement de 27 000 t/an de biodéchets, 11 000 t de déchets verts, 1 000 t/an de graisses et huiles alimentaires. Cette installation, par l'intermédiaire d'une station de cogénération, récupère et brûlera le biogaz. L'usine de Calais est la première de France à valoriser le biogaz sous forme d'électricité et de chaleur. Une part de cette électricité produite sera revendue à EDF, une autre permettra de chauffer et d'éclairer le centre de tri à proximité. L'usine permettra également de produire du compost. Indubitablement, Calais et le Calais sont à la pointe des technologies en ce qui concerne le développement durable.



**UNE PLATE-FORME HQE UNIQUE EN FRANCE** L'usine de biométhanisation de Calais se situe à proximité immédiate de la station d'épuration de la CAC (Communauté d'agglomérations du Calaisis), dont Jacky Hénin est également le président, du centre de tri et de la déchetterie Monod. Cet ensemble constitue une plate-forme HQE (haute qualité environnementale) unique en France. La conception générale de cette plate-forme respecte aussi bien l'environnement que les hommes qui y travaillent.

**LE VOLET EMPLOI** Si le Calaisis se dote des moyens nécessaires au traitement de ses déchets dans le respect de l'environnement et de la réglementation, le volet emploi reste également une priorité. En effet, à l'exception de l'unité de biométhanisation confiée à une société spécialisée Jacky Hénin ne manque pas de souligner que toutes les installations du Sevadec sont en régie directe. « Rigueur de gestion, qualité de service à la population et garantie de statut du personnel » sont également des réalités, estime le président. La soixantaine d'agents employés par le Sevadec bénéficient tous du statut de la fonction publique. Des conditions de travail de qualité sont inséparables du caractère HQE à l'intérieur des bâtiments (chauffage, éclairage, isolation).

**UNE SENSIBILISATION AU QUOTIDIEN** Outre son engagement au quotidien en faveur du développement durable, Jacky Hénin souligne l'importance de sensibiliser la population, et notamment les plus jeunes, au tri sélectif. Depuis l'ouverture du centre de tri en juin 2004, des milliers d'habitants sont venus visiter nos installations au travers de journées « Portes ouvertes » et de visites gratuites. La sensibilisation des habitants est un souci quotidien. Tous les établissements scolaires sont cordialement invités à visiter nos équipements. Afin de montrer l'importance de bien trier ses déchets et d'agir en faveur de la protection de la planète, les écoles du territoire participent au concours « Faites du tri » instauré par le service communication du syndicat. Une bande dessinée sur le fonctionnement du centre de tri HQE du Sevadec est distribuée régulièrement aux enfants. Les scolaires ne sont pas nos seuls visiteurs. Centres sociaux, associations de retraités, public handicapé, professionnels de différents secteurs, comme les sapeurs-pompiers, gardiens d'immeubles, les hôpitaux, etc., viennent visiter les installations du Sevadec. Il faut sans cesse sensibiliser le grand public à l'éco-citoyenneté. Les visites du centre de tri, des déchetteries et de l'unité de biométhanisation répondent à cette attente : trier, c'est agir pour l'avenir ! Le Sevadec se doit d'être le dernier maillon de la chaîne de sensibilisation aux bons gestes de tri, mais aussi de montrer et de mettre en avant le gros travail effectué

par les ambassadeurs du tri des trois collectivités adhérentes.

Aujourd'hui, le geste citoyen est omniprésent dans la majorité des foyers des habitants du Calaisis, et le Sevadec est fier d'associer à la démarche environnementale les notions de partenariat et de solidarité. Outre le partenariat avec différentes associations locales, notamment en ce qui concerne l'insertion professionnelle, le Sevadec organise la collecte de téléphones portables cassés, déposés dans les déchetteries par les habitants du Calaisis au profit d'une association d'aide aux enfants myopathes. ●



# L'ÉNERGIE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

TEMIR PORRAS PONCELEÓN\*

Le Venezuela contemporain est profondément marqué par sa condition de grand pays producteur et exportateur de pétrole. Rien, dans les évolutions que ce pays d'Amérique du Sud a connues depuis le début du <sup>xx</sup>e siècle, ne peut être isolé de cet élément structurant que constitue la possession de la matière première qui est au fondement du fonctionnement du capitalisme industriel contemporain. Depuis cent ans, aussi bien la genèse de l'État que la manière de faire de la politique; l'organisation des groupes sociaux comme la structure économique du pays; les objectifs de politique intérieure comme la vision de la géopolitique mondiale, tout au Venezuela a été moulé par l'influence irrésistible de cette industrie si particulière.

Percevant déjà son caractère d'arme à double tranchant, l'un des pères fondateurs de l'OPEP, le Vénézuélien Juan Pablo Pérez Alfonso, en était venu à qualifier d'« excrément du diable » ce que d'aucuns auraient plutôt eu tendance à considérer comme une bénédiction de la nature. Pérez Alfonso avait en fait compris que, pour le meilleur et pour le pire, la possession du pétrole en immenses quantités ne pouvait qu'altérer le processus de développement d'une société qui, encore dans les années 1930, possédait des traits marqués d'archaïsme pré-moderne. La modernisation à marche forcée que l'industrie pétrolière a entraînée et le chaos que cela a provoqué dans la société vénézuélienne nous ont permis de comprendre *a posteriori* que la question de l'utilisation du pétrole résidait autant dans la mise à profit de la manne que dans la domestication de sa force.

Cent ans d'extraction de l'or noir au Venezuela n'ont

pas suffi pour créer les conditions d'un développement économique et social harmonieux et durable. Durant le <sup>xx</sup>e siècle, le défi de « semer le pétrole » auquel invitait l'écrivain Arturo Uslar Pietri dès les années 1930 n'a pas été relevé par des élites qui se sont plus vite habituées à la compétition pour la captation de la rente qu'à celle pour sa transformation en moteur du progrès national. L'État, dépositaire de la rente, et donc centre d'accumulation de l'essentiel de la richesse nationale, est devenu le terrain de luttes et le lieu de compromis entre différents groupes sociaux qui réclamaient tous leur part du gâteau. Le clientélisme s'est ainsi constitué en principal biais de distribution de la richesse, et donc, en source de tout progrès social. L'État vénézuélien a dû assumer un rôle de promoteur du développement et de régulateur des rapports sociaux, sans pour autant parvenir à se renforcer du point de vue institutionnel. Jamais il ne s'est professionnalisé, la fonction publique étant toujours restée soumise aux aléas de la politique.

C'est cet État pétrolier ressemblant à un colosse aux pieds d'argile qui a dû faire face à l'un des plus fabuleux transferts de ressources que l'histoire de l'humanité ait connus : la déferlante des pétrodollars provoquée par les chocs pétroliers des années 1973 et 1981. Pour se faire une idée de l'impact qu'ont eu ces événements aussi brutaux qu'inattendus, il faudrait rappeler que les budgets dont a disposé le gouvernement vénézuélien entre 1973 et 1978 ont été supérieurs à tous les budgets cumulés de tous les gouvernements qui l'ont précédé depuis 1935 ! L'effet de boom, par ailleurs, s'est vu amplifié par la nationalisation des hydrocarbures en 1976.

Le contrecoup provoqué par la baisse des prix initiée en 1983 fut, par conséquent, tout aussi dévastateur, ses effets se trouvant aggravés par un endettement excessif auquel l'État avait eu recours en dépit de ses recettes exceptionnellement élevées. C'est que le mirage d'une richesse soudaine qui semblait alors

\* Ancien élève de l'ENA (promotion Léopold Sédar Senghor), Temir Porras Ponceleón a été vice-ministre de l'Enseignement supérieur au Venezuela (2005 – 2007). Il est aujourd'hui directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie et du commerce et enseigne à l'École vénézuélienne de planification.



inépuisable a fait croire aux Vénézuéliens que les conditions étaient réunies pour atteindre, d'un seul bond, le développement industriel. L'État s'est alors lancé dans des projets industriels et d'infrastructures pharaoniques qui ont englouti une part considérable de la manne et hypothéqué les revenus du futur. La corruption et l'incompétence ont fait le reste. Néanmoins, le contre-choc pétrolier n'a en rien modifié des habitudes politiques solidement installées. Au contraire, les groupes dominants, trop conscients que cela ne pouvait durer éternellement, ont fait de la prédation des ressources encore disponibles leur unique priorité. En outre, elles ont maintenu sous perfusion un système politique clientéliste qui dépendait de moins en moins de revenus pétroliers insuffisants et de plus en plus de l'endettement. À la fin des années 1980, le terrain était donc mûr pour l'application d'une thérapie de choc néo-libérale qui s'est violemment attaquée à l'État, tout en faisant porter l'essentiel des sacrifices aux plus démunis. Les élites et le capital transnational ont alors trouvé une excuse pour poursuivre la stratégie de spoliation des ressources nationales, mais cette fois-ci en privatisant l'essentiel de l'appareil économique du pays, y compris le secteur pétrolier. Cette tentative, qui allait se poursuivre tout au long des années 1990, ne devait finalement réussir que partiellement en raison de la récurrence et de l'ampleur des insurrections populaires et militaires qui allaient émailler cette décennie. L'émergence du leadership d'Hugo Chávez et du mouvement bolivarien, qui a débouché sur la victoire électorale de décembre 1998, a définitivement clos l'épisode néo-libéral et mis fin au processus de privatisation des hydrocarbures.

**LA DÉMOCRATISATION DE LA RENTE COMME COMBUSTIBLE DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE** Exception faite du bref épisode néo-libéral des années 1990, la règle au Venezuela a été d'assigner au pétrole le rôle de combustible du développement national. Et la révolution bolivarienne n'a pas dérogé à cette règle, plaçant la politique pétrolière au centre de ses préoccupations. Mais le parallèle avec le passé s'arrête là. Car, s'il est vrai que les revenus du pétrole ont depuis belle lurette constitué l'essentiel des ressources publiques, la politique énergétique du pays se formulait en fonction des intérêts des pays clients, et notamment du principal d'entre eux, les États-Unis. Dès lors, la priorité n'était pas de maximiser les revenus pour l'État, mais d'assurer l'approvisionnement continu et au meilleur prix possible des ressources énergétiques dont les États-Unis avaient besoin. Il suffit pour s'en convaincre de citer l'exemple de Citgo, l'un des principaux distributeurs d'essence des États-Unis, acheté par Pétroles du Venezuela SA (PDVSA) entre 1986 et 1990,

dans le cadre de sa politique d'internationalisation. Ce faisant, le Venezuela a acquis cinq raffineries sur le sol étasunien, destinées à recevoir le brut vénézuélien dont la production restait ainsi liée au marché américain. Ironie de l'histoire, PDVSA vendait le pétrole à prix préférentiel à sa filiale américaine qui, elle, tirait les profits du raffinage et de la distribution, sans jamais rapatrier les dividendes. Comme l'a justement souligné le président Chávez, le Venezuela a, par ce biais, longtemps subventionné le pétrole que consommait la première puissance économique mondiale!

Ensuite, cet assujettissement aux intérêts impériaux avait également une influence dans la détermination de ce qui devait être fait des ressources dégagées par l'activité pétrolière. Il en va ainsi de l'accent mis par les politiques de développement dans les grands travaux ou dans l'industrie d'extraction de matières premières, dont l'exportation traduisait une volonté de transférer la rente pétrolière en priorité à des groupes économiques nationaux et internationaux. Dans le même temps, l'urbanisation accélérée que connaissait le pays, du fait du basculement de son cœur économique de l'agriculture vers les services, n'était pas accompagnée de politiques d'éducation, de santé, ni même de logement à la hauteur des mutations à l'œuvre. Avec la crise fiscale des années 1980 et l'offensive néo-libérale des années 1990, ce fut carrément la paralysie de l'investissement social. On rappellera seulement que, avant que la révolution bolivarienne ne relance le système public national de santé avec, entre autres, la construction de milliers de centres dont plusieurs grands hôpitaux, le dernier établissement public de santé érigé au Venezuela datait des années 1970. Autre chiffre révélateur, il y avait en 1998 autant d'étudiants universitaires qu'en 1978, alors qu'entre-temps la population vénézuélienne avait quasi doublé.

En ce sens, la révolution bolivarienne a réussi ce qu'aucun autre gouvernement n'a fait, ni probablement tenté : elle a pris le contrôle, au nom de l'État en tant que garant de l'intérêt général, de l'industrie pétrolière. Puis elle l'a mise au service d'un projet politique doté d'une large assise populaire, consistant à créer les conditions d'un développement socialement juste et durable.

En effet, l'État vénézuélien a trouvé des marges de manœuvre pour mettre en place un projet national de développement ambitieux et socialement juste, à partir du moment où il a pris le contrôle de l'industrie pétrolière. Bien que celle-ci ait été nationalisée dans les années 1970, ce n'est qu'à l'issue du conflit provoqué par le sabotage de l'industrie pétrolière par ses propres cadres en décembre 2002 et janvier 2003, que



l'État vénézuélien en a réellement saisi les rênes. Le *lock out* instigué par le gouvernement américain a privé le pays de ses revenus pétroliers pendant plus de soixante jours, provoquant un cataclysme économique qui a vu le PIB chuter à un rythme de 29 % annuels au premier trimestre de 2003. En dépit de cela, l'armée et le peuple ont soutenu le bras de fer dans lequel s'était engagé le gouvernement, et épaulé sa décision de limoger les près de vingt mille cadres et employés administratifs, sur quarante mille employés au total, qui avaient pris part au sabotage. Dès lors, cette industrie remise en état de marche par ses ouvriers et ses retraités a connu une profonde mutation, qui a transformé cet ancien temple de la technocratie en symbole du pouvoir populaire. La stratégie d'internationalisation a été abandonnée, et toute la force de frappe économique a été pointée vers le marché intérieur. Cette réorientation ainsi que la montée en puissance de l'investissement social et le déploiement d'une politique macro-économique libérée des dogmes de l'orthodoxie ont composé un cocktail surpuissant qui a fait de l'économie vénézuélienne, depuis l'année 2004, la seule au monde capable de rivaliser avec la Chine par son rythme de croissance.

À la suite du sabotage économique de 2002-2003, le gouvernement a instauré un contrôle de change éliminant la libre convertibilité de la monnaie, réformé la loi pour supprimer l'indépendance de la Banque centrale et entrepris une politique d'expansion du marché intérieur en encourageant l'augmentation du pouvoir d'achat. Le salaire minimum, régulièrement et substantiellement augmenté, frôle aujourd'hui les 300 dollars par mois, ce qui en fait le plus élevé d'Amérique latine. Parallèlement, la dépense sociale a explosé, à la fois par l'investissement en infrastructures éducatives ou de santé, et par les transferts massifs vers les secteurs les plus fragiles de la société sous diverses formes d'allocations. Curieusement, cette politique budgétaire agressive s'est en même temps accompagnée d'une prudence calculée au niveau macro-économique. Contrairement à la tradition inaugurée par le premier choc pétrolier, le gouvernement bolivarien a relancé la dépense tout en se désendettant, au point qu'à la fin de l'année 2007 la dette extérieure ne représentera plus que 17 % du PIB. Les réserves internationales, provenant essentiellement des exportations de pétrole, sont maintenues autour de 30 milliards de dollars, ce qui garantit deux années d'importations au rythme actuel de consommation effrénée. Pour se faire une idée, il se vend aujourd'hui dans ce pays de 26 millions d'habitants 450 000 véhicules particuliers par an, dont 70 % sont importés.

En réformant la loi, l'exécutif s'est autorisé à transférer

vers un Fonds de développement national (Fonden) les « réserves excédentaires » qui abondent un fonds d'investissement à hauteur de 20 milliards de dollars annuels. Grâce à cet instrument, le Venezuela est sûrement le seul pays du Sud qui peut se payer le luxe de construire, sur fonds propres, quatre systèmes de métro, un réseau ferroviaire national, des barrages hydroélectriques, des usines thermiques, ses routes et ses ponts. Plus étonnant encore, ces fonds ont permis à l'État de procéder à la « nationalisation » de la Compagnie anonyme nationale des téléphones du Venezuela (CANTV) et de l'Électricité de Caracas (EDC) en effectuant des OPA hostiles sur des actions majoritairement détenues, respectivement, par les groupes étasuniens, Verizon Communications et AES. Ce choix de faire retourner dans le public ces deux géants économiques obéissait à la fois à un impératif stratégique de souveraineté et à une volonté politique de revenir sur des privatisations qui, au cours des années 1990, avaient lésé les droits du collectif national.

Au premier trimestre de l'année 2007, le Venezuela enregistrerait son quatorzième trimestre consécutif de croissance du PIB à un rythme moyen de 12,6 % sans que nulle part dans la presse économique internationale ce « miracle économique » soit évoqué. Il est, en revanche, plus commun de voir attribuer ces chiffres à un effet prétendument automatique des prix élevés du pétrole. Cet argument, qui tend à établir une corrélation directe entre ces deux phénomènes, ne résiste pas à la plus simple des analyses historiques. En premier lieu, on se doit de rappeler que, compte tenu de la dévaluation de la monnaie étasunienne, il faudrait qu'aujourd'hui un baril coûte autour de 100 dollars pour que son prix soit comparable à celui atteint au début des années 1980. Sans l'annuler complètement, ce constat relativise la supposée flambée actuelle des prix. Par ailleurs, un simple regard aux chiffres de croissance des pays producteurs de pétrole entre 1973 et 1983, soit la période recouvrant les deux chocs pétroliers, suffit à démontrer qu'un excédent commercial de cette nature n'est pas suffisant pour garantir la croissance. Comme l'affirme Terry Lynn Karl, « alors que l'investissement interne dans les pays exportateurs de pétrole était considérablement supérieur à celui des pays non exportateurs à revenu moyen, cette différence était à peine perceptible dans des taux de croissance très similaires. En effet, même si les taux de croissance atteignaient 5,6 % (en moyenne annuelle) dans les pays exportateurs, cette performance faisait pâle figure à côté du 9,0 % antérieur au boom, et surpassait à peine d'une marge étroite le 5,1 % de moyenne des pays non exportateurs. En fait, Gelb (1984, 26) estime que l'ensemble des taux de crois-



sance fut en moyenne inférieur de 4,1 % durant la période 1979-1981 à ce qu'ils auraient été si ces pays avaient maintenu les taux de croissance de la période 1969-1972, antérieure au boom » (Karl, Terry Lynn, *The Paradox of Plenty. Oil booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 30). On apprendra, non sans un certain étonnement, qu'alors que les prix du pétrole ont atteint leur plafond historique de tous les temps en 1982, avec un prix moyen de 33,5 dollars le baril, le Venezuela a enregistré cette année-là sa première récession du *xx*<sup>e</sup> siècle, avec une contraction du PIB de 1,1 %. Il faut se rendre à l'évidence : l'exceptionnelle croissance que connaît le Venezuela aujourd'hui n'est pas tant due à l'ampleur des revenus que ce pays obtient qu'à la façon dont ces revenus sont gérés. Et la juste distribution de la rente est au principe de cette exceptionnelle expansion.

Les choix politiques qu'a faits le gouvernement bolivarien montrent qu'une redistribution juste, donc massive, du revenu national est un puissant moteur pour la croissance. Certes, le Venezuela est un pays rentier, ce qui limite les possibilités de généraliser ces enseignements. Néanmoins, on remarquera que le secteur privé non pétrolier connaît une expansion plus rapide que le secteur pétrolier et que cette croissance est, elle aussi, due à une politique de démocratisation des mécanismes de stimulation économique comme l'accès au financement. En effet, les institutions financières de l'État prêtent aujourd'hui plus que jamais et dans des conditions très avantageuses ; elles prêtent davantage aux petits qu'aux gros et, dans tous les cas, elles exigent des entreprises qu'elles démocratisent le capital et la gestion et qu'elles assument un rôle social fort vis-à-vis de leur entourage immédiat. Bien entendu, un succès de cette ampleur qui trouve racine dans une recette aussi hétérodoxe est délibérément occulté par la presse internationale, et même escamoté par le patronat vénézuélien, qui pourtant en tire des bénéfices conséquents.

#### **L'ÉNERGIE DE L'INTÉGRATION : LA STRATÉGIE VÉNÉZUÉLIENNE POUR L'UNITÉ**

**LATINO-AMÉRICAIN** C'est en matière de politique étrangère, et notamment d'intégration régionale, que le gouvernement bolivarien du Venezuela a le plus innové quant à l'utilisation des hydrocarbures. Et cette innovation est radicale, dans la mesure où il ne s'agit pas simplement de la mise au point d'outils techniques originaux, mais d'un changement de fond en comble de la doctrine énergétique nationale. En faisant de l'espace latino-américain le lieu naturel et privilégié du déploiement du potentiel énergétique du Venezuela et en considérant que le peuple vénézuélien a l'obligation de partager ce privilège avec les autres peuples de la région, la révolution bolivarienne a déclenché une

dynamique intégrationniste sans précédent. Sans pour autant revenir sur chacune des étapes du processus d'intégration latino-américain, il faut néanmoins rappeler que, jusqu'à une date récente, celui-ci s'était limité à faciliter le libre-échange entre pays de la région. La Communauté andine (Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie), le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela), le SICA (Belize, Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica et Panamá) et la Caricom (quinze États insulaires de la Caraïbe) demeurent des marchés communs plus ou moins parachevés avec, à chaque fois, des institutions politiques faibles et éloignées des imaginaires politiques locaux. De surcroît, ces blocs régionaux encore mal consolidés doivent faire face à l'offensive commerciale des États-Unis qui, profitant de leur place de partenaire commercial dominant de la plupart de ces pays, cherchent à imposer le dogme du prétendu libre-échange comme condition d'accès à leur marché. C'est dans cette ligne d'action que, dès les années 1990, les États-Unis avaient promu l'idée d'une zone de libre-échange des Amériques s'étendant de l'Alaska à la Patagonie. Cette idée farfelue d'une « intégration » d'économies allant de la première puissance mondiale à des PMA comme Haïti a fort heureusement été enterrée au Sommet des Amériques de Mar del Plata (Argentine, novembre 2005), comme résultat du basculement politique à gauche des principaux pays du Mercosur (Venezuela, Brésil et Argentine). Mais, depuis, la stratégie de désintégration des blocs régionaux a pris la forme d'accords bilatéraux souscrits avec les principaux États clients des États-Unis dans la région. L'ouverture de négociations bilatérales par la Colombie, l'Équateur et le Pérou en 2004, en flagrante violation de la norme communautaire andine, avait provoqué la sortie du bloc de son principal membre, le Venezuela, qui a depuis rejoint le Mercosur avec, au passage, la ferme intention d'en modifier une architecture faite sur mesure pour le libre-échangisme.

Dans ce contexte, la doctrine de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA, « aube », en espagnol) promue par le gouvernement révolutionnaire du Venezuela, en est venue à constituer un pôle idéologique qui dispute aux États-Unis d'Amérique le leadership dans leur zone traditionnelle d'influence. Mais, contrairement aux aspirations des géants de la région, tels le Mexique ou le Brésil, le Venezuela ne se propose d'être ni une puissance relais de l'influence étasunienne dans la région, ni une puissance impériale de substitution au rabais. La politique étrangère vénézuélienne propose, sans doute sans y mettre toujours les formes ampoulées qui caractérisent les coteries diplo-



matiques, un projet politique clair pour le sous-continent et pour les peuples qui l'habitent : la construction d'une nation latino-américaine comme seule garantie de la souveraineté populaire face aux forces du marché globalisé. Dans une stratégie qui appelle chaque entité à devenir complémentaire de l'autre plutôt qu'à lui faire concurrence, le Venezuela a clairement mis son potentiel énergétique dans la balance, à la fois comme incitation et comme geste de bonne volonté. Avec des résultats plutôt encourageants, dans la mesure où même les gouvernements les plus soumis aux intérêts de Washington comme celui du Colombien Alvaro Uribe Vélez développent des projets énergétiques d'envergure avec Caracas, tel l'oléoduc qui doit transporter le gaz et le pétrole vénézuéliens jusqu'au Pacifique, en comblant au passage les besoins des Colombiens. Et cette stratégie n'a de limites que les contraintes qui pèsent sur les autres gouvernements de la région, parfois prisonniers du chantage de leurs oligarchies nationales, dont les intérêts sont associés à ceux des multinationales, parfois aussi simplement prisonniers des structures mentales de leurs élites, même progressistes, trop convaincues que leur destin est de rejoindre le club des sociétés avancées du Nord, comme on peut le constater dans certains cercles du pouvoir au Brésil ou au Chili.

L'ALBA, qui n'est ni un traité ni une organisation, est une stratégie fondée sur la conviction que l'intégration ne peut se faire ni sur le dos ni aux dépens des peuples, mais sur le principe que la solidarité doit régir les rapports entre pays latino-américains, dans la mesure où il ne s'agit pas tout à fait de relations internationales. L'espace latino-américain n'est plus conçu comme celui des Affaires étrangères, mais comme celui de la « Grande Patrie » et, par conséquent, il n'est pas question de faire prévaloir l'intérêt national au détriment du partenaire. Sur cette base, le Venezuela a développé un système original d'échanges très encadrés par les gouvernements, qui prend racine dans les flux générés par les besoins énergétiques.

C'est dans sa relation avec Cuba que le Venezuela a d'abord expérimenté ce système. En 2000, les deux pays ont signé un accord général de coopération qui permet à Cuba d'acheter directement le pétrole dont l'île a besoin sans être obligée d'aller sur le marché international. Cela présente l'avantage de l'obtention d'un prix intéressant agrémenté de facilités de paiement. Ensuite, ces paiements sont versés dans un fonds dont l'État vénézuélien dispose pour acheter, à sa convenance, des biens et des services cubains, le but étant de stimuler le commerce binational et, par conséquent, de dynamiser l'économie cubaine tout en satisfaisant les besoins des Vénézuéliens. Dit simple-

ment, le produit de l'échange énergétique entre le Venezuela et Cuba retourne obligatoirement à Cuba via l'achat de biens et de services. C'est sur cette base que la coopération en matière de santé et d'éducation entre les deux pays a atteint des niveaux exceptionnels, avec la présence sur le sol vénézuélien, dans les contrées les plus reculées, de plus de vingt mille médecins cubains. Ces professionnels de la santé, tout en prodiguant des soins dans des lieux où les gens n'avaient pas vu un médecin de leur vie, participent également à la formation, *in situ*, de plus de vingt-deux étudiants vénézuéliens appelés à prendre le relais. Mieux encore, Cuba étant une économie centralisée, le Venezuela profite des achats massifs d'équipements médicaux effectués par Cuba et obtient des prix défiant toute concurrence en triangulant ses achats à travers l'île.

Les bénéfices évidents de ce système de troc moderne à grande échelle ont incité des pays comme l'Uruguay ou l'Argentine à se fournir en pétrole vénézuélien, alors qu'ils n'en avaient jamais reçu un seul baril, puisqu'il était réservé prioritairement, comme on l'a vu, aux raffineries de la Louisiane ou du Texas. À l'hiver austral 2004, l'Argentine, alors en délicatesse avec les marchés financiers internationaux, a évité la coupure d'électricité et la panne de chauffage grâce à un système similaire à celui en place avec Cuba. Ce pays, pourtant proche, s'approvisionnait alors au Koweït et, pour ce faire, empruntait des capitaux à des taux d'usure étant donné sa mauvaise réputation auprès des banquiers. L'État vénézuélien a donc assumé le financement d'une opération de livraison de 250 M dollars qui serait le prélude d'une intensification exponentielle des échanges. Par ailleurs, le Venezuela a alors fait le pari d'acheter des bons de la dette argentine, des produits qu'un financier conventionnel aurait fuis comme la peste. Trois ans plus tard, l'Argentine a pu liquider ses obligations vis-à-vis du FMI et est devenue, avec le Venezuela, le seul pays de la région à connaître une croissance soutenue de près de 10 % l'an.

Des pays comme le Paraguay, la Bolivie ou le Nicaragua ont mis en place des dispositifs comparables. D'autres, comme l'Équateur, qui produit du pétrole mais n'a pas de capacités de raffinage suffisantes, raffine son brut au Venezuela à prix coûtant et évite une facture aussi salée que paradoxale. En fait, des pays producteurs comme le Mexique ou l'Équateur exportent du pétrole brut, mais importent de l'essence, beaucoup plus chère, souvent en provenance des pays du Nord où se trouvent la plupart des raffineries ! Cette absurdité prend un tournant dramatique dès lors qu'il s'agit des îles des Caraïbes, qui ne possèdent pour la plupart même pas des capacités de stockage propres.



Des îles de quelques milliers d'habitants acquièrent à prix d'or leur consommation dérisoire à des intermédiaires qui possèdent des capacités de stockage en mer. Afin de combattre cette spéculation, Pétroles du Venezuela SA (PDVSA) a constitué la société Petrocaribe, dont le but est de constituer à son tour des sociétés filiales mixtes avec les États insulaires intéressés, lesquelles assurent une livraison régulière de pétrole vénézuélien, la construction de réservoirs et même de raffineries, comme c'est le cas actuellement dans la petite île de Saint-Domingue. Par ailleurs, la réorientation de la stratégie de PDVSA a conduit à ce que les plans d'expansion vers le Nord soient abandonnés et que les capacités de raffinage et de distribution soient développées dans la région. C'est ainsi que les principaux chantiers se situent aujourd'hui au Brésil, à Cuba, en Équateur, en Uruguay et en Argentine et que, sur le territoire vénézuélien, l'accent est mis sur le développement de la pétrochimie, véritable source de valeur ajoutée.

Avec la ceinture de l'Orénoque, le Venezuela possède les plus vastes réserves de pétrole de la planète, c'est-à-dire, mathématiquement, suffisamment d'énergie pour assurer le développement harmonieux de toute l'Amérique latine pendant plus d'un siècle. Il est évident que le danger que représente le réchauffement climatique doit tempérer ce type d'affirmations. Néanmoins, la volonté légitime d'orienter cette industrie stratégique vers la satisfaction des besoins des peuples du Sud s'accompagne, dans le cas de la révolution bolivarienne, d'une mise en cause du modèle de production et de

consommation capitaliste. Le démantèlement de la stratégie impériale qui consiste à confiner les pays producteurs à un rôle d'extraction et d'exportation afin de satisfaire l'appétit de consommation des pays du Nord se produit au Venezuela comme un corollaire de l'orientation anti-impérialiste et socialiste qu'a progressivement prise la révolution bolivarienne. C'est en pariant sur une socialisation de la rente que, en effet, le gouvernement bolivarien réussit à utiliser le pétrole comme un levier du développement national, étant entendu que la construction d'un modèle de développement soutenable au sein d'une société d'abondance n'est pas le moindre défi que les Vénézuéliens auront à relever. Au-delà de la Nation, il s'agit de faire de l'énergie la colonne vertébrale d'une unité latino-américaine construite sur la base de la solidarité entre les peuples. Ce projet, qui commence à porter des fruits palpables en peu de temps, comporte une dimension subversive intolérable aux yeux des élites impérialistes étasuniennes et de leurs associés locaux. Cette tension est au principe des tentatives de déstabilisation auxquelles on assiste dans cette région du monde, que certains considéreraient pourtant à l'abri des formes les plus grossières d'interventionnisme. Au contraire, le pouvoir qu'ont acquis les conglomérats médiatiques privés ajoute aux formes traditionnelles de sabotage la création artificielle de courants d'opinion internationaux favorables à la conservation de privilèges antagoniques avec l'idée même de démocratie. Contre cela, la seule arme efficace demeure une connaissance à laquelle nous espérons avoir contribué. ●



# LES VOIES D'UN DÉVELOPPEMENT PROPRE ET SÛR

QI JIANHUA\*

## ORIGINE DU PROBLÈME DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES EN CHINE

Depuis l'ouverture et la réforme, l'économie chinoise a connu des succès, avec une croissance annuelle du produit intérieur brut de 9,6 % et de 11 % par habitant. Avec un PIB total en 2006 de 20,94 billions de dollars, elle occupe la quatrième place mondiale. Son solde commercial, avec un montant de 1,7 billion de dollars, occupe la troisième place. Cependant, le revenu moyen par habitant en Chine est de 1714 dollars, la situant au cent dixième rang mondial (2005). La croissance économique a contribué à la croissance annuelle de la consommation de l'énergie primaire (pétrole, charbon, paille...) qui a augmenté de 5,16 %, mais l'auto-alimentation se maintient jusqu'en 2006 à un taux de couverture de plus de 90 %. Ce niveau est de 20 % supérieur à celui des pays de l'OCDE, de plus de 30 % supérieur à celui des États-Unis<sup>1</sup>. Bien que la Chine reste un pays en voie de développement rencontrant de multiples problèmes énergétiques, tels que la demande croissante de l'énergie et la capacité de l'offre domestique, la consommation et la protection de l'environnement écologique, elle prend conscience de l'importance d'un développement durable fondé sur les moyens scientifiques et technologiques, sur la responsabilité internationale.

### ● Situation actuelle de la consommation et de la production de l'énergie en

**Chine** En 2004, la consommation globale de l'énergie primaire est de 1,97 milliard de tonnes équivalent charbon, soit une augmentation de 15,2 % par rapport à l'année précédente. La consommation du charbon y représente 1,87 milliard de t, le pétrole, 0,29 milliard de t, le gaz, 41,5 milliards de m<sup>3</sup>. La production globale a atteint 1,846 milliard de tonnes équivalent charbon, soit une augmentation de 15,2 %, 1,956 milliard de t pour le charbon, 0,175 milliard de t pour le pétrole et 40,8 milliards pour le gaz naturel. À la fin

de 2004, avec une capacité globale de production d'électricité de 0,44 milliard de kW et un volume de production de 0,219 milliard de kW, la Chine s'est placée à la deuxième place mondiale.

Il est à noter que la Chine est un pays à fort potentiel démographique. En 2004, en Chine, la consommation de l'énergie par habitant s'élève à 1,08 t, ce qui représente 66 % du niveau mondial, soit 1,63 t par habitant. C'est 13,4 % du niveau américain (8,02 t) et 28,1 % du niveau japonais. Actuellement, la capacité des installations d'électricité par habitant est de 0,3 kW/hab., soit un dixième du niveau américain (3 kW/hab.).

La Chine est aussi un pays en voie de développement. Dans la répartition structurelle de l'énergie en 2004, le charbon occupe 67,7 % de la production, le pétrole 22,7 %, le gaz naturel 2,6 %, l'électricité hydraulique 7,0 %. Dans la production totale des énergies primaires, le charbon occupe 75,6 %, le pétrole 13,5 %, le gaz 3,0 %, l'électricité hydraulique 7,9 %. En 2005, le volume global de l'énergie primaire est de 2,06 milliards équivalent charbon et la consommation globale en est de 2,25 milliards. Ils représentent respectivement 13,7 % et 14,8 % des volumes mondiaux. En 2006, la production de pétrole a atteint 0,17 milliard de t et celle du charbon 2,2 milliards. La Chine est ainsi devenue, du point de vue de la production et de la consommation énergétiques, le deuxième producteur et le troisième consommateur du monde.

Au cours du dixième plan quinquennal, la production énergétique a connu une croissance rapide qui a, dans une large mesure, neutralisé la tension entre l'offre et la demande d'énergie, et a fourni une base solide pour le onzième plan quinquennal, même sur une plus longue période.

● **Le potentiel des ressources énergétiques en Chine** Il est néanmoins utile de répéter que la consommation énergétique chinoise s'est principalement auto-alimentée et que le niveau de l'auto-alimentation atteint plus de 90 %.

\* Docteur en science politique, professeur à l'Institut de diplomatie de Chine, Pékin.



– La réserve potentielle de charbon est estimée à 1 000 milliards de t, et le charbon exploitable déjà exploré à 114,5 milliards. La production de gaz naturel connaît une croissance stable, les travaux pour le transport du gaz de l'Ouest vers l'Est sont achevés, l'exploitation du pétrole et du gaz dans les régions de l'Ouest, telles que Gelimu, Zhungeer, Erdors, a connu des progrès considérables. La capacité des installations de production d'électricité a dépassé 0,5 md de kW. La forte demande d'électricité est évidemment satisfaite<sup>2</sup>.

– De nouvelles énergies et les énergies renouvelables connaissent un rapide développement. Le potentiel d'exploitation des ressources éoliennes renouvelables est immense, pouvant alimenter une capacité de 1 milliard de kW. Actuellement, la capacité des installations de générateurs d'électricité éolienne n'est que de 1,26 million de kW, soit une exploitation de 0,13 %. La capacité des piles solaires installées atteint 70 000 kW/h et les chaudières solaires utilisés couvrent plus de 80 millions de m<sup>3</sup>, ce qui fait de la Chine le plus grand utilisateur d'énergie solaire du monde. Pourtant, les deux tiers du territoire sont couverts de soleil pendant plus de 2 200 heures par an. Chaque année, les pailles agricoles utilisables comme ressources représentent 0,15 milliard de tonnes équivalent charbon. Le volume des ressources provenant des déchets de la sylviculture représente 0,2 milliard de tonnes équivalent charbon. Le potentiel de la surface agricole consacrée aux plantes productrices d'huile et d'énergie peut satisfaire la demande de matières premières pour une production de 50 millions de tonnes équivalent charbon de carburant liquide biologique chaque année. Aujourd'hui, la production de carburant biologique, l'éthanol, en représente 1,02. Les travaux expérimentaux concernant le charbon liquéfié, l'éther alcoolisé, les oléfines à partir du charbon, etc. sont en progression constante.

– D'importantes démarches progressent à grands pas dans la construction de houillères d'envergure, par l'annexion et la transformation des moyennes et petites mines et par la fermeture et l'élimination des petites mines. La construction de grandes centrales électriques s'accélère, la politique consistant à « favoriser la grande pour réduire la petite<sup>3</sup> » s'applique de façon ferme. La transmission de l'électricité de l'Ouest vers l'Est se déroule bien, la transformation des réseaux électriques ruraux est presque achevée, et l'annexion des six grands réseaux d'électricité est renforcée.

– Les efforts consacrés à l'innovation technologique ont permis des avancés rapides dans l'équipement. L'industrie houillère possède déjà la capacité d'équiper les mines à ciel ouvert consacrées à l'exploitation des dizaines de millions de tonnes de charbon et celles en sous-sol d'une production de 10 000 t par jour. Elle a

construit une série de mines de grande dimension à un niveau mondial élevé. Les techniques chinoises s'alignent aussi sur le haut niveau international, pour l'exploration des zones complexes du pétrole et du gaz naturel, et le taux de collecte des champs de pétrole. Les travaux réussis des Trois Gorges marquent une avancée dans la technique de l'électricité hydraulique de niveau international. Des séries de centrales d'électricité thermique ont commencé la production. Elles constituent les principaux axes de réseaux de 500 et de 330 kW. Des travaux expérimentaux de 750 kW ont été effectivement mis en fonctionnement, de nouveaux travaux expérimentaux de  $\pm 800$  kW de courant direct et de 1 000 kW de courant alternatif ont été démarrés.

– La restructuration stratégique des entreprises charbonnières s'accélère, permettant une haute concentration de l'industrie houillère et une amélioration des mécanismes du marché du charbon. Dans l'industrie pétrolifère et du gaz naturel se sont formés de grands complexes englobant l'amont et l'aval et intégrant les échanges intérieurs et extérieurs. Les réformes institutionnelles dans le secteur de l'électricité ont contribué à séparer le réseau de l'entreprise d'électricité et à construire un marché.

#### ● Perspective de la consommation et de la production énergétiques en Chine

Selon le Livre blanc de l'énergie en Chine, la consommation énergétique globale se maintiendrait à un objectif de 2,7 milliards de tonnes équivalent charbon. La croissance annuelle serait de 4 %. La proportion des matières énergétiques dans la consommation globale, telles que le charbon, le pétrole, le gaz naturel, l'électricité nucléaire, l'électricité hydraulique ainsi que d'autres ressources renouvelables serait respectivement de 66,1 %, 20,5 %, 5,3 %, 0,9 %, 6,8 % et 0,4 %. Par rapport à l'année 2005, la part du charbon et du pétrole baisserait de 3,0 % et de 0,5 %. En contrepartie, celle du gaz naturel, de l'électricité nucléaire, de l'électricité hydraulique ainsi que d'autres ressources renouvelables augmenterait respectivement de 2,5 %, 0,1 %, 0,6 % et 0,3 %.

L'objectif de la production totale pour 2010 serait de 2,246 milliards de tonnes équivalent charbon, avec une croissance annuelle de 3,5 %. La part des matières énergétiques dans la production totale telles que le charbon, le pétrole, le gaz naturel, l'électricité nucléaire, l'électricité hydraulique ainsi que d'autres ressources renouvelables représenterait respectivement 74,7 %, 11,3 %, 5,0 %, 1,0 %, 7,5 % et 0,5 %. Par rapport à l'année 2005, la part du charbon et du pétrole baisserait de 1,8 % et de 1,3 %. En contrepartie, celle du gaz naturel, de l'électricité nucléaire, de l'électricité hydraulique et d'autres ressources renouvelables augmenterait respectivement de 1,8 %, de 0,1 %, de 0,8 % et de 0,4 %.



**LA CHINE FACE AUX DÉFIS ÉNERGÉTIQUES** Pour construire une société prospère, la Chine entre aujourd'hui dans une époque critique durant laquelle le développement énergétique rencontre à la fois de nouvelles opportunités et de graves défis.

● **Place de l'énergie dans l'économie et le développement en Chine** Si l'on considère le long terme et toute la planète, le problème de l'énergie est plus précisément le problème du pétrole. Le pétrole est un facteur clé dans la création de la richesse sociale. Il est aussi une marchandise capitale qui peut influencer tout le cadre de la politique internationale, l'ordre économique et les activités militaires. La sécurité du pétrole se traduit par l'approvisionnement quantitatif, à un niveau de prix suffisant pour garantir le développement durable de l'économie et de la société. En fait, l'insécurité se manifeste par l'interruption ou la pénurie soudaines de l'alimentation, la hausse brutale du prix, toutes choses qui seraient préjudiciables à l'économie d'un pays. Certes, le niveau du préjudice résulte principalement de la dépendance de l'économie par rapport au pétrole, de l'ampleur de la fluctuation des cours du pétrole et de la capacité d'adaptation. La capacité d'adaptation dépend du niveau de la réserve stratégique, du potentiel de la production, de l'énergie alternative ainsi que du mécanisme d'alerte. Or un pays socialiste et en voie de développement comme la Chine n'a pas l'intention ni la capacité de monopoliser le marché international du pétrole. Il ne peut donc s'assurer ni la quantité ni la stabilité du cours du pétrole. Pour accélérer le développement pacifique, la Chine a besoin d'expériences des pays étrangers. Cependant, quatre expériences qu'elle a vécues lui sont absolument inacceptables, comme le dit Zheng Bijian, conseiller du Forum de réformes et d'ouverture : déclencher la guerre pour piller de façon sauvage les ressources des autres pays ; faire des alliances politiques et se passionner pour exporter ses idéologies et ses valeurs ; consommer massivement les ressources non renouvelables au cours de l'industrialisation ; émigrer massivement à l'étranger et y créer des colonies pour l'expansion économique.

● **La demande croissante d'énergie et les contraintes démographiques** Si l'on considère l'histoire humaine, le niveau du développement économique est généralement proportionnel à la consommation du pétrole par habitant. Il est certain que la situation est différente dans les pays développés, dans certains pays comme les États-Unis où le taux de consommation par habitant est plus élevé que dans d'autres. Globalement, les taux de la consommation se situent entre 3 t/h et 7 t/h. La consommation moyenne de tep dans les pays de l'OCDE est de 4 t/h environ, qui est sept fois plus élevé que celle des Chinois.

Les ressources énergétiques en Chine sont assez abondantes, mais, par rapport à l'importance de la population, la répartition des ressources par habitant est relativement faible, notamment en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel. La répartition par habitant représente seulement respectivement 7,7 % et 7,1 % de la moyenne mondiale. Avec le développement de l'économie nationale et l'évolution de la structure de la consommation de la population urbaine et rurale, la consommation énergétique augmente, et les contraintes des ressources se révèlent plus importantes. Durant ces deux dernières années, la rapide croissance de l'économie nationale a stimulé la demande énergétique. De façon inégale, certaines régions ont connu des tensions énergétiques. Cette situation est à l'origine de multiples facteurs, qui sont non seulement liés à une époque caractérisée par l'industrialisation et par l'accélération de l'urbanisation du fait du développement économique, mais qui sont aussi liés au développement excessif des secteurs très consommateurs d'énergie, à une attention insuffisamment tournée vers l'économie d'énergie et au niveau technique relativement bas.

La Chine est à la fois un pays en voie de rapide développement et un pays démographiquement grand. Du point de vue de la consommation globale d'énergie, la Chine représente déjà le deuxième pays consommateur mondial. Pourtant, avec 1,3 milliard d'habitants, la moyenne des ressources par habitant est nettement inférieure à celle du monde. Si la Chine consomme l'énergie de la même manière que les pays développés, elle connaîtra un sérieux problème d'approvisionnement, car la population chinoise représente plus que l'ensemble des populations des pays développés. Bien que la consommation énergétique aux États-Unis soit dix fois plus importante qu'en Chine, sa population représente moins du quart de la population chinoise. Si les Chinois se comportaient comme les Américains, la Chine consommerait à elle seule 60 %-70 % de la totalité des énergies mondiales. Une consommation aussi importante est fondamentalement insupportable en raison de la pénurie de ressources, d'autant plus que les risques environnementaux et écologiques qu'elle entraînerait seraient inadmissibles. Il s'agit donc d'une impasse. Comme le dit Li Lanqing, ex-premier Ministre chinois, « alors que tous les pays développés ont connu, dans leur processus d'industrialisation, une consommation de quatre tonnes équivalent charbon, il est cependant absolument impossible pour la Chine de consommer 5 milliards de tonnes équivalent charbon chaque année pour promouvoir son industrialisation et réaliser sa modernisation. Le prix à payer en est trop lourd ».





● **Contradictions structurelles et conséquences écologiques**

– **Les contradictions structurelles**

Il existe en Chine de sérieux problèmes dans le mode de croissance économique et dans l'irrationalité de sa structure économique. Parmi les trois secteurs majeurs, la part du secteur secondaire est plus importante que celle du secteur tertiaire. Au sein de l'industrie même, les secteurs très consommateurs de pétrole occupent une part trop importante. La consommation industrielle du pétrole représente 70 % de la consommation nationale de l'énergie primaire. La sidérurgie, la production des matériaux de construction, l'industrie chimique, la raffinerie du pétrole et la cokerie ainsi que la production des métaux non ferreux représentent 69 % de la consommation énergétique industrielle totale. L'industrie de transformation, très consommatrice d'énergie, rencontre souvent des problèmes tels que la surproduction, une faible concentration, la multiplication des petites entreprises, le niveau technique trop rudimentaire. Tout cela accroît la consommation énergétique. En 2005, il existe en Chine 871 entreprises sidérurgiques, dont 18 possèdent une capacité productive de 5 millions de t d'acier brut, représentant seulement 46 % du volume national. À l'opposé, 4 entreprises japonaises assurent 73 % de la production nationale d'acier brut, et 5 entreprises russes s'occupent de 79 % de la production nationale. En Corée du Sud, 2 entreprises en fournissent à elles seules 82 % de la totalité. En second lieu, les ressources énergétiques en Chine sont principalement composées de charbon, de pétrole et de gaz naturel, qui sont des ressources non renouvelables, mais dont la production et la consommation représentent respectivement 92,1 % et 92,7 % de la production et de la consommation globales. L'exploitation et l'utilisation des ressources nouvelles et renouvelables sont nettement insuffisantes.

La consommation de charbon représente 60 % de la consommation totale de l'énergie en Chine, ce pourcentage étant 42 % plus élevé que le niveau mondial moyen. Cette structure de consommation énergétique et le mode de croissance économique insuffisamment élaboré entraînent des problèmes sociaux et environnementaux. Ils constituent de graves défis pour le développement économique et social durable. Une forte demande, en l'absence de toute réglementation et de toute contrainte, conduirait sans doute à payer un prix inacceptable pour l'écologie énergétique. Aujourd'hui, la libération des principales matières polluantes est déjà source de pollution pour l'environnement, représentant déjà une perte de 3 %-7 % du PIB.

– **Les contraintes écologiques**

Avec la rapide croissance économique, les contradictions se révèlent de plus en plus aiguës entre le déve-

loppement énergétique et la protection de l'environnement.

Tous les pays développés qui ont déjà réalisé l'industrialisation et la modernisation ont vécu un développement historique où une grande consommation d'énergie, une pollution élevée et un haut niveau de gaspillage ont causé un dégât énorme : moins de 15 % de la population mondiale ont consommé plus de 60 % de l'énergie et 50 % des ressources minérales de toute la planète, conduisant ainsi à de graves pollutions environnementales et à des crises écologiques. Les « huit événements de la pollution » se sont tous produits dans ces pays. La leçon à tirer en est extrêmement lourde.

Actuellement, la consommation énergétique moyenne par habitant en Chine est plus de dix fois inférieure à celle des États-Unis, de sept fois inférieure à celle des pays développés. Comment s'assurer le développement économique et éviter une consommation énergétique aussi élevée dans les pays développés ? Voilà une question critique pour le développement durable en Chine puisque, plus l'utilisation énergétique est importante, plus les problèmes de pollution environnementale liés à l'énergie sont nombreux, et plus la pression internationale et la responsabilité qui incombe à la Chine sont lourdes. Par exemple, le problème de l'effet de serre atmosphérique dû à l'échappement des fumées. Ce sont des thèmes à traiter d'urgence. Si la Chine n'arrivait pas à trouver les bonnes solutions, ces problèmes compromettraient les résultats acquis et conduiraient dans le futur à un développement non durable.

Le problème renvoie au fond au caractère non rationnel de l'économie nationale, selon le ministre de l'Industrie du Centre de recherche du développement du Conseil des affaires d'État. Car l'encouragement à un usage efficace des ressources n'est pas suffisant. Il serait même inexistant. Il manquerait autant une politique intégrant l'utilisation énergétique à la protection environnementale que des personnels et des moyens financiers. À cela s'ajoute la faiblesse de l'innovation technique. Les institutions gouvernementales n'ont donc pas suffisamment de moyens pour faire appliquer efficacement et pleinement les lois ou règlements concernant l'énergie et la protection de l'environnement. Une nette amélioration de la situation actuelle résultera de la restructuration économique et du changement du mode de production. Si la part du secteur tertiaire augmente de 1 % et que celle du secteur secondaire baisse de 1 %, la consommation énergétique par PIB/10 000 yuans (ou unité de PIB) baissera de 1 % ; et si le secteur de forte consommation baisse de 1 % et que le secteur de haute technologie augmente de 1 %, la consommation énergétique par PIB/10 000 yuans baissera de 1,3 %.



● **La perturbation du marché énergétique international et l'augmentation des risques**

Du point de vue du volume global, la Chine est déjà devenue le deuxième consommateur mondial de pétrole, et la croissance de la consommation est plus élevée que le niveau moyen de la consommation mondiale. La Chine connaît depuis ces dernières années une dépendance de plus en plus importante de l'importation du pétrole<sup>4</sup>, alors que le prix du pétrole a connu des perturbations et une hausse sans cesse croissante. L'économie nationale chinoise est beaucoup plus sensible à la hausse du prix que les pays développés du fait que le système de réserve du pétrole vient seulement d'être établi; que la capacité de s'adapter à l'interruption de l'approvisionnement en pétrole est relativement faible; que des facteurs incertains se multiplient en ce qui concerne l'alimentation en gaz naturel et en électricité; enfin, que la sécurité dans la production du charbon reste encore inquiétante.

Les ressources pétrolières nationales et internationales, la situation de l'offre et de la demande internationales et la politique consacrée à la sécurité pétrolière constituent trois facteurs majeurs pour la Chine. Selon les propositions des chercheurs chinois, il faut une conception objective fondée sur la connaissance du marché international du pétrole et des particularités géopolitiques du pétrole, et, en même temps, des mesures synchroniques pour garantir la sécurité dans l'approvisionnement en pétrole. Premièrement, appliquer sans relâche la stratégie du développement durable, accorder la priorité à l'élévation de l'efficacité énergétique. Deuxièmement, accélérer l'exploration et l'exploitation des ressources à l'intérieur du pays et favoriser le développement technique; s'intégrer dans le cadre de la coopération internationale et faire du marché international le moyen principal de la satisfaction de la demande intérieure en participant aux transactions à terme et en espèces; instaurer et perfectionner les institutions de réserve du pétrole et le système d'alerte.

Dans le cadre de cette politique d'exploration, le ministre de la Science et de la Technologie de Chine vient d'annoncer la découverte récente d'un gisement de pétrole à Nanbao dans la baie de Bohai, dont la réserve est estimée à plus de 1 milliard de t. L'entretien de la sécurité énergétique représente néanmoins une tâche délicate et difficile<sup>5</sup>.

● **La faible efficacité énergétique : économiser l'énergie et en réduire la consommation restent une tâche lourde**

En ce qui concerne l'efficacité énergétique, l'écart de la Chine par rapport à un niveau international élevé est encore grand. Certes, le plan quinquennal a fixé l'objectif de réduire la consommation énergétique de 20 % par unité de PIB (PIB/10000 yuans) en 2010. Cette potentialité existe du fait de la restructuration des secteurs industriels, des

efforts pour améliorer les techniques et la gestion. Pourtant, la Chine se trouve à une époque où l'industrialisation et l'urbanisation se développent rapidement. Des secteurs très consommateurs d'énergie occuperont encore une part importante dans la croissance économique. Alors changer le mode de production et de consommation d'énergie, en élever l'efficacité et en réduire la consommation constitueront une tâche longue et dure.

Comparées avec le niveau international le plus efficace, les techniques d'utilisation de l'énergie dans les principaux produits présentent de gros écarts. En 2004, la consommation de charbon/kW est de 398 grammes d'équivalent charbon, avec 67 g de plus que le niveau d'efficacité; la consommation énergétique/t d'acier est de 705 kilogrammes équivalent charbon, avec 95 kilogrammes de plus que le niveau le plus efficace; la consommation énergétique du chauffage/unité de surface est deux ou trois fois plus élevée que celle des pays développés se trouvant dans un climat correspondant; la consommation d'essence/km des poids lourds est deux fois supérieure au niveau d'efficacité. Dans l'ensemble, le taux d'utilisation énergétique représente seulement 33 % correspondant à 10 % de moins que le niveau d'efficacité. En 2003, la consommation énergétique/unité de PIB est 3,1 fois plus élevée. En 2004, le PIB chinois représente 4,4 % du PIB mondial, mais la consommation de charbon est de plus de 35 %, et celle du charbon de 7,8 %. Ces dernières années, au lieu de connaître une réduction nécessaire, cette consommation par unité de PIB a encore augmenté. Entre 2000 et 2005, l'indice d'élasticité de la consommation énergétique (vitesse de croissance de la consommation énergétique et vitesse de croissance économique) est de 1,04, ce qui représente le plus haut niveau depuis les réformes et l'ouverture.

● **D'autres défis majeurs à relever** Premièrement, dans les grandes régions rurales, le problème de l'énergie se pose encore avec acuité, la vie arriérée devant être changée. Deux principaux problèmes sont à résoudre : l'un est le bas niveau du prix sur le marché de l'énergie utilisée dans la vie courante; l'autre est l'inégalité du développement régional. L'insuffisance énergétique reste assez générale dans les campagnes de l'ouest de la Chine. Celles de l'est et du milieu ainsi que les régions arriérées ont également besoin de voir s'améliorer la situation de leur consommation énergétique. Il existe aujourd'hui en Chine plus de 10 millions d'habitants qui sont dépourvus d'équipements nécessaires à l'utilisation de l'électricité, malgré de grands efforts lancés dans les travaux de « Cun Cun Tong<sup>6</sup> ».

Deuxièmement, le retard scientifique et technologique évident rend difficile le travail d'innovation dans la



résolution du problème énergétique. Le développement scientifique et technologique est la voie fondamentale pour le résoudre. Cependant, par rapport aux pays avancés, la Chine a encore un grand fossé à combler dans le domaine des nouvelles et des hautes technologies de l'énergie.

Troisièmement, les contraintes institutionnelles sont encore présentes. Les entreprises de charbon sont taxées de lourdes charges sociales. Elles sont souvent moins compétitives. Il y a de multiples problèmes à résoudre avant d'améliorer le système du marché du pétrole brut, du pétrole raffiné et du gaz naturel. Ce qui demande l'approfondissement de multiples réformes.

**POLITIQUE DE L'ÉNERGIE EN CHINE** Le marché de l'énergie chinois est en train de vivre une évolution sans précédent offrant à la fois de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour le développement chinois, dans un monde où les économies sont si interdépendantes que la recherche de solution n'est pas une simple affaire du gouvernement chinois. En réalité, face à la nouvelle situation chinoise, les propositions nationales et internationales se multiplient déjà.

La stratégie énergétique consiste à accorder la priorité à l'économie d'énergie ; à compter sur les ressources de l'intérieur ; à favoriser un développement énergétique polyvalent ; à protéger l'environnement ; à renforcer la coopération internationale sur la base d'avantages mutuels. Elle nécessite des efforts dans la construction d'un système produisant une énergie stable, économique et propre, grâce auquel un développement constant de l'énergie pourrait soutenir le développement économique et social de manière durable en Chine.

La Chine peut s'inspirer des expériences des pays développés. Deux colloques internationaux au sujet de l'énergie ont eu lieu successivement en Chine en juin 2006<sup>7</sup> et en février 2007 avec la participation des fonctionnaires chinois, des institutions internationales et des experts et chercheurs chinois et étrangers. Un consensus s'est créé au moins au sein des décideurs chinois : pour se garantir la sécurité du pétrole, il est urgent pour la Chine de réajuster sa stratégie énergétique. Il s'agit d'un défi majeur, mais aussi d'une occasion inédite et unique. Ce réajustement stratégique sous-tendrait la réalisation d'un développement à grandes enjambées (sous forme de sauts) pour s'assurer un développement énergétique durable pour lequel une politique de coordination ainsi que des réformes dans la gestion administrative et institutionnelle seraient capitales.

● **Priorité accordée à l'économie d'énergie** Li Lanqing, ex-vice-Premier ministre, conseiller du Conseil des affaires d'État, a écrit dans un article publié sur le site électronique de l'énergie en Chine : « L'histoire et la réalité

actuelle exigent que nous partions de la réalité nationale pour ouvrir une nouvelle voie de l'industrialisation qui doit être fondée sur un faible niveau d'investissement, une faible consommation de l'énergie, une moindre pollution et une haute efficacité. Cela présuppose une transformation radicale du mode de croissance économique, un réajustement de la structure économique, des avancées techniques, des réformes approfondies des institutions et un développement dans l'économie d'énergie. Sans cela, il n'y aura pas d'autres issues possibles<sup>8</sup>. »

Utiliser l'énergie avec économie est devenu en fait une stratégie du développement national. Selon le onzième plan quinquennal, la consommation énergétique par unité de PIB doit baisser de 20 %. C'est la première fois depuis la fondation de la nouvelle Chine que la réalisation d'un objectif est fixée de façon impérative sous forme de texte juridique. La baisse de 20 % signifie que la consommation énergétique de 1,22 tonne équivalent charbon par PIB/10 000 yuans pendant le onzième plan quinquennal doit descendre à 0,98 t (conformément au prix et aux statistiques de 2005), et, conformément à l'objectif de croissance annuelle escompté de 7,5 %, le coefficient d'élasticité de la consommation énergétique serait de 0,37 %, même si la croissance effective atteint 10 %. Le coefficient d'élasticité devra être maintenu à 0,5 %.

Cette décision d'une très grande clairovoyance explique la volonté et la détermination du gouvernement chinois. Les difficultés sont cependant énormes dans la réalisation. L'an 2006 est la première année du onzième plan quinquennal. Le premier Ministre, Wen Jiabao, a reconnu, au cours de la cinquième session de la dixième Assemblée nationale du peuple, que l'objectif de l'année 2006 n'a pas été réalisé. Depuis cette année, le Premier ministre a personnellement pris en charge la tête du Petit Groupe de l'économie d'énergie du Comité central. Une mobilisation plus générale et des mesures plus effectives se sont mises en place.

Les ressources planétaires, qu'elles soient renouvelables ou non, sont limitées. Cela détermine les activités économiques et le comportement des êtres humains. Ceux-ci doivent respecter le principe de l'économie d'énergie dans toutes les activités économiques. Si l'on va à l'encontre de cette logique, on encourt à la fois des pertes économiques et des sanctions venant de la nature elle-même.

En fait, certains pays ont déjà réalisé le développement économique sans accroissement des ressources non renouvelables. Entre 1990-2005, l'Allemagne a connu une croissance globale de 25 %. En revanche, sa consommation des énergies non renouvelables a connu une baisse de 5 %. Depuis 1980, le Danemark a



réalisé en vingt-cinq ans une croissance globale de 50 %, mais sa consommation des énergies non renouvelables (transport non compris) a connu aussi une croissance nulle. La consommation énergétique/PIB connaît chaque année une baisse de 1,9 %. Parmi les composantes énergétiques, l'électricité éolienne représente 21 %. Les pratiques dans ces pays fournissent des expériences très chères aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique.

L'utilisation économique de l'énergie représente un nouveau mode de croissance économique. Si la Chine peut atteindre l'objectif de réduction de 20 % de la consommation énergétique/unité de PIB, suivant la croissance annuelle escomptée de 7,5 %, elle pourra économiser en 2010 0,62 milliard de tonnes équivalent charbon. Cette économie pourrait augmenter le PIB de 6300 milliards de yuans et éviter la pollution ainsi que le prix à payer pour l'entretien de l'environnement. Les bénéfices seront doublés. Et l'on vivra une nouvelle culture économique et sociale.

● **Compléter sur le potentiel des ressources domestiques** La Chine est un grand pays consommateur d'énergie, mais elle en est aussi un grand pays producteur. La consommation de l'énergie importée y occupe seulement une part très limitée, et la solution du problème énergétique dépend principalement du potentiel national.

Les propositions en la matière sont essentiellement les suivantes.

a) Avec les ressources énergétiques explorées, la Chine peut, dans une large mesure, compter sur les ressources domestiques tout en augmentant l'efficacité de l'utilisation des énergies primaires, tels que le charbon et le pétrole.

b) Pratiquer une politique favorisant simultanément l'économie d'énergie et le développement des nouvelles ressources (par exemple, trouver le substitut du pétrole en développant l'électricité hydraulique, nucléaire et d'autres énergies), mais économiser l'énergie est prioritaire. En réalité, depuis plus de vingt ans, la consommation de l'énergie a été doublée, mais elle a soutenu un PIB deux fois plus élevé. Cette expérience a démontré l'importance de l'économie d'énergie.

c) Augmenter la proportion des énergies non polluantes. Actuellement, le charbon représente environ 70 % des ressources énergétiques en Chine. Cependant, les énergies non polluantes comme l'énergie éolienne, l'énergie hydraulique, représentent un immense potentiel. Il faut réduire la part du charbon dans la consommation.

d) Protéger l'écologie environnementale. Mobiliser toutes sortes de moyens (administratifs, financiers, commerciaux, techniques) pour réduire l'effet négatif sur l'environnement dû à l'utilisation de l'énergie,

entretenir un développement harmonieux entre l'énergie et l'environnement.

e) Renforcer la coopération internationale. Mais cette coopération doit s'orienter vers un développement polyvalent, comprenant même le pluralisme des énergies.

● **Protéger l'environnement** Certains chiffres fournis par le site de l'énergie en Chine<sup>9</sup>, au début de la rédaction de cet article au mois d'avril 2007, sont frappants. Durant les deux sessions de l'Assemblée nationale du peuple et de la Conférence consultative politique du peuple, ont été déposées plus de deux cents propositions relatives à la protection de l'environnement et plus de cinq cents articles traitant du même sujet.

La plupart des pays développés ont connu, au cours de leur développement, notamment durant leur industrialisation, une étape de pollution, puis celle de sa gestion. La Chine ne doit pas répéter les erreurs des autres. Elle doit prêter dès maintenant une grande attention à la protection de l'environnement. D'autant plus que le nombre des Chinois ne lui permet pas de gaspiller dès le début du développement. Sinon, le prix à payer sera trop lourd.

Une stratégie énergétique à long et moyen terme consistant à entretenir un bon environnement a été formulée. Elle se traduira d'abord par un contrôle plus sévère des déchets polluants afin de garantir la qualité de l'eau et de l'air, en sanctionnant le rejet par des moyens commerciaux et financiers; ensuite, par l'augmentation du prix du rejet de ces déchets, puis, par la mise en pratique de la déduction des frais sur les moyens de protection de l'environnement, afin d'internaliser le prix payé pour la pollution environnementale et d'encourager la production d'électricité par des énergies propres et renouvelables. La concurrence par les prix doit considérer non seulement le coût financier, mais aussi le coût externe de la pollution environnementale; enfin, par l'arrêt de la pollution du transport urbain, il convient de supprimer la subvention à des productions fortement consommatrices d'énergie et de se préparer à diminuer l'effet de serre de la planète. Pour atteindre l'objectif, le rôle du gouvernement et la participation du public présentent tous des conditions préalables.

D'autres mesures de protection plus précises sont aussi citées. Par exemple, développer l'économie du recyclage. Encourager les entreprises à utiliser le charbon de qualité secondaire, les produits venant du lavage et de la transformation du charbon, le gaz des mines, l'eau des galeries, etc., développer l'industrie synthétique selon des conditions données; perfectionner la politique de groupement des industries thermo-électriques, centraliser le chauffage, éliminer progressivement les chaudières dispersées pour augmenter l'efficacité et protéger



l'environnement; établir le mécanisme de compensation sur la protection de l'environnement dans les régions houillères; standardiser les indicateurs de propreté de la production du charbon et clarifier la responsabilité des entreprises et celle du gouvernement, investir plus dans la protection et l'aménagement écologiques. Réformer le mode de régulation de l'électricité, stimuler les entreprises à utiliser les équipements de haut niveau de propreté, éliminer ou transformer les équipements de faible efficacité, de grande consommation d'énergie et à fort taux de déchets polluants.

● **D'autres mesures (d'après le onzième plan quinquennal)**

a) Développer prioritairement les techniques avancées et adaptées dans les domaines tels que l'exploration et l'exploitation des ressources: exploration à haut degré d'efficacité du charbon, exploration et exploitation dans les conditions géologiques complexes des réserves du pétrole et du gaz naturel et des réserves sous-marines; utilisation non polluante du charbon: lavage et sélection du charbon, production non polluante d'électricité, carburant en liquide extrait du charbon, chimie; centrale nucléaire: électricité nucléaire; système de transmission et de distribution d'électricité et système secondaire des réseaux d'électricité: transmission souple, transmission sous pression électrique supérieure, annexion des réseaux de courant électrique alternatif, vérification et contrôle de la qualité de l'électricité, garantie sécuritaire des réseaux électriques de grande envergure et automatisation du réglage des réseaux électriques; ressources renouvelables: pratiquer en grand et à bas prix de revient l'exploration et l'utilisation des générateurs d'électricité éolienne, de production électrique, de gazole grâce aux matières biologiques (biomasse) provenant de l'agro-sylviculture, etc., exploration et utilisation du carburant solide et de l'énergie solaire.

Poursuivre plus intensivement les recherches sur les techniques avancées, concernant principalement l'énergie hydrogène et les piles-carburants, l'électricité nucléaire, etc.

b) Renforcer la restructuration (cf. *supra*).

c) Perfectionner le système juridique. Le système juridique, base fondamentale de la nouvelle stratégie, est incompatible avec le développement actuel, puisque la plupart des lois ou règlements datent de l'époque de l'économie planifiée. Il demande donc une élaboration sérieuse. Des modifications, des perfectionnements ou des nouvelles législations doivent être mis à l'ordre du jour.

d) Élargir l'ouverture et renforcer la coopération internationale. L'objectif principal est d'introduire des techniques et des méthodes de gestion avancées, de modifier, le moment venu, le Guide de l'investissement

pour les étrangers, d'améliorer la politique de l'ouverture. Conformément au principe des avantages mutuels et de la coopération gagnant-gagnant, renforcer la coopération internationale dans le domaine énergétique afin de mieux résoudre le problème de l'énergie.

e) Établir un système d'alerte et d'adaptation aux urgences pour assurer la sécurité énergétique et accélérer la construction des réserves de pétrole, en encourageant les réserves commerciales, pour mieux faire face aux accidents dus au gigantisme des réseaux de transmission électrique et à l'interruption brutale de la fourniture de pétrole et de gaz naturel.

À la mi-avril, 8256 articles ont été consacrés à l'énergie en Chine pour le seul site de l'énergie en Chine (cf. note 9). Pour conclure cet écrit, nous citerons une phrase que Hu Jintao a prononcée à nouveau récemment: « Il faut donner à la stratégie de l'économie d'énergie une place plus importante afin de remplir nos devoirs de responsables devant le pays, le peuple et nos descendants. Nous devons persévérer effectivement dans la voie d'un développement respectueux d'un usage économique, propre, sûr et continu. » Toutes les activités économiques doivent s'organiser autour de l'impératif d'économiser l'énergie, de protéger l'environnement, de favoriser l'optimisation et l'amélioration des structures sectorielles et de réduire la consommation d'énergie ainsi que le rejet des matières polluantes. ●

1. Livre blanc.

2. Les sources des statistiques viennent du dossier du Bureau des statistiques national et des documents de l'association interprofessionnelle.

3. Cette politique a pour objectif d'éliminer des petites mines ou des centrales électriques qui gaspillent plus d'énergie, émettent plus de pollution et présentent plus de risques d'accidents, faute d'une bonne gestion ou de moyens adéquats.

4. Selon l'estimation de certains auteurs chinois, la demande de pétrole en Chine atteindrait 0,45 milliard de t en 2020; la production du pétrole à l'intérieur de la Chine assurerait seulement 0,2 milliard, c'est-à-dire que 60 % du pétrole dépendraient de l'importation.

5. Livre blanc de l'énergie de Chine 2000-2005.

6. Tout village, notamment ceux qui se trouvent dans les régions lointaines et arrières, doit être pourvu de moyens techniques pour pouvoir utiliser l'électricité.

7. Au cours de ces colloques, divers sujets ont été abordés tels que la situation énergétique en Chine, l'utilisation efficiente de l'énergie, le développement durable à grandes enjambées, le modèle du développement énergétique durable, la situation d'offre et de demande internationales, la coopération bilatérale et multilatérale, etc.

8. L'article est entièrement consacré au développement propre et économique. Selon Li Lanqing, il s'agit d'une nouvelle théorie économique, d'un nouveau mode de croissance économique, d'une nouvelle culture sociale (nouveau mode de production, nouveau mode de vie, nouvelle valeur et nouvelle philosophie), d'une responsabilité que le gouvernement doit prendre en charge, d'une nouvelle réforme qui compte sur une réforme globale du mécanisme de gestion économique et administrative, du système juridique et de la vie sociale, d'une nouvelle innovation scientifique et technologique, et ce développement propre et économique doit être garanti par la puissante loi.

9. Voir <http://www.china5e.com/>.





# POUR UNE CRITIQUE DU « CAPITALISME INFORMATIONNEL »

PIERRE MUSSO\*

L'œuvre d'Antonio Gramsci (1891-1937), notamment ses *Cahiers de prison* (*Quaderni del Carcere*) rédigés entre février 1929 et août 1935 dans les prisons de Turin et de Formia, offre de nombreux outils théoriques pour l'analyse des industries contemporaines de la communication. Pour le montrer, nous solliciterons moins les textes sur le journalisme, les revues et le métier de journaliste<sup>1</sup>, notamment le *Cahier 24*, que les écrits sur la « formation des intellectuels » (*Cahier 12*), « l'américanisme et le fordisme » (*Cahier 22*), « la question méridionale<sup>2</sup> » auxquels on ajoutera certains articles de l'*Ordine nuovo* (1919-1920). On veut montrer l'opérationnalité de ces concepts gramsciens pour esquisser une critique de la dimension symbolique de l'entreprise, en particulier des industries de la communication et de leurs dirigeants, devenus des figures emblématiques du capitalisme médiatique.

Bien avant qu'Adorno et Horkheimer ne déclarent que « le monde entier est contraint de passer dans le filtre de l'industrie culturelle<sup>3</sup> », Gramsci décelait qu'en Amérique la sphère du capital envahissait à travers la « culture de masse » la totalité de la vie, y compris l'intimité individuelle. La notion d'« industrie culturelle », source et manifestation d'une culture produite par les entreprises médiatiques, rejoint pour partie la définition gramscienne de l'« américanisme ». Ainsi la société civile, le marché, l'État, la vie individuelle sont-ils « unifiés » dans un processus généralisé de marchandisation et d'extension du modèle d'entreprise à toute la société, faisant ainsi émerger l'« entreprise-nation » caractéristique du

capitalisme nord-américain. Les réflexions du philosophe italien, contemporaines du modèle turinois de la Fiat, des grèves et des conseils d'usine des années 1920, demeurent d'un grand intérêt pour interpréter la forme nouvelle d'industrie « postfordiste » qui se développera dans les usines à rêves d'Hollywood.

Les concepts gramsciens peuvent aider à interpréter la phase actuelle (engagée depuis le milieu des années 1970) de réorganisation dite « de dérégulation » des industries de la communication. Notre hypothèse est que la déréglementation, qui a créé ou réorganisé les grands groupes multinationaux de communication, marque l'extension de l'américanisme à l'échelle planétaire, à commencer par l'Europe. Ce processus de dérégulation répondrait, un demi-siècle plus tard, à l'interrogation soulevée par Gramsci de savoir « si l'Amérique, avec le poids implacable de sa production économique (et donc de façon indirecte) contraindra ou est en train de contraindre l'Europe à bouleverser son assise économique-sociale trop arriérée<sup>4</sup> ».

On se propose, dans un premier temps, d'explicitier trois concepts gramsciens – « hégémonie d'usine », « nouvel intellectuel » et « américanisme » – qui éclaireront la production idéologique issue de l'industrie dans l'américanisme caractérisé par la centralité de l'« entreprise-nation » par rapport à l'État. Ces trois concepts combinés permettent de cerner la fonction culturelle de l'entreprise moderne, même si Gramsci, marqué par son expérience turinoise, les élabore dans le moment fordiste-tayloriste, quand naissent le management et la rationalisation de la production industrielle. Il faut donc reprendre ces concepts à l'heure de la grande entreprise postfordiste, multimédia et multinationale dont les *majors* d'Hollywood ou Microsoft sont les parangons, et au moment où ces industries de la communication jouent un rôle majeur dans le capitalisme contemporain.

Dans un deuxième temps, nous montrerons les trois modes ou stades de développement de l'hégémonie

\* Professeur de sciences de l'information et de la communication à l'université de Rennes-II, chercheur associé au Centre de recherches et d'études sur la décision administrative et politique (Crédap, université de Paris-I). Derniers ouvrages parus : *Critique des Réseaux*, PUF, Paris, 2003 ; *Berlusconi, le nouveau Prince*, Éditions de l'Aube, 2003.

d'entreprise dans l'histoire du capitalisme : l'industrialisme théorisé dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle par Saint-Simon, le fordisme critiqué par Gramsci, et enfin l'« hollywoodisme » contemporain.

Dans une troisième et dernière partie, nous utiliserons ces concepts gramsciens revisités pour analyser trois figures symboliques du « capitalisme informationnel<sup>5</sup> » des années 2000 : Jean-Marie Messier, Bill Gates et Silvio Berlusconi.

**TROIS CONCEPTS GRAMSCIENS REVISITÉS** La pensée gramscienne innove en procédant par élargissement de plusieurs concepts : celui d'État intègre l'hégémonie à la coercition, celui d'intellectuel se différencie en plusieurs formes, notamment avec la distinction entre intellectuels « traditionnels » et « organiques », celui d'industrialisme se modernise en américanisme. Nous utiliserons ces trois concepts élargis – nous proposerons même un nouvel élargissement – pour les confronter à notre objet d'analyse, le « pouvoir spirituel » des managers contemporains de la communication.

• **Les intellectuels d'entreprise** Notre point de départ est l'analyse des intellectuels dans le *Cahier 12* ; en effet, comme le remarquait Christine Buci-Glucksmann : « Pour qui pense l'hégémonie à partir de la seule référence aux intellectuels traditionnels l'analyse du « modèle américain » ne manquera pas de réserver quelques surprises<sup>6</sup>. » Déjà, dans *La Question méridionale*, Gramsci oppose les intellectuels liés à l'appareil d'État et aux partis politiques aux intellectuels managers liés aux entreprises : « Le vieux type d'intellectuels était l'élément organisateur d'une société à base essentiellement paysanne et artisanale : pour organiser l'État, pour organiser le commerce, la classe dominante produit un type particulier d'intellectuel. L'industrie a produit un nouveau type d'intellectuel, le cadre technique, le spécialiste de la science appliquée. » L'intellectuel moderne de l'entreprise fordiste est, selon Gramsci « le type technicien d'usine » : « Dans le monde moderne, l'éducation technique étroitement liée au travail industriel, même le plus primitif et le moins qualifié, doit former la base du nouveau type d'intellectuel<sup>7</sup>. » En élargissant la notion d'intellectuel au manager ou au technicien d'usine, Gramsci saisit les formes nouvelles de production de l'hégémonie à partir de l'entreprise : c'est dans l'organisation même de l'usine et du travail que se développe ce « nouvel intellectuel ». Il est organisateur, c'est-à-dire manager et expert de la rationalisation de la production, avant de devenir « organisateur de l'hégémonie » selon la formule de Christine Buci-Glucksmann<sup>8</sup>. On pourrait dire du nouveau type d'intellectuel qu'il est organisateur d'entreprise + producteur d'hégémonie. « Par intellectuel, écrit Gramsci, il faut entendre non seule-

ment ces couches sociales qu'on appelle traditionnellement intellectuels, mais en général toute la masse sociale qui exerce des fonctions d'organisation au sens large : que ce soit dans le domaine de la production, de la culture ou de l'administration publique<sup>9</sup>. » Cet intellectuel organisateur d'hégémonie, que nous appelons ordinairement un cadre, un technicien ou un ingénieur, est dans l'usine, mais une partie, l'élite dirigeante, dispose de la capacité à penser l'ensemble de la société, au-delà de l'entreprise : « Même si ce n'est pas l'ensemble des chefs d'entreprise, une élite parmi eux doit avoir une capacité d'organisateur de la société en général, dans son ensemble complexe de services, jusqu'à l'État, car il leur est nécessaire de créer les conditions les plus favorables à l'expansion de leur classe<sup>10</sup>. » On pourrait dans le langage de Saint-Simon, créateur des concepts d'intellectuel comme substantif, d'industrialisme et d'industriel, évoquer leur double pouvoir, « temporel » (organisation) et « spirituel » (hégémonie). Cet intellectuel de type nouveau a une capacité de persuasion qui s'étend bien au-delà de l'enceinte de l'entreprise (on ne peut réduire cela à une « culture d'entreprise ») : « La façon d'être de ce nouvel intellectuel ne peut plus consister dans l'éloquence... mais dans le fait qu'il se mêle activement à la vie pratique, comme constructeur, comme organisateur, persuadeur permanent<sup>11</sup>. » Cet intellectuel est à la fois organisateur, producteur d'hégémonie dans l'entreprise et « persuadeur » public ou propagandiste, maîtrisant de multiples technologies de communication et de commercialisation, comme le marketing. Tel est l'intellectuel moderne « élargi » dans les économies très développées, notamment en Amérique du Nord. Cette notion de nouvel intellectuel doit à son tour être élargie au « nouveau nouvel intellectuel » post-fordiste, producteur de services et concepteur des formes modernes de la consommation. Nous avons proposé de l'appeler un « commanager<sup>12</sup> » (néologisme contractant communication et manager), ou manager du secteur de la communication. En effet, dans l'entreprise néo-fordiste, les activités immatérielles et tertiaires ont pris le relais de l'industrie et produisent un nouveau type d'intellectuel : le *commanager* de l'entreprise de communication, spécialiste des médias, du marketing, de la publicité et de la finance, un architecte des flux et des réseaux, un manipulateur de signes et de symboles. Ces dirigeants se déclarent « missionnaires » et « visionnaires », tout autant que gestionnaires : ils se présentent comme des fabricants de « croyances », de « valeurs » et de « sens ».

Avec ces *commanagers*, il y aurait désormais trois types d'intellectuels entendus dans le sens gramscien de médiateurs et d'organisateur de l'hégémonie :





- l'« intellectuel traditionnel », lié à une économie dominée par le secteur primaire ;
- le « nouvel intellectuel », lié à la production industrielle ;
- le « nouvel intellectuel moderne », lié à l'entreprise de communication.

Gramsci territorialise même ces formes d'intellectuels. Il distinguait trois capitales en Italie correspondant manifestement à trois formes du pouvoir et à trois types d'élites : « On peut dire que l'Italie a trois capitales : Rome comme centre administratif de l'État bourgeois, Milan comme centre commercial et financier du pays (toutes les banques, tous les bureaux commerciaux et les établissements financiers sont concentrés à Milan), et enfin Turin comme centre industriel, où la production industrielle a atteint son plus haut développement<sup>13</sup>. » On peut donc repérer les trois types d'intellectuels associés à trois cités et à trois secteurs d'activité : le modèle « romain », traditionnel, lié à l'appareil d'État, le type « turinois », nouvel intellectuel lié à l'industrie fordiste, et l'archétype « milanaise », nouveau nouvel intellectuel, lié à la finance et aux services.

● **L'hégémonie d'usine** Le concept d'« hégémonie » définit la direction intellectuelle et politique de la société. À partir de 1926, Gramsci précise ce concept comme un ensemble complexe d'institutions, d'idéologies, de pratiques et d'agents, dont les intellectuels. Or, avec l'américanisme, forme la plus développée du capitalisme, « l'hégémonie prend naissance dans l'usine », ce qui signifie un double fonctionnement de l'entreprise, à l'idéologie et à l'économie. Tout se passe comme si la superstructure et la structure se co-définissaient dans un « bloc historique » américaniste. Cela signifie qu'il n'y a pas de « détermination en dernière instance » de la superstructure par la structure, mais *a minima* une interaction, voire un renversement de détermination. C'est ce point qui fut fortement contesté par Althusser pour soutenir sa thèse des « Appareils idéologiques d'État » (les fameux AIE) et reléguer l'entreprise « à sa place », c'est-à-dire dans la seule sphère de la production économique. La « superstructure » devant rester hors ou au-dessus de la « structure ».

La théorie althussérienne est demeurée, bien qu'il s'en défendît<sup>14</sup>, fonctionnaliste, l'auteur restant prisonnier de la métaphore topique des infrastructures et des superstructures. En effet, étant donné sa définition élargie des AIE à une bonne partie de la société civile (dans la mesure où il entend l'État au sens gramscien, c'est-à-dire intégrant la société civile), on peut s'interroger de savoir ce qui reste « hors » des AIE. Il considère que « ce n'est pas au niveau de l'entreprise que la

reproduction des conditions matérielles de la production peut être pensée » et « la reproduction de la force de travail se passe pour l'essentiel hors de l'entreprise<sup>15</sup> ». En creux, il semble bien qu'Althusser ne laisse « hors champ » que le lieu de production-exploitation qu'est l'entreprise. Manifestement, Althusser visait l'entreprise industrielle de type fordiste, « l'Usine » dont parlait Gramsci dans l'entre-deux guerres, et non sa forme contemporaine d'entreprise postfordiste gérant des services, des réseaux et des systèmes d'informations, ce que Bill Gates nomme « le système nerveux de l'entreprise<sup>16</sup> » contemporaine.

Méconnaissant l'entreprise, notamment sa forme moderne, Althusser survalorise le rôle de l'État (et de ses « appareils », en particulier l'école) et dévalorise symétriquement celui de l'entreprise réduite à l'usine de type fordiste, considérée pour l'essentiel comme lieu de production industrielle et d'exploitation de la force de travail. Or ce qui caractérise les trente dernières années, c'est le renforcement de la grande firme postfordiste et l'affaiblissement parallèle de l'État-nation confronté à la mondialisation et à un triple transfert de ses compétences vers le local (décentralisation), le supranational (européanisation) et les entreprises (privatisations/déréglementation). Avec cette réduction accélérée du champ étatique au profit de la grande firme sur le modèle nord-américain, l'analyse althussérienne se retrouve vite datée, contrairement à celle de Gramsci qui, ayant vécu directement les luttes dans l'entreprise fordiste de type turinois, avait constatée *in concreto* l'importance de la production « hégémonique » de la grande firme moderne. Ayant participé aux grèves d'avril 1920 à la Fiat de Turin, Gramsci a bien perçu l'importance de la production idéologique, et même « hégémonique », de la grande firme moderne, du côté tant des dirigeants d'entreprise que de l'élite ouvrière. « Le mouvement turinois d'avril 1920 fut en effet un événement grandiose, non seulement pour le prolétariat italien, mais pour le prolétariat européen, et nous pouvons le dire, pour l'histoire du prolétariat mondial » écrit-il dans l'*Ordine Nuovo*<sup>17</sup>.

Dans les *Cahiers de prison*, Gramsci y insiste : « Le monde de la production, le travail, l'utilitarisme maximum doit être à la base de toute analyse des institutions morales et intellectuelles à créer et des principes à diffuser<sup>18</sup>. » L'enjeu est pour lui à double portée, théorique et politique. Premièrement, le rôle des nouveaux intellectuels-organiseurs devient stratégique dans le capitalisme développé (le modèle nord-américain), au détriment des intellectuels traditionnels de l'appareil d'État. Ces intellectuels-managers participent à la production hégémonique et l'étendent à la société entière, y compris dans l'État libéral. Deuxièmement, l'élite de

la classe ouvrière qui a mené les grèves de 1920 à la Fiat peut devenir hégémonique – « dirigeant spirituel », dit-il – et transformer Turin en Petrograd occidental, comme il l'affirme dans l'*Ordine Nuovo* : « Le prolétariat turinois est ainsi devenu le dirigeant spirituel des masses ouvrières italiennes [...]. Tout cela explique pourquoi les masses ouvrières de toute l'Italie étaient désireuses [...] de manifester leur solidarité avec la grève générale de Turin ; les masses voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution prolétarienne en Italie<sup>19</sup>. »

● **L'américanisme et le fordisme** En Amérique, dans le capitalisme développé, la production idéologique vient de l'entreprise et de ses managers : tel est l'américanisme « à l'état naturel ». L'américanisme, c'est la rationalisation et la modernisation de l'appareil productif combinées à l'hégémonie culturelle de l'efficacité et du management, de la production et de la productivité en et pour soi. Alors que, dans l'Europe, l'hégémonie provient surtout de l'État et de ses intellectuels traditionnels de la bureaucratie d'État. Gramsci a réescompté à l'échelle planétaire, dans l'opposition entre la vieille

En Amérique, dans le capitalisme développé, la production idéologique vient de l'entreprise et de ses managers : tel est l'américanisme « à l'état naturel ».

civilisation européenne et le Nouveau Monde, la coupure persistante entre Italie du Nord industrielle et Italie du Sud latifondiaire. « L'Amérique n'a pas de grandes "traditions historiques et culturelles", mais elle n'est pas non plus grevée par cette chape de plomb : c'est une des principales raisons – plus importante que la soi-disant "richesse naturelle" – de sa formidable accumulation de capital, malgré le niveau de vie supérieur des classes populaires à celui de l'Europe. La non-existence de ces sédimentations visqueusement parasitaires laissées par les phases historiques antérieures a permis une base saine à l'industrie et spécialement au commerce [...]. Parce qu'existaient ces conditions préliminaires, déjà rationalisées par le développement historique, il a été assez facile de rationaliser la production et le travail, en combinant habilement la force (destruction du syndicalisme, avantages sociaux divers, pro-

pagande idéologique et politique très habile) et en obtenant d'appuyer toute la vie du pays sur la production. L'hégémonie naît de l'usine et n'a besoin pour s'exercer que d'une quantité minima d'intermédiaires professionnels de la politique et de l'idéologie<sup>20</sup>. »

Avec les concepts d'américanisme et de fordisme, Gramsci s'interroge en fait sur les conditions de possibilité d'un rapport direct ou immédiat (sans l'alchimie étatique) entre l'économie et le politique. Si l'idéologie peut être produite « directement » dans l'entreprise, alors la sédimentation des classes dominantes dans l'appareil d'État est effectivement superflue. L'américanisme étant pensé comme un néo-industrialisme, il est logique que Gramsci prolonge la distinction saint-simonienne entre « oisifs » et « industriels », constitutive du concept d'industrialisme. « Gramsci a su comprendre, écrit André Tosel, que la production de la société par elle-même est l'unité de la production et de l'action éthico-politique, et qu'elle a pour figures emblématiques modernes l'américanisme et le jacobinisme<sup>21</sup>. » L'Europe produit et reproduit un État médiateur entre la production et l'hégémonie (jacobinisme), alors que l'Amérique permet « à l'usine » de produire les biens matériels... et l'hégémonie, les deux à la fois (américanisme). En Amérique, politique et économie sont imbriquées sans avoir besoin du tour de passe-passe qu'opère l'État européen pour produire l'« économie politique ». Dans son fameux texte sur « Américanisme et fordisme<sup>22</sup> », Gramsci précise ainsi son concept : « L'américanisme dans sa forme la plus complète exige une condition préliminaire, dont les Américains qui ont traité de cette question ne se sont pas préoccupés, parce qu'elle existe en Amérique "naturellement" ; cette condition peut être appelée une "composante démographique rationnelle" et consiste en ce qu'il n'existe pas de classes nombreuses sans une fonction essentielle dans le monde de la production, c'est-à-dire des classes absolument parasitaires. La "tradition", la "civilisation" européenne est en revanche caractérisée par l'existence de telles classes créées par la "richesse" et la "complexité" de l'histoire passée qui a laissé un tas de sédimentations passives à travers des phénomènes de saturation et de fossilisation du personnel d'État et des intellectuels [...]. On peut ainsi dire que, plus l'histoire d'un pays est ancienne, et plus sont nombreuses et pesantes ces sédimentations de masses fainéantes et inutiles [...], de ces pensionnés de l'histoire économique<sup>23</sup>. »

C'est sur la circulation des signes, monétaires ou imagiers, que s'effectue la greffe spontanée de l'hégémonie, caractéristique de l'américanisme. Ce concept inclut une double dimension indissociable de la production postindustrielle, à la fois économique et sym-



bolique : l'entreprise produit des biens et services, mais aussi des savoirs, des propagandes, notamment par ses technologies du management.

L'américanisme de Gramsci est un concept pour penser le fordisme ou néo-industrialisme théorisé dès le début des Révolutions industrielle et française par Saint-Simon.

**TROIS MODES D'ORGANISATION ET DE PRODUCTION SYMBOLIQUE DU CAPITALISME : INDUSTRIALISME, FORDISME ET HOLLYWOODISME**

Américanisme et américanisation forment un couple qui, depuis plus d'un siècle, sert à délimiter les contours de la concurrence, voire de la confrontation de forces symboliques productrices d'images entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Deux visions issues de deux grandes révolutions : la Révolution française et la guerre d'Indépendance.

La notion d'américanisme, qui date du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, fut employée par *La Revue des Deux Mondes* le 15 novembre 1846 en se référant à l'Amérique latine. Le *Grand Dictionnaire universel* de Pierre Larousse l'applique vingt ans plus tard aux États-Unis et à leur influence : « manière qui imite celle des Américains, spécialement des États-Unis<sup>24</sup> ». Quant à l'américanisation, elle identifie un modèle de vie (de consommation, de comportement, culturel ou de pensée). Ce couple américanisme-américanisation suppose, d'une part, que les États-Unis auraient constitué une civilisation propre, distincte de celle des pays européens dont ils sont issus, et, d'autre part, que, dans une action en retour, l'Amérique anglo-saxonne tendrait à imposer sa culture sur l'Ancien Monde. L'Europe deviendrait même « génératrice d'américanité<sup>25</sup> ». Il s'agit de décrire, en quelque sorte, une boucle de rétroaction, un *feed back* idéologique transatlantique. L'image de l'Amérique serait en fait celle du futur de l'Europe, de sa modernité, l'Europe de demain, en « avance ». Réciproquement, l'Amérique servirait de miroir pour définir le « retard » de l'Europe (thème récurrent en matière technologique, par exemple avec Internet). La différence géographique s'est transformée en un décalage temporel : le même divisé en deux définirait deux moments différents. L'image de l'Amérique est celle de l'altérité ou du double de l'Europe projetée outre-Atlantique et dans le futur, au-delà de l'océan et au-delà du présent : le Nouveau Monde dressé face à l'Ancien. Dans un jeu spéculaire, l'image matricielle de l'Amérique (image productrice de toutes les autres images) est celle du double inversé de l'Europe : image contraposée, à commencer par celle de la modernité opposée à celle de l'histoire. De ce fait, l'Amérique apparaît comme un laboratoire permettant de penser et même de « voir » le futur de l'Europe déjà mis en œuvre. Cette contraposition d'images Europe/Amérique a été inaugurée dès le XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est à Saint-Simon qu'il faut attribuer la paternité de la comparaison Amérique-Europe, représentative de l'opposition industrialisme/jacobinisme.

En effet, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, le saint-simonisme propose de considérer que le système politique américain, qualifié d'« industrialisme », constitue le futur du système social européen, encore lesté par l'Ancien Régime. Cette problématique est précisément réinvestie dans les années 1930 par Antonio Gramsci pour penser la crise de l'État et la nouvelle puissance idéologique naissante, celle de l'entreprise fordiste qui se dote de sa doctrine managériale. Après-guerre, ce couple américanisme-américanisation est repris pour penser l'évolution des industries audiovisuelles productrices d'images et d'imaginaire (les « industries culturelles ») et définir un mode de management postfordiste dont l'entreprise de communication est la figure majeure, en référence au modèle hollywoodien. Dit autrement, on observe trois formes de l'affrontement autour de l'américanisme en deux siècles entre des forces « hégémoniques » (entendu au sens gramscien du terme, définissant la direction intellectuelle et politique d'une société) : l'« industrialisme » pour penser l'émergence du capitalisme industriel, le « fordisme » pour identifier la rationalisation de la production industrielle et l'« hollywoodisme » pour caractériser l'hégémonie de l'entreprise postfordiste de communication.

● **Américanisme et industrialisme** C'est à Saint-Simon qu'il faut attribuer la paternité de la comparaison Amérique-Europe, représentative de l'opposition industrialisme/jacobinisme. Comme l'a bien noté Ghita Ionescu, « le conflit historique entre Saint-Simon et les Jacobins à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle n'est que le point de départ d'une perpétuelle incompatibilité, qui s'est toujours manifestée depuis, entre l'industrialisme et le jacobinisme<sup>26</sup>. » Deux modèles s'affrontent déjà dans la pratique de Saint-Simon : guerrier contre commercial, militaire contre entrepreneurial, c'est-à-dire État contre entreprise, opposition qui deviendra plus tard, dans sa théorie politique, celle du système militaire contre le système industriel. À l'esprit militaire Saint-Simon oppose l'es-



prit d'entreprise, notamment la réalisation de grands travaux dits « d'utilité générale », comme la construction de réseaux de communication. La contradiction qu'il sent poindre oppose la guerre au commerce, l'État féodal à l'État libéral. En Amérique, il rassemble les matériaux nécessaires à l'élaboration de la théorie de l'industrialisme-américanisme, qui lui servira vingt ans plus tard de grille de lecture pour interpréter la portée de la Révolution française : « J'entrevois dès ce moment que la révolution d'Amérique signalait le commencement d'une nouvelle ère politique, que cette révolution devait nécessairement déterminer un progrès important dans la civilisation générale, et que sous peu de temps elle causerait de grands changements dans l'ordre social qui existait alors en Europe<sup>27</sup>. » Saint-Simon ramène d'Amérique une vision de la société future qui lui permet de comparer l'issue de la révolution d'Amérique dans un nouveau système social, à l'inachèvement de la Révolution française qui n'a remplacé que des hommes par des hommes : le « gouvernement des hommes » a été maintenu, empêchant l'émergence d'un nouveau système social, celui de l'« administration des choses ». Tout tient dans l'opposition entre la jeune Amérique et la vieille Europe : « Les institutions françaises étaient usées; elles n'agissaient plus comme des ressorts, comme des rouages organiques dont le jeu facilite les mouvements du corps politique; elles avaient perdu leur force, leur harmonie et leur action; elles n'existaient plus que comme une masse inerte superposée à la nation, qu'elles écrasaient comme d'un poids énorme<sup>28</sup>. » Selon Saint-Simon émerge en Amérique l'idée qu'il suffirait de gérer toute la société comme une entreprise pour la transformer profondément : « Considérer l'association nationale comme une entreprise industrielle qui a pour objet de procurer à chaque membre de la société, en proportion de sa mise, le plus d'aisance et de bien-être possible<sup>29</sup>. » Ses *Lettres à un Américain* sont la première reformulation de cet américanisme industrialiste : l'Amérique est instaurée en modèle de société. « Ce qui avait passé jusqu'à présent pour des rêves, ce qui avait été relégué dans la classe des fictions, s'est donc enfin réalisé<sup>30</sup>. » Le rêve américain, l'utopie sociale réalisée, c'est l'industrialisme qui marque la victoire de l'entreprise commerçante et économe sur l'État guerrier et dépensier. L'industrialisme-américanisme de Saint-Simon trouve sa légitimation dans cette nouvelle économie politique. L'ingénieur saint-simonien Michel Chevalier se fera le porte-parole influent et actif de cette nouvelle conception de l'économie politique auprès du second Empire, après avoir séjourné aux États-Unis, de 1833 à 1835, pour étudier les réseaux de communication. Ce sont justement les ingénieurs

et les industriels qui, les premiers, importèrent l'américanisation en Europe.

Prolongeant l'interprétation saint-simonienne de l'industrialisme, le marxisme gramscien affirme pour sa part la dualité de l'américanisation comme nouvelle économie politique de l'État libéral (industrialisme) et nouvelle production de l'hégémonie à partir de l'entreprise considérée comme une puissance idéologique, véritable fabrique du *management* (américanisme). À Rome, la traditionnelle et la catholique, Gramsci oppose une nouvelle force symbolique émergente, celle de Turin, la ville industrielle fordiste et révolutionnaire.

● **Américanisme et fordisme** Dans son célèbre article « Américanisme et fordisme » des *Quaderni*, Gramsci réinvestit à son tour l'opposition Europe/Amérique du Nord sur un terrain toujours symbolique, mais la déplace sur la production de l'hégémonie dans les rapports État/Usine entendue comme l'entreprise de type fordiste. Il affirme que l'hégémonie peut naître ailleurs que dans l'État (ou dans l'Église), c'est-à-dire dans l'entreprise, et nomme ce phénomène « américanisme », visant le fordisme et la naissance des doctrines du *management*. Pour Gramsci, l'américanisme suppose l'État libéral entendu comme État qui favorise la concentration industrielle et les monopoles<sup>31</sup>. L'« américanisme » est un « néo-industrialisme ».

L'approche gramscienne oppose l'américanisme où l'État est faible à l'État bureaucratique de type européen forgé par la « mémoire » des classes qui se sont succédé à la tête de l'appareil d'État. Ce concept gramscien permet d'éclairer et d'approfondir le concept saint-simonien d'industrialisme. En effet, l'américanisme se caractérise par une production de l'hégémonie, c'est-à-dire de la direction politique et intellectuelle d'une société à partir de l'usine ou de l'entreprise, et non de l'État. L'Amérique, où la production idéologique vient de l'entreprise et de ses managers ou intellectuels de l'industrie, est opposée à l'Europe, où elle provient de l'État et de ses intellectuels traditionnels.

L'américanisme prolonge et renouvelle la problématique de l'industrialisme saint-simonien : on peut parler de « néo-industrialisme ». L'idéologie est produite directement, sans médiation, spontanément à partir de l'entreprise, la sédimentation dans l'appareil d'État étant dès lors inutile. Alors que l'Europe produit et reproduit un État médiateur entre la production et l'hégémonie, l'Amérique permet à l'usine de produire les biens matériels... et l'hégémonie, les deux à la fois. Le concept gramscien d'américanisme inclut la double dimension indissociable de la production industrielle, à la fois économique et symbolique. L'industrialisme



lu au travers du prisme de l'« américanisme » signifie que l'entreprise produit des biens et services, mais aussi du savoir, de la conscience collective, notamment par ses technologies du management. L'industrialisme et le fordisme définissent ainsi une « économie symbolique », différente de la politique symbolique européenne. Alors que l'État a été traditionnellement en Europe « l'organe par lequel une communauté pense » selon la formule hégélienne d'Éric Weil<sup>32</sup>, l'américanisme ou l'industrialisme sont sans doute en train de s'étendre et d'imprégner la vieille Europe. Pour apprécier la portée contemporaine de cette notion, on se propose de la reprendre à l'aide du concept d'hollywoodisme, actualisation de l'américanisme-fordiste, c'est-à-dire de la production de l'hégémonie par l'entreprise postfordiste de la communication.

● **Américanisme et hollywoodisme** Pour souligner ce passage du primat de la production (fordisme) à la circulation (postfordisme), nous avons proposé de reprendre le concept d'« américanisme » pour l'actualiser en « hollywoodisme<sup>33</sup> », afin de marquer le passage de l'entreprise industrielle de type turinois des années 1920 à la grande firme contemporaine de services de communication. En effet, cette dernière a pour finalité productive de fabriquer des services et produits accompagnés de rêves et des fictions que Baudrillard nommera la valeur-signe. La notion d'hollywoodisme permet de rendre compte de la production de l'hégémonie culturelle et politique par l'*entertainment industry*. L'hollywoodisme définit une nouvelle économie symbolique qui combine l'américanisation des images et l'américanisme de leur mode de production. L'américanisme est un mode de régulation de type anglo-saxon où l'entreprise de communication joue un rôle essentiel, y compris dans la production symbolique : il produit du discours et des représentations collectives, voire de la « propagande industrielle ». L'hollywoodisme définit ainsi la prétention à produire et à reproduire l'imaginaire social sur le modèle d'Hollywood, y compris par investissement du champ politique, comme l'illustrent quelques figures symboliques de dirigeants de groupes de communication tels Bill Gates ou Silvio Berlusconi.

L'hollywoodisme est duel. Les images de l'Amérique envahissent les écrans et constituent ce que l'on peut nommer une « américanisation » des imageries, des mises en scène télévisuelles et des représentations, et, finalement, une imposition des images de l'Amérique. Mais l'américanisation est la face visible d'un autre processus plus profond, qui est celui de l'américanisme de la production symbolique. Cette face invisible et souterraine touche aux modes de régulation et de production des images, et pas seulement aux

images elles-mêmes. Il faut distinguer le résultat visible, surexposé, de l'américanisation des images et imageries, de l'américanisme hollywoodien, qui affecte l'ensemble de la production managériale postfordiste des entreprises de services et de communication. L'américanisme est un mode de régulation de type anglo-saxon où l'entreprise postfordiste de communication joue un rôle essentiel, y compris dans la production symbolique : elle produit du discours et des représentations collectives, voire de la « propagande industrielle ». L'hollywoodisme définirait ainsi la vampirisation du social sur le modèle d'Hollywood, y compris du champ politique, comme l'illustre bien le cas Berlusconi qui a importé en Europe latine le modèle audiovisuel nord-américain dans les années 1970, puis a conquis le pouvoir politique vingt ans plus tard<sup>34</sup>.

La nouvelle puissance hégémonique (hégémonie étant toujours entendue ici au sens gramscien, de direction intellectuelle et politique de la société) est la grande entreprise de services, notamment celle qui appartient au secteur de la communication, dressée face à l'État en crise. L'entreprise, productrice d'idéologie, prétend donner « sens » et « valeurs » à toute la société. Si l'on reprend la définition de l'entreprise dans une perspective néo-institutionnaliste, c'est-à-dire en la considérant comme une « institution disposant d'un pouvoir au nom d'une certaine "légitimité" » selon la formule d'O. Williamson, il s'agit de souligner l'importance de son fondement en légitimité que Jean-Pierre Le Goff appelle l'« idéologie managériale » ou Luc Boltanski et Ève Chiapello, le « néomanagement » caractéristique de ce qu'ils nomment le « nouvel esprit du capitalisme » (Gallimard, 1999). Avec l'hollywoodisme, notre hypothèse est que non seulement l'État cède à l'entreprise le rôle leader dans nos sociétés sur le terrain économique-financier par les politiques de déréglementation et de privatisation, mais surtout qu'il opère une « autoneutralisation » de son rôle symbolique, c'est-à-dire un transfert d'« hégémonie » à son double entrepreneurial. L'État en crise, ayant dilapidé son capital symbolique, céderait ainsi à la nouvelle institution de référence, l'entreprise gestionnaire de services, de flux et de réseaux, manipulatrice de signes et de symboles. L'entreprise postfordiste de services, notamment l'entreprise de communication, est caractérisée non par la centralité de la production, mais par son pilotage par l'« aval », c'est-à-dire par la distribution commerciale et le contact-client. Ce n'est plus l'entreprise de production fordiste, celle que décrit Gramsci, en visant la Fiat de Turin, pilotée par l'« amont », qui cherche un marché et une demande,

établissant son équation économique sur le rapport entre quantité produite et quantité vendue, mais l'entreprise de services qui part du désir du consommateur et des clients pour piloter son *process* de fabrication via un système d'information performant. L'entreprise du secteur de la communication et des médias est un type particulier d'entreprise postfordiste : d'une part, elle est à la pointe des innovations techniques et, d'autre part, son activité est spécifique car elle vend du service et souvent de l'imaginaire et du rêve (jeux, audiovisuel, logiciels). Elle est le plus souvent transnationale ou « globalisée » : là aussi, par son extension internationale, elle conteste à l'État son territoire, base de sa « souveraineté ».

Cette hégémonie de l'américanisme hollywoodiste dispose aussi de ses figures symboliques que sont les « hollywoodiens », c'est-à-dire les *managers* de ces sociétés transnationales, qui se substituent aux intellectuels traditionnels de l'État ou aux managers de l'industrie fordiste. Ce sont désormais les grandes firmes qui produisent la culture moderne au sens fort du terme, et pas simplement leur culture interne, dite d'entreprise. Ce transfert de la production de l'hégémonie de l'État national en crise aux entreprises transnationales en expansion est le corollaire de la « nouvelle économie » de la communication. Si l'intellectuel moderne de l'entreprise fordiste était selon Gramsci, le *type technicien d'usine*, dans l'entreprise néo-fordiste, les activités immatérielles et tertiaires ont pris le relais de l'industrie et produisent un nouveau type d'intellectuel : le *manager* de l'entreprise de communication, spécialiste des médias, du marketing, de la publicité et de la finance, un technicien des flux et des réseaux, un manipulateur de symboles. Ce type de manager de la communication et des médias relève non du champ de la production, mais bien de la sphère de la circulation des informations et des signes. Il valorise moins une logique « rationnelle » de la production et de l'entreprise qu'un système de représentations du marché et du consommateur-client, y compris de son futur.

Silvio Berlusconi, Bill Gates ou Jean-Marie Messier et les diverses figures symboliques de l'hollywoodisme se présentent comme ces nouveaux intellectuels modernes, visionnaires, fabricants de « croyances » et de « valeurs », ils produisent du « sens », du « rêve » et des « visions », multipliant les « projets ». Comme l'a écrit Alberto Abruzzese, le phénomène berlusconien qu'il assimile à une « figure d'Hollywood », est potentiellement généralisable, car « les hollywoodiens ont vaincu sur le terrain concret de la politique, ils veulent gouverner la chose publique, ils veulent être souverains sur la réalité sociale<sup>35</sup> ».

De même que l'entreprise fordiste a produit un modèle de représentation sociale et une figure du dirigeant industriel, l'« entreprise hollywoodienne » – il s'agit de l'entreprise postfordiste en général, et non d'Hollywood *stricto sensu* – produit un nouveau modèle plus puissant de manager transnational, grand communicateur visionnaire et porteur d'un projet de société, indiquant la « route du futur » comme l'écrit Bill Gates.

Le triomphe des « industries de l'imaginaire » ne se limite donc pas à une dimension économique-financière. Le transfert d'activités d'un secteur à un autre, de l'État à l'entreprise, a aussi une portée politico-symbolique : est opéré simultanément un transfert d'activités et de production culturelle, c'est-à-dire une véritable transfusion d'hégémonie de l'État vers l'entreprise. « Ainsi vivons-nous le temps où le pouvoir revendique sa propre disparition », dit bien Pierre Legendre<sup>36</sup>. L'« invisibilisation » du politique a pour corollaire la surexposition des hollywoodiens : Berlusconi parvenant même à investir le pouvoir politique, grâce à sa surexposition managériale (le *self made-man*) et télévisuelle.

#### TROIS FIGURES SYMBOLIQUES RÉINTERPRÉTÉES : MESSIER, GATES ET BERLUSCONI

Les trois concepts gramsciens que nous avons revisités – intellectuel-manager, hégémonie d'entreprise et hollywoodisme – permettent de cerner la dimension culturelle et symbolique de l'entreprise de communication dans sa confrontation à l'État, à la phase actuelle de déréglementation. Pour analyser la production de l'hégémonie culturelle dans le « capitalisme informationnel », on choisit trois figures de dirigeants propagandistes de la grande entreprise de médias : Jean-Marie Messier représentant du capitalisme d'État à la française, parti à l'assaut d'Hollywood, Bill Gates incarnant le modèle nord-américain « à l'état naturel », dirigeant-visionnaire, et Silvio Berlusconi qui a vampirisé le pouvoir politique à partir de son entreprise de médias, après avoir importé le modèle nord-américain de télévision en Europe latine. Malgré la diversité de leurs parcours et du contexte national de leur émergence, ces trois dirigeants ont en commun quatre traits caractéristiques de l'hollywoodisme.

Tous trois manipulent des signes et des mises en scène. Ils veulent dépasser le « vieux » fordisme, ils portent le rêve de l'Amérique et une utopie technologique, et contestent l'hégémonie et la régulation de l'État-nation.

1. Ce sont des dirigeants de grands groupes multimédias multinationaux, intellectuels manipulateurs de signes et de symboles grâce à leur entreprise de communication et de médias. Ces intellectuels-organisateur et persuadeurs sont des hollywoodiens en tant



qu'ils sont des spécialistes de la théâtralisation des institutions sociales.

2. Ces « nouveaux intellectuels modernes » se substituent explicitement aux figures de l'entreprise industrielle de type fordiste. Bill Gates reprend Seattle à General Motors ; Jean-Marie Messier conteste la logique industrielle de la Compagnie générale des eaux (qualifiée de « vieille dame ») au nom de la « nouvelle économie » ; Berlusconi fait triompher Milan la financière contre Turin l'industrielle, le fief des Agnelli dont la dynastie s'éteint.

3. Tous trois font référence dans leur stratégie au « rêve » américain, et à Hollywood en particulier : Bill Gates en est même une incarnation. Tous les trois sont des fabricants de discours visionnaires, notamment technologiques, qui dépassent leurs activités et prétendent penser la société présente. Ils incarnent la « révolution » de la micro-informatique, de la néo-télévision ou d'Internet et veulent imposer cette technologisation du social dans le champ politique.

4. Tous trois contestent l'hégémonie de l'État-nation, au nom de l'« autorégulation » du marché, montrant que l'hégémonie, entendue dans le sens gramscien, est davantage assurée par les managers des sociétés transnationales que par les « intellectuels traditionnels » de l'État. Tous trois ont construit leur aventure dans le cadre de la déréglementation ou en l'absence de régulation, caractéristique de l'extension à l'échelle planétaire de l'américanisme comme mode de régulation. Le triomphe de ces industriels de l'imaginaire ne se limite donc pas à une dimension économique, il s'accompagne d'un vaste dispositif symbolique de « propagandes industrielles ».

Au-delà de leurs traits communs, ces dirigeants hollywoodiens illustrent chacun à leur manière une variante nationale du capitalisme informationnel contemporain.

● **Jean-Marie Messier ou « le capitalisme jacobin »** Messier a représenté durant une très courte période (1996-2002) la tentative du « capitalisme d'État » à la française de créer des groupes dits « champions européens » de type hollywoodien dans l'industrie de la communication. Le rêve américain vaut stratégie : « D'un côté la France, de l'autre l'Amérique », résume-t-il dans un de ses ouvrages<sup>37</sup>. Énarque, inspecteur des finances, Jean-Marie Messier (J2M) est issu de l'appareil d'État libéral où il conduit des privatisations, notamment celle d'Havas, premier groupe de communication au début des années 1990, avant d'être nommé directeur général de la Générale des eaux auprès de Guy Dejouany en 1994. Cette compagnie est en pleine mutation pour bénéficier de la déréglementation de l'audiovisuel ouverte en 1982 par la loi Fillioud et

dans l'attente de celle programmée des télécommunications, qui interviendra en 1996. La dérégulation de la communication, initiée par l'Amérique, est la condition même de sa stratégie. En 1996, J2M prend la direction de la Compagnie des eaux et entame une « course folle » pour mettre fin à la « vieille » logique industrielle de la compagnie et la transformer en société de services de communication et d'environnement. Dès février 1997, il reprend Havas et sa filiale Canal Plus, pour « réunir à l'intérieur d'un seul groupe de communication toutes les compétences nécessaires à son développement, notamment international » et créer un « groupe intégré de communication de taille mondiale ». L'année suivante, il rebaptise la compagnie en « Vivendi » pour affronter ce qu'il nomme la « révolution Internet ». J2M résume ainsi sa vision : « Je crois qu'Internet peut nous aider à construire un monde meilleur<sup>38</sup>. » Début 2000, il part à l'assaut d'Hollywood, avec le rachat des Studios Universal et d'Universal Music Group et transforme Vivendi en Vivendi-Universal. Sa stratégie est guidée par le seul référent hollywoodien et apparaît même comme un simple « copié-collé » de la fusion AOL-Time Warner opérée en janvier 2000 et censée symboliser l'entrée triomphale dans la « nouvelle économie » grâce à l'intégration verticale des « contenus » et des « contenus ».

Pour légitimer sa stratégie, Messier écrit dès 1997 : « J'avais sous-estimé la rapidité de la convergence entre les industries des télécoms et celles de la communication. Il y aura bientôt un seul point d'entrée dans la maison, pour l'image, la voix, le multimédia et l'accès Internet. Cette évolution est déjà en route : dans douze à dix-huit mois, elle sera une réalité commerciale. Cette accélération m'a amené à conclure qu'il faut être capable, pour conserver les marges, de maîtriser toute la chaîne : contenu, production, diffusion et lien avec l'abonné<sup>39</sup>. » Il développe alors un discours visionnaire sur un double registre : la « convergence » multimédia et la nécessité de former des « groupes-champions » pour légitimer le discours stratégique de son groupe et l'imposer aux pouvoirs publics nationaux et européens. En effet, écrit-il, « une firme, comme un pays, a besoin de patriotisme, d'une culture<sup>40</sup> ». Cette fonction de dirigeant-persuadeur, producteur d'hégémonie au sens gramscien, devient plus forte encore après sa conquête d'Hollywood (il est alors surnommé « J6M ») : « Un patron, interroge-t-il, n'aurait-il pas le droit d'entrer dans les débats qui agitent la société et qui sont trop souvent confisqués par des porte-parole institutionnels<sup>41</sup> ? » L'enjeu explicite est d'obtenir un consensus pour que l'État libéral soutienne son groupe, et au-delà accélère le processus d'américanisation (au sens gram-



Bill Gates est parvenu à imposer le système d'exploitation Windows à 95 % des ordinateurs dans le monde, et ce en réalisant 85 % de marge – la plus forte de toute l'histoire – sur chaque produit Windows.

scien) du « vieux » capitalisme européen, notamment du modèle français « jacobiniste » défenseur de l'« exception culturelle ». Dans son ouvrage, J.-M. Messier révèle que : « Tous, de Jacques Chirac à Lionel Jospin, en passant par Laurent Fabius, ou Catherine Tasca, ministre de la Culture, se sont félicités qu'un groupe français, pour la première fois, entre dans le tiercé de tête mondial des entreprises de communication. Je sens aussi qu'ils apprécient que le drapeau tricolore soit planté en terre américaine<sup>42</sup>. » Pour légitimer sa stratégie, le commandant hollywoodien fait toujours référence à l'Amérique : il annonce ainsi de façon fracassante à la fin de 2001 la « fin de l'exception culturelle » française, deux ans à peine après avoir justifié la fusion Vivendi-Universal par son combat contre l'américanisation des programmes : « Moi, je ne veux pas que mes enfants apprennent l'histoire version Oklahoma City et c'est pour ça que la réunion des forces de Vivendi et Canal Plus, je l'espère avec d'autres partenaires français à l'avenir, sera porteur de sens », ajoutant : « Européens, mobilisez-vous si vous voulez affirmer votre identité culturelle et ne pas passer sous la domination américaine totale<sup>43</sup>. »

Au printemps 2002, le rêve américain s'est transformé en cauchemar et en un fiasco industriel et financier. Jean-Marie Messier annonçait que le « numéro deux mondial » de la communication supportait un endettement supérieur à 30 milliards d'euros et que les pertes d'exploitation s'élevaient à 14 milliards pour 2001, dues pour l'essentiel à Canal Plus et à Internet, les deux vitrines de sa stratégie. Une crise de liquidités plaçait même le groupe au bord de la faillite. Après la « conquête de l'Ouest », la « révolution Internet » et la marche triomphale à Hollywood, ce fut l'échec de l'« hollywoodisme à la française » qui se traduit depuis par le démembrement du groupe conduit par son successeur, Jean-René Fourtou.

● **Bill Gates ou le « capitalisme sans friction »** Bill Gates incarne l'hollywoodisme « à l'état naturel » avec une longue

*success story* d'entrepreneur-innovateur, conforme au récit schumpétérien... Dans les années 1975, il programme les systèmes des micro-ordinateurs et inscrit cette innovation dans un modèle économique pré-existant qui en garantit le succès, celui de l'« économie de prototype » mise au point et industrialisée par Hollywood. Il s'agit de créer une œuvre intellectuelle (ici un logiciel qui est unique) et de la vendre sur le marché le plus large possible, à savoir la planète. Ainsi Bill Gates est-il parvenu à imposer le système d'exploitation Windows à 95 % des ordinateurs dans le monde, et ce en réalisant 85 % de marge – la plus forte de toute l'histoire – sur chaque produit Windows. La règle très simple de Microsoft (qui est aussi son modèle économique) est énoncée dès les débuts de sa société : « Un micro-ordinateur sur chaque bureau et dans chaque foyer, avec des logiciels Microsoft. » Autrement dit, un standard et un monopole... En ce sens, Bill Gates est bien un hollywoodien sur le plan économique, car il étend le modèle d'Hollywood à la Silicon Valley. Fort du succès de son entreprise, Bill Gates est devenu rapidement la figure symbolique (toujours biface : modèle pour les uns et anti-modèle pour les autres) de l'économie de l'information. Il est un hollywoodien au sens plein du terme, comme manager-persuadeur dans et hors de l'entreprise Microsoft. Ainsi, se déclare-il « missionnaire » de la société de l'information à travers le monde, pour promouvoir ses produits et diffuser une vision de la société à venir. Il se dit « l'acteur majeur de cette nouvelle civilisation<sup>44</sup> » du multimédia, évoquant une « nouvelle Renaissance » dont il serait en quelque sorte le nouveau Léonard (dont il a acheté un codex...) qui est la « personne la plus stupéfiante que la Terre ait jamais portée », dit-il. Sa vision technologique de l'avenir est valorisée comme une mission, voire une religion. Ainsi répondait-il à une interview d'un magazine américain :

« – Vous sentez-vous investi d'une mission ?

– Oui, le PC est l'outil de l'ère de la communication. La mission serait un PC sur chaque bureau et dans chaque maison. Utilisant de superbes logiciels. Et les standards de logiciels pour y parvenir.

– Qu'y aurait-il de bon à ce que cela advienne ?

– C'est une question d'ordre théologique... Cet âge de la communication est une bonne chose. Il va rendre les gens plus forts et le monde plus riche. À chacun de faire son choix. Moi, je pense que c'est bien. Et pas seulement parce que j'aime le faire – selon ma religion, c'est bon<sup>45</sup> ! »

Cette religion hollywoodienne propagée sur les marchés, auprès des pouvoirs publics et des consommateurs, par le biais d'un ensemble de discours, visions, publi-





tés, images, propagandes – et surtout par un marketing très efficace – est censée faire rêver à la « société mondiale d'information et de communication ». En manager-persuadeur, Bill Gates prend volontiers la plume pour indiquer la « route du futur » et présenter une « vision pour le troisième millénaire<sup>46</sup> », afin de conseiller les dirigeants des États et des entreprises... Le manager de Microsoft se fait le propagandiste de la « révolution » technologique, celle du micro-ordinateur, puis celle d'Internet, la déréglementation, l'entreprise numérique... « La circulation de l'information est la clé du succès », proclame-t-il, plaidant pour un « capitalisme sans friction » : « Les gagnants seront ceux qui développeront un système nerveux d'entreprise à l'échelle mondiale, de telle sorte que l'information puisse circuler facilement et créer une connaissance maximale et constante<sup>47</sup>. » Sa vision du futur est définie par l'innovation technologique, puisque désormais « le capitalisme a montré qu'il était le meilleur des systèmes économiques ». Par conséquent, ses « avantages » seront « multipliés par le réseau<sup>48</sup> », c'est-à-dire par Internet qui, dit-il, « va tout changer » : « Internet crée une nouvelle manière de vivre que j'appelle le "style de vie Internet"<sup>49</sup>. » Selon Bill Gates, la route du futur est donc toute tracée par la combinaison du capitalisme et du réseau, ce que Manuel Castells a précisément nommé le « capitalisme informationnel ».

● **Silvio Berlusconi ou le « capitalisme spirituel »** Silvio Berlusconi a dit de Bill Gates qu'il est « le seul à lui faire de l'ombre ». Car le premier représente une adaptation latine de l'hollywoodisme que le second incarne à l'état naturel. Berlusconi est le seul dirigeant d'un groupe de communication à avoir franchi le Rubicon, c'est-à-dire à avoir projeté dans le champ social et politique l'hégémonie qui avait « pris naissance » dans son entreprise, la Fininvest. Cette société qu'il a construite et dirigée pendant près de trente ans avant de devenir chef du gouvernement italien à deux reprises – en 1994 et 2001 –, a été le lieu de production d'une culture managériale et d'un savoir-faire télévisuel très sophistiqués. Berlusconi a ensuite importé ces technologies de son entreprise dans le champ politique en crise : « Si je m'intéresse désormais à la vie politique, c'est parce que j'ai envie de continuer à faire mon métier de chef d'entreprise<sup>50</sup>. » Il est la figure même de l'intellectuel de type milanais, spécialiste de la circulation des signes et de l'information, spécialiste des médias, du marketing, de la publicité et de la finance. Berlusconi est pour le moment le seul commanager « organisateur-persuadeur » qui ait su combiner avec succès la direction d'un empire multimédia et une position de leader politique<sup>51</sup>. Non seulement il étend l'hégémonie d'entreprise à la

société, mais le *cavaliere* impose le modèle hollywoodien à toute la société. Dès l'origine de l'aventure berlusconienne à Milan, ce qui hantait « les grands palais de Segrate [les studios de la télévision], c'était le rêve américain importé d'Hollywood dans la périphérie de Milan<sup>52</sup> ». Berlusconi lui-même présente son parcours d'entrepreneur comme « une histoire de rêve américain, une fable moderne [...] pour former un des groupes les plus importants d'Europe ». Toute sa démarche d'entrepreneur et d'homme politique est imprégnée du référent américain. L'axe stratégique de son activité est de promouvoir dans l'Europe latine l'américanisation, le « rêve américain », l'État libéral, l'*american dream* des conservateurs américains issus du libéralisme friedmanien, les séries et films nord-américains, etc. Sa démarche peut être qualifiée d'« américanisme latin ».

Dans le discours d'investiture de son deuxième gouvernement le 21 juin 2001, devant la Chambre des députés, Berlusconi explique en quoi sa politique est « nouvelle » et défend l'« américanisme » dans une terminologie quasi gramscienne : « Les classes dirigeantes, surtout dans la vieille Europe si différente de la démocratie américaine, sont formées en grande partie de professionnels de la politique et d'hommes de partis qui ont trouvé dans la politique la façon de réaliser leur idéal, leur culture, leurs ambitions civiques et leur esprit de service [...]. Toutefois, nous avons une spécificité, à savoir que le parti de la majorité de la coalition gouvernementale et son leader sont arrivés à la politique – pas tous, sans aucun doute, mais la majorité d'entre eux – après des années d'implication dans la vie professionnelle, dans l'entreprise et dans d'autres secteurs de l'économie et de la société. » Le Premier ministre oppose frontalement les professionnels traditionnels de la politique, ceux de la « vieille Europe » (type d'« intellectuel romain ») aux politiques issus non de l'appareil d'État, mais de la société civile et surtout du monde de l'entreprise (types d'intellectuels « turinois » et surtout « milanais »). La prétention de son parti-entreprise Forza Italia et de son chef à assurer la direction intellectuelle et politique de la société illustre le rôle de l'intellectuel de type milanais, le « nouveau nouvel intellectuel » entendu dans le sens d'un dirigeant-organisateur du consentement, c'est-à-dire d'hégémonie. C'est sur ce terrain de la religion d'entreprise postfordiste que Berlusconi mène tout son combat politique, car il veut « spiritualiser le capitalisme », créer même un « capitalisme spirituel<sup>53</sup> ». Messier, Gates ou Berlusconi contribuent, chacun à leur manière, à construire à partir de leur activité de dirigeant d'entreprise l'hégémonie du « capitalisme informationnel ». Messier cherchait à « fluidifier » le

capitalisme d'État à la française dont il est un produit; Berlusconi rêve de le « spiritualiser » sur un mode catholique romain, et Bill Gates veut un capitalisme lisse et « sans frictions », sur le modèle du cyberspace. Si pour tous les trois la dérégulation est une opportunité, il faut souligner que, dans le cas européen, il s'agit pour les commanagers d'« américaniser » le capitalisme, alors que, dans le cas de Bill Gates, il s'agit de renforcer (et d'exporter) l'américanisme, pour conserver sa position de quasi-monopole planétaire sur les logiciels d'exploitation. Gramsci soulignait que la condition de possibilité de l'américanisation, c'est-à-dire l'exportation du mode de régulation nord-américain, est l'existence d'un État libéral. « L'américanisation exige un certain contexte, une certaine structure sociale ou la volonté décidée de la créer et un certain type d'État. L'État est l'État libéral<sup>54</sup>. » Si les dirigeants de la grande entreprise de communication cherchent à imposer leurs « visions », le dogme de l'efficacité, et les techniques afférentes (management, marketing, organisation en réseau, etc.) à toute la société, à commencer par l'État libéral en crise, c'est que celui-ci souffre d'une crise d'hégémonie qu'il cherche à colmater dans la rationalité technique et managériale.

Ainsi l'américanisme, actualisé en hollywoodisme, serait la face symbolique de la déréglementation, c'est-à-dire une « guerre de position » au sens gramscien, qui appelle l'État libéral à céder à l'entreprise le rôle leader dans la société contemporaine, à la fois sur le terrain économique-financier et par un transfert d'hégémonie. La déréglementation des industries est ainsi conduite sur deux fronts : celui d'une « guerre de mouvement » économique où les groupes industriels et financiers se restructurent en permanence et celui d'une « guerre de position », celle des propagandes industrielles, visant à promouvoir des fictions consensuelles telles que la « société mondiale de l'information », la « nouvelle économie » ou la multiplication des « révolutions » technologiques. L'État libéral européen en crise se voit sommé, d'une part, d'abandonner toute forme d'interventionnisme dans le secteur de la communication au nom du respect de la « concurrence », et d'autre part, de concéder une part de sa production intellectuelle à la nouvelle institution de référence, l'entreprise de communication qui prétend désormais délivrer le « sens » à la société. Car l'hégémonie est aussi, selon Gramsci, une stratégie de conquête du pouvoir : « La guerre de position en politique est le concept d'hégémonie<sup>55</sup>. »

**CONCLUSION** Pour désigner l'évacuation du politique et de la conflictualité au profit du dogme managériale d'efficacité et du consensus réunis, nous avons proposé la notion de « commanagement<sup>56</sup> ». Ce néologisme,

construit par association des termes « communication » et « management », emprunte aux critiques convergentes de la communication conduite par Lucien Sfez et à celle du dogme managériale de Pierre Legendre<sup>57</sup>. Le commanagement identifie la confusion entre le management de l'entreprise néo-fordiste de services (de communication) et l'hégémonie symbolique et politique du discours communicationnel; il occupe l'espace libéré par la critique de l'État et crée progressivement un nouvel espace symbolique prescriptif de valeurs et de croyances. La crise de la politique symbolique européenne – voire la dilapidation du capital symbolique étatique – est reprise au profit de la production symbolique de l'entreprise de communication nord-américaine. Désormais, l'hollywoodisme met en miroir Europe et Amérique comme figures de l'État-nation en crise et de l'entreprise transnationale en expansion : l'effacement du premier met la seconde en pleine lumière. Pour parvenir à contester l'hégémonie de l'État dans la société, il fallait opposer une force confondant les idéologies de la communication et du management. Le commanagement s'étend bien au-delà de la seule sphère de l'entreprise, il tend à vampiriser le politique et la société civile, comme le montre le laboratoire italien. Le commanagement serait à l'hollywoodisme ce que le management fut au fordisme : un corps de doctrine et de pratiques, une propagande industrielle de l'efficacité technologique.

Le modèle de l'intellectuel postmoderne et postfordiste est le manager qui communique, intermédiaire entre la dogmatique entrepreneuriale de l'efficacité, le marketing de la séduction et la logique consensuelle des médias. L'homme flexible de la société fluide et en réseaux.

Industrialisme, fordisme et hollywoodisme marquent autant de figures de l'intellectuel manager et d'étapes de la conquête d'hégémonie par l'entreprise sur l'État : le néo-management serait ainsi devenu la version technocratique du politique. ●

1. C'est dans le *Cahier 24* intitulé « Sur le journalisme » que Gramsci se propose d'ordonner ses réflexions sur le journalisme, issues de sa riche expérience dans ce domaine. Sources : *Quaderni 24* sur le journalisme; *Quaderni 5, 6, 7, 8, 14, 16 et 17* sur le métier de journaliste; *Quaderni 6, 7, 8, 9 et 14* sur les revues. Gramsci a été journaliste pendant dix ans avant de devenir dirigeant politique. « En dix ans de journalisme, écrit-il dans une lettre du 7 septembre 1931, j'ai écrit assez de lignes pour composer vingt volumes de quatre cents pages. ». Il fut notamment à la rédaction culturelle du *Grido del Popolo* (août 1917-septembre 1918), correspondant de *L'Unione sarda*, journaliste de *l'Avanti!*, secrétaire de rédaction de *l'Ordine Nuovo*, puis fondateur de *l'Unità* en 1923, parue en février 1924.

2. Manuscrit inachevé de 1926, publié pour la première fois en janvier 1930 dans la revue théorique du PCI, *La Stato operaio*.

3. T.W. Adorno et M. Horkheimer, *La Dialectique de la raison*, Gallimard, NRF, Paris, 1974, p. 135.

4. *Quaderno 22, Americanismo e fordismo*, Editori Riuniti, coll. « Le

- idee », édition critique des œuvres de Gramsci par Valentino Gerratana, Institut Gramsci de Turin, 1975, p. 474. Nous utilisons l'édition originale, que nous traduisons.
5. La notion de « capitalisme informationnel » a été proposée par Manuel Castells dans *L'Ère de l'information*, t. I, « La société en réseaux », Fayard, Paris, 1998-1999. Cette notion nous sert à désigner de façon simple l'étape actuelle du développement du capitalisme marqué par sa financiarisation et la circulation accélérée des signes (monétaires, d'information, etc.), des biens et des personnes corrélée à la multiplication des réseaux de transports et de communication.
  6. Christine Buci-Glucksmann, « Gramsci et l'État », in revue *Dialectiques*, Paris, mars 1974, n° 4-5, p. 25.
  7. *Quaderno* 12, § 3, *Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura*, Ed Riuniti, coll. « Le idee », Turin, 1975, n° 121, p. 22.
  8. Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État*, Fayard, Paris, 1974, p. 51.
  9. *Cahier* 1, § 43, cité par Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État*, *op. cit.*, p. 43.
  10. *Quaderno* 12, *Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura*, Ed Riuniti, pp. 3-4.
  11. *Ibid.*, § 3, p. 22.
  12. Voir notamment notre article « Le Commanagement et les Appareils idéologiques d'entreprise » dans la revue *Sciences et société*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, mai-octobre 2000, n° 50/51, pp. 149-172, et notre ouvrage *Berlusconi, le nouveau Prince*, éd. de l'Aube, 2004.
  13. *Ordine Nuovo*, 14 mars 1921, pp. 176-186. Version française dans *Gramsci dans le texte*, recueil de textes sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant, Éditions sociales, Paris, 1975, p. 100.
  14. Voir sa note sur les AIE. « Le reproche le plus fréquent qui ait été adressé à mon essai de 69-70 sur les AIE a été celui de "fonctionnalisme" » (L. Althusser, *Sur la reproduction*, dans la revue, introduction de Jacques Bidet, Presses universitaires de France, Actuel Marx Confrontation, Paris, 1995, p. 253 sq.).
  15. *Id. ibid.*, pp. 271-272.
  16. Bill Gates, avec Collins Hemingway, *Le Travail à la vitesse de la pensée. Une vision pour le troisième millénaire*, Robert Laffont, Paris, 1999, p. 13.
  17. *Ordine Nuovo*, 14 mars 1921. Version française dans *Gramsci dans le texte*, *op. cit.*, p. 96.
  18. *Quaderno* 7, p. 863, cité par André Tosel « L'esprit de scission. Études sur Marx, Gramsci, Lukács », *Annales littéraires de l'université de Besançon*, Les Belles Lettres, Besançon, 1991, p. 231.
  19. *Ordine Nuovo*, 14 mars 1921, pp. 176-186. Version française dans *Gramsci dans le texte*, *op. cit.*, p. 100.
  20. Antonio Gramsci, *Note sul Machiavelli, Americanismo e fordismo*, *op. cit.*, pp. 441-442.
  21. André Tosel note que « Le problème théorico-politique fondamental que pose l'interprétation gramscienne de l'américanisme est celui du lien entre rationalisation productive et universalité des modes de pensée et de vie hérités de l'industrialisme d'un capitalisme devenu monde », in « L'esprit de scission. Études sur Marx, Gramsci, Lukács », *op. cit.*, p. 230. Voir aussi *Modernité de Gramsci*, actes du colloque franco-italien de Besançon, 23-25 novembre 1989, publié sous la direction d'André Tosel, *Annales littéraires de l'université de Besançon*, Les Belles Lettres, Paris, 1992.
  22. Antonio Gramsci, *Americanismo e fordismo*, *op. cit.*, p. 435-476.
  23. *Ibid.*, p. 437.
  24. Cyrille Arnavon, *L'Américanisme et nous*, Del Duca éditions mondiales, Paris, 1958, p. 11 en note.
  25. Dominique Barjot, *L'Américanisation en Europe au XX<sup>e</sup> siècle : économie, culture, politique* (sous la direction de D. Barjot, I. Lescent-Giles, M. de Ferrière Le Vayer), Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, université Charles-de-Gaulle-Lille-III, ANRT, Lille, 2002, 2 vol., vol. I, introduction, p. 7.
  26. Ghita Ionescu *The Political Thought of Saint-Simon*, Oxford University Press. Traduction française de J. Gennaoui *La Pensée politique de Saint-Simon*, Aubier-Montaigne, coll. « Bibliothèque sociale », Paris, 1979, p. 55.
  27. *Id.*, *ibid.*, p. 149.
  28. « Lettres à un Américain », 1<sup>re</sup> lettre in *L'Industrie, Œuvres*, t. I, p. 142-143.
  29. *Ibid.*, t. II, p. 153.
  30. *Ibid.*, t. I, p. 141.
  31. « *L'americanizzazione richiede un ambiente dato, una data struttura sociale (e la volontà decisa di crearla) e un certo tipo di Stato. Lo Stato è lo stato liberale, non nel senso del liberismo doganale o della libertà effettiva politica, ma nel senso più fondamentale della libera iniziativa e dell'individualismo economico che giunge con mezzi propri, come "società civile" per lo stesso sviluppo storico, al regime della concentrazione industriale e del monopolio* » in *Quaderni del carcere* III, 2157. *Note sul Machiavelli, Americanismo e fordismo*, Editori Riuniti, édition critique des œuvres de Gramsci par Valentino Gerratana, Institut Gramsci de Turin, 1975.
  32. Éric Weil, *Philosophie politique*, Librairie philosophique Jean Vrin, Paris, 1950, p. 246.
  33. Voir notre article « Américanisme et américanisation : du fordisme à l'hollywoodisme » in *Quaderni*, n° 50-51, consacré aux « Images de l'Amérique du Nord », mars 2003, p. 231-247.
  34. Voir notre article intitulé « Silvio Berlusconi, figure symbolique du Commanagement » dans la revue *Quaderni*, n° 32 consacré à « *L'Italie : pouvoir et communication* », printemps 1997.
  35. Alberto Abruzzese, *Elogio del tempo nuovo. Perché Berlusconi ha vinto*, éditions Costa & Nolan, Gênes, mai 1994, p. 66.
  36. Pierre Legendre, *La Question dogmatique en Occident*, Fayard, Paris, 1999, p. 64.
  37. Jean-Marie Messier, Hachette Littératures, Paris, 2000, p. 115.
  38. *Id.*, *ibid.*, p. 201.
  39. *Le Monde* du 8 février 1997.
  40. Jean-Marie Messier, *J6M.com. Faut-il avoir peur de la nouvelle économie?*, *op. cit.*, p. 141.
  41. *Id.*, *ibid.*, p. 10.
  42. *Id.*, *ibid.*, p. 43.
  43. Interview de Jean-Marie Messier sur Europe 1 le 13 septembre 1999.
  44. Cité par Daniel Ichbiah, *Bill Gates et la Saga de Microsoft*, Pocket, Paris, 1995, p. 304.
  45. Interview de Bill Gates au magazine *Dr Dobbs* en 1990, cité par Daniel Ichbiah, *Bill Gates et la Saga de Microsoft*, *op. cit.*, p. 244.
  46. Bill Gates, avec la collab. de Nathan Myhrvold et Peter Rineason, *La Route du futur*, trad. de l'américain par Yves Coleman, Guy Fargette, Michèle Garène, et al., 2<sup>e</sup> éd., Pocket, Paris, 1997 ; et Bill Gates, avec Collins Hemingway, *Le Travail à la vitesse de la pensée. Une vision pour le troisième millénaire*, trad. de l'américain par Daniel Roche, Marie-Hélène Sabard et Catherine Vacherat, Robert Laffont, Paris, 1999.
  47. Bill Gates, *Le Travail à la vitesse de la pensée*, *op. cit.*, pp. 81 et 19.
  48. *Id.*, *ibid.*, p. 219.
  49. *Id.*, *ibid.*, pp. 80 et 115.
  50. Eugène Saccomano, *Berlusconi. Le Dossier vérité*, Édition n° 1, 1994, p. 120.
  51. Voir, pour une analyse approfondie, notre ouvrage *Berlusconi, le nouveau Prince*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2004.
  52. Giorgio Bocca, *Piccolo Cesare*, Feltrinelli, 2002, p. 13.
  53. Cité par Gigi Moncalvo et Stefano E. D'Anna, *Berlusconi in Concert*, Editore Otzium Ltd. Londra, 1994, pp. 206 et 251.
  54. Antonio Gramsci, *Americanismo e fordismo*, *op. cit.*, p. 449.
  55. *Quaderni*, p. 973, cité par Christine Buci-Glucksmann dans son article « Hégémonie », in *Dictionnaire critique du marxisme* (sous la dir. de Georges Labica et Gérard Bensussan), PUF, 2<sup>e</sup> éd. 1985, p. 533.
  56. Voir notre article, « Le commanagement et les appareils idéologiques d'entreprise » dans la revue *Sciences et Société*, n° 50/51, pp. 149-172, mai-octobre 2000, Presses universitaires du Mirail, Toulouse.
  57. Voir notamment notre ouvrage *Télécommunications et Philosophie des réseaux. La postérité paradoxale de Saint-Simon*, PUF, Paris, 1998 (2<sup>e</sup> éd.). Pour Lucien Sfez, on se réfère notamment à *La Politique symbolique* aux Presses universitaires de France. De même pour Pierre Legendre, nous renvoyons le lecteur à l'ensemble de l'œuvre, et particulièrement à *L'Amour du censeur* publié aux Éditions de Minuit, Paris, 1974, aux *Leçons* publiées chez Fayard, notamment aux *Leçons IV et VII*, et à *La Question dogmatique en Occident*, Fayard, Paris, 1999.





Crédits photos : (d'en haut à gauche) J. B. / Getty Images - (d'en haut à droite) J. B. / Getty Images - (au milieu à gauche) J. B. / Getty Images - (au milieu à droite) J. B. / Getty Images - (en bas à gauche) J. B. / Getty Images - (en bas à droite) J. B. / Getty Images

**Nous coordonnons une multitude de savoir-faire afin de vous apporter des solutions énergétiques adaptées à vos besoins.**

Gaz de France est un acteur majeur de l'énergie en Europe. Le Groupe produit, transporte, distribue et commercialise du gaz naturel, de l'électricité et des services auprès de plus de 14 millions de clients particuliers, entreprises et collectivités.

Pour Gaz de France, l'avenir c'est concilier performance, sécurité et respect de l'environnement. L'énergie est notre avenir, économisons-la !

[www.gazdefrance.com](http://www.gazdefrance.com)

Une énergie durable entre nous.



# UNE CIVILISATION D'ENFANTS REBELLES

JEAN POUSSIER\*

La citoyenneté, voilà l'élément central des sociétés qui se sont constituées en Occident à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'autonomie – les hommes se donnent eux-mêmes leurs lois au lieu de les recevoir d'une autorité, dieu ou ordre cosmique – a pour conséquence que le principe de l'autorité et de la légitimité ne peut résider que dans le corps des citoyens. Le citoyen, c'est l'homme débarrassé de toutes ses particularités qui n'est plus qu'une voix parmi d'autres. De ce dépouillement naît une communauté qui peut débattre librement de ses lois parce qu'elle a en commun la raison partagée par tous et la volonté de s'organiser selon la raison. Ces traits sont particulièrement marqués en France, car la société des citoyens ne s'y est pas construite par réunion de communautés existantes comme aux États-Unis, ni par l'unification d'une nation éclatée. Elle est née, au début de l'été 1789, de l'abolition de toutes les lois et traditions particulières et du transfert de la légitimité, du roi qui la tenait de Dieu au peuple souverain qui la tient de lui-même. D'autres pays ont moins de mal que nous à faire une place dans le système de la citoyenneté aux communautés d'intérêts et aux identités particulières. Malgré cela, le système est le même partout, il lie l'individu, c'est-à-dire l'homme dépouillé de sa situation particulière et de son héritage, la collectivité et la raison. Il a engendré une certaine organisation de l'espace politique, des liens entre les hommes, mais aussi une certaine façon de vivre le temps. Quiconque a cru une fois dans sa vie à l'action politique a ressenti deux sentiments : je peux m'unir aux autres, l'idée est espoir car elle peut devenir réalité. Cette conviction que l'histoire peut être action commune et réalisation d'une idée est originale. L'histoire a été perçue le plus souvent comme une sorte de force naturelle, de houle du temps : grandeur et déclin, flux et reflux. Que, pendant près de deux siècles, nous

ayons pu y voir la réalisation, au moins possible, de desseins humains est un épisode exceptionnel. Et l'histoire ici va bien au-delà des luttes sociales ou politiques. Nous avons cru aussi que la science progressait par la mise en commun des travaux scientifiques et que ce progrès serait aussi celui de l'humanité. Nous avons cru que la prospérité collective entraînait l'enrichissement individuel. Nous avons cru que les vies humaines pouvaient s'insérer dans un temps plus long qu'elles, que les intérêts particuliers – dans tous les sens du mot intérêt – pouvaient s'insérer dans l'intérêt général, que notre raison était compréhension de l'ordre véritable du monde, et qu'en conséquence le temps qui s'ouvrait devant nous était le temps de l'accord possible entre les hommes, et entre eux et le monde.

Mais l'histoire est finie. Fukuyama a raison. Le monde continue de changer, mais l'histoire comme temps du possible, de la réalisation de l'idée, a disparu. Nous n'imaginons plus de construire un avenir foncièrement différent du présent. Au mieux, nous voudrions seulement empêcher certaines évolutions. Et pas seulement parce qu'il n'y aurait plus d'utopies ou de grandes idéologies. C'est la confiance dans le temps qui a disparu. Nous ne croyons plus que le développement de la science soit une marche vers le progrès. Les vies individuelles semblent aussi sans perspectives. D'ailleurs, le capitalisme de la libre concurrence fait reposer la bonne marche de l'économie sur une série de raisonnements à court terme, la montée de l'individualisme limite l'horizon de chacun à sa propre vie, et la montée de la morale limite l'action à sa valeur instantanée. C'est le temps qui nous échappe et se défait.

Parce que nous vivons dans un univers multiculturel. Lorsque nous parlons de société multiculturelle, nous pensons généralement à la présence dans une société de minorités. Mais la mondialisation fait de toutes les cultures des minorités. Aucune n'est plus chez soi. Avant, à chaque culture, à chaque groupe d'hommes partageant une même représentation de l'univers, cor-

\*Professeur de philosophie.



respondait un territoire. Chaque culture avait un monde à elle, simultanément géographique, historique et mental. Avec la mondialisation, il n'y a plus de problèmes locaux, et donc plus de solutions locales. Les échanges commerciaux, les transformations de l'environnement, les armes nucléaires, la propagation des épidémies par les transports aériens font que les problèmes ne peuvent plus être limités à un territoire. Personne ne peut donc le résoudre à sa façon. Il n'y a plus de chez soi, de lieu où l'on puisse maîtriser son destin. Chaque culture se trouve ainsi dépossédée de la prise qu'elle croyait avoir sur le monde et que, dans une certaine mesure, elle avait réellement.

**D'OÙ L'IMPRESSION D'UN MONDE INHUMAIN** qui brise les hommes ou se passe d'eux. Soit qu'ils ne puissent rien faire, soit qu'ils ne doivent rien faire et laisser fonctionner librement l'économie. D'où ces sentiments d'impuissance, parfois de désespoir, qui se manifestent partout mais peut-être plus nettement dans l'Occident et dans le monde musulman. Peut-être que, là plus qu'ailleurs, l'adéquation de ce qui est et de ce qui doit être passait par l'idéal d'une communauté unie. D'où le repli sur les valeurs. Elles sont proclamées d'autant plus fort qu'on ne croit plus qu'elles soient en train de se réaliser. Parfois, comme avec les « valeurs de la République » ou l'éducation, on fait appel pour se reconforter à un passé mythique. Parfois, comme avec les droits de l'homme, on fait de la morale la règle de l'action collective. Mais la morale, c'est la valeur instantanée de l'action : l'avenir est encore oublié. Tout contribue à nous maintenir à l'intérieur d'un univers sans perspectives dans le temps. La perte du territoire commun est aussi la perte de l'horizon, de cette ligne lointaine mais pas tant que cela, où commençait peut-être un monde différent.

Notre culture, toutes les cultures, croyaient exprimer la réalité même et donc la dominer. Avec la fin du territoire, il apparaît qu'elles ne sont que des cultures, des façons d'affronter une réalité plus vaste qu'elles-mêmes. Chacune est touchée d'une façon différente, mais toutes le sont. Toutes sont privées de quelque certitude, confrontées à leur perte de pouvoir. La nôtre, celle de l'Occident, doit affronter la difficulté à susciter la volonté commune qui est au cœur de son projet – voyez les tentatives d'union européenne. La volonté commune, plus exactement la volonté d'un avenir commun, cette création si originale de notre culture qui la distingue des sociétés de l'obéissance et de la tradition, est menacée. Non de l'extérieur par l'intrusion des autres dans notre espace, mais de l'intérieur, par la disparition d'une certaine histoire, de l'histoire comme espoir de transformation du monde. Le temps continue de s'écouler et notre capacité d'action est intacte,

mais nous avons perdu la confiance dans le temps, l'idée que l'individuel, le collectif et la raison pouvaient se rejoindre dans la durée. Nous étions persuadés, au fond, que notre rationalité était la rationalité, que notre conception de l'homme était la vraie. Et cette croyance fondait notre confiance : puisque nous étions dans la vérité, il ne fallait qu'un peu de temps pour que nos idées se réalisent. Nous n'avons plus de garantie.

Mais nous y gagnons aussi quelque chose : la possibilité de prendre du recul et de mieux comprendre. Si notre culture n'est qu'une aventure humaine parmi toutes les autres, notre rationalité n'est qu'une des formes possibles de la raison et nous pouvons en apercevoir les présupposés et les implications. Si nous ne détenons pas la vérité, alors notre culture est une construction historique et nous pouvons comprendre autrement l'histoire, non plus comme réalisation et avènement mais comme lien continu entre les hommes : nous sommes déterminés par ceux qui ont vécu avant nous, et nos choix déterminent l'avenir. Je voudrais montrer, même schématiquement, quelques-unes des perspectives qui s'ouvrent devant nous.

La rationalité occidentale n'est qu'une des formes de rationalité possibles, celle avec laquelle nous avons façonné le monde dans lequel nous vivons. Il me semble que sa particularité tient pour beaucoup à ce qu'indique Louis Dumont, à savoir que la civilisation occidentale moderne est la seule qui soit individualiste et non holiste. Car, dans une civilisation individualiste, il n'y a pas d'ordre préétabli, chacun doit trouver en lui-même les raisons de ses actes. L'autonomie de l'homme implique qu'il ne se définisse plus par l'appartenance à une totalité qui lui fixe sa place. Dans un monde holiste, tout a une signification, de sorte que cailloux, arbres, hommes et dieux, sont reliés les uns aux autres et forment un ensemble. Ce monde se dissout lorsque l'homme s'en retire parce qu'il se veut autonome. Ce qui reste, ce sont des choses dépourvues de signification par elles-mêmes. Et c'est ce qui rend possibles nos sciences et nos techniques. Si l'homme est libre, alors, de leur côté, les choses sont dépourvues de toute signification propre et ne peuvent qu'obéir à la nécessité des lois de la nature. L'homme, lui, n'est pas gouverné par ces lois, mais se gouverne de l'intérieur. S'il est objet de science, c'est dans la mesure où il est aussi une chose, un corps biologique, ou bien un producteur de « faits humains ». Lois objectives et nécessaires de la nature et autonomie de l'homme vont de pair.

C'est cette coupure entre l'homme et les choses qui permet de fonder aussi bien la science que la démocratie. Sciences de l'homme et sciences de la nature, liberté et nécessité, inné et acquis, nature et culture, toutes les



oppositions à partir desquelles nous pensons partent de là. C'est cette coupure qui fait naître l'individu. L'homme qui, bien qu'il soit inscrit dans les choses, bien qu'il puisse être défini par ses capacités ou ses appartenances, est toujours au-delà, n'est jamais réductible aux choses. Si nous comprenions que les individus, avec leur psychologie qui les meut de l'intérieur, ne sont pas une réalité évidente, première et éternelle, mais une construction de notre culture, nous pourrions peut-être commencer à regarder le monde autrement. Redécouvrir l'étonnement. Quand nous croyons que le corps peut être malade des fantasmes qui traversent l'esprit, d'autres croient qu'il peut être atteint par le sort jeté par un sorcier : l'étrangeté est la même. Étrange aussi notre difficulté à penser la nature. Tantôt, elle est un ensemble inerte que l'on peut manipuler à sa guise, tantôt une sorte d'être qu'il faudrait respecter religieusement. La coupure qui sépare intérieur et extérieur, hommes et choses, est notre œuvre. Le comprendre, c'est redécouvrir un peu de la richesse et de la variété du monde.

Nous ? J'ai employé généralement ce pronom pour désigner les hommes d'aujourd'hui qui se reconnaissent dans la civilisation issue des Lumières. Renvoyant à ces deux caractéristiques : vivre aujourd'hui et avoir un passé commun. Comme si l'histoire était une succession. Chacun à son tour arrive sur la scène, héritant de quelque chose, un quelque chose dont il se saisit pour continuer la route et aller un peu plus loin. La culture n'est alors qu'un outil, qui facilite et limite en même temps nos raisonnements. Cette histoire comme succession et l'histoire comme transformation du monde sont liées. Nous imaginons notre société faite d'individus rationnels. C'est-à-dire que chaque homme, tel Descartes, est susceptible de remonter jusqu'aux principes fondamentaux. Chacun a donc accès à la raison comme à quelque chose qui existe objectivement hors de lui, et c'est ce qui permet de penser ensuite l'histoire comme le lieu où l'idée, la réalité, l'individu et la collectivité se rejoignent. Que se passe-t-il si tout cela n'est pas une réalité indépendante de nous, mais une façon de penser ? Non pas la réalité absolue mais seulement celle des réalités possibles que nous tentons de faire advenir. La culture alors n'est plus un simple outil mais le monde même à l'intérieur duquel nous pensons et vivons. L'histoire n'est pas une suite d'événements ou de générations mais un milieu. Le milieu humain, le milieu dans lequel chaque forme d'humanité s'élabore et dure. Alors nous devons essayer d'imaginer aussi la transmission, la continuité, ce que veut dire « nous » au-delà d'une vie humaine, un nous qui s'étendra peut-être dans l'avenir mais qui, d'ores et déjà, inclut le passé. Qu'est-ce qui nous lie effectivement, réellement, à travers le temps ?

Une société humaine ajoute aux vies humaines discontinues de ses membres la dimension de la continuité dans laquelle les mots, les savoirs, les manières de faire se transmettent, se répandent et se conservent. Si j'ose dire, les hommes produisent individuellement des enfants, des mots, des objets, mais c'est en société qu'ils se reproduisent, qu'ils accèdent à la dimension du continu. C'est là un autre sens du mot « nous » qu'il est possible d'explorer.

L'origine, c'est le fait que l'humanité doit être déjà là avant de commencer. Il n'y a pas de petit humain s'il ne vient au monde dans une société déjà humaine. Pas de parole s'il n'y a déjà une langue. Comment formuler cette situation impossible, sinon en racontant une première fois qui marquera le début du temps ? Les mythologies en sont remplies, la Bible aussi. Le monde émerge du chaos. Chaque élément, chaque être reçoit sa place. Dieux, animaux et hommes, chacun est exactement ce qu'il doit être, égal à lui-même. De sorte qu'il ne se passe rien. Le temps commence lorsque les hommes perdent cet état primordial d'harmonie. Pour la recréer, il faudra désormais assigner à chacun une place et un rôle. C'est ce que les premiers ancêtres apprennent, généralement au cours d'une longue errance. Ce qui est arrivé la première fois définit ce qu'est l'homme, c'est-à-dire ce qu'il doit recommencer à chaque fois pour rester humain, ni animal ni dieu. Le dieu reste ce qu'il est, l'animal se reproduit en procréant, l'homme se reproduit en recommençant la même aventure avec chaque enfant. C'est ce dont témoigne l'initiation.

**MAIS LA CÉLÉBRATION DU RECOMMENCEMENT** n'est pas un recommencement réel. Comment l'origine agit-elle, comment une société garde-t-elle sa culture à travers les changements ? La simple répétition des mythes et des rites dont la signification nous échappe souvent ou change au fil du temps n'y suffit pas. Il faut qu'ils soient porteurs non seulement d'une représentation du monde mais d'une relation effective au monde. Elle vient de ce que l'origine laisse une dette, un devoir, une obligation. Elle nous est donnée, et un don est obligation : je ne peux ni le refuser ni ne pas le rendre. En français comme dans d'autres langues, les mots « devoir » et « reconnaître » ont des sens multiples qui se rejoignent autour de l'actualisation du passé dans le présent. Je dois faire maintenant, et je dois ce que j'ai reçu antérieurement. « Je reconnais » signifie que j'ai déjà vu et que j'accepte maintenant. Faute de mieux, disons obligation pour désigner cette contrainte intérieure et ce lien du présent avec ce qui lui est antérieur. La culture occidentale met l'accent sur l'objet échangé, et nous perdons ainsi de vue que l'échange n'existe que par l'obligation de recevoir et de redonner. Comment



échanger des mots sans l'obligation d'écouter et de répondre et d'adresser à son tour la parole à un autre? Dans bien des conversations, c'est le seul élément en jeu, les mots échangés n'ont pas d'importance. Or l'origine est le don premier, essentiel, l'antérieur toujours actuel, l'obligation par excellence. L'exemple le plus clair est celui de « noblesse oblige ». Le noble se définit par sa naissance; ce qu'il est, c'est ce qu'il a reçu de ses ancêtres; il se doit à lui-même, il leur doit et doit à ses descendants d'agir noblement, c'est-à-dire comme eux.

**Le besoin qui nous empêche d'être satisfaits, d'être simplement ce que nous sommes, comme au tout début, avant le commencement de l'histoire, nous fait répéter l'histoire de l'humanité.**

Sans doute est-ce là un cas particulier, mais justement chaque type d'origine va entraîner un style d'obligation et d'échanges différent. Si l'origine est généalogique comme dans une société clanique, la place et les devoirs de chacun sont liés à la parenté et à l'alliance, chacun en hérite comme des amitiés et des veuilles, chacun a en lui son origine et quelque chose à défendre contre tous. Ailleurs, le pharaon qui traverse la mort pour rejoindre les dieux, semblable au soleil qui chaque jour traverse la nuit et revient, garantit que le don des dieux se renouvelle jour après jour et année après année. En retour, la terre cultivée, les temples édifiés alimentent un courant de dons, un courant de vie qui nourrit les pharaons, vivants et morts. Chacun doit essayer de trouver sa place dans cet immense circuit. On devine que les valeurs, les caractères et l'économie ne seront pas les mêmes. Dans le Japon d'avant-guerre que décrit Ruth Benedict, l'obligation liée à l'origine apparaît très nettement. Les Japonais avaient le sentiment d'avoir une dette envers l'empereur. Il incarnait la continuité du peuple nippon depuis l'origine : « 10 000 générations, une seule lignée » disait-on de la famille impériale. De même, ce que l'on appelait la « volonté impériale » n'était pas ce que l'empereur voulait, mais le nom que l'on donnait au consensus auquel avaient abouti tous ceux qui avaient à cœur cette continuité. Ces Japonais croyaient-ils que l'empereur descendait d'une déesse solaire? Peut-être, mais ce n'était pas nécessaire; si l'on

n'y croyait pas, on ne pouvait que ressentir plus fortement encore que le mythe exprimait l'unité et la continuité du peuple et la nécessité de travailler au bien commun. Le devoir de chacun était tracé.

La répétition est au cœur de l'origine telle que je viens de la décrire. La mort entraîne le recommencement de la vie à chaque naissance qui nous fait répéter l'origine de l'humanité. Le besoin qui nous empêche d'être satisfaits, d'être simplement ce que nous sommes, comme au tout début, avant le commencement de l'histoire, nous fait répéter l'histoire de l'humanité. Échapper à la répétition, c'est atteindre l'absolu, le point stable où l'on s'est enfin rendu indépendant de tout, où plus rien ne peut vous atteindre et où l'on peut demeurer définitivement, où l'on est soi-même, où la fin a rejoint le commencement. L'absolu n'est pas répétition mais retour à l'état originel d'égalité avec soi-même, voire à la substance indifférenciée des débuts de l'univers. Le bouddhisme représente la forme la plus achevée d'une telle aspiration, mais on la retrouve ailleurs, plus ou moins nettement dessinée, chez nombre d'ascètes hindouistes, chez les cyniques grecs, dans l'orphisme, dans certains mouvements chrétiens des premiers siècles et jusque dans ces groupes franciscains qui faisaient de la pauvreté la valeur suprême. Au contraire de l'origine tournée vers le passé commun, la recherche de l'absolu est une marche en avant que chacun accomplit seul. Elle entraîne le refus de toute différenciation entre les hommes et entre l'homme et la nature, le dépouillement, le rejet de l'appropriation qui créerait besoin et dépendance. Aussi cette recherche est-elle le plus souvent réservée à quelques ascètes qui vivent hors du monde. Dans la tradition occidentale, en revanche, l'absolu est à la fois intégré et dissimulé. Après la résurrection du Christ, l'histoire continue comme avant en apparence mais, d'un autre côté, l'enchaînement indéfini de la loi originelle, de la faute, de l'expiation et du pardon s'est arrêté, la répétition a pris fin. Il n'y a plus de sacrifice possible après celui du Christ; il ne reste qu'à adhérer au salut qu'il a apporté. L'absolu ici est donné, il n'est pas à conquérir par une ascèse personnelle, mais il porte en germe la dévalorisation du passé et des distinctions entre les hommes, la supériorité de l'intériorité sur l'extériorité.

L'origine a besoin du mythe. Il constitue un type particulier de discours, le seul possible pour parler de l'origine. Heisenberg raconte que, se promenant avec Bohr, ils rencontrèrent un paysan qui avait fixé un fer à cheval porte-bonheur sur sa porte : Tu es donc superstitieux? – Non, répondit-il, pas du tout, mais il paraît que cela marche même si l'on y croit pas. On retrouve cette façon de parler dans la rumeur : personnellement, je ne l'ai pas vu mais je connais une





personne qui... Il s'agit d'un discours qui n'est pas le discours de quelqu'un. Personne ne le prend à son compte, personne n'a à donner ou à refuser son assentiment. Il n'est pas nécessaire d'y croire. Et quelles sont les choses auxquelles il n'est pas nécessaire de croire? Celles qui sont en deçà de tout assentiment et donc de tout débat et de toute contestation, le fonds commun du groupe. Or l'origine est là avant nous, elle est ce que nous avons en commun qui rend possible ensuite de débattre du reste. C'est pourquoi elle se dit à travers des mythes et échappe aux discussions.

Une société est faite d'êtres humains à la vie brève. Si les cultures traversent le temps, cela ne peut guère se faire par la transmission de théories, de valeurs, de croyances, car chacun les interprète à sa façon. Il y faut des liens réels qui englobent le temps et les personnes comme l'obligation ou le mythe. Et cela signifie que notre propre culture n'est pas, comme elle le croit facilement, en prise directe avec la réalité. Que sa rationalité est un mythe qu'elle se raconte, que son économie est une obligation qu'elle s'est créée. Ce qui ne veut pas dire que tout cela soit faux ou irréal. Seulement, nous n'accédons au vrai et au réel qu'à travers notre société et notre culture. Nous nous servons de notre raison, mais elle ne nous donne pas accès au monde des Idées et de la Vérité, elle crée le monde où nous vivons.

**COMPRENDRE NOTRE SOCIÉTÉ**, c'est comprendre quelle origine elle se donne et quel type d'obligation génère cette origine. Non pas pour disposer d'une sorte de principe causal. Ni les sociétés ni les hommes ne sont des choses qu'on expliquerait en les ramenant à quelques composants. Au mieux, on met en évidence un style, une manière d'être globale qui leur confèrent leur caractère propre. Comprendre, ici, c'est restaurer l'espace des possibilités, essayer de voir où nous pouvons aller, où nous tentons d'aller.

Quand Hobbes, Adam Smith, Rousseau, Locke nous décrivent la sortie des hommes de l'état de nature et leur entrée dans la société, il s'agit bien de mythes d'origine. Dans l'état de nature, l'homme se contente d'être, il est, simplement, identique à lui-même. C'est un mythe, tous les auteurs en sont conscients : on ne peut pas vraiment y croire, et pourtant c'est logiquement nécessaire. Il y manque cependant le voyage initial, le voyage initiatique au cours duquel, dans les mythes habituels, les hommes apprennent comment doit être organisée la société. Ici, d'un seul coup, les hommes se retrouvent en société, liés aux autres par un contrat social ou par la division du travail. Comment un tel saut de la nature à la société est-il possible? Comment les hommes selon Hobbes, mus par le désir de dominer, consentiraient-ils d'un coup à se soumettre pour bénéficier de la tranquillité? Comment des hommes qui ne

connaissent que leurs désirs individuels peuvent-ils conclure un contrat entre eux ou s'accorder en une volonté générale? Il ne peut naître de société sans un principe d'ordre préalable. D'un autre côté, nous ne serions pas une société individualiste si nous pouvions reconnaître un principe d'ordre autre que l'accord spontané des individus. Il reste cependant une possibilité. Même si chacun n'est mû que par ses propres désirs, quelque chose lie quand même les hommes, la chose du monde la mieux partagée, la raison commune. La raison est nécessairement commune. En appeler à la raison contre l'autorité et la tradition, à la raison que chacun trouve en lui-même, comme l'ont fait Descartes ou Kant, comme l'individu doit le faire, n'a de sens que si nous trouvons chacun en nous la même raison que les autres. Le savant génial peut démontrer quelque chose à quoi personne n'avait pensé, mais sa démonstration doit emprunter des moyens connus et acceptés de tous. C'est cet accord qui fait – pour nous – la raison. Le Léviathan de Hobbes, le contrat social de Rousseau, la main invisible de Smith ne peuvent pas être là au début, ils y sont pourtant. Ils supposent un acte de foi, la supposition, l'espoir, que tous vont se conduire rationnellement. Et la loi morale de Kant ne dit pas autre chose. L'humanité est sa propre fin parce que la raison ne peut rien trouver de plus raisonnable.

C'est ce mythe originel qui court derrière les rapports de la Banque mondiale ou l'idéologie de la Commission européenne. Libre-échange, bonne gouvernance, investissement dans l'éducation, pourquoi pas?, mais ce qui est toujours tu, c'est qu'il doit exister d'abord une société fortement organisée. L'utilitarisme, les désirs individuels ne peuvent pas fonder la lutte contre la corruption ou justifier l'éducation de la génération suivante. Et pourtant, notre société occidentale fonctionne, là au moins où elle est née naturellement et n'a pas été imposée artificiellement. Si l'on s'en tenait aux idées dont elle se réclame, ce serait miraculeux, mais il y a aussi la dynamique de la société, et ici, de l'origine. La raison commune n'est rien d'autre que ce que les hommes partagent, à savoir leur état naturel d'homme. Son avènement se confond avec l'effort de retour à la nature. Elle n'est pas tant un contenu qu'une démarche. Celle de l'absolu, du dépouillement et du retour au substrat commun. Car, s'il y a une originalité de la civilisation occidentale, c'est que l'absolu n'y est pas marginal comme ailleurs mais totalement intégré. L'origine à peine énoncée s'efface, ne nous laissant aucun voyage inaugural, aucun parcours initiatique à répéter. Il n'est pas d'autre solution que de se tourner vers l'avenir. Regagner notre état naturel, là où il n'y aura plus ni contraintes ni idées fausses, mais le regagner à travers la société. D'où l'idée de libération comme rejet de tout

ce qui est convenu, acquis, imposé par la société, rejet indispensable à l'individu pour retrouver l'identité avec lui-même, pour mettre fin aux oppressions, aux aliénations de toutes sortes. Comment vivre autrement dans une société qui n'est définie que par la perte de l'état naturel? D'où la conception – saugrenue quand on y pense – de l'art comme avant-garde vouée à la remise en cause et à l'interrogation perpétuelles. On retrouve aussi cette part d'absolu dans la perspective d'une société qui n'aurait achevé son histoire que lorsqu'elle serait revenue à la nature. La société sans classes dans laquelle chacun collabore spontanément et harmonieusement selon ses capacités et reçoit selon ses besoins, est-elle autre chose qu'un nouvel état de nature? Qu'est-ce qu'un homme suffisamment conscient de lui-même pour que le Ça soit devenu le Moi, selon la formule de Freud, sinon un homme redevenu égal à lui-même, qui serait simplement ce qu'il est?

Que devient alors l'obligation? Elle ne peut pas porter sur quelque chose de particulier que nous aurions reçu. Nous n'avons rien reçu de particulier, seulement cette identité à soi, cette individualité à peine entrevue et qu'il faut faire advenir. La dette envers l'origine, c'est ce moi non déterminé mais capable de tout, qui est comme un capital. De sorte qu'il y a toujours un passif et un actif, un moi aliéné, engagé dans une réalité qui le borne et l'entrave, et un moi à libérer. D'où l'engagement dans le travail, d'où la prolifération du discours psychologique enseignant comment profiter au mieux de soi-même. Autre conséquence de cette obligation : le capitalisme devrait conduire à la malhonnêteté et à la corruption puisqu'il ne connaît apparemment pas d'autre règle que l'intérêt personnel. Or il n'en est rien. Mais ce n'est pas l'honnêteté traditionnelle faite de fidélité exacte à des règles extérieures que nous voyons se développer, c'est une volonté de transparence qui traduit le souhait de faire advenir l'égalité de l'être avec lui-même.

Un tel type d'obligation conduit à un style d'échanges particulier. Il n'est rien qui nous soit propre que nous n'ayons reçu originellement et qui fasse partie de notre personnalité; il n'est rien qui puisse recevoir de la valeur autrement que par l'accord commun des hommes. Tout doit donc entrer dans une immense circulation pour qu'il lui soit attribué une valeur. Tout, même ce qui était jusque-là gratuit, ou propre à un individu. La poésie donne lieu à des droits d'auteur, la rupture d'un couple à une compensation financière. Jusqu'aux morceaux de corps humains qui sont valorisés comme organes de rechange. La monnaie devient ainsi la mesure, impersonnelle mais collective, de toute chose.

**CE SCHEMA NOUS TIENT SI FORT** que les mouvements les plus révolutionnaires n'ont jamais proposé un autre monde, seulement de remplacer la monnaie par l'homme lui-même. Ils rêvaient d'atteindre cette volonté générale dont Rousseau nous dit qu'elle n'est pas seulement la volonté de tous, mais le point extrême où les individus séparés forment en même temps un tout unique, où l'humanité n'est plus un idéal mais la nature du monde.

Il y a des civilisations d'enfants sages. La nôtre est celle d'enfants rebelles qui ont décidé de faire leurs propres choix et d'être eux-mêmes. Seulement, avec la mondialisation, nous ne vivons plus isolés, nous n'avons plus un monde à nous, à transformer pour façonner en même temps notre destin. La volonté, cette volonté commune qui est au cœur de notre culture, n'y suffit plus. Il faut prendre un peu de recul, renoncer peut-être à quelques illusions. Mais, à ce prix, nous pouvons entrer dans un monde bien plus vaste et le partager désormais avec d'autres. Si nous l'acceptons, peut-être pourrions-nous mieux comprendre nos désirs et nos angoisses, et du même coup ceux des autres. L'espèce humaine n'a guère d'autre solution que d'essayer d'être intelligente. ●

**Le monde a besoin d'énergie.**  
**AREVA propose des solutions pour produire de l'énergie sans CO<sub>2</sub> et acheminer de l'électricité.**

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

**AREVA**

# LES LEVIERS D'UNE STRATÉGIE ANTI-RUSSE

JEAN GERONIMO\*

## UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE POLITIQUEMENT ORIENTÉE

À l'origine, sous l'impulsion de la gouvernance libérale informelle – FMI et Banque mondiale –, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a le noble objectif de favoriser le désendettement structurel de pays pauvres, dont la charge de la dette serait économiquement insoutenable, donc nuisible pour leur développement futur. Or cette politique pourrait à l'avenir concerner certaines républiques très endettées de l'ex-URSS, groupées dans l'actuelle Communauté des États indépendants (CEI) et industriellement sous-développées selon le schéma linéaire de Rostow, élevé au rang de norme libérale. Dans ce schéma purement théorique, il s'agirait de jeter les bases d'un *développement durable*, économiquement plus équilibré et socialement plus juste, préservant les intérêts des générations futures.

Cette inflexion surprenante de la gouvernance libérale nous amène à nous interroger sur deux points fondamentaux. D'une part, cette politique bienfaitrice susceptible de s'étendre à l'étranger proche de la Russie ne cacherait-elle pas un objectif (latent) plus *politique*? D'autre part, sans verser dans une paranoïa anti-américaine, cette politique ne serait-elle pas guidée, de manière indirecte, par la main invisible de Washington? En résumé, peut-on parler d'une stratégie économique politiquement orientée? Cette problématique nous conduira à aborder les aspects théoriques (formels) et réels (cachés) de l'Initiative du désendettement, appelée à se généraliser dans une zone post-soviétique désarticulée et considérablement appauvrie par la faillite du post-communisme. Cette extension géopolitique de l'Initiative à l'espace de

domination historique de la Russie soviéto-fédérale conditionne son caractère stratégique mais, surtout, la rend politiquement *suspecte*.

**UNE APPROCHE DE LA DETTE THÉORIQUEMENT NOBLE** En *théorie*, tout en cherchant à rompre avec l'orthodoxie financière des anciens Plans d'ajustement structurels, imposés par la gouvernance libérale, l'Initiative PPTE s'appuie sur deux grands axes, économique et social.

● **Désendettement structurel** D'une part, selon un axe *économique*, elle cherche à lier l'aide financière en vue de la réduction de la dette à un programme précis, fondé sur des mesures libérales de réforme des structures productives et d'insertion efficace dans le système économique mondial. Il s'agit, notamment, de créer les conditions structurelles de production endogène d'un surplus macro-économique destiné au renforcement des capacités d'investissement et surtout, au remboursement de la dette. On peut donc remarquer l'aspect *conditionnel* de l'aide, destinée *in fine* à imposer les paramètres du modèle libéral et, par ce biais, à renforcer les structures de l'économie de marché.

● **Développement social** Par ailleurs, selon un axe *social*, elle cherche à lier l'aide financière à l'adoption par le pays élu d'une politique volontariste de réduction de la pauvreté et des inégalités fondamentales. Il s'agit, notamment, de jeter les bases permissives d'un capitalisme à visage humain, véritable alternative à la fameuse « troisième voie » du développement, inspirée d'un hypothétique socialisme à visage humain et définitivement égarée dans les abîmes de la guerre froide. *A priori*, il y aurait donc une volonté de la nouvelle gouvernance de privilégier un développement plus qualitatif et, à cette fin, fondé sur le respect des normes éthiques internationales.

**LIMITES DE L'AIDE** Or, au début de 2007, face à ce double objectif économique et social, l'Initiative PPTE montre un relatif échec. En effet, sur la base des indicateurs macro-économiques privilégiés par la gouvernance libérale – développement, endettement,

\*Docteur des Universités, vice-major de promotion de licence et maîtrise de sciences économiques, UPMF Grenoble. Lauréat de la Fondation Robert Schuman. Ancien allocataire de recherche de la Région Rhône-Alpes.

pauvreté, inégalités – dans le contrôle des politiques suivies, la situation des pays élus à l’Initiative s’est globalement détériorée. En 2006, la dette des pays en développement était évaluée à 2 800 milliards de dollars<sup>1</sup>. Or un rapport de la section d’audit interne de la Banque mondiale et du FMI indique que, dans la *moitié des pays bénéficiaires* de l’allègement de la dette dans le cadre de l’Initiative PPTE, la dette s’est en fait accrue et serait retournée au niveau atteint avant le plan d’allègement<sup>2</sup>. Ces limites de l’aide tendent à souligner, de manière implicite, l’existence d’un *cercle vicieux* du sous-développement, politiquement orienté.

**UNE APPROCHE DE LA DETTE POLITIQUEMENT ORIENTÉE** L’Initiative de la dette – à travers ses réformes conditionnelles – est, de manière insidieuse, centrée sur le renforcement de la domination politique américaine contre les intérêts eurasiens de la Russie. De ce point de vue, elle est idéologiquement *non neutre*.

En menaçant la stabilité politique de la CEI – donc, en servant les intérêts américains – l’Initiative PPTE remet en cause les fondements historiques du système sécuritaire russe et, dans une large mesure, l’existence de la Russie comme simple puissance régionale.

● **Stratégie anti-russe** En réalité, derrière une politique d’inspiration humaniste se cache un objectif politique précis, centré sur l’*extension du modèle libéral* comme instrument de domination et s’insérant, de manière plus générale, dans la stratégie américaine de long terme mise en œuvre dans l’espace eurasiatique. Particulièrement accentuée depuis la disparition de l’Union soviétique en 1991 – jusque-là, seul réel contrepoids à l’hégémonie américaine –, cette stratégie s’inscrit dans une logique de *contrôle* de la puissance russe, voire de compression de son pouvoir au cœur de l’ancienne zone soviétique. Il s’agit, en définitive, d’empêcher un retour prématuré de la puissance russe, désireuse de recouvrer son espace impérial et, ainsi, de renouer avec son statut de l’ère communiste.

● **Extension des valeurs libérales** Dans ce contexte, l’Initiative PPTE apparaît comme une mesure économique masquant une logique politique de *détachement* de la CEI de l’espace de domination russe. Sur ce point, on doit

rappeler que l’Initiative vise à inciter les pays élus à adhérer aux *normes libérales*, au moyen d’une réorientation commerciale de leurs structures industrielles et exportatrices – au détriment de leur autonomie économique – et d’une spécialisation productive rompant avec les principaux traits du modèle socialiste<sup>3</sup>. De manière implicite, la politique prônée par les institutions internationales tend donc à encourager les États de la CEI à s’émanciper de l’ancienne Division internationale du travail socialiste, instaurée dans le cadre de l’URSS pour renforcer l’unité idéologique de l’Empire. En imposant les valeurs du libéralisme économique et du modèle politique sous-jacent, cette démarche a pour but ultime d’amener les États post-communistes à abandonner les valeurs historiques du soviétisme – sur le triple plan économique, politique et social – et, par ce biais, à s’*autonomiser* de l’influence russe.

● **Déstabilisation sécuritaire de la Russie** Dans cet axe, l’Initiative PPTE – sous couvert d’aider les pays pauvres endettés à sortir du sous-développement – cherche, à terme, à fidéliser ces derniers au libéralisme et, en cela, à créer une forme de *dépendance politique*, dans le dessein de réduire le monopole russe dans son espace d’influence traditionnel. Or, en 2000, la Russie a rappelé dans sa doctrine stratégique<sup>4</sup> qu’elle considérait la CEI (son « étranger proche ») comme faisant partie de ses intérêts nationaux et, en particulier, qu’elle n’accepterait pas l’ingérence de puissances étrangères dans la région – considérée comme une menace pour sa sécurité. Sur ce point, on doit rappeler que la CEI forme une sorte de *zone tampon* protectrice pour la Russie et un espace unitaire et interdépendant, structurellement fondé sur des liens politiques, militaires et économiques. En ce sens, en menaçant la stabilité politique de la CEI – donc, en servant les intérêts américains – l’Initiative PPTE remet en cause les *fondements historiques* du système sécuritaire russe et, dans une large mesure, l’existence de la Russie comme simple puissance régionale<sup>5</sup>. De ce point de vue, l’Initiative heurte de plein fouet les intérêts stratégiques de l’État russe, avide de renouer avec son prestigieux passé international. Dès lors, par *instinct de survie* organique, ce dernier a été contraint de recentrer sa ligne extérieure sur les *critères soviétiques de la puissance* (État, Atome, Énergie : EAE) contre l’« ennemi systémique<sup>6</sup> ».

● **Doctrine Brzezinski** Au-delà, l’Initiative PPTE s’inscrit, de manière indirecte, dans la stratégie Brzezinski<sup>7</sup> d’encerclement de la Russie et de déstabilisation de ses régions frontalières – en particulier ses frontières sud – en vue d’y installer un « pluralisme géopolitique », teinté d’un vernis démocratique. Cette stratégie se présente comme une radicalisation de la *doctrine Kennan* fondée, en phase de guerre froide, sur le *contain-*



## L'Initiative PPTE obéit donc à une logique idéologique fondée sur l'instrumentalisation américaine de la gouvernance mondiale et de ses institutions, comme levier légal d'extension du néolibéralisme.

ment (endiguement) de la puissance russe<sup>8</sup>. Dans la vision américaine, ce pluralisme – en fait soumis à son contrôle – serait préférable au monopole russe, considéré comme nuisible à l'équilibre et au développement de la région. En cela, sous l'impulsion des instances internationales, cette démarche en vue du désendettement apparaît comme une initiative économique politiquement *non neutre*, un véritable cheval de Troie permettant à la puissance américaine de s'introduire légalement dans un espace longtemps interdit, quel qu'en soit le prix. Dans le prisme américain, la fin (politique) justifie les moyens (économiques) et, en conséquence, d'éventuels coûts (humains) collatéraux.

**DOMINATION LÉGITIME** En ralliant les États ex-communistes de la CEI à la politique libérale et donc à la Division internationale du travail capitaliste, l'Initiative aurait pour conséquence de structurer une économie-monde hiérarchisée. Cette dernière, centrée sur les besoins du Nord – surtout américains – viserait à instaurer une exploitation organique de la périphérie sous-développée, comme levier d'une *soumission politique*. Il s'agit bien, dans ce schéma, de « rendre le monde sans danger pour la démocratie<sup>9</sup> », autrement dit, de jeter les bases d'une universalisation de l'idéologie libérale comme vecteur de l'hégémonie américaine. Aujourd'hui, les dirigeants américains sont persuadés d'être les élus d'une « destinée manifeste<sup>10</sup> » permettant à leur pays d'imposer une forme de *messianisme libéral*, au nom d'une conscience supérieure des intérêts de la planète. En définitive, un objectif implicite est d'instaurer les bases d'une *domination légitime* à l'échelle du monde, comme sanction éclatante (et libérale) de la fin de l'histoire<sup>11</sup>.

**C LA RTÉ MORALE** De ce point de vue, l'Initiative PPTE est une démarche insidieuse, s'inscrivant dans une optique de réduction de la puissance russe et visant, au-delà, à empêcher l'émergence d'une puissance majeure, donc

virtuellement hostile, au sein du vaste espace eurasiatique. Cet espace, « nouveau centre du monde » selon Brzezinski, se présente à l'amorce du XXI<sup>e</sup> siècle comme l'élément clé de l'Empire américain, né des cendres du post-communisme<sup>12</sup>. Désormais, dans un monde rendu instable par l'implosion de l'équilibre Est-Ouest et par la montée des microconflits – ethniques, nationalistes et religieux –, l'Amérique apparaît comme la seule « nation indispensable », selon l'aveu inquiétant de Madeleine Albright. En ce sens, l'Initiative s'inscrit dans une logique américano-russe confrontationnelle et comme expression d'une nouvelle *guerre tiède*, centrée sur le contrôle de l'Eurasie. Dans ses grandes lignes, celle-ci peut être définie comme une forme réactualisée – et modérée – de la guerre froide et vise, sous l'impulsion du leadership américain imprégné d'une « clarté morale<sup>13</sup> » – contre la sphère dominée, intégrant la Russie – à précipiter une *fin de l'histoire* exclusivement libérale.

**ORDRE LIBÉRAL** Dans sa fonction latente, l'Initiative PPTE obéit donc à une *logique idéologique* fondée sur l'instrumentalisation américaine de la gouvernance mondiale et de ses institutions, comme levier légal d'extension du néolibéralisme. Par ce biais, l'Initiative apparaît comme un vecteur de sacralisation de l'Ordre international libéral, désormais guidé par le seul « Empire bienveillant<sup>14</sup> », investi d'une légitimité quasi religieuse et considéré comme la *conscience suprême* de la civilisation<sup>15</sup>. C'est au nom de ce monopole moral que la vertueuse Amérique tend à manipuler les revendications nationalistes et identitaires dans les zones centre-asiatique et caucasienne de la CEI, dans l'optique de déstabiliser le pouvoir russe et, en cela, d'éroder son influence « néfaste ». Sur son lit de mort en décembre 1922, Lénine avait pourtant, de manière prophétique, solennellement condamné toute tentative d'instrumentaliser le nationalisme à des fins politiques<sup>16</sup>. Or l'objectif américain d'étendre l'Ordre libéral, au cœur de l'espace post-communiste, néglige des coûts politiques irréversibles et, *in fine*, porteurs d'incertitude. Le 23 mai 2007, l'arrogance du comportement américain dans la conduite unilatérale du projet ABM est une parfaite illustration de cette inconscience politique qui s'inscrit, en réalité, dans une politique rationnelle.

**UNE INSTRUMENTALISATION POLITIQUE** L'implosion idéologique de l'URSS en décembre 1991 a été, de ce point de vue, la condition permissive de cette apogée libérale dont l'Initiative de la dette – par une instrumentalisation politique – ne serait, finalement, que l'*habillage légitime*. ●

1. [www.forumdespeuples.org](http://www.forumdespeuples.org) : « L'Initiative PPTE et l'Initiative d'allègement de la dette un an après le sommet du G8 à Enderburg : Audit et répudiation », *Forum des peuples*, GAO, 15-17 juillet 2006.



2. [www.ipsnews.net/fr](http://www.ipsnews.net/fr) : « Malgré l'allègement de la dette, les nations pauvres à nouveau dans le rouge », E. McKay, Inter Press Service News Agency, 24 mai 2006.
3. L'objectif central, inspiré du « consensus de Washington », en dépit d'une récente inflexion sociale, est la construction d'une *base macro-financière* assainie, par l'intermédiaire d'une politique guidée par le FMI et la Banque mondiale, sur la base de directives précises, et contrôlée au moyen de ratios comptables. Il y a donc une *pression politique* permanente sur le « chemin (libéral) à suivre » inaugurant, en quelque sorte, une nouvelle forme de déterminisme historique selon la *phraséologie marxiste*.
4. « Concept de sécurité nationale de la fédération de Russie », *Décret présidentiel* n° 24, 10 janvier 2000. Depuis la fin des années 1990, par l'intermédiaire de l'OTAN et de ses manœuvres avec des États de la CEI – dans le cadre du « pacte pour la paix » – voire par l'implantation de bases militaires, l'ingérence américaine en zone post-soviétique est flagrante. En Asie centrale, Washington mène une politique bienveillante à l'égard des États riches en ressources énergétiques et, au moins, présentant un caractère stratégique pour les intérêts russes. En quelque sorte, une véritable *partie d'échecs américano-russe* à l'échelle du continent eurasiatique.
5. Dans un réflexe d'autodéfense, la Russie s'est réfugiée vers les *valeurs politico-psychologiques* du soviétisme et, par ce biais, a refait de l'État (E), de l'Atome (A) et de l'Énergie (E) les variables clés de sa ligne sécuritaire et de son retour comme grande puissance. Sur longue période, on observe le maintien des normes soviétiques (EAE) dans la ligne extérieure russe, centrée sur la projection de force et structurellement focalisée contre l'Amérique, l'ennemi historique. En cela, on peut parler d'*inerties soviétiques*.
6. Expression judicieuse de J. Fontanel, « L'économie russe ou la transition douloureuse », in *L'Avenir de l'économie russe en question*, PUG, Paris (sous la dir. de), 1998, p. 6.
7. Brzezinski Z., *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Hachette, Paris, 2000 (1<sup>re</sup> ed., Bayard, 1997).
8. Kennan G.F., « Sources of Soviet Conduct », by X, *Foreign Affairs*, n° 4, juin 1947 (pp. 566-582). En juin 1947, dans un article « The Sources of Soviet Conduct », Kennan note la détermination de Staline à internationaliser la révolution communiste. Afin de contenir l'expansionnisme soviétique, il prône une politique d'endiguement, connue comme *doctrine Truman*.
9. Podhoratz N., « Pour une diplomatie néo-reaganienne », *Politique internationale*, n° 89, automne 2000.
10. *Id.*, *ibid.*
11. Fukuyama F., « La fin de l'histoire et le dernier homme », Flammarion, Paris, 1992.
12. Sur ce point, voir Todd E., « Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain », Gallimard, coll. « Folio-Actuel », Paris, 2005.
13. Bush G.W., « Discours à West Point », 1<sup>er</sup> juin 2002.
14. Kagan R. (2002) : « Puissance et faiblesse », *Commentaires*, n° 99, automne 2002.
15. L'État américain reprend à son profit, en vue de justifier sa domination totalisante, le concept de « conscience supérieure » hérité de la terminologie brejnévienne et forgé en période de guerre froide par l'État soviétique, « avant-garde éclairée du prolétariat ». Aujourd'hui, c'est une Amérique autoproclamée « avant-garde du libéralisme » qui cherche à imposer sa *vision du monde* et, par ce biais, révèle l'existence d'un *comportement messianique* identique chez les deux anciens ennemis de la guerre froide. Sur la fonction *légitimatrice* de la conscience sociale supérieure du Parti, dans le cas de l'URSS, voir Geronimo : « Légitimité et rôle du Parti communiste dans la régulation du système économique soviétique », thèse de doctorat, UPMF, Grenoble, 1998.
16. G. Walter, « Lénine », *Le Mémorial des siècles*, préface de Léonid Brejnev, Albin Michel, Paris, 1974.



# ALEXEÏ KOSSYGUINE ET LE DESTIN DE L'URSS

JACQUES SAPIR\*

La relative facilité avec laquelle le système soviétique se défit entre 1988 et 1991 a accrédité l'idée d'une fin inéluctable. Un tel dénouement n'était pourtant pas attendu. Pour avoir, dès le début des années 1980, annoncé que l'Union soviétique était en crise, l'auteur de ces lignes se fit violemment attaquer en 1987 par un collègue qui lui reprochait son catastrophisme<sup>1</sup>. Plein de son savoir, ce même collègue affirmait doctement que les difficultés des économies de type soviétique relevaient de tensions internes mais nullement d'une crise du système<sup>2</sup>. Évoquer une crise systématique relevait alors de l'« emphase théorique ».

Pourtant, cette crise était bien réelle. Le Mur devait tomber deux ans après la publication de cette imprudente affirmation, et l'URSS devait disparaître en 1991. La crise était là; elle était en réalité parfaitement repérable pour qui n'était pas aveuglé par des ceillères idéologiques, et ce bien avant qu'elle n'emporte le système soviétique<sup>3</sup>.

On peut rétrospectivement s'étonner de l'aveuglement de ceux qui voulaient voir en l'URSS un monolithe intangible, pour s'en réjouir ou pour s'en inquiéter. Ce débat-là a été tranché par l'histoire. Mais il en est un autre que la brutalité même de l'effondrement du système soviétique a laissé ouvert.

En effet, la crise du système soviétique soulevait deux interrogations différentes. La première, et c'est elle que l'on vient d'évoquer, portait sur son existence même. Le refoulement collectif devant l'accumulation des données et des éléments d'analyse, refoulement qui fut le fait tout autant des philo-soviétiques que des antisoviétiques, appartient aujourd'hui à l'histoire des idées. Mais, une fois l'idée de la crise admise, s'ouvrait une autre interrogation : Pourquoi à

cette époque-là, et non pas avant ou après? Pourquoi sous cette forme-là? On est en présence ici d'une interrogation d'une autre magnitude que la précédente. L'identification d'une crise majeure au sein du système soviétique pouvait tout aussi bien signifier que cette crise était inscrite dans les fondements mêmes du système, condamné dès lors dès son origine, ou que cette crise traduisait l'épuisement d'une certaine trajectoire de développement.

Sous cette forme, l'ampleur de l'interrogation se percevait mieux. Si l'on adhère à la première formulation, alors peu importe le « comment » de la crise. Celle-ci était inévitable, et les conditions matérielles de son développement ne sont que des détails. C'est la position traditionnelle des libéraux pour qui l'effondrement de l'URSS doit annuler les raisons qui lui donnèrent naissance. Mais cette lecture radicale est trop proche, ironie du sort, du marxisme le plus sommaire annonçant jour après jour la « crise finale » pour être acceptée sans quelques questions. Si le système soviétique était ainsi condamné, pourquoi alors ne s'est-il pas écroulé plus tôt?

La seconde formulation nous fait quitter la métaphysique pour le monde des sciences sociales. Il nous faut considérer l'URSS comme une formation sociale comparable à d'autres, susceptible de connaître des trajectoires différenciées. Certaines de ces trajectoires peuvent se révéler une impasse et conduire à une crise structurelle. L'histoire contient autant de révolutions que d'évolutions. Seulement, si l'on adopte un tel point de vue, c'est cette trajectoire létale qu'il nous faut interroger. La crise n'est plus une évidence. Le « comment » importe autant que le « pourquoi ».

Ce débat, essentiel non seulement pour tous ceux qui s'intéressèrent à l'URSS mais fondamentalement pour quiconque veut comprendre le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle, n'eut jamais lieu.

La disparition de l'objet fut aussi celle de la problématique. On peut le comprendre, dans les circonstances

\* Économiste, directeur d'études à l'EHESS, directeur du CEMI-EHESS, sapir@msh-paris.fr. Le présent texte développe et étend J. Sapiro, 2004.

de l'époque. Pour autant, le prix à payer pour une telle amnésie risque de se révéler des plus lourds. À enterrer de manière aussi sommaire le système soviétique, on ne peut qu'encourager ceux qui souhaitent le ressusciter. On s'aveugle aussi sur l'écart qui existait entre ce système et les économies dites « capitalistes », et, de ce fait, sur les limites et les crises de ces économies.

Il faut donc ré-ouvrir ce débat occulté. Pour cela, il faut revenir sur le « comment » de cette crise. Cette démarche conduit à s'interroger sur les réformes qui furent tentées en URSS bien avant la perestroïka. Elle fait émerger la figure de l'un des dirigeants soviétiques les plus intéressants mais les plus mal connus : Alexeï Kossyguine. La carrière d'administrateur et de haut dirigeant politique d'Alexeï Kossyguine recoupe en effet une grande partie de l'histoire de l'Union soviétique. Pour la plupart des observateurs occidentaux cependant, il devint un personnage de premier plan uniquement au début des années 1960. Son rôle dans la déposition de Nikita Khrouchtchev en 1964, son alliance conflictuelle avec Leonid Brejnev dans les années qui suivirent et jusqu'aux derniers mois avant sa mort, survenue en 1980<sup>4</sup>, son influence enfin sur des projets de réformes économiques entre 1965 et 1975 ont naturellement attiré l'attention.

Cette vision est très certainement réductrice. Cependant, elle reflète une réalité. Le nom de Kossyguine reste aujourd'hui attaché à une période de l'histoire de l'URSS marquée par diverses tentatives de changement et d'amélioration des mécanismes économiques. Cette période, et en particulier sa phase finale, fut caractérisée de « stagnation<sup>5</sup> » durant la perestroïka. Elle est, à l'inverse, après le choc destructeur d'une transition incontrôlée, regardée par certains comme une période de progrès dans la stabilité.

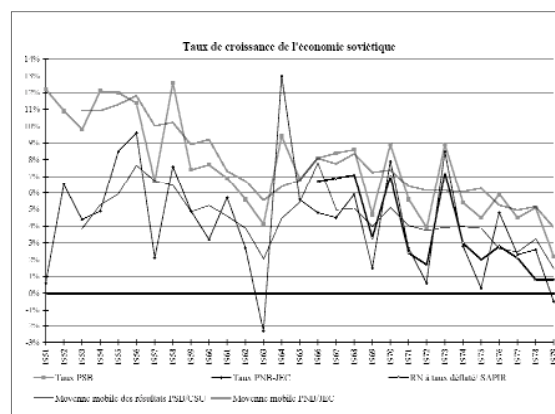
Il ne fait aucun doute, rétrospectivement, que les années comprises entre l'éviction de Khrouchtchev et la mort d'Alexeï Kossyguine ont vu le destin du système soviétique se sceller.

**LES ANNÉES 1960-1980 DANS L'HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE** L'évaluation des résultats économiques de l'Union soviétique a toujours été un exercice délicat. Il en est ainsi en raison de l'utilisation de concepts statistiques différents de ceux prévalant dans les économies occidentales, mais aussi du fait de la présence de biais, volontaires ou non, dans les statistiques officielles. Cela a donné lieu à d'importants débats parmi les analystes occidentaux (Firth et Noren, 1998; JEC, 1982; Kushnirski, 1985; Rosefielde, 1982; Sapir, 1989). Les statistiques soviétiques ont aussi été contestées par des chercheurs soviétiques (Khanin, 1991). En tout état de cause, on peut ici rapidement rappeler la teneur des principaux problèmes.

La comparaison des niveaux de richesse (PIB ou PNB) entre l'URSS et les pays occidentaux est difficile. Les méthodes utilisées pour recalculer le PNB soviétique en dollars doivent être comprises comme constituant, au mieux, des estimations. La comparaison des taux de croissance est, elle aussi, difficile. La notion de « prix comparables » telle qu'elle est utilisée dans les annuaires soviétiques ne tient compte ni du phénomène de dégradation de la qualité pour certains produits de consommation courante (Khanin, 1991) ni de l'usage par les entreprises de prix qui ne sont pas ceux établis par l'agence centrale, le Goskomcen (Krasovskij, 1968; Kushnirsky, 1983 et 1985; Sapir, 1989). Si le premier phénomène est probablement moins décisif dans une économie de pénurie qu'il ne l'aurait été dans une économie occidentale, le second induit un biais non négligeable imposant des méthodes particulières pour calculer un déflateur<sup>6</sup>.

C'est pourquoi, autant que possible, on comparera les différentes données. Néanmoins, si une incertitude quant aux niveaux et aux rythmes est indéniable, elle n'affecte pas le sens de variation des indices. La présence de tendances lourdes est ainsi vérifiable sur les différentes sources.

GRAPHIQUE 1.



Source : Annuaire soviétiques, CSU, *Narodnoe Hozjajstvo...* pour le PSB, JEC (1982) pour le PNB-JEC et Sapir (1989) pour le revenu national à taux déflaté.

Ainsi, il est incontestable que le taux de croissance de l'économie soviétique décline en longue période. Ce résultat n'est en rien étonnant par lui-même. Si on considère que l'URSS était à la fin des années 1930 un pays qui était loin d'avoir achevé son industrialisation, et si l'on tient compte des destructions considérables consécutives à la guerre, il est logique que les taux de croissance du début des années 1950 aient été plus élevés que par la suite. Cependant,



deux autres tendances plus significatives émergent des séries disponibles.

La première tendance remarquable est que la croissance soviétique semble avoir été particulièrement heurtée dans la période considérée, et ce quelles que soient les données disponibles. Si l'on compare le taux de croissance soviétique (PSB-CSU ou PNB-JEC) au taux de croissance du PIB pour la France, l'Italie, la RFA, la Grande-Bretagne et les États-Unis sur la période 1952-1979, on constate que les données recalculées par la CIA (PNB-JEC) présentent un intervalle de variation, une variance et une déviation standard supérieures à tous les pays occidentaux évoqués. Si l'on utilise les données soviétiques officielles, seule la RFA présente des fluctuations supérieures.

Cette instabilité du taux de croissance est particulièrement remarquable si l'on se rappelle qu'il s'agit d'une économie planifiée, censée être moins affectée qu'une économie de marché aux changements de conjoncture. Cette tendance est un peu moins marquée sur la période 1960-1979, même si les données PNB-JEC présentent toujours, et de loin, la plus forte instabilité. Il faut ici souligner l'exemple de la France. Le taux de croissance y est supérieur à ceux de la Grande-Bretagne et des États-Unis, mais inférieur à ceux de l'Allemagne et de l'Italie, tout en affichant une étonnante stabilité.

**TABLEAU 1.**

Mesure de la fluctuation des taux de croissance pour l'URSS et les principaux pays occidentaux, période 1952-1979

	Moyenne	Déviation standard	Variance	Intervalle de variation
URSS-PSB	7,43%	2,7836	7,7481	10,4
URSS-PNB-JEC		3,3271	11,0697	15,3
France-PIB	4,35%	1,4226	2,0238	6,8
Italie-PIB	5,01%	2,1383	4,5721	10,7
RFA-PIB	5,20%	3,0100	9,0617	13,4
GB-PIB	2,28%	1,9833	3,9335	7,6
États-Unis-PIB	3,22%	2,3905	5,7121	7,95

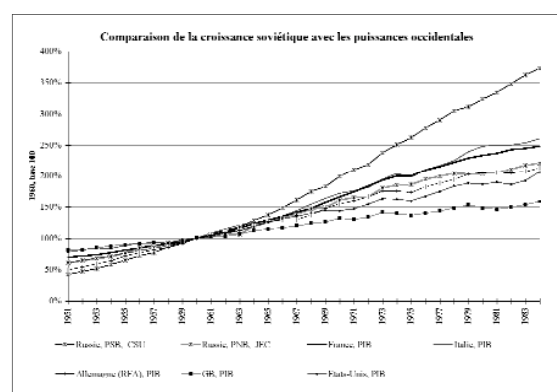
Sources : Comptabilités nationales pour les différents pays, PSB, voir CSU, *Narodnoe Hozjajstvo...*, PNB-JEC, JEC (1982).

La seconde tendance remarquable est que cette croissance se ralentit brutalement dans les années 1970 là encore quelles que soient les données que l'on utilise. Cette tendance d'ailleurs se vérifie dans une comparaison avec les pays occidentaux (graphique 2). On vérifie alors que, si l'on ne retient pas les taux de croissance officiels, qui sont les plus douteux, la croissance soviétique s'inscrit dans la moyenne de celle des pays à économie mixte. Si l'on prend 1960 comme année de

base, afin de ne pas être victime de l'effet « reconstruction » valable pour tous les pays considérés, sauf les États-Unis, on constate que la croissance soviétique est sensiblement plus rapide que celle de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, peu différente de celle de la RFA et inférieure à partir de 1960 à la trajectoire de la France et de l'Italie (graphique 2).

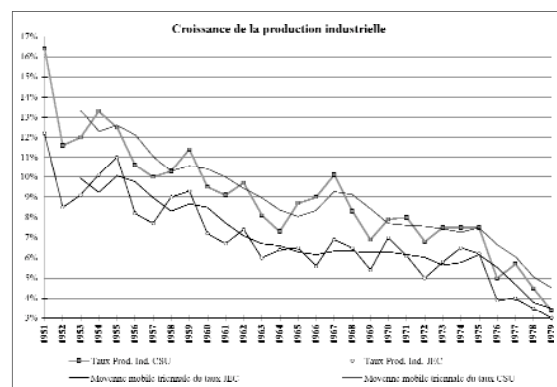
Ce résultat, sans être exceptionnel, ne saurait être considéré comme médiocre. Cependant, une observation plus précise du graphique montre que la croissance soviétique se détériore en comparaison avec les autres pays au moins à partir de 1975, et peut-être un peu avant. Cette tendance se confirme quand on observe les résultats de la production industrielle.

**GRAPHIQUE 2.**



Sources : Comme graphique 1, et données nationales pour les pays occidentaux.

**GRAPHIQUE 3.**



Source : Voir graphique 1.

On retrouve à la fois la présence de fluctuations sensibles et une tendance au ralentissement de la croissance, en particulier par rapport aux chiffres du début des années 1950. Cependant, cette tendance se décompose clairement en trois périodes distinctes.

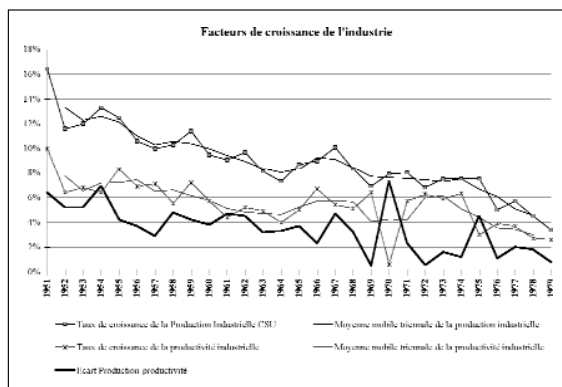


Une phase de ralentissement, après des taux très élevés (1951-1961), laisse la place à une deuxième phase (1962-1973) où le taux, une fois lissé, est en réalité stable. Lui succède alors une troisième phase marquée par la reprise sensible de la chute de la croissance. Cela conduit à s'intéresser aux facteurs de croissance de la production industrielle et, avant tout, à l'évolution de la productivité. La comparaison des données soviétiques avec les données déflatées par la prise en compte de la dérive des prix non répercutée dans les indices s'impose ici (graphiques 4 et 5).

Il découle de cette comparaison que la productivité industrielle a conservé un rythme de croissance à peu près stable de la seconde moitié des années 1950 au début des années 1970. Le ralentissement de la croissance de la production s'explique alors par un rythme décroissant de l'augmentation de l'emploi dans l'industrie. En revanche, après 1973-1975, il est incontestable que l'on est en présence d'une forte chute du taux de croissance de la productivité. Comme le rythme de croissance de l'emploi ne se redresse pas, la production voit sa croissance se réduire brutalement. Si l'on doit en croire les données déflatées, le taux de croissance de l'industrie devient alors très faible à partir de 1978. Compte tenu de l'importance du secteur industriel dans la formation du revenu national soviétique, cela explique la forte chute de la croissance économique.

GRAPHIQUE 4.

Sources : Données du CSU dans les annuaires, CSU, (diverses années)

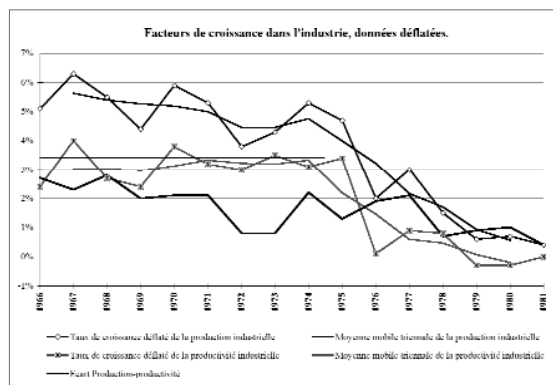


Narodnoe Hozjajstvo.

La brutale dégradation de la hausse de la productivité industrielle survenue dans les années 1970 constitue un indicateur à ne pas négliger. Le rythme de progression de la productivité est avant tout une indication de l'efficacité dynamique d'un système économique. Or, contrairement à ce qui a pu être parfois affirmé, l'efficacité dynamique du système soviétique n'a pas

été foncièrement médiocre, et surtout elle n'a pas été uniforme dans le temps. S'il est incontestable que la croissance et le développement des années 1930 se sont faits dans des logiques relevant de l'accumulation extensive, on observe des gains de productivité qui ne sont pas éloignés de ceux des économies occidentales pour la période 1955-1970. Même dans le cas des données déflatées, qui sont les moins favorables au système soviétique, le gain annuel moyen est égal ou supérieur à 3 %. Ce rythme est supérieur à celui enregistré pour la productivité du travail dans le secteur manufacturier aux États-Unis et en Grande-Bretagne entre 1955 et 1973 (respectivement 2,4 % et 2,8 %). Il est cependant inférieur au rythme enregistré en France dans la même période (5,9 %) et peu différent de celui de la RFA (3,9 %).

GRAPHIQUE 5.



Sources : Sapir, (1989).

TABLEAU 2.

Hausse annuelle moyenne de la productivité du travail par tête dans le secteur manufacturier

	1913/1929	1929/1938	1955/1973	1973/1981
France	1,9%	0,5%	5,9%	2,8%
États-Unis	1,4 %	0,4 %	2,4 %	0,03 %
Allemagne	0,2 %	2,2 %	3,9 %	2,8 %
Royaume-Uni	0,9 %	0,7 %	2,8 %	0,1 %
URSS (CSU)		5,8 %	5,6 %	4,4 %
URSS (déflaté)		**3,8 %	*3,1 %	1,2 %

Source : Mazier et alii, 1984, p. 41 pour les données occidentales ; CSU et Sapir, 1989, pour les données soviétiques.

\* 1966-1973

\*\* 1928-1937, données calculées à partir de Hodgman (1954) ; sur la même période, Nutter (1962) donne un chiffre de production qui équivalait à un gain annuel moyen de 0,3 % pour la productivité.

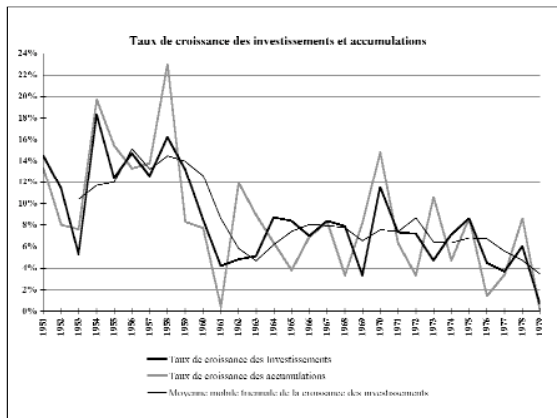
Le tableau 2 montre que l'efficacité dynamique de l'économie soviétique, en particulier dans le domaine

industriel, n'a pas été particulièrement mauvaise jusqu'au milieu des années 1970. En revanche, et cela confirme le résultat obtenu par la comparaison des taux de croissance, il est clair aussi qu'il y a une dégradation substantielle de l'efficacité et des performances après 1975.

Cette constatation conduit à s'intéresser cette fois aux mouvements de l'investissement.

Les données officielles montrent (graphiques 6 et 7) à la fois la forte instabilité de la croissance de l'investissement, qui correspond à l'instabilité déjà constatée dans le domaine de la production, mais aussi un changement non négligeable dans l'efficacité de ces investissements. Un indicateur significatif est ici le poids des constructions inachevées, calculé en pourcentage des investissements (graphique 7). Tout alourdissement de cet indicateur signifie qu'une partie des investissements effectués ne peut être mise en valeur. L'efficacité des investissements, médiocre au début des années 1950, s'améliore spectaculairement jusqu'au début des années 1960. Cependant, elle recommence à se dégrader à partir de 1969-1970. À la fin de la période qui nous concerne ici, on a retrouvé un niveau particulièrement élevé des constructions inachevées. Cela correspond non pas à des niveaux d'investissement très élevés comme en 1950-1953, mais, au contraire, à des niveaux qui vont en diminuant.

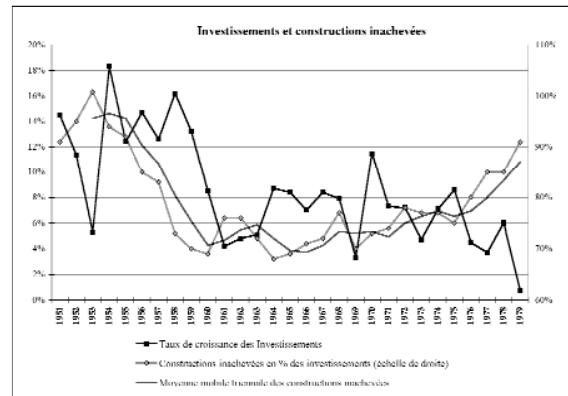
GRAPHIQUE 6.



Source : CSU.

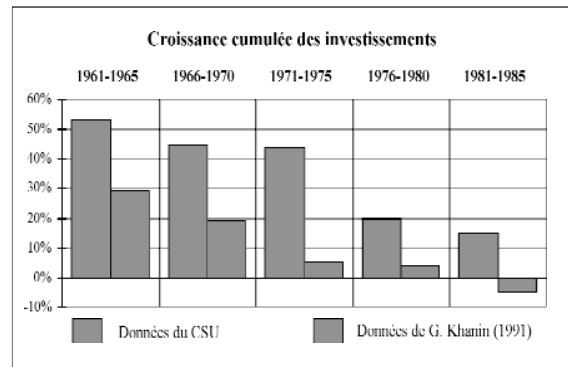
Ce dernier point est d'autant plus important que les données sur l'investissement, et en particulier les données depuis 1960, sont entachées des mêmes suspicions que celles concernant la production. Si, effectivement, les hausses de prix des biens industriels d'investissement n'ont pas été répercutées dans les indices, alors les montants doivent être déflatés. Telle est l'opinion de G. Khanin (Khanin, 1991).

GRAPHIQUE 7.



Source : CSU.

GRAPHIQUE 8.



Sources : CSU, *Narodnoe Hozjajstvo...* et Khanin (1991).

Le graphique 8 reflète la comparaison entre les données officielles et celles recalculées par Khanin. La croissance cumulée des investissements aurait ainsi été particulièrement faible dans la décennie 1970, et l'on aurait assisté à une baisse de l'investissement pour la première partie des années 1980. Il faut cependant alors observer que si les données officielles indiquent une chute importante de l'investissement pour la seconde moitié des années 1970, les données déflatées de Khanin font état d'une relative stabilité dans cette période, mais à un niveau de croissance très faible. Si tel est bien le cas, la dégradation des résultats économiques que l'on enregistre à partir de 1975 ne saurait résulter d'un épisode de suraccumulation, comme on en constate plusieurs dans l'histoire économique de l'URSS (Sapir, 1989).

**ALEXÉI KOSSYGUINE ET L'« AUTRE CHEMIN »** Alexei Kossyguine émergea, avec Leonid Brejnev, comme le grand bénéficiaire de l'éviction de Nikita Khrouchtchev. Si les deux dirigeants ont probablement partagé l'idée qu'une évolution du système soviétique était nécessaire, tout en

s'opposant quant à l'orientation des réformes<sup>7</sup>, Kossyguine fut certainement le plus critique quant à la situation économique et technologique de l'URSS.

Parlant devant les responsables du Gosplan en mars 1965, Kossyguine insista sur l'infériorité technique et qualitative de la production industrielle russe par rapport à celle des pays occidentaux<sup>8</sup>. Il devait répéter en public à plusieurs reprises de telles critiques dans les mois qui suivirent<sup>9</sup>. Il n'est donc pas faux de voir en lui le principal soutien politique des réformes économiques introduites à la fin de 1964 et connues en France et dans les pays occidentaux sous le nom de « réformes Liberman » du nom de l'un des économistes qui les avaient défendues. Son soutien à ces réformes ressort clairement de ses diverses interventions lors du XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS (Gruliow *et alii*, 1973a). Ces réformes sont cependant issues d'une réflexion qui commença avant la chute de Khrouchtchev, et elles ont incontestablement bénéficié, du moins initialement, d'un appui assez large dans la direction du PCUS (Sapir, 1989).

Le point qui permet sans doute de distinguer la position d'Alexeï Kossyguine fut la manière dont il lia systématiquement les succès, réels ou supposés, de ces réformes et la nature informationnelle du profit. Dans un discours prononcé à Minsk au début de 1968, où il dénonçait encore une fois le retard technique de la production russe, il pouvait ainsi affirmer : « Dans les pays capitalistes, les monopoles doivent se livrer une lutte serrée pour le profit et doivent réagir rapidement aux demandes des consommateurs, produire des biens modernes et chercher les manières les plus rationnelles pour organiser et gérer la production<sup>10</sup>. »

L'argument est intéressant à un double titre. D'une part, il montre à quel point Kossyguine est, à l'époque, conscient des limites du système soviétique quant à ses capacités d'innovation, non seulement technologiques mais aussi organisationnelles. La référence aux monopoles capitalistes n'est cependant pas innocente. Elle permet de ne pas prendre en compte le fait que les grandes entreprises occidentales fonctionnent de plus en plus à la même époque à travers des réseaux de sous-traitants qui, souvent, sont des entreprises de petite taille. Dans la mesure où les très grandes entreprises sont soit des entreprises par actions, soit des entreprises publiques (par exemple en France et en Italie), la concentration du regard sur ces entreprises permet de passer sous silence le rôle de l'entrepreneur et la question des droits de propriété.

Mais ce discours est intéressant à un autre titre. Le raisonnement tenu par Kossyguine fait du profit, soit d'une différence entre deux prix, le vecteur principal de transmission des informations. Il n'y a rien de diffé-

rent ici avec le raisonnement néoclassique le plus traditionnel. On retrouve ici un trait caractéristique des débats sur l'économie planifiée et les possibles réformes. Même les auteurs soviétiques, à la suite de la tradition intellectuelle fondée par Oskar Lange dès 1937, raisonnent toujours dans un cadre qui se révèle n'être que le reflet du raisonnement walrasien (Sapir, 2000, 2001). Or ce raisonnement est extrêmement trompeur quant aux économies de marché elles-mêmes. Il repose sur une succession d'hypothèses fortement irréalistes.

La position politique d'Alexeï Kossyguine devait atteindre son zénith quand il mena les négociations devant aboutir à la fin de la guerre indo-pakistanaise de 1966. Le Printemps de Prague, et la peur qu'il inspira aux dirigeants soviétiques, modifia le rapport des forces au sein de la direction du PCUS. Leonid Brejnev fut progressivement en mesure de prendre un ascendant grandissant sur la décision politique et d'imposer une révision drastique du programme des réformes soutenu par Kossyguine. Cela n'empêcha pas ce dernier de défendre pied à pied sa position, que ce soit au XXIV<sup>e</sup> congrès (voir Gruliow, 1973b) ou même à la fin des années 1970. George Breslauer identifie directement Kossyguine avec l'un des courants s'opposant à Brejnev après 1975, alors que, comme on l'a vu, la situation économique donne des signes manifestes de détérioration (Breslauer, 1982, pp. 226 *et seq.*). Si cette opposition n'avait pas pour objet de forcer le Premier secrétaire à la démission, elle avait cependant pour effet de montrer aux cadres comme à de nombreux responsables qu'un désaccord majeur existait quant à la stratégie de développement économique.

Alors que Brejnev concentrait ses efforts sur une approche administrative de la réforme, ou simplement sur un simple accroissement quantitatif de l'investissement (comme dans l'agriculture), le thème de l'efficacité et des incitations restait au cœur du discours de Kossyguine.

On doit donc certainement créditer Alexeï Kossyguine d'avoir maintenu un élément de pluralisme et de débat stratégique quant au modèle de développement dans l'URSS des années 1970, même si ses efforts ne furent pas couronnés de succès. Il reste que l'on peut cependant s'interroger sur la pertinence des thèmes qu'il avait choisis. Si la présence d'une crise profonde devenait de plus en plus palpable à partir de 1978-1979, l'identification de cette crise était loin d'être facile, ou évidente, même si cette identification dictait la nature des remèdes à apporter.

Il est indiscutable que le KGB disposa le premier des éléments permettant d'évaluer l'ampleur de la crise, tant économique que sociale. Le ralliement de son

chef, Youri Andropov, au camp des réformateurs au début des années 1980 en témoigne. Andropov, qui succéda à Brejnev, favorisa la montée au pouvoir de Gorbatchev quand il se sut trop malade pour exercer longtemps le pouvoir.

**LA CRISE ET SES CAUSES** Il faut maintenant chercher à comprendre les causes de cette crise. De nombreuses explications, parfois divergentes, parfois complémentaires, ont été avancées ; elles obéissent en général à trois logiques que l'on peut résumer en disant qu'elles mettent l'accent soit sur des facteurs économiques endogènes, soit sur des facteurs exogènes, soit enfin sur des causes institutionnelles.

Parmi les facteurs économiques endogènes, on cite souvent une productivité structurellement faible<sup>11</sup>. En fait, comme on vient de le voir, la période soviétique a connu des rythmes différents de gain de productivité. La question importante est donc de savoir si l'industrialisation a bien engendré le même processus de croissance de la productivité que dans ces pays, entre 1880 et 1930<sup>12</sup>. On a déjà indiqué que ces gains avaient été relativement faibles pour les années 1930, et ce en dépit de transferts de technologie massifs. La croissance de la productivité industrielle, qui fut assez soutenue de 1955 à 1975, comme on l'a vu, ne s'est pas maintenue dans la seconde moitié des années 1970. Cette constatation ne fait alors que déplacer la question initiale. Autrement dit, pourquoi les gains de 1955-1965 n'ont-ils pas débouché sur une tendance stabilisée alimentant un processus de croissance intensive ?

Une réponse qui est alors proposée est l'épuisement des ressources humaines<sup>13</sup> et matérielles<sup>14</sup>, ou du moins l'éloignement de ces dernières rendant leur mise en valeur de plus en plus coûteuse. De ce point de vue, la faible productivité du secteur agricole (Johnson D.G. & K. Mc Connell Brooks, 1983), et la très grande sensibilité de la production dans ce secteur aux variations des flux de main-d'œuvre (Sapir, 1987), ont certainement été des contraintes. Elles sont insuffisantes pour expliquer le mouvement de la productivité dans l'industrie.

Une seconde réponse possible réside dans les freins à l'innovation que le système soviétique aurait connus. En fait, le problème y fut moins le manque d'innovation que sa nature particulière<sup>15</sup> et son mode de diffusion<sup>16</sup>. Par ailleurs, même si on accepte l'argument, celui-ci est plus valable pour expliquer une tendance générale de faible productivité que les variations de cette dernière. On peut alors invoquer l'idée, paradoxale mais confortée par des études de cas, que l'introduction de certaines innovations, et en particulier des machines automatiques, a accru la vulnérabilité des

entreprises aux désordres traditionnels du système (Smekov, 1984), ce qui s'est traduit par une productivité plus faible des entreprises modernisées (Peysakhovich, 1974, 1987).

En ce qui concerne les facteurs exogènes, on a souvent évoqué le ralentissement des importations d'équipements occidentaux à la suite des embargos ou simplement d'un manque de devises (Sokoloff, 1983 et Green & Levine, 1978). Une telle hypothèse implique cependant que l'on puisse démontrer que ces équipements, une fois installés en URSS, avaient une productivité significativement supérieure aux équipements soviétiques (Sapir, 1988a). Cela reste difficile à démontrer dans le contexte des années 1960 et 1970, et les tentatives d'estimation économétrique n'ont pas donné de résultats satisfaisants<sup>17</sup>.

Pour expliquer le ralentissement de la croissance, on a aussi évoqué le « coût » de l'empire, en termes de maintien de l'ordre mais aussi de subventions aux pays « frères » (Wolf Jr., *et alii*, 1983). Ce coût reste cependant largement un coût d'opportunité et ne semble pas avoir augmenté dramatiquement dans la période concernée. On peut relier à cela la question des dépenses militaires. Là encore cependant, il est difficile de montrer qu'il y a eu un réel accroissement du fardeau, qui incontestablement était lourd, au moment où la croissance a décliné (Sapir, 1988b).

Enfin, les fluctuations de l'agriculture ont souvent été évoquées pour expliquer celles de l'économie soviétique dans son ensemble (Bergson, 1992). Si l'impact de mauvaises récoltes semble non négligeable, il faut se souvenir que ces dernières sont moins liées à des raisons climatiques qu'à des mouvements internes de l'économie et en particulier à des sautes de l'exode rural, sautes liées à des fluctuations de l'écart entre les rémunérations à la campagne et dans l'économie urbaine (Sapir, 1989, 1998). La fréquence des fluctuations climatiques n'est pas compatible en effet avec celle des mauvais résultats de l'agriculture (Rauner, 1981). On ne peut donc considérer qu'il s'agit là d'un facteur exogène.

Enfin, il faut mentionner les explications de nature institutionnelle. Citons ici les critiques pertinentes de Hayek contre la planification centralisée<sup>18</sup>. Le problème est que l'économie soviétique ne fonctionnait pas comme un modèle centralisé qui fut critiqué par Hayek. Ce dernier visait en réalité le modèle développé par Oskar Lange à la fin des années 1930, qui tentait de réconcilier planification marxiste et économie néoclassique.

Par ailleurs, la mesure de l'efficacité économique d'un système est loin d'être aisée. Même si de nombreux auteurs ont affirmé que l'économie soviétique

utilisait plus mal ses ressources que les économies de marché (Bergson, 1987 ; Desai et Martin, 1983), des études récentes infirment ce résultat. Il semble que l'économie soviétique se situait en fait dans une honnête moyenne, avec des résultats certes plus mauvais que ceux de certains pays européens ou asiatiques, mais sensiblement supérieurs à ceux des États-Unis (Kemme, 1990 ; Bergson, 1992). Certains auteurs estiment que l'absence de chômage, loin d'avoir été un avantage, fut en réalité un fardeau. Mais des études sur des pays occidentaux ne montrent aucune corrélation entre efficacité économique et volant (ou absence de volant) de chômage (Drago, 1989).

On peut cependant s'interroger sur la capacité du système à réagir face aux changements de son environnement. Ainsi, le fait qu'il ait répondu à la chute de la productivité des années 1970 par une tentative pour accroître l'emploi, alors que les limites démographiques du marché du travail étaient atteintes, pourrait attester d'une incapacité à prendre en compte une nouvelle situation (Sapir, 1989). Mais on peut aussi faire l'hypothèse inverse, soit que le système aurait été déstabilisé par une succession de réformes (Schroeder, 1979). Cette explication fait cependant bon marché des résultats obtenus entre 1965 et 1972, c'est-à-dire durant la mise en œuvre des réformes, et qui ont été comparativement meilleures que dans les périodes antérieures ou postérieures.

Globalement, l'hypothèse la plus satisfaisante semble résider dans la combinaison de changements lents dans les comportements des agents, changements eux-mêmes résultant des modes de fonctionnement du système, et une incapacité de ce dernier à s'y ajuster conduisant à la reproduction de mesures de plus en plus inefficaces et coûteuses, en moyens comme en désorganisation. Ainsi, quand on regarde les incitations au travail dans le cadre de l'entreprise, il apparaît que le modèle soviétique a connu une certaine plage de stabilité tant que le mécanisme de l'ascension sociale a gardé une crédibilité pour de larges fractions des travailleurs. Mais la réussite même de l'industrialisation a signifié la fin des mouvements massifs d'ascension sociale qui avaient caractérisé l'URSS des années 1930 aux années 1950. La situation, telle qu'elle a émergé dans les années 1970, était dès lors marquée par l'inefficacité des incitations monétaires dans un univers où une partie des biens de consommation étaient rationnés et circulaient hors des circuits monétaires, et sans la possible contrepartie de l'ascension sociale.

Pour reprendre une argumentation développée récemment<sup>19</sup>, on dira alors que ce dernier a succombé à une montée progressive d'une incohérence interne liée à

l'évolution progressive de ses modes locaux de coordination. La chute des gains de productivité dans la seconde moitié des années 1970, elle-même issue des effets de transformations structurelles, économiques et sociales antérieures, et de leur conflit avec l'inachèvement des évolutions institutionnelles, a rejailli sous la forme de contraintes de court terme (quels arbitrages entre consommation et investissements, au sein des investissements, etc.) mettant en péril la reproduction globale du système<sup>20</sup>. Ce dernier voit alors ses réactions contraintes par les formes spécifiques des mécanismes de coordination mis en place (marchandage, règles de commandement, rôle des espaces de marché). De telles réactions, tant par leurs formes que par leur lenteur, engagent alors le système sur une trajectoire de perte progressive du contrôle macro-économique caractérisée par l'émergence de phénomènes irréversibles (montée de l'inflation et de la pénurie, démoralisation des travailleurs, accentuation des conflits de répartition entre branches et régions, qui désarticulent le processus de prise de la décision).

Cette compréhension de la crise s'insère donc dans une vision plus historique mettant en valeur l'existence de plages de relative flexibilité ainsi que d'une tendance conjoncturelle, le cycle d'investissement, qui sont à la fois les formes d'expression de la conjoncture issue de structures particulières, et des éléments de transformation de ces dernières<sup>21</sup>. On peut ainsi saisir pourquoi le cycle, après avoir scandé la croissance, a fini par la briser.

À cet égard, les réformes soutenues par Alexei Kossyguine, si elles pointaient dans la bonne direction, le manque de réactivité du système aux changements de son environnement manquaient cependant de l'envergure nécessaire pour produire des effets décisifs. Elles étaient très certainement trop dépendantes d'une vision de l'économie qui, curieusement, était moins marquée par le discours marxiste que par les illusions de la pensée néoclassique. On retrouvera ce fétichisme du prix monétaire dans le discours des réformateurs radicaux de 1990-1992, avec les résultats que l'on connaît.

Le système soviétique aurait cependant sans doute pu s'accommoder d'une réforme profonde en 1964-1965 si elle s'était appuyée sur une compréhension globale des problèmes qu'il rencontrait, et en particulier de la complexité des canaux de transmission de l'information. Au milieu des années 1980, après une décennie de crise latente et de stagnation, il était sans doute trop tard. À bien des égards, la période 1965-1975 peut entrer dans l'histoire de l'URSS et de la Russie comme celle de la décennie perdue. ●

## BIBLIOGRAPHIE

- Amann R., Cooper, J.M. et Davies, R.W. (eds.), 1977, *The Technological Level of Soviet Industry*, Yale University Press, New Haven & Londres.
- Amann R., et Cooper, J.M., 1982, *Industrial Innovation in the Soviet Union*, Yale University Press, New Haven & Londres.
- Andreff, W., 1987, « Bilan comparatif de la crise économique en URSS et dans les six pays européens du CAEM. De la réalité à l'emphase théorique » in B. Chavance (éd.), *Régulation, Cycles et crises dans les économies socialistes*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, pp. 45-72.
- Bergson, A., 1977, *Productivity and the Social System - The USSR and the West*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.
- Bergson, A., 1987, « Comparative productivity : the USSR, Eastern Europe and the West », in *American Economic Review*, vol. 77, n° 2.
- Bergson, A., 1992, « Communist Economic Efficiency Revisited », in *American Economic Review*, n° 2.
- Breslauer, G.W., 1982, *Khrushchev and Brezhnev as leaders - Building Authority in Soviet Politics*, George Allen & Unwin, Londres.
- Chavance, B., *Le Système économique soviétique, de Brejnev à Gorbatchev*, Nathan, coll. « Circa », Paris, 1989.
- Cooper, J., 1987, « Is there a technological gap between East and West ? », in J. Fedorowicz (ed.), *East-West Trade in the 1980's : Prospects and Policies*, Westview Press, Boulder, Co.
- CSU, *Narodnoe Hozjajstvo* (différentes années), Moscou, Statistika ou Gosstatizdat pour les éditions d'avant 1965.
- Desai, P. et Martin, R., 1983, « Efficiency loss from Resource Misallocation in Soviet Industry », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. 98, n° 3.
- Drago, R., 1989, « Comparative Productivity and Unemployment », in *Economic Analysis and Worker's Management*, vol. 23, n° 4.
- Firth, N.E. et Noren, J.H., 1998, *Soviet Defense Spending - A History of CIA Estimates*, the Texas A&M University Press, College Station, Tx.
- Green, D.W. et Levine, H.S., 1978, « Soviet machinery imports », in *Survey*, vol. 23, n° 2.
- Gruliov, L. et alii, (eds.), 1973a, *Current Soviet Policies (V) : The documentary record of the 23rd Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, AAASS, Colombus.
- Gruliov, L. et alii (eds.), 1973b, *Current Soviet Policies (VI) : The documentary record of the 24th Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, AAASS, Colombus.
- Hodgman, D.R., 1954, *Soviet Industrial Production 1928-1951*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Johnson, D.G. & Connell Brooks, K.Mc, 1983, *Prospects for Soviet Agriculture in the 1980's*, Indiana University Press, Bloomington, Ind.
- Joint Economic Committee, Congress of the United States, 1982, *USSR : Measures of Economic Growth and Development, 1950-1980* (studies prepared by the Directorate of intelligence of the CIA), US-GPO, Washington DC.
- Joint Economic Committee, Congress of the United States, 1990, *Measures of Soviet Gross National Product in 1982 Prices* (study prepared by the CIA), US-GPO, Washington DC.
- Kemme, D.M., 1990, « Loses in Polish Industry due to Resource Misallocation », in *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas*, vol. 14, n° 2.
- Khanin, G.I., (Hanin, G.), 1991, *Dinamika ekonomicheskogo razvitiia SSSR*, Nauka, Novosibirsk.
- Kossyguine, A.N., 1974, *Izbrannye rechi i stat'i*, Politizdat, Moscou.
- Krasovskij, V., 1968, « Ekonomicheskaja reforma i problemy kapital'nyh vlozhenij » in *Voprosy Ekonomiki*, n° 10, octobre.
- Kushnirsky, F.I., 1983, *Price inflation in the Soviet machine-building and Metalworking sector*, Delphic Associates, Falls Church, Va.
- Kushnirsky, F.I., 1985, « Methodological aspects in Building Soviet Prices Indices » in *Soviet Studies*, vol. 37, n° 4, octobre, pp. 505-519.
- Lorenzi, J.H., Pastré, O. & Toledano, J., 1980, *La Crise du xx<sup>e</sup> siècle...*, Economica, Paris.
- Mazier, J., Basle, M. et Vidal, J.-F., 1984, *Quand les crises durent...*, Economica, Paris.
- Nutter, W., 1962, *The Growth of Industrial Production in the Soviet Union*, NBER et Princeton University Press, Princeton, NY.
- Peysakhovich, V., 1974, *Ekonomicheskie Problemy Avtomatizacii Proizvodstva*, Izdatel'skogo Belaruskogo Universiteta, Minsk.
- Peysakhovich, V., 1987, *Economics of Automation in the Soviet Machine-Building Industry*, Delphic Associates Inc., Falls Church, Va.
- Rauner, Ju. L., 1981, *Klimat i Urozhajnost' Zernovyh Kultur*, Nauka, Moscou.
- Rosefielde, S., 1982, *False Science : Underestimating the Soviet Arms Build-up*, Transaction Books, New Brunswick et Londres.
- Sapir, J., 1987, « Cycles économiques et relations entre l'investissement, l'emploi et la productivité : un modèle », in B. Chavance (éd.), 1987, *Régulation, Cycles et crises dans les économies socialistes*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, pp. 159-182.
- Sapir, J., 1988a, « L'impact des transferts de technologie sur l'économie soviétique : problèmes de méthode », in B. Chantebout et B. Warusfel (eds.), 1988, *Le Contrôle des exportations de haute technologie vers les pays de l'Est*, Masson, Paris.
- Sapir, J., 1988b, *Le Système militaire soviétique*, La Découverte, Paris.
- Sapir, J., 1989, *Les Fluctuations économiques en URSS - 1941-1985*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.
- Sapir, J., 1990, *L'Économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, La Découverte, Paris.
- Sapir, J., 1998, « Sovetskaja Ekonomika : Istoki, razvitie, funkcionirovanie » in N.S. Babincev, N.P. Kuznecov et K. Rikhter (eds.), *Industrializacija : Istoričeskij opyt i sovremennost'*, Izdatel'stvo Sankt-Peterburgskogo Universiteta, Saint-Pétersbourg, pp. 86-138.
- Sapir, J., 2000, *Les Troux noirs de la science économique*, Albin Michel, Paris.
- Sapir, J., 2001, *K Ekonomičeskoj teorii neodnorodnyh sistem - opyt issledovanija decentralizovannoj ekonomiki*, Presses du Haut Collège d'économie, Moscou.
- Sapir, J., 2004, « Aleksej Nikolaevitch Kosygin. Poterjannoe desjatiletie (1965-1975) i sud'ba Sovetskogo Sojuza » in A. Gvichiani, *Fenomen Kosygina - Zapiski Vnuka*, Fond Kultury Ekaterina, Moscou, 2004, pp. 280-289.
- Sapir, J., 2005, *Quelle Économie pour le xx<sup>e</sup> siècle ?*, Odile Jacob, Paris.
- Schröder, G.E., 1979, « The Soviet economy on a treadmill of reforms », in *Soviet Economy in a Time of Change*, 2 vol., Joint Economic Com., US Congress, US-GPO, Washington, DC.
- Smekov, B., 1984, *Upravlenie Efektivnostju*, Politizdat, Moscou.
- Sokoloff, G., 1983, *L'Économie de la détente : l'URSS et le capital occidental*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Toda, Y., 1979, « Technology transfer to the USSR : the marginal productivity differential and the elasticity of intra-capital substitution in Soviet Industry », *Journal of Comparative Economics*, vol. 3, n° 2, juin.
- Weitzman, M., 1979, « Technology transfer to the USSR : an econometric analysis », in *Journal Of Comparative Economics*, vol. 3, n° 2, juin.
- Wolf, C. Jr., Yeh, K.C., Brunner, E. Jr., Gurwitz, A., & Lawrence, M., 1983, *The Costs of the Soviet*.
- The Rand Corporation, R-3073/1 NA, Santa Monica, Ca.
1. W. Andreff, 1987, voir p. 56. Ajoutons que je ne fus pas seul en cause. Danielle Leborgne et Bernard Chavance eurent aussi à subir les foudres de notre docte collègue.
2. *Id.*, *ibid.*, p. 62.
3. Sapir, J., 1987.
4. Voir Breslauer, 1982.
5. Ou *zastoj* dans le vocabulaire de la perestroïka.
6. Sapir, 1989, pp. 185 et *sqq.*
7. Voir Breslauer, 1982.
8. Kossyguine, 1974, pp. 213-214.
9. *Pravda*, 12 juillet 1965.
10. *Sovetskaja Belousija*, 15 février 1968.
11. A. Bergson, 1977.
12. Lorenzi et alii, 1980; Mazier et alii, 1984.
13. J. Sapir, 1989.
14. A. Bergson, 1977.
15. R. Amann, et alii, 1977; R. Amann et J.M. Cooper, 1982.
16. J. Cooper, 1987.
17. Voir M. Weitzman, 1979. Voir aussi, Y. Toda, 1979.
18. Pour une synthèse, Sapir, 2001.
19. J. Sapir, 2005.
20. B. Chavance, 1989; Sapir J., 1998.
21. J. Sapir, *Les Fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, op. cit.



# UNE RÉPUBLIQUE JUSTE, JUSTE UNE RÉPUBLIQUE

DENIS FERNÁNDEZ-RECATALÀ\*

*Les conséquences de l'insurrection asturienne d'octobre 1934, vont en quelque sorte tramer la politique espagnole. Le Front populaire en résultera. Un espoir raisonnable se fraie un passage parmi les obstacles dressés par une droite qui cultive les complots et contribue par son incompétence et par la défense d'intérêts égoïstes à aggraver la crise dont l'Espagne est la proie. Les militaires acquièrent une autorité exorbitante. Le gouvernement réprime sans discernement les ouvriers et les mineurs soulevés.<sup>1</sup>*

On a vu ou voulu voir avec l'insurrection ouvrière des Asturies et sa répression les prémices de la guerre civile espagnole. Tous les ingrédients semblent s'y mêler. En vérité, il s'agit d'une erreur de parallaxe et d'une manière *a posteriori* de faire porter le poids du conflit déclenché par les conjurés de juillet 1936 sur les organisations de gauche. Certes, il y a des similitudes, et nous pourrions aisément les recenser. Elles sont réelles, elles sont trompeuses. Il y a surtout des différences de taille. Par exemple, les moyens mis en œuvre par les ennemis du Front populaire. En 1936, les implications internationales, les aides fasciste et nazie, sont décisives. Grâce à elles, les putschistes mèneront leurs opérations à leur terme. Elles leur permettront de surmonter les défaites essuyées les premiers jours. Différence notable aussi, la longue préméditation qui préside à la machination. On est loin de la quasi-improvisation des partis ouvriers de 1934. Les syndicats se concertent à la hâte. Les ouvriers et les mineurs découvrent l'organisation révolutionnaire au fur et à mesure qu'ils l'expérimentent. Leur imaginaire, à défaut de leur pensée, est fourni par une certaine idée qu'ils se font de la révolution bolchevique, une révolution qu'ils interprètent le plus souvent à la lumière de la spontanéité. Leur mouvement se veut d'autant plus foudroyant qu'il négligera des aspects

tactiques et se tiendra à des orientations stratégiques, tout à la fois précises et trop vagues, pour l'emporter. Les communistes, rappelons-le, avaient rechigné à s'associer à l'Alliance ouvrière parce qu'elle écartait d'emblée les masses paysannes. Ils ne songeaient pas encore à d'autres alliés indispensables à une éventuelle victoire. L'Alliance ouvrière joue son solo funèbre avec un courage et un héroïsme incontestables. Le soulèvement d'octobre 1934 répondait à une situation créée par un appareil d'État vindicatif qui noyait les conflits sociaux dans des bains de sang. Aux Asturies, l'hémorragie confine au vertige, et c'est en cela, surtout, que les Asturies préviennent la guerre d'Espagne. Le gouvernement Lerroux-Roblès cogne, et il cogne à tour de bras. La frousse des classes dirigeantes est telle que le gouvernement n'hésite pas. Il recourt à des procédés superlatifs. Franco, nommé conseiller spécial du gouvernement, fait ses armes et avec lui de futurs commandants du *pronunciamiento*. Après la reddition d'Oviedo, une chasse à l'homme est menée à l'échelle d'une région, voire au-delà, vers les montagnes frontalières du León, où des groupes communistes continueront une guérilla. Anecdote : les révolutionnaires se rendent, mais ils refusent de se rendre aux Maures. Vieille histoire que celle d'une province rétive à la conquête arabe et qui traduit alors son indépendance en ne se soumettant pas à ceux qu'elle considère, à tort ou à raison, comme l'étranger inconciliable, l'ennemi héréditaire depuis 1492. Les Maures n'étaient jamais parvenus à occuper les Asturies. Le symbole est gros. Curieux de constater par la même occasion que l'on a conservé, par-delà les siècles, une nomination – *los moros* et non pas *los maroquis* – qui ne correspond plus à une réalité historique, mais à l'obscur désir d'assujettir les lointains descendants des conquérants du royaume wisigoth de 711, embrigadés désormais dans une légion indigène. L'Espagne ressasse son passé et le corrige à grand-peine. Mais là, aux yeux d'un grand nombre d'Espagnols, Franco est discrédité pour avoir appelé des troupes africaines combattre des

\* Écrivain, dernier ouvrage paru, *Les quatre Interprètes* avec Ismail Kadaré, Stock, Paris, 2004.



compatriotes. Bien sûr, les classes dominantes se réjouissent de ses opérations. On lui décerne le titre de « Sauveur » et, sans le savoir peut-être, on réédite à Madrid une scène dont Thiers a été le héros, après la Commune de 1871.

**LA RÉPRESSION SE CHIFFRE.** C'est son horreur. Elle se détaille également, et c'est son abomination. Alors que tout est perdu hors l'honneur pour les insurgés, on fusille, au petit malheur la chance, des hommes suspectés d'avoir porté des armes, dans les bassins miniers. On constitue des départements de tortionnaires, dirigés par Duval, commandant de la garde civile, qui restaure les vieilles pratiques de l'Inquisition. La sauvagerie des interrogatoires, de la *question*, infligée aux prisonniers suscite une réprobation sitôt qu'elle est rendue publique, non sans bravoure, par Alvarez del Vayo, journaliste de la gauche

La sauvagerie des interrogatoires, de la question, infligée aux prisonniers suscite une réprobation sitôt qu'elle est rendue publique, non sans bravoure, par Alvarez del Vayo, journaliste de la gauche socialiste et futur ministre du Front populaire.

socialiste et futur ministre du Front populaire. Pour le commandant Duval, supplicier à l'ancienne – il révèle les agissements généralisés par la SS et la Gestapo –, c'est, sans aucun doute, sacrifier à une tradition. Le scandale est si grand que le gouvernement ne peut l'assumer. Duval est révoqué et s'exile. On déclare l'état de guerre pour trois mois. On condamne à mort sans discernement. On prononce des peines de prison extravagantes. On exécute le sergent Vazquez, coupable d'avoir rejoint un détachement ouvrier. Manuel Azaña, l'ancien président du Conseil, est incarcéré bien qu'il n'eût pas participé aux événements. Les députés socialistes Gonzalez Peña et Teodomiro Menéndez, sont condamnés à la peine capitale. Largo Caballero, dirigeant de l'UGT, Santiago Carrillo, secrétaire des Jeunesses socialistes, sont incarcérés. Lluís Companys, président de la généralité

de Catalogne, est promis à trente ans de bagne. Aucune condamnation à mort ne sera prononcée à la suite des événements survenus en Catalogne. Les Asturies paieront un prix élevé.

Les chiffres? Leur énoncé est éloquent : trois mille exécutions, plus de sept mille blessés, trente mille emprisonnés. Les corps engagés par le gouvernement comptabilisent deux cent vingt pertes.

**JAMAIS, PROBABLEMENT, DEPUIS L'AFFAIRE SACCO ET VANZETTI, LE MONDE PROGRESSISTE NE S'EST TANT MOBILISÉ** pour soutenir les vaincus d'un mouvement qui, malgré son échec militaire, poursuit sa lutte. En dépit de divergences, les leçons utiles vont être très vite tirées.

Conséquence immédiate, le président de la République, Alcalá Zamora, sous la poussée de l'opinion publique mondiale, modère des condamnations et commue dix-neuf peines de mort, dont celle de Ramon Gomez Peña, l'un des chefs de l'insurrection, à la prison.

Les communistes, minoritaires, prennent pour ainsi dire la tête du mouvement au moment même où le mouvement semble terrassé. À la différence des responsables socialistes qui rusent afin de tempérer vainement des condamnations en prétendant que l'insurrection a été le fruit d'une impulsion, José Diaz, secrétaire du Parti communiste d'Espagne, en revendique la responsabilité. Il s'agit, non pas de confisquer le mouvement à son profit, mais d'assurer une défense collective des détenus et de ne pas briser une communauté dont les membres ne seraient pas logés à la même enseigne, si leurs cas étaient dispersés, au hasard des greffes et des juridictions d'exceptions. José Diaz ira à la prison Modelo, de Madrid, convaincre Largo Caballero d'accepter sa proposition. Il se heurte à un refus argumenté. Avant l'insurrection, les comités exécutifs du PSOE et de l'UGT avaient décidé qu'en cas de revers ils allégueraient une révolte incontrôlée.

À cette occasion, Paris découvre la Pasionaria. Elle vient témoigner. Elle témoigne de l'énergie et de la résolution dont ont fait preuve les Asturiens, elle témoigne aussi de leur détresse comme de leur résistance.

Les anarcho-syndicalistes qui avaient tergiversé pour des motifs compréhensibles – en Catalogne, on leur demandait de s'associer à un mouvement insurrectionnel après que Companys les a désarmés et quelque peu persécutés ; aux Asturies, ils ont boudé la grève insurrectionnelle jugée trop peu révolutionnaire –, les anarcho-syndicalistes, donc, s'unissent à l'élan de solidarité – la nouvelle étape du combat politique qu'empruntent alors les événements. Libérer les prisonniers, recouvrer des libertés, poursuivre l'agitation, reconsidérer la stratégie, examiner le bien-fondé des méthodes sont des thèmes à l'ordre du jour.



Aussi, l'Octobre rouge des Asturies est-il médité. À Moscou, le Komintern, animé par Dimitrov, approfondit la question des alliances que les partis communistes doivent nouer pour battre le fascisme. Le contexte européen, voire mondial, si l'on songe au Japon, n'est guère favorable aux couches populaires. Après la prise de pouvoir par Hitler en Allemagne, l'écrasement de la Commune de Vienne, les journées de Février à Paris, quelque chose se déglingue, et l'URSS risque l'isolement. La France et l'Espagne forment un espoir de solution. La tactique de Front unique progresse. Pour l'instant, elle intéresse avant tout les militants socialistes, leurs dirigeants demeurant décriés. Il faut relire les discours de Dimitrov lui-même, jusqu'au printemps 1935, pour le vérifier. (« Ce sont les chefs réactionnaires de la social-démocratie, l'idéologie et la politique sociales-démocrates de collaboration de classe avec la bourgeoisie qui entravent la constitution du front unique prolétarien », 1<sup>er</sup> mai 1935.) Quant à l'Internationale socialiste, elle n'est pas très chaude pour réaliser l'unité des deux formations ouvrières. Seuls, la SFIO, d'une part, et le PSOE de l'autre, sont disposés à revoir leurs positions. Ils l'ont d'ailleurs déjà démontré.

En Espagne, le PSOE, donc, se ravise. Il a renoncé à la collaboration de classes. Certes, il ne brigue pas la paternité du mouvement asturien, mais il confirme sa vocation subversive, non sans équivoque. Dans ses *Mémoires*, Largo Caballero rapporte ses réponses à l'interrogatoire auquel le soumet un juge militaire qui lui demande incidemment ce qu'il pense de la révolution : Largo Caballero, bientôt surnommé le Lénine espagnol, élude. « Je suis ici pour répondre de mes actes non de mes pensées... » Toutefois, à gauche, quelque chose évolue dans le paysage politique espagnol. Les laissés-pour-compte de la République, ouvriers, paysans, employés, les sans-travail, les expulsés, les métayers catalans, les pauvres saisis pour dettes s'identifient au sort des insurgés asturiens. Et ce qui n'avait pas été obtenu par les directives de grève générale et d'insurrection va l'être, paradoxalement, par la défaite : une base de masse plus cohérente se constitue et réalise, vaille que vaille, une communauté volontaire. Battre une bourgeoisie qui brigue l'arrogance et massifie le crime, étouffer un fascisme protéiforme, renverser les institutions conservatrices, rétablir une morale civique deviennent des impératifs catégoriques des organisations ouvrières et, plus largement, des partis républicains de la gauche modérée.

À droite, on persévère dans son être. La victoire remportée aux Asturies défole.

De septembre 1933 à décembre 1935, dix crises ministérielles ont affecté le régime. Alexandre Lerroux

tangue, mais tient les rênes du pouvoir. Il les tient de plus en plus faiblement jusqu'à presque les relâcher en mai 1935 au profit de Gil Roblès, le *Chef*, nommé ministre de la Guerre. Celui-ci affirme ainsi sa prépondérance. Aux Cortés, on assiste à d'in vraisemblables débats sur les indemnités (230 millions de pesetas) à verser aux grands d'Espagne maigrement expropriés. On entend Lamamié de Clairac, un député catholique, déclarer que « si d'aventure les encycliques papales exprimaient, un jour, une inclination pour la réforme agraire, il se ferait schismatique ». La foi ainsi vécue s'identifie à l'ennemi de la propriété. Au partage évangélique des biens Lamamié de Clairac choisit de patronner la sentence : « Il faut rendre à César ce qui appartient à César. » En l'occurrence, *folie des grands*, et cette folie des grands s'arrime à une manie avaricieuse – César est bien servi. Et ces sessions sont consacrées à la réforme agraire...

L'instabilité régnante, les troubles, l'incertitude, les égarements, l'inconscience, l'« égoïsme suicidaire » évoqué des années plus tard par Gil Roblès pour se disculper auraient requérir des classes possédantes une sagesse que seul Sancho Pança eût été capable de dispenser quand il gouvernait son île. Là, au contraire, on se lâche...

Le 5 novembre, Gil Roblès, qui n'a rien appris parce qu'il n'a encore rien compris, lance lors de la séance de réouverture des Cortés : « Il faut revenir sur ce qui a été fait depuis le 14 avril » (1931, date de la proclamation de la République). Le lendemain, Calvo Sotelo, le leader monarchiste à tendance fascisante, tranche devant l'Assemblée : « La possibilité d'un dialogue parlementaire a disparu à jamais. » Puis il dépeint l'armée « en colonne vertébrale de la Patrie », quand Gil Roblès ne la considère que comme « son bras armé », tout en signalant : « Nous ferons ce que l'armée décidera. »

On promeut les généraux s'étant illustrés lors de l'affaire asturienne. Tous, sans exception, conduiront le coup d'État de 1936. Franco devient chef d'état-major de l'armée; Fanjul, sous-secrétaire d'État à la Guerre; Goded, inspecteur général de l'armée; Mola, commandant en chef des troupes du Maroc; et Yagüe, qui s'était particulièrement distingué sur le terrain, reçoit le commandement de la 2<sup>e</sup> légion du *Tercio*. Cela ne suffisant pas à amadouer une armée qui exulte, le gouvernement procède à la nomination de quatre-vingts officiers supérieurs, dont seule une vingtaine présente ses respects à Alcalá Zamora, comme le stipule le protocole.

Les soixante autres se livrent à un putsch larvé ou plutôt rentré ou ravalé. La situation est si tendue dans le pays que l'armée considère qu'il est de son devoir de comploter. À cet instant précis, le gouvernement Ler-



roux-Roblès, qui s'était durci au point de dériver vers une espèce de dictature teintée de fascisme et de militarisme, jette l'éponge. Alcalá Zamora somme Lerro de démissionner – il est impliqué dans le scandale du *straperlo*, la roulette truquée du casino de Saint-Sébastien. Roblès prétend le remplacer au poste de Premier ministre. Alcalá Zamora, qui l'a déjà assez vu, lui préfère Portela Valladares, assez falot, pour n'être pas même *Chef* de son ombre. Alcalá Zamora vise de nouvelles élections. Il craint les intrigues de Gil Roblès, lié à l'armée, à l'Église et aux monarchistes, et il redoute l'armée qui ne fait pas mystère de résoudre la crise par les armes, d'autant que les droites l'y incitent. Elle vient de prouver ce dont elle est capable. Fanjul et Goded bavardent. Ils se répandent dans les cercles, les cafés, ils s'ouvrent à des journalistes. Franco, plus prudent et de toute manière plus fin, estime le moment prématuré. La gauche rassemble des meetings considérables, sem-

Les communistes ne comptent que vingt mille adhérents. On leur conseille de surseoir à leurs aspirations foncières, de composer, de se concilier des couches que leurs sommations déconcertent ou alament. Il s'agit de rassurer, avant tout de rassurer, y compris par un lyrisme national et démocratique.

blables à ceux de 1931. Les directions des partis et des syndicats se consultent. Alors, le futur caudillo approche le secrétaire d'Alcalá Zamora, Rafael Sanchez Guerra, afin de lui glisser, parlant de lui à la troisième personne : « Le général Franco est un militaire discipliné, un homme loyal, qui n'a jamais pensé à se soulever. » Il parle en étranger à ses propos. Quant à Alcalá Zamora, il caresse le rêve d'une troisième force, la formation d'un *manis*, qui comprendrait et compromettrait les socialistes, dominés par les centristes. Dans les rues retentit le slogan asturien clamé par des milliers, des dizaines de milliers et un demi-million de personnes à Madrid : UHP! *Unidos hermanos proletarios*. Le Front populaire est en marche, et aucun replâtrage parlementaire ne paraît digne de considération. Les Asturies ont cimenté les gauches espagnoles. On assiste à ce double paradoxe : d'une part, la droite unie au centre et appuyée par l'armée se révèle incapable de gérer sa

victoire et ses lendemains encombrants ; de l'autre, la gauche ne baisse pas les bras. Elle sublime sa défaite et se revitalise. Elle adopte une stratégie d'ensemble susceptible de dynamiser ses forces. Il faut préciser qu'elle obéit à un imaginaire espagnol où le martyr appelle moins la compassion que le sursaut. Incidence, peut-être explicative : le récit national français se nourrit des héros vaincus, tel Roland. L'équivalent espagnol, *El cantar del mio Cid*, promet un héros qui vainc ses ennemis après sa mort. On attache le Cid sur Babieca, sa monture, pour qu'il conduise, à titre posthume, les armées qui déroutent les Maures. En Espagne, on n'encense pas la charge inutile des cuirassés à Reichshoffen.

**DEPUIS 1931, LES COMMUNISTES ESPAGNOLS, SOUS L'IMPULSION DU KOMINTERN, ONT PARCOURU UN CHEMIN CONSIDÉRABLE :** lors de l'avènement de la II<sup>e</sup> République, à Madrid, ils réclamaient un gouvernement de soviets. Ils étaient quelques centaines. Deux ans plus tard, ils proposent un pacte au PSOE et aux républicains de gauche pour une consultation législative à Malagá. C'est une amorce, limitée, circonstancielle, qui permet l'élection du premier député communiste, le Dr Cayetano Bolívar. Il s'agit d'empêcher l'accession d'un proto-fasciste. Aucun programme n'est discuté.

Le PSOE, on le sait, a repris, tant bien que mal, sa partition révolutionnaire. Sa gauche, il est utile de le souligner, est séduite, puis acquise aux thèses unitaires comme le Komintern les définit. D'ailleurs, on comprendrait mal comment ces conceptions auraient pu l'emporter en Espagne si l'Internationale communiste n'avait pas travaillé au corps certains des éléments du PSOE, des dirigeants des Jeunesses socialistes, étant donné le peu de poids que pèse encore le Parti communiste sur la scène politique ibérique.

Les Jeunesses socialistes, soutenues par Largo Caballero, de plus en plus autonomes et de plus en plus captivées, réclament, à travers Carlos Hernández Zancajo, un programme qualifié de bolchevique, dans une brochure intitulée *Octobre, la deuxième étape*. Il y est écrit : « Aujourd'hui, il est évident qu'il est nécessaire de réhabiliter le contenu révolutionnaire du parti socialiste, ce que nous nommons *sa bolchevisation*. Elle s'impose à tous. » Par ailleurs, les Jeunes socialistes se réfèrent explicitement au modèle soviétique. Ils marchent sur les brisées du PCE, un PCE d'avant le discours de Dimitrov au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern qui privilégie la lutte antifasciste et ajourne la révolution. Les Jeunes socialistes, eux, sont convertis au choc frontal, à la guerre de mouvement, « à la défaite de la bourgeoisie et au triomphe de la révolution grâce à la dictature du prolétariat ». Dans ce contexte, et dans les périodes suivantes, les communistes apparaîtront, peu à peu, comme des modérés. Le Front populaire devien-

dra leur doctrine. À la lecture de cette prose incendiaire, Indalecio Prieto, qui avait révélé par une lettre adressée au comité exécutif de l'Internationale socialiste l'existence d'un projet de Bloc populaire dès mars 1935, publie à son tour une brochure, *Positions socialistes*, aux allures existentielles où il est dit : « La vie est bien plus grande que le marxisme. » Mais Indelacio Pietro est battu. Il est inaudible. Ses considérations philosophiques sont méprisées, quand elles ne sont pas raillées par les militants et au-delà par le peuple.

La situation sociale empire. Le pauvre ministre de l'Agriculture, Giménez Fernández, est révoqué. Gil Roblès lui reproche de vouloir, malgré tout, poursuivre la réforme agraire. Dans ce pays catholique, la droite est en prise à des contradictions quasi convulsives : l'idéologie chrétienne l'incline au partage, à une justice mesurée que son ancrage social, féodal et capitaliste, conteste. Cela se traduit par la formule employée par Gil Roblès quand il limoge Giménez Fernández : « Je n'ai pas osé le maintenir à son poste. » Et, de surcroît, 1935 se solde par de mauvaises récoltes. La disette apparaît dans les campagnes. Elle touche 3 millions d'individus, un dixième de la population espagnole. On relève sept cent mille chômeurs. Le gouvernement tente de colmater les brèches en suggérant le lancement d'un « grand plan de petits travaux ». Au ministère des Finances, on méconnaît, de bonne foi, c'est-à-dire par ignorance, la relance par la consommation, l'intervention de l'État, le jeu de l'inflation. Joaquín Chapaprieta, le ministre, vient, si l'on peut dire, de la société civile. C'est un financier et il réagit en financier empêtré dans de vieilles recettes. Les échos du *New Deal* ne sont pas arrivés à ses oreilles. Certes, il allège l'État, ses dépenses, puisqu'il l'ampute de trois ministères, entre autres institutions, et de trois cents voitures officielles. Résultat pernicieux : il met sur la paille des milliers de fonctionnaires et asphyxie des couches moyennes qui se demandent bien pourquoi on les spolie quand on sacrifie de fait les dépossédés. Les socialistes se radicalisent. Les communistes s'enhardissent. Ils pénètrent l'armée. Ils contribuent à la création de l'Union militaire républicaine antifasciste. Leur influence est la plus forte dans la marine, l'Armada. Le général Mola, avant de rejoindre son contingent au Maroc, se livre à une chasse aux sorcières dans la troupe. Franco, chargé de réorganiser et de moderniser l'armée, confie : « Jamais l'armée ne s'est sentie aussi bien commandée. » Et Gil Roblès, qui vacille et approche de la confusion mentale, d'un côté, prétend que « la Chambre a réalisé un immense travail » et, de l'autre, il soutient que les Cortès de 1935 « ont à peine agi au cours de cette étape ». L'armée est renforcée. Les grandes fortunes sont

confortées. La répression contre les grévistes et les insurgés de 1934 s'est prolongée au-delà de l'envisageable. La clémence a été proscrite du dictionnaire.

La gauche, quant à elle, s'élargit et se soude. Les partis républicains rejoignent l'embryon d'un Front populaire qui ne déploie pas encore son ambition. Pour l'instant, l'union s'opère par la défensive. On réclame l'amnistie. Manuel Azaña veut, maintenant, restaurer la République, une République que les droites ont éviscérée et endeillée : « L'heure du bilan a sonné », avance-t-il à Mestalla, près de Valence.

La gauche cherche une issue politique plus ou moins à tâtons. Elle s'oriente vers deux directions, qui finiront par converger. Le 2 juin 1935, les communistes convoquent une réunion au cinéma Monumental de Madrid. José Díaz, secrétaire du Parti, y dessine une alliance, désignée sous le nom de Bloc populaire. Dans son discours, il demande « la libération des peuples opprimés par l'impérialisme espagnol ». Le Parti communiste d'Espagne se défait de son jacobinisme. Outre les territoires d'Afrique, on songe aux nations opprimées dans la Péninsule par la Castille, le centre héritier de la monarchie. Le Bloc populaire, dont il est alors question, concerne avant tout le PSOE et l'UGT. Par ailleurs, sous l'impulsion d'Azaña et de Felipe Sanchez Roman, plusieurs partis et formations petits-bourgeois entreprennent un Front républicain, composé de la gauche républicaine et de l'Union républicaine en guise de soubassement. Le Parti national républicain et les socialistes d'Indalecio Prieto y seront associés. Seule condition, les communistes doivent en être exclus. Ceux-ci ont déjà des soutiens : les Jeunesses socialistes et Largo Caballero. Les communistes ne désarment pas. Georges Dimitrov a infléchi les directives du Front unique. Les alliances se noueront au sommet. Le Komintern a approfondi sa réflexion. L'Espagne comme la France expérimenteront la nouvelle politique. Le PCE renonce à diriger un mouvement au nom de la classe ouvrière. À l'instigation du Komintern, il accepte de collaborer avec des partis « bourgeois ». Il participera à un gouvernement qu'il ne contrôlera pas. En l'espace de deux mois, il révisé sa position. Il ne s'agit plus de s'accrocher à un illusoire gouvernement ouvrier. Palmiro Togliatti, *Ercoli*, change sa direction. Pour l'heure, et en dépit de leur agitation, en dépit de leur toute nouvelle audience, les communistes ne comptent que vingt mille adhérents. On leur conseille de surseoir à leurs aspirations foncières, de composer, de se concilier des couches que leurs sommations déconcertent ou alarment. Il s'agit de rassurer, avant tout de rassurer, y compris par un lyrisme national et démocratique. Georges Dimitrov leur dit que l'Espagne est mûre pour une « révolution

Trotsky se défie  
du Front populaire.  
Et plus encore,  
il le condamne et dans un  
article qui paraîtra en France  
en juin 1936, il accusera  
« la politique de Front  
populaire d'être  
une politique  
de trahison », produite  
par les staliniens.

bourgeoise », pas plus, et qu'il ne s'agit pas d'emballer la machine. Le plus loin que l'on puisse aller, c'est d'unifier les Jeunesses socialistes et communistes et de se préparer à conclure un programme élémentaire. On le verra quelques mois plus tard, lors d'un entretien accordé à un journal américain, Staline pressent une guerre qui ne se bornera pas à l'Espagne et dont l'union, la *patrie des travailleurs*, risque de faire les frais.

**ALORS QUE GIL ROBLÈS S'EMPLOIE À ATTIRER LES PHALANGISTES**, ceux-ci, sous la direction de José Antonio Primo de Rivera, prennent, au contraire, leurs distances avec un gouvernement et des partis rongés par l'incompétence, et donc le programme se résume *grosso modo* à un désir de revanche sociale.

Au parador de Gredos, où la junte de la Phalange s'est rassemblée le 15 juin 1935, Primo de Rivera conclut : « Il ne nous reste que l'insurrection. » « Par conséquent, et en toute conséquence, nous devons aller à la guerre civile. » Les droites n'en reviennent pas. Elles sont prises de court. José Antonio de Rivera les déborde. Il jette de l'huile sur le feu. Pour expliquer ses outrances, on recourt à la presse du cœur. À Gredos, il se serait heurté à Pilar, duchesse de Luna, son ex-fiancée qui vient de le quitter pour se marier. N'empêche qu'il insiste : « La monarchie a fait son temps, et elle est tombée comme une coquille vide le 14 avril. » Quant à la République, elle n'est pas sa tasse de thé.

Gil Roblès se fait du mouron. Un scandale chasse l'autre. Le *straperlo* cède la place à l'« affaire Tayà », qui mouille une fois de plus le parti radical de Lerroux. Là, c'est une sale affaire de trafic d'influences relatif à des concessions navales. Gil Roblès entraîné par Lerroux ne s'en relèvera pas. Il traîne encore ses guêtres tout en convoitant le poste de Premier ministre. Et comme don Niceto Alcalá Zamora le voue aux calendes grecques, il sonde les généraux Fanjul et Varela pour

savoir de quoi ils sont capables. Ces derniers, pour ne pas changer, lui proposent un coup d'État. À chacun ses manies. Auparavant, ils en réfèrent à Franco qui, mesurant la division de l'armée, diffère sa décision.

Décidément, la République s'apparente à une proie qu'il faut crever. Le 7 janvier 1936, Alcalá Zamora convoque des élections afin de déjouer le putsch que l'on dit imminent. « Le spectre de la guerre civile se profilait à l'horizon », écrira Gil Roblès. À droite, Calvo Sotelo, qui en a marre de la démocratie, exprime le souhait que ces élections soient les dernières. La veille, le 6, le quotidien communiste *Mundo obrero* reparait. Son interdiction a été levée.

**AU SEIN DE CE TUMULTE QUI RESSEMBLE À UNE VEILLÉE D'ARMES POUR LES DROITES, LES PARTIS DE GAUCHE PROGRESSENT.** Les socialistes de Largo Caballero ont obtenu des partis républicains (envers lesquels ils ont été longtemps réticents) qu'ils négocient avec les communistes, qui, eux-mêmes, Front populaire oblige, ont mis de l'eau dans leur vin. Les uns et les autres ont palabré pendant des mois. Mais ce n'est que le 15 janvier, après des débats acharnés, qu'un accord est conclu. Il concerne le PSOE et l'UGT, les Jeunesses socialistes, la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le minuscule Parti syndicaliste d'Angel Pestaña, le Parti communiste d'Espagne, affilié à l'Internationale, le POUM, Parti communiste dissident nouvellement créé, c'est probable, par Andrés Nin, ancien délégué du PCE à Moscou, et Joaquín Maurín pour l'occasion. Incident, le POUM comprend des trotskistes, il n'est pas un parti trotskiste. Trotsky se défie du Front populaire. Et plus encore, il le condamne et dans un article qui paraîtra en France en juin 1936, il accusera « la politique de Front populaire d'être une politique de trahison », produite par les staliniens. Par ailleurs, en tant qu'organisateur de l'Armée rouge, il observera d'un œil circonspect les milices du POUM. Le Parti national républicain, en revanche, se désiste. Au cours de la guerre civile, ses membres se répartiront entre les deux camps.

**LE PROGRAMME A ÉTÉ DIFFICILE À ÉTABLIR.** Il s'agit d'ailleurs d'un manifeste qui minore la question agraire. Les petits propriétaires présents dans les partis républicains refusent de la traiter. Les communistes s'inclinent, les socialistes aussi. Les élections se déroulent dans un climat d'effroi et de haine. On espère que le scrutin pacifiera les esprits.

Que revendique le Bloc populaire ? L'amnistie des trente mille prisonniers ayant participé à l'insurrection de l'Octobre asturien, le rétablissement des libertés démocratiques, la restauration du statut de la Catalogne, l'adhésion de l'Espagne à la politique de sécurité collective prônée par la Société des Nations, des mesures fiscales favorables à la petite-bourgeoisie,



l'augmentation des salaires et la mise en œuvre de grands travaux publics. Et, audace si ce n'est sacrilège, le manifeste se prononce pour l'intervention de l'État dans la Banque d'Espagne.

Le 17 janvier, comme à titre préventif, le gouvernement ordonne la libération de prisonniers politiques. La campagne emprunte une tournure agressive. Les droites accusent leur division. Toutes ses variantes, à des degrés divers, décident que l'armée est la vertu théologale qui assurera le destin de l'Espagne, fût-il tragique, qu'elle sanctifiera la nation par la force. À droite, l'armée est omniprésente. Elle est un tout, qui pourrait tout et auquel on demande tout, jusqu'à la dévotion.

À gauche, Manuel Azaña se démène. Sa république, il ne la conçoit qu'élargie et responsable : « Sans discipline, impossible de la restaurer. » Il engage à l'apaisement, rejetant « toute politique d'exaspération ». Il ne prêche pas dans le désert. Ce ne sont pas ses auditeurs qu'il cherche à convaincre, il essaie de persuader ses adversaires de tempérer leurs réactions.

Les droites remâchent leurs divergences. Chacune campe sur ses positions, car chacune se croit plus apte que d'autres à conquérir le pouvoir ou à le conserver. Chacune milite de son côté. Chacune fourbit des arguments homicides. Et toutes, incrustées dans leurs tranchées, conjuguent leurs efforts sans se concerter vraiment, bien qu'elles dirigent leurs tirs vers l'ennemi commun, le Bloc populaire.

Gil Roblès *se la joue*. Il se prend pour le caïd d'une Espagne prête à succomber à ses charmes superlatifs. Il croit posséder tous les atouts. Il mesure sa puissance à la surface de son effigie de 185 m<sup>2</sup>, placardée sur quatre étages d'un immeuble de Madrid, à la Puerta del Sol. Ses portraits sont distribués dans presque toutes les agglomérations d'Espagne. Une apostrophe les légende : « Tels sont mes pouvoirs ! » Un slogan les couronne : « Donnez-moi la majorité absolue et je vous rendrai la grande Espagne. »

Gil Roblès est sûr de lui. Le Chef ne peut manquer de l'emporter. Il est sûr de son triomphe et, avec lui, les industriels miniers qui le financent. Il perçoit 1 million de pesetas pour couvrir les frais d'une campagne grandiloquente. Bientôt, il est en proie au vertige d'une apothéose annoncée. Il se croit tout permis et il en vient à mépriser les suffrages qu'il brigue : « Les droites accéderont au pouvoir par les urnes et si elles ne gagnent pas les élections, elles s'en empareront d'une autre manière. » Le ton est donné. Et ce ton est le diapason de la droite. Il est entendu que la victoire lui est échue. Le 11 février, moins d'une semaine avant le vote, Gil Roblès martèle : « Oser affronter l'Accion popular (son parti), c'est défier l'Espagne ! Nous nous

dirigeons, je vous le dis, vers un triomphe irrésistible et écrasant ! »

Les autres formations de droite partagent son optimisme. Le haut clergé est mis à contribution. Le cardinal Gomá y Tomas, primat d'Espagne et archevêque de Tolède, appelle par une lettre pastorale datée du 28 janvier « les catholiques à s'unir, à tout prix » et à voter pour le Bloc national antirévolutionnaire « dans l'intérêt de Dieu et de la Patrie ». Le 3 février, l'évêque d'Almería abonde dans le même sens. Du haut des chaires, on sermonne les ouailles. On sonne le tocsin, on flétrit les athées « ennemis du Christ et de l'Espagne ».

Des militants communistes et socialistes sont poignardés ou exécutés à coups de feu. Gil Roblès et la CEDA sont certains de remporter les élections. La Phalange et Primo de Rivera, écartés du Bloc national, car jugés trop avides, estiment qu'un éventuel succès de la gauche ne pose pas de problème sérieux, puisque : « Nous nous retrouverions tous unis comme en octobre (1934) pour sauver l'Espagne. » Calvo Sotelo en rajoute : « Alors que les hordes du communisme avancent, le seul frein qu'on puisse leur opposer, c'est la force de l'État, le transfert à la société tout entière des vertus militaires, comme l'obéissance, la discipline, la hiérarchie qui auront raison du ferment maléfique du marxisme. Et c'est pourquoi je demande à l'armée d'assurer cette mission. »

Par miracle, la situation ne dégénère pas en affrontements de masse. Les organisations ouvrières contiennent la riposte de leurs partisans.

Les anarcho-syndicalistes restent à l'écart. Le 6 janvier, Buenaventura Durutti professe une leçon libertaire. Il entonne un thème récurrent de l'anarchie, façon Stirner : « Tout individu qui vote détruit la confiance qu'il lui revient, il délègue sa personnalité... » Le 17 janvier, le Comité national de la CNT enfonce le clou et préconise l'abstention. Il se vante de n'avoir pas paraphé le manifeste du Bloc populaire : « Ce manifeste est une honte pour ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière. » Fin janvier, les anarcho-syndicalistes s'activent. Ils s'acharnent à disqualifier les élections : « Non au vote ! La Révolution maintenant ! » Puis la Confédération flotte. On ne sait et elle ne sait trop où elle veut en venir. Elle laisse à ses adhérents la liberté de vote et, le 25 janvier, elle s'adresse à l'UGT pour dissuader ses militants de se rendre aux urnes. Elle s'attire une double réplique, dont l'une provient du syndicat socialiste. Il s'interroge sur le bien-fondé d'une démarche qui feint d'oublier qu'un des blocs rassemble les partis ouvriers. L'autre, issue de *Mundo Obrero*, invite « les camarades de la CNT à occuper leur poste près des socialistes et des

communistes ». Les anarchistes sont une force, et, plus qu'une force, une puissance dont le Bloc populaire ne peut se priver. Mais le débat, si c'est un débat, s'envenime un peu plus. Le 4 février, *Solidaridad obrera*, organe de la Confédération, exprime des sentiments réfractaires à la consultation : « Le prolétariat doit s'abstenir dans la bataille électorale. » Le 12, la direction anarcho-syndicaliste précise, de crainte de n'avoir pas été comprise, sans doute : « Le destin du peuple espagnol ne se décidera pas dans les urnes, mais dans la rue. » Le 13, elle remet le couvert. Puis, le 14, elle opère un retournement. Le comité national de la CNT diffuse un manifeste : « Nous qui ne sommes pas des défenseurs de la République, nous mobiliserons toutes nos forces disponibles pour anéantir les ennemis historiques du prolétariat. Il vaut mieux prévenir courageusement les événements, même si, ce faisant, nous nous trompons, que d'avoir à se lamenter après coup de sa propre négligence. »

En avril 1931, les anarchistes déjà s'étaient fait désirer. Pour les droites, leur ralliement *in extremis* au Front populaire est une vilaine surprise. Toute la journée du dimanche 16 février, elles crurent toucher au but. Dans leurs rangs, on se partageait les dépouilles avant même que l'ours n'eût été tué. Pourtant, en dépit d'une campagne forcenée aux forts accents fascistes, en dépit des démonstrations de force, en dépit d'une propagande spectaculaire, en dépit des intimidations, le Front populaire l'emporte.

Vers midi, on voit affluer vers les bureaux de vote les électeurs anarchistes. Grâce à eux, à leur dévouement raisonné, la balance penche du bon côté. La coalition ouvrière conquiert 283 sièges sur les 473 des Cortés. Comme en 1931, les foules envahissent les rues. Les « masses » ont récupéré la République. Madrid est embouteillé par des groupes de manifestants. On n'avance plus, on s'agglutine.

Le fascisme, le plus évident, le plus ostensible, le plus revendiqué, celui de la Phalange, ne recueille que quarante-cinq mille voix, sur tout le territoire. Les monarchistes de Goicoechea sont également dans les cordes. Les radicaux de Lerroux, réduits à quatre députés, sont plus que sonnés. Ils sont en voie de disparition. La peur a changé de camp. Franco décrète l'état de guerre, que le général de la garde civile, Sebastián Pozas, empêche. Franco continue d'ameuter des garnisons de province. Pour mettre un terme à l'agitation, Alcalá Zamora, président de la République, oppose son veto. De leurs côtés, Goded et Fanjul tentent de soulever les régiments madrilènes. Nous sommes le 17 février. Néanmoins, Portela Valladares, Premier ministre, outrepassa l'interdiction et implora Franco de prendre des mesures pour empêcher la victoire du

Front populaire. Franco, qui vient d'essayer une déconvenue – ses partisans sont restés l'arme au pied dans les régions militaires –, invoque l'immatunité morale d'une armée en désarroi. Calvo Sotelo n'en a cure. Lui aussi pense que Franco est l'homme de la situation. Franco se mure dans le silence.

Alcalá Zamora convoque Manuel Azaña, tandis que le président du Conseil, Portela Valladares, invite Largo Caballero et Alvarez del Vayo à prendre le pouvoir sans tarder. Le Front populaire entreprend ses réformes. Dans les mois qui séparent son avènement de la guerre, les grèves se multiplient. De mai à juillet, on en dénombre cent quatre-vingt-douze qui valent la peine d'un recensement. Les déshérités reprennent espoir. La question agraire connaît un début de solution d'une façon plus ou moins spectaculaire. Des contradictions se font jour et s'accroissent dans le camp républicain, que la direction du Front populaire tente de juguler en vain. La question posée lors de la campagne électorale ressurgit avec une vigueur, somme toute, prévisible : Révolution immédiate ou alliance avec des couches petites et moyennes bourgeoises pour endiguer le fascisme ?

**À LA FIN DU « BIENNAT NOIR »** au cours duquel les classes dominantes ont privilégié le règlement des conflits sociaux par des pratiques policières et militaires, le sentiment que la guerre civile apparaît inévitable pénètre tous les esprits. La guerre est envisagée comme le facteur susceptible d'apaiser une société, en transes, par la saignée. La soif de justice est trop grande pour se satisfaire de l'ordre, et la soif d'ordre est trop absolue pour ne pas admettre l'arbitraire et les abus prochains du despotisme. À gauche, on rêve de socialiser le bonheur. À droite, on conspu les libertés, et l'autorité rassure.

Le 21 janvier 1936, des intellectuels font part de leur trouble, de leur émotion, si ce n'est de leur angoisse. Ils publient un appel à la concorde. Parmi eux, on trouve Miguel de Unamuno qui, le 18 juillet 1936, apprenant le déclenchement du coup d'État contre la République, s'installa *visiblement* content à la terrasse d'un café de Salamanque afin de trinquer au succès des généraux rebelles. Il avait milité pour une République dont il ne reconnaissait pas le visage idéal qu'il en avait tracé et dont il redoutait les excès révolutionnaires et athées. Ses derniers écrits dressent un bilan halluciné de blasphèmes et de sacrilèges, réels ou imaginaires, commis par des miliciens. Azorin signe lui aussi ce manifeste. Il a quitté l'Espagne dès le début de la guerre et, quand il revient à Madrid, en août 1939, plus résigné qu'autre chose, les autorités « totalitaires » comme s'en vante Franco n'oublient pas son passé démocrate. Elles le tiendront en libéré surveillé. Elles lui interdisent de publier dans les journaux, avant, peu à peu, qu'il approche des milieux

phalangistes, ce qui n'empêche pas le mouchard qui l'espionne d'écrire dans un rapport : « Jusqu'à quand va-t-on permettre à cet épouvantail d'intervenir dans les gazettes et en politique ? En l'écartant définitivement et violemment, la patrie y gagnerait beaucoup, ainsi que la presse et la littérature. » Pio Baroja le qualifiait de « gouvernementaliste ». Mais lui-même, Pio Baroja, l'anti-républicain, où en était-il ? On le censurait féroce-ment, si bien qu'encore aujourd'hui certains de ses carnets, une partie non négligeable de son œuvre, demeurent inédits. Signe le manifeste également Ossorio, ami et confident de Manuel Azanã, futur président de la République. Aucun d'eux ne sortira indemne. Les trois, à des degrés divers, sont des vaincus et les symptômes d'une République qui s'emploie, aveugle, à fabriquer des républicains qui lui sont excédentaires, qu'il s'agisse des ouvriers et des paysans ou des intellectuels qui l'ont recherchée. Ils deviendront les « républicains de trop » d'une République qui ne convenait pas à ses partisans parce qu'elle se montra timide, maladroite eu égard à l'étendue et à la variété des tâches qui lui incombaient et que ses ennemis excraient parce qu'elle osait décliner des intentions. De son exil parisien, Azorin, qui déplorait son incapacité à apprendre une autre langue que le castillan, écrivait, perclus de solitude : « Je ne sais où je vais. Je ne sais pas si je suis vivant ou mort. Je n'ai plus de force pour penser. »

Au cours des quelques mois, *la vie fut brève* pour en ré-écrire à Falla, le gouvernement de Front populaire accomplit des prodiges. Il n'en tira pas les bénéfices qu'il eût pu en escompter et, surtout, étant donné le contexte national et international, il ne parvint pas à établir une paix. Le Front populaire fut inadmissible pour les droites et, accessoirement, « excédé » par des mouvements qui amenuisèrent sa base de masse. La guerre antireligieuse, par exemple, et pas seulement anticléricale, prit des proportions qui lui furent peut-être funestes.

En Espagne, le catholicisme traditionnel imprégnait une grande partie de l'imaginaire national et fécondait une culture populaire et savante. Il avait été à plusieurs reprises un facteur décisif de résistance aux conquêtes, aux invasions, y compris sous sa forme inquisitoriale, sinon on ne comprend pas le rôle joué par l'Inquisition dans la formation de l'État espagnol, la nation, si on ne tient pas compte du fait qu'elle agit longtemps en mouvement de libération. On conçoit dès lors l'échec de la Réforme, et l'on comprend mieux le naufrage des Lumières, perçues comme une intrusion française, de *gabachos*. Antonio Gramsci pronostiquait qu'il faudrait des siècles pour que l'idéologie religieuse s'éteigne ou dépérisse en Italie. Il est curieux de constater la singularité espagnole en matière de contestation intellectuelle et morale de

l'Église. Elle s'effectue non par la négation de Dieu, son interrogation, mais par une foule de discours hétérodoxes. Ils ont donné lieu à des sectes ou à des formations de masse, exigeant un strict respect des Écritures. Les dissidences furent internes, nombreuses, opiniâtres, au point qu'il en existe une célèbre recension produite en deux volumes impressionnants, sur papier bible, par Menendez Pelayo, conservateur de la Bibliothèque nationale, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ajoutons que les manuels littéraires consacrent, en général, quand ils ambitionnent le sérieux, des chapitres à la littérature religieuse et mystique. On saisit combien l'irruption d'un athéisme militant, pratique, vindicatif, a bouleversé des consciences pourtant portées vers la République, et je songe ici à Miguel de Unanuno qui, au tout dernier moment, changea de camp.

La hiérarchie religieuse avait identifié la Foi, l'Espagne et la propriété, nouveau mystère de la Trinité d'où la République était proscrite, ce qui activa, dans le cadre d'une lutte de classes sans fard, la virulence d'une impiété émancipatrice.

Depuis Philippe II, voire la fin du règne de Charles Quint, l'Espagne courait après une modernisation qui se refusait à elle, et ce n'est pas faute d'y avoir aspiré. La question paysanne, celle des journaliers et celle des petits lopins, si l'on considère l'histoire d'un pays acquis aux *latifundios*, aux immenses domaines souvent paresseux, fut une longue, pour ne pas écrire une permanente histoire de jacqueries, que l'anarcho-syndicalisme ne fit, en vérité, que prolonger en les colorant d'idéologie communiste libertaire. Le gouvernement de Front populaire avalisa un mouvement, certes juste, réparateur, mais qui, par ailleurs, sans qu'on y pût rien, parut régi par la *force des choses*, invoquée par Saint-Just aux moments les plus tragiques de la Révolution. Le cours de l'histoire échappait à la raison dialectique.

La politique d'alliance avec les couches moyennes, la petite-bourgeoisie, qui eut dû conduire à l'isolement et à la neutralisation des forces les plus rétrogrades, buts que se fixait le Front populaire, croisa une urgence légitime. Les patiences avaient été mises à rude épreuve. La pondération était-elle de mise ? Les souffrances comme les injustices dont elles émanaient étaient trop anciennes, trop répétées et donc trop vives pour qu'on en ajournât, une fois de plus, les thérapies. En face, la passion de l'ordre, d'un ordre forcené, anachronique, incitait à la violence. On ne s'exonéra pas d'y recourir avec une brutalité dont le siècle fut prodigue, et l'Espagne d'aujourd'hui n'en finit toujours pas de découvrir de nouveaux charniers datant de la guerre civile. ●

1. Voir *Nouvelles Fondations* n°2, 3/4 et 5.





# L'EMPEREUR DE LA CORDE ET DE L'ARCHET

**Y**ouri Bachmet est né en 1953 à Rostov-sur-le-Don, élève en alto de Vadim Borisovsky puis de Fiodor Drouzhinin au Conservatoire de Moscou. En 1975, il obtient le second prix au Concours international de Budapest et en 1976 il remporte le premier prix au Concours international d'alto de Munich, ce qui lance sa carrière internationale.

En 1992, Y. Bachmet fonde son propre orchestre de chambre, Solistes de Moscou, où il réunit les meilleurs musiciens du moment du Conservatoire de Moscou. En tant que soliste et chef d'orchestre, il se produit avec les meilleurs orchestres symphoniques : Berlin Philharmonic, Berlin Symphony, New York Philharmonic, San Francisco Symphony, Chicago Symphony, London Symphony, Radio France, Wiener Philharmonic. Pendant plusieurs années il a donné des concerts dans les salles les plus prestigieuses du monde aux côtés de S. Richter, Mstislav Rostropovitch, Gidon Kremer, V. Tretiakov et beaucoup d'autres musiciens de talent. Y. Bachmet a inspiré de nombreux compositeurs à l'image d'Alfred Schnittke, Sofia Gubaidulina, John Tavener, Poul Ruders, Guiya Kancheli et Mark-Anthony Turnage, qui lui ont dédié de nouvelles œuvres pour l'alto. Professeur émérite, Yuri Bachmet est chef de la section alto du Conservatoire de Moscou. Depuis 2002, il est directeur artistique et chef principal de l'Orchestre Symphonique La Nouvelle Russie. Il contribue à enrichir la culture des spectateurs en tant que directeur artistique et animateur des émissions télévisées La Gare des rêves et La Musique dans les musées du monde. Il est organisateur et président du premier concours international des artistes, unique en son genre en Russie. La fondation internationale de bienfaisance Y.-Bachmet a créé le prestigieux prix Chostakovitch décerné depuis dix ans aux meilleurs musiciens du monde entier.

T.R.

*Youri Bachmet a appris la mort de Mstislav Rostropovitch lors d'une tournée entre deux rappels en scène à la fin d'un concert.*

*Joint par téléphone, il nous a fait part de ses sentiments : « Toute la salle s'est levée. Nous lui avons rendu hommage en marquant une minute de silence. Sa disparition est une perte terrible pour la Russie et pour le monde entier. Pour moi, c'est un modèle dans tous les domaines. Il était vraiment mon ami intime. Je l'ai aperçu pour la dernière fois lors de la cérémonie officielle de son quatre-vingtième anniversaire au Kremlin ; il avait l'air très affaibli.*

*Rostropovitch était une personnalité extraordinaire. Jusqu'à ses dernières minutes, il a su rester incroyablement vif. Il est triste de voir la Russie perdre, en l'espace d'une semaine, deux personnages qui ont beaucoup contribué à la renaissance du pays. Avec la disparition de Boris Eltsine, c'est une époque politique qui est révolue et, avec celle de Mstislav Rostropovitch, c'est une époque artistique.*

*J'ai toujours été très lié à Rostropovitch, et cela depuis le temps où j'étais étudiant au Conservatoire. On s'est beaucoup produits ensemble ces dernières années, on s'est souvent vus. Je ne saurais pas dire en quoi il était plus grand : en violoncelliste, en enseignant, en chef d'orchestre, en citoyen ou tout simplement à la maison. Tout ce à quoi il a touché, il l'a fait brillamment. C'était un génie d'une telle envergure qu'il est difficile de s'attendre dans l'immédiat à avoir son égal.*

*Sa personnalité était à l'opposé de celle du grand Richter ou de David Oïstrakh, par exemple. Il se distinguait par un humour fantastique et par une facilité déconcertante à communiquer. Une fois, à l'époque où il n'avait pas encore quitté le pays, au Théâtre de l'Opéra-comique de Moscou lors des répétitions de *La Chauve-souris*, Rostropovitch arrive à la cafétéria et voit une file d'attente d'une quinzaine de personnes. Tout le monde le laisse passer, et lui se met tout à la fin*



de la queue en disant : « Mes vieux, on est tous ici des gens très respectables! »

Durant plusieurs années, j'ai joué aux côtés de grands musiciens. Seul Rostropovitch m'a épaté par son extraordinaire vision des choses. Il a su me transmettre sa façon d'associer la musique et les images. Sous son influence, j'ai essayé à mon tour, tout en jouant une œuvre de Marin Marais, compositeur français devenu célèbre depuis le film avec Gérard Depardieu<sup>1</sup>, de dessiner des images avec les sons et de les transmettre aux auditeurs.

On raconte beaucoup d'anecdotes sur Rostropovitch. Une des premières fois où il devait se rendre à l'étranger, il voulait que sa femme, Galina Vichnevskaïa, l'accompagnât. On lui a fait savoir que c'était impossible et qu'il fallait en faire la demande en expliquant la raison : « Compte tenu de ma mauvaise santé, je demande à être accompagné par ma femme ». Alors Rostropovitch a écrit : « Compte tenu de mon excellente santé, je demande à être accompagné par ma femme. » On a beaucoup ri et l'accord a été donné. Rostropovitch était décidément une personne hors du commun ».

*Y. Bachmet nous confie ensuite une histoire de ses débuts d'étudiant dans un orchestre aux côtés de Rostropovitch soliste. Bachmet était à tel point absorbé par l'écoute de Rostropovitch qu'il en a oublié de jouer sa partition. Rostropovitch lui a jeté un coup d'œil mécontent tout en continuant de jouer un air magnifique de Tchaïkovski. Au même moment, il reprend le thème oublié de l'alto sans rien perdre du premier. « Si ce n'est pas une maîtrise parfaite de l'instrument de musique! » Dans la salle, personne n'a rien remarqué. Étudiant en première année, Bachmet s'est dit qu'il en était fini de sa carrière. Surtout au moment où Rostropovitch passa devant lui pour quitter la scène... Mais, par ses applaudissements, le public a fait plusieurs fois revenir Rostropovitch qui, discrètement, à chaque passage, glissait à l'altiste pétrifié*

*quelques mots, de plus en plus gentils. Et ses dernières paroles ont été : « Ne t'en fais pas, mon vieux! On aura encore l'occasion de jouer ensemble et ce sera très bien. »*

*En effet, ils ont beaucoup joué ensemble. Y. Bachmet est fier de vivre à l'époque de Rostropovitch, « l'empereur de la corde et de l'archet », comme il l'appelle, et qui, incontestablement, est devenu le moteur de la vie musicale de Moscou, de la Russie, de l'Europe et du monde entier. ●*

*Propos recueillis et traduits du russe  
par Tania Remond*

1. *Tous les Matins du monde*, d'Alain Corneau, sorti en 1990. (Ndr.)



DESSIN : D.R.



# UNE CONFÉRENCE DE BOUKHARINE À PARIS EN 1936

MAURICE ANDREU\*

**N**ikolaï Ivanovitch Boukharine est à Paris, à l'hôtel Lutétia, depuis la seconde quinzaine de mars. Il est en mission pour le Bureau politique du PC de l'Union soviétique afin d'acheter des archives de Marx et Engels qui appartiennent au Parti social-démocrate allemand. Elles ont été évacuées d'Allemagne en mai 1933 – avec des archives social-démocrates russes – et sont dispersées dans diverses capitales européennes. Boukharine et les autres membres de la mission<sup>2</sup>, partis de Moscou à la fin de février, en passant par Berlin, ont fait un long périple par Prague, Vienne, Copenhague, Amsterdam et Paris pour voir les documents proposés et les divers responsables. Il est convenu qu'ils vont négocier le prix à verser au SPD avec deux mencheviks exilés à Paris, F.I. Dan et B.I. Nikolaevsky.

La négociation échouera et sera interrompue à la fin d'avril, mais, dès le début de ces six semaines parisiennes, on propose à Boukharine de s'exprimer publiquement, oralement et par écrit, dans une conférence rémunérée. André Malraux, qui fait partie des organisateurs de l'événement, assure la rédaction en bon français de la traduction faite par le D<sup>r</sup> A. Roubakine. Grâce à ce gain inattendu en devises convertibles, Boukharine peut faire venir son épouse Anna, alors au début du neuvième mois de sa grossesse. Elle arrive le 6 avril, mais ne profitera pas comme elle l'aurait souhaité de ses trois semaines de séjour à Paris. Elle s'évanouit devant la *Joconde* et prend froid au château de Versailles, si bien qu'elle doit passer une semaine dans une clinique, chez

la fille de G.V. Plekhanov, établie comme médecin en France. Enfin, la police française ayant eu vent de menaces d'attentat fasciste, Nikolaï Ivanovitch et Anna doivent plus ou moins s'enfermer dans l'ambassade soviétique avant de partir.

Anna Larina-Boukharina, qui a survécu à ses persécuteurs et à ses bourreaux, a fait le récit des derniers mois de la vie de Boukharine, jusqu'à son arrestation. Elle le commence précisément au moment de ce voyage à l'étranger<sup>3</sup>.

Elle nous donne d'abord d'intéressantes informations sur les impressions personnelles du conférencier. Boukharine lui dit qu'il aurait pu faire une bien meilleure intervention. Il est un peu déçu par la forme artificielle qu'a prise son discours-lecture, mais il est sensible à l'accueil chaleureux de ses auditeurs, à leur nombre et, plus particulièrement, à la présence de R. Hilferding en personne, venu spécialement l'entendre à Paris. Le dirigeant soviétique semble un peu craindre qu'on aie vent à Moscou de cette rencontre qui n'était pas prévue, mais c'est le fait le plus « sensationnel » qu'il retient de cette journée, où il a pu discuter de problèmes théoriques avec l'auteur du *Capital financier*. « Mais enfin, je ne pouvais pas le chasser, et c'était extraordinairement intéressant de discuter avec lui. »

Elle nous éclaire aussi sur le contexte de ce voyage qui, comme beaucoup d'événements de la vie de Boukharine, va être utilisé dans la construction des dialogues de son « procès »-spectacle de mars 1938.

Elle considère que cette mission était une provocation destinée à établir des liens concrets entre Boukharine et des responsables sociaux-démocrates, afin de les métamorphoser en actes de trahison et d'espionnage. Elle n'est pas loin de soupçonner les mencheviks russes qui avaient rencontré la mission d'avoir participé à la provocation. En effet, la revue de Dan et Nikolaevsky, *Le Messager socialiste*, publiée, en décembre 1936 et janvier 1937, une *Lettre d'un vieux bolchevik* dont l'auteur « anonyme » ne pouvait être que... Boukharine; alors

\* Professeur certifié honoraire de sciences économiques et sociales, docteur en sciences économiques de l'université Paris-XIII. Auteur de *L'Internationale communiste contre le capital 1919-1924*, Actuel Marx Confrontation, PUF, Paris, 2003. Le texte de la conférence que nous reproduisons ici<sup>1</sup> a été lu le 3 avril 1936 dans une salle de la Sorbonne, devant les invités de l'Association pour l'étude de la culture soviétique (4, place du Panthéon, Paris V<sup>e</sup>).

qu'au même moment le procès de Radek, Piatakov, Sokolnikov, etc., annonce directement les noms des prochaines victimes (Rykov et Boukharine). Anna Larina rappelle que c'est la deuxième fois que cette revue menchevique parisienne produit un document compromettant pour Boukharine. *Le Messager socialiste* avait publié le mémorandum de sa rencontre avec Kamenev en juillet 1928. Cette « preuve » d'une activité fractionnelle de Boukharine avait été utilisée pour écarter les chefs de la « droite » du pouvoir. On peut penser, avec Anna Larina, que les mencheviks exilés éprouvaient une certaine satisfaction chaque fois qu'ils voyaient les bolcheviks se déchirer et même s'entretuer, comme ils commençaient à le faire en 1936. Ils n'avaient peut-être pas trop de scrupules à mettre un peu d'huile sur ce feu. Anna Larina s'étonne quand elle voit comment, dans les années 1960, Nikolaesky et, dans une moindre mesure, L.O. Dan, la veuve de F.I. Dan, ont raconté leurs conversations avec Boukharine. Elle est certaine que son mari n'a jamais eu les rencontres en tête-à-tête que Nikolaesky prétend avoir faites et qu'il ne s'est pas rendu de lui-même chez Dan pour lui déclarer qu'il se sentait perdu. Elle était présente lorsque Fanny Ezerskaïa, une amie de la famille Larine, a parlé avec Boukharine et elle ne l'a pas entendue lui conseiller l'exil et lui proposer de diriger un journal d'opposition. Près de trente ans après les faits, les auteurs et les éditeurs de la *Lettre d'un vieux bolchevik* ont peut-être été tentés de camoufler leurs mauvaises intentions à l'égard de tous les bolcheviks en présentant Boukharine comme le véritable inspirateur de leur ouvrage... Ils ne savaient pas qu'Anna pouvait encore témoigner et démentir l'essentiel de leurs fausses confidences.

Finalement, comme le dit sa femme, on peut supposer que Nikolai Boukharine, en avril 1936, « ne prévoyait pas sa perte »<sup>4</sup>.

La *Pravda* du 10 février 1936 l'avait bien attaqué personnellement, mais pour des brouilleries littéraires : deux phrases de ses éditoriaux des *Izvestia* où il avait dit, d'une part, que le nom de la Russie avait été associé par le tsarisme à toutes les formes d'oppression et de misère et, d'autre part, que la nation russe avait été une nation d'Oblomov... Cela suffisait pour émouvoir les censeurs de Staline, mais ce n'était pas la première escarmouche. Le texte de la conférence, comme on peut le lire, ne contient pas de message politique subliminal. À aucun moment, il ne sort de son cadre théorique : développer une confrontation entre les tendances destructives du capitalisme qui divise, coupe en morceaux, hiérarchise, asservit... alors que le socialisme construit, unifie, intègre, démocratise et libère... Pas la moindre allusion à la réalité de la terreur ou aux absurdités du système

stalinien. En commettant cet énorme mensonge par omission, Boukharine espère-t-il quelque chose ? Probablement rien, en tout cas rien de politique ; mais, depuis son échec de 1929, il a conservé son ambition constante de prouver que la pensée théorique socialiste vit encore, en s'opposant au capitalisme en crise et aux formes idéologiques monstrueuses qu'a produites cette crise. Au lecteur de juger s'il y est parvenu.

Moins d'un an après son séjour à Paris, Boukharine est arrêté (5 mars 1937). L'histoire a fait que ce discours lu à la Sorbonne fut probablement la dernière rencontre de Boukharine avec un public vivant et ve nu pour l'écouter. Lorsque l'ouverture du second procès de Zinoviev, Kamenev, etc., le 19 août 1936, et leur rapide exécution dévoileront les intentions exterminatrices de Staline, Boukharine comprendra que sa survie était compromise et qu'il avait entraîné sa jeune femme et leur fils, né en mai 1936, dans un piège mortel. Autant qu'il le pourra, il essaiera de s'assurer que sa famille resterait à l'abri de la répression, et les agents du NKVD s'efforceront de le lui faire croire. Staline, parfait tourmenteur, connaissait assez Boukharine pour utiliser son ambition de laisser la trace d'une pensée théorique véritable. Pour obtenir ses aveux publics et sa soumission complète, il l'autorisa à écrire tout ce qu'il voulait. Ce sera un roman inachevé (*Le Temps ou Comment tout a commencé...*), un ensemble de poèmes (*La Transformation du monde*), un livre de philosophie en forme d'« Arabesques » et un essai sociologique sur le socialisme et sa culture. Toutes ces pages n'atteindront d'abord que les étagères de la bibliothèque personnelle du Maître, car il les conserva — on peut se demander pourquoi... C'est ce qui permit, beaucoup plus tard, en 1992, à un bu reaucrate anonyme mais généreux de l'entourage du président Eltsine de donner une copie de tous ces ouvrages à la veuve et au biographe américain de Boukharine.

La conférence rédigée et lue à Paris n'avait évidemment jamais vu le jour en URSS avant la tardive « réhabilitation » de son auteur, en 1988. La brochure publiée à Paris fut vite retirée de la circulation après l'arrestation de son auteur et « oubliée » pendant des décennies. C'est sa première re publication en France. Les éditeurs du premier volume des *Écrits de la Prison*, parus en 1996, celui qui a pour titre *Le Socialisme et sa culture*, ont pensé qu'elle pouvait y être ajoutée, en annexe, car elle préfigure le projet réalisé en captivité. ●

1. Nous remercions la BDIC de Nanterre qui nous a donné accès à l'exemplaire de cette brochure qu'elle conserve dans ses collections.

2. A. Ia. Arossev et V.V. Adoratski, respectivement président de l'Office central des relations culturelles avec les pays étrangers (VOKS) et directeur de l'Institut Marx-Engels-Lénine.

3. Cf. Anna Larina-Boukharina, *Boukharine, ma Passion*, Paris, 1990, à partir de la p. 258.



# LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CULTURE

*J'exprime ma profonde gratitude au Dr A. Roubakine, qui s'est chargé de traduire ma conférence en français, et à André Malraux, qui a bien voulu en assurer la rédaction.*

N.-I. BOUKHARINE<sup>1</sup>

Nul ne doute que nous traversons à l'heure actuelle la plus grande crise mondiale que l'histoire ait connue ; une crise de la civilisation toute entière, tant matérielle que spirituelle. Crise du système capitaliste dans son ensemble, et qui conduit à une transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste. La rupture du monde contemporain, la naissance de l'Union Soviétique, ne sont que le commencement d'une gigantesque transformation sociale.

Les processus réels de la vie sociale qui reflètent cette crise se présentent comme des preuves éclatantes de la doctrine de Marx qui les a tous préfigurés. Comment admettre cette opinion si largement répandue parmi les intellectuels français, que *la culture spirituelle est indépendante de la culture matérielle*? Et que cette thèse de l'indépendance des deux cultures, expression de la conception occidentale, s'oppose à la conception communiste qu'on considère comme une conception orientale? Est-il encore nécessaire de constater que le marxisme est avant tout un produit de la culture occidentale? En tant que système, le marxisme part directement des doctrines de l'économie politique anglaise, du socialisme français et de la philosophie classique allemande. De plus, on sait que la culture la plus spiritualiste s'exprime par les conceptions religieuses et philosophiques de l'Inde, et cette conception, orientale par excellence, est une négation du monde sensible. L'Orient pourtant (Chine et Indes comprises) connaît, comme l'Occident, des tendances matérialistes. Les Grecs ont eu Démocrite, la France a eu une pléiade éclatante de matérialistes : ce n'est pas à tort que les fascistes allemands tiennent l'époque de l'Encyclopédie pour le péché originel de l'humanité.

Rien ne contredit autant la conception idéaliste, partagée, hélas ! par de nombreux intellectuels, que la crise de la culture que nous traversons. Très souvent, savants et artistes se trouvent, pour ainsi dire « blessés » pour la culture spirituelle en pensant naïvement que les marxistes entendent déprécier cette culture, la sous-estimer. Or, en réalité, c'est la genèse de cette culture qui est en question. Jamais aucun marxiste n'a affirmé la supériorité de la fabrication du saucisson sur les tableaux de Corot, ou celle de la circulation monétaire de l'Allemagne sur la philosophie marxiste. Aucun marxiste qui reconnaît la théorie darwiniste de l'évolution ne dira que le phénomène de la conscience est inférieur à la matière inorganique. Mais, par contre, nous défendons évidemment que l'homme et son cerveau proviennent de formes plus primitives, que la matière vivante vient de la matière inorganique, contre tous les partisans des traditions bibliques plus ou moins modifiées, et selon lesquelles l'esprit de Dieu planait de toute éternité au dessus du gouffre matériel.

Quelle a été et quelle est l'évolution de la crise actuelle de la culture? Que vaut la thèse qui proclame l'indépendance de la vie intellectuelle à l'égard de l'économie?

Pour pouvoir répondre à ces questions, il faut examiner les faits. Voyons leur signification.

La crise générale de capitalisme<sup>2</sup> en tant que système économique, et la rupture du monde depuis la naissance de l'U.R.S.S., ont déterminé une crise de la culture spirituelle brisée selon deux tendances.

Il n'est pas difficile de voir en quoi la crise du capitalisme se traduit ou s'exprime dans la crise de ses formes idéologiques.

Dans le domaine des orientations *économiques*, nous observons une crise de l'idée du progrès technique rapide – on cherche à la remplacer par l'idée d'un freinage de la technique; à la place de l'orientation industrielle, on fait sortir une « ré-agrarisation », une

orientation vers la terre; l'ancienne admiration devant le marché mondial se transforme en une propagande d'un nouveau mercantilisme et de l'économie autarchique; « le libre jeu des forces économiques » et la formule « laissez faire » sont brutalement remplacés par le mot d'ordre d'une réglementation par l'Etat; l'individualisme économique, l'apologie de l'initiative privée cèdent la place à l'apologie des pouvoirs monopolisants et à l'étatisme nationaliste; l'idée de la soumission à la « loi naturelle inévitable » est remplacée par l'idée d'une puissance politique et d'une contrainte.

Est-il donc si difficile de comprendre que toutes ces activités idéologiques découlent directement de la situation actuelle des classes capitalistes, qu'elles sont directement déterminées par les changements économiques qui se sont produits dans ces dernières dizaines d'années?

En ce qui concerne la vie *politique*, on est en présence d'une crise de l'Etat démocratique et libéral, et cette crise se rattache directement à un état critique du capitalisme. Et de là vient le fascisme. Et de là vient également toute l'idéologie de l'Etat corporatif fasciste, l'idée de la totalité, l'affirmation de la hiérarchie corporative, le « Césarisme », l'apologie d'une militarisation de la vie, la pensée militaire, etc. . . .

Est-il si difficile de comprendre que ces « activités idéologiques », elles aussi, sont liées à la crise du système économique du capitalisme et à la lutte des forces sociales qui se déploient sur cette base?

Dans le domaine des forces *idéologiques sublimées*, nous assistons à une crise de l'idée d'évolution, ce qui se traduit d'une façon générale par une crise de l'idée du progrès technique et un état d'esprit pessimiste des milieux capitalistes; à une crise de l'idée de la « personnalité autonome » et à un remplacement de cette idée par celle de l'universalisme de caserne; à une crise de toute l'idéologie de l'humanisme chrétien libéral et à une consolidation des « théories racistes », du « néo-paganisme », d'une propagande ouverte du bestialisme (« le rapace » de O. Spengler) dans les pays fascistes; à une crise de l'idée d'égalité formelle et au remplacement de cette idée par celle de la hiérarchie éternelle, avec mobilisation des idées de Joseph de Maistre, de Gobineau, de Nietzsche, de Saint-Simon même; à une crise du « droit » et une orientation vers la « force », « la puissance », etc.; à une crise de l'idée de connaissance rationnelle et une orientation vers « l'instinct », « la voix du sang », « l'inconscient », « l'intuition »; à une crise de l'intellectualisme et un épanouissement du « volontarisme », des formes spécifiques de l'« activisme », du « messianisme », des mythes sociaux, etc.

Est-il donc si difficile de remonter aux points de départ matérialistes de ces conceptions idéologiques et de trouver la base matérielle de ces « activités spirituelles »?

Il est évident que tout autour de chacune des dominantes idéologiques que nous venons d'énumérer, on voit s'accumuler une foule d'idées et d'intentions qui en dérivent. Mais la toile de fond est déjà assez démonstrative pour nous montrer que la crise du capitalisme et la formation des Etats fascistes en tant qu'avant-garde ou troupes de choc du front capitaliste, qui cherche à maintenir le monde de l'exploitation par une guerre civile préventive contre la classe ouvrière, que cette crise, disons-nous, trouve ici son expression idéologique.

C'est ce que nous allons entreprendre de montrer avec précision, avant de poser le problème même de l'homme, et d'exposer la solution que lui propose la civilisation socialiste.

**COMMENT ON SE LIBÈRE DES CRISES, DES GUERRES, DE L'EXPLOITATION** A la base matérielle d'une nouvelle culture socialiste, on trouve une libération des forces productrices de la société par la suppression des chaînes qui les paralysent : [les]<sup>3</sup> formes capitalistes de la production avec leurs conséquences inévitables, crises, guerres, exploitation. Le fascisme, lui aussi, se prétend capable de surmonter la crise actuelle du capitalisme et de résoudre à sa façon le problème de la formation d'une société nouvelle : au dire de ses adeptes, il n'est plus le capitalisme, pas davantage le socialisme comme on le comprend d'ordinaire, quelque chose de spécial, d'autonome, une troisième formule, plus élevée.

Que propose donc le fascisme dans le domaine *économique*?

Tout d'abord, il laisse tous les moyens fondamentaux de la production entre les mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, de même qu'il laisse la force armée réelle entre les mains de l'ancien état-major. Dans aucun système fasciste on ne touche au principe de la propriété privée; cette dernière y doit être considérée comme une fonction sociale (Mussolini). Le fascisme n'attaque que le capital *usurier*, en laissant absolument intacte la citadelle principale du capitalisme. Il crée une situation privilégiée pour l'agriculture (c'est-à-dire pour les « land-lords », les agrariens et les paysans riches), en considérant la protection de la « terre » (des Bodens) comme une protection du principe le plus conservateur. Il consolide, à la façon du Moyen Age, l'existence des classes sous forme de « corporations » ou de « professions » par sa propagande des rapports patriarcaux et médiévaux entre les classes. Mais il change les étiquettes qu'on colle à ces classes, en transformant les capitalistes en « dirigeants

de l'industrie » et les ouvriers en « camarades du peuple » (Volksgenossen). C'est par des mots magiques qu'il espère « conjurer » les contradictions réelles entre les classes, par l'éloge de « l'honneur au travail », de la « fidélité aux dirigeants ».

Ainsi, dans tout pays fasciste, de même que dans tout le monde capitaliste, la contradiction entre la production et la sous-consommation des masses, cette cause la plus profonde des crises, persiste entièrement. L'autarchie ne veut nullement dire un « auto-isolement », mais bien une organisation de la puissance militaire et économique *en vue d'une expansion*. Le principe de l'autarchie part des principes « stratégiques, nationaux et enfin économiques » (Sombart). C'est pour cette raison qu'à la notion de l'« économie totale » et de l'Etat social du fascisme correspond également la notion d'une « guerre totale ». Toute l'économie se trouve utilisée par des buts extra-économiques. Elle devient une « méta-économie », suivant l'expression de Neumark<sup>4</sup>. Tandis que les dirigeants du fascisme font des propositions « pacifistes » aux hommes qui ne demandent qu'à être trompés, tout le système des mesures réelle est commandé par des théories telles que celle de la « guerre totale » du général Ludendorff, qui affirme que « Der Friede ist überhaupt nur ein Ausnahmezustand und hat lediglich als Vorbereitung auf den "totalen Krieg" ein gewisses Dasein » (Ludendorff, « Der totale Krieg »)<sup>5</sup>.

C'est ainsi que le fascisme laisse absolument intacts les vices fondamentaux et immanents du capitalisme ; la propriété privée, l'exploitation, la contradiction entre la production et la consommation, les crises, les guerres. Bien plus, il accentue d'une façon extraordinaire certaines de ces contradictions. Les quelques concessions qu'il fait aux masses s'accompagnent d'une véritable destruction de leur avant-garde et d'une exaltation inouïe de facteurs militaires. Sous une forme modernisée, il arrive ainsi à réaliser les vieux rêves réactionnaires d'une « monarchie sociale », l'idéologie de ce qu'on a appelé le « socialisme policier » ; on assiste à une sorte de féodalisation du capitalisme monopolisateur, à ce que Jack London décrivait comme domination du « Talon de fer »<sup>6</sup>. Les chefs fascistes, en copiant les augustes césars romains, essaient de créer leurs gardes prétoriennes et de sauver, à l'aide des couches sociales inférieures, la domination des propriétaires d'esclaves contemporains. Jules César, lui aussi, est sorti des rangs des conspirateurs de Catilina. Mais le prolétariat d'aujourd'hui n'est ni la plèbe ni la foule des esclaves du monde antique. Il ne peut être question de reconstituer une époque de magnificence césarienne durable, même décadente. Et d'autant plus qu'en formulant, dans les discours

diplomatiques, la « paix germanique », le fascisme fait tout son possible pour rapprocher l'heure d'une catastrophe militaire qui emportera tout.

Ainsi se trouve actuellement en jeu l'existence même de la culture. La mission historique du socialisme est le sauvetage de cette culture qu'il s'agit de libérer des crises, des guerres, de l'exploitation, des liens dont les formes capitalistes de la production entravent le développement des forces productives et le développement de la culture elle-même.

Envisageons d'abord comment la civilisation socialiste entend délivrer l'homme de la mécanisation de la vie.

**LE PROBLÈME DE LA DÉMÉCANISATION DE LA VIE** Le problème de la démécanisation de la vie est un des plus importants problèmes de la culture contemporaine.

Le capitalisme, avec son machinisme et sa rationalisation de la production, a transformé les immenses masses humaines en « ouvriers de détail », en « compléments à la machine » (Marx) ; il a mortifié et dépersonnalisé à l'extrême le processus de la production, en le privant de toute « joie créatrice » ; il a dressé la machine sans âme contre l'homme vivant qui l'emploie. Le développement ultérieur du capitalisme a encore accentué cette tendance, en la rendant universelle : dans le domaine de la technique, par l'introduction du travail à la chaîne, par une décomposition ultérieure de tous les mouvements, la journée de travail restant la même. L'introduction du travail à la chaîne, le développement formidable des organisations bureaucratiques créées par le capitalisme monopolisateur, les formes anonymes du capital, la création d'une armée de fonctionnaires, la domination universelle de l'objet sur l'homme qui travaille, tout ceci a transformé la vie de grandes masses humaines contraintes désormais à végéter d'une façon mécanique et calculée, sans initiative, sans création ; les hommes ne se distinguent plus que par des numéros ; tendance encore accentuée dans la décadence du capitalisme qui vient de commencer, dès que ses formes monopolisantes et ses formes de crise sont devenues une sorte de système de freins automatiques ; cette transformation a privé également de leur stimulation créatrice les « sommets » capitalistes de la société. Des protestations contre cette mécanisation se faisaient entendre, tant dans la classe ouvrière qui cherche à résoudre le problème de la démécanisation de la vie par la voie du socialisme que parmi les intellectuels « esthètes » (John Ruskin), les artistes (Gauguin) et même parmi les philosophes décadents des milieux dirigeants, tels que Spengler avec sa propagande directe pour la suppression de la technique, et Keyserling.

C'est en partant de ces intentions qu'on arrive à une tendance antitechnique plus ou moins masquée, ten-





*Nikolaï Boukharine, au centre avec la casquette, au milieu des étudiants de « l'École des professeurs rouges » fin des années vingt, début des années trente (collection Erhenbourg).*

dance à laquelle le fascisme fait des avances. Cependant, ne perdons pas de vue qu'à côté de cette tendance à s'appuyer sur « la terre », sur les formes plus simples et plus élémentaires de la vie, même sur l'artisanat, le fascisme comprend également une tendance *tedmocratique* qui cherche à donner un cadre adéquat à la technique en proclamant un utopique « capitalisme dirigé ».

Mais que donne le fascisme en réalité? En réalité, il crée un système de vie mécanisé du type militaire. Le terme ultime de ce système est la législation raciste du mariage, la pratique des stérilisations, etc. où une réglementation mécanique s'introduit dans les domaines les plus intimes de la vie humaine.

Le socialisme résout le problème de la démécanisation de la vie en forçant la mécanisation de la production; paradoxe facile à comprendre lorsqu'on se rend compte de l'application anticapitaliste des machines. Dans l'U.R.S.S., aujourd'hui déjà, la machine a per-

mis d'abrèger considérablement la journée de travail. Elle n'entre pas dans notre production comme force matérialisée de capital, mais y remplit le rôle d'un outil humain, d'un moyen permettant à l'homme de réaliser ses buts.  *Ici c'est l'homme qui domine l'objet et non pas l'objet qui domine l'homme.* La machine et le travail divisé sont commandés par des hommes qui dirigent consciemment l'ensemble du processus technologique. De cette façon, toute opération de détail prend son sens et son importance. L'homme qui travaille libère lui-même son temps, élève lui-même son niveau d'existence, il crée et il invente lui-même, il se rend compte de l'importance et de la signification de son travail particulier dans l'ensemble du travail. Pour la première fois, il se transforme d'objet en sujet du travail, il récupère son « moi » et conquiert son « nous ». Dans l'agriculture, le rôle révolutionnaire du machinisme socialiste est encore plus grand. Là, la machine libère l'homme du patriarcat barbare, de l'asservis-



sement aux forces de la nature, de toute « l'idiotie de la vie rurale », en créant pour la première fois dans l'histoire les possibilités d'un rapide développement culturel. *Le fascisme machinise l'homme, le socialisme humanise la machine.* Le fascisme veut traiter les « excès du machinisme » par un retour médiéval à la terre; le socialisme, par contre, mécanise *partout* la production et les bases économiques de l'existence. Il délivre par là l'homme indépendant de la domination de la nature et crée ainsi les prémisses du règne réel d'une liberté véritable.

**LA RECONSTITUTION DE L'HOMME** Envisageons maintenant comment la civilisation soviétique entend former enfin l'homme complet.

La société bourgeoise est celle où la division du travail et les antagonismes de classes atteignent leur maximum.

Autrement dit : dans cette société, au fond, l'homme n'existe pas; seul existe l'homme d'une classe déterminée, d'une profession déterminée et, partant, d'un type physiologique et psychologique déterminé, ayant des attitudes également déterminées à l'égard de toutes les manifestations de la vie. Ce qui est typique pour cette société, ce n'est ni la spécialisation de production, ni la complexité des fonctions disjointes, ni la spécialisation des machines et des appareils, ni les formes concrètes de production, *mais le fait que ces fonctions spécialisées sont, pratiquement, rattachées* POUR TOUTE LA VIE à des hommes déterminés.

De plus, dans le domaine de la production matérielle aussi bien que de la production « spirituelle », on observe un manque d'unité : d'unité de but et d'unité de méthodes. Classes, ville et campagne, professions et spécialités – telles sont les catégories dans lesquelles le capitalisme effectue son mouvement historique réel. Cette situation comporte ses propres pôles extrêmes : fonction de commandement et travail d'exécution, neurasthénie sururbaniste et barbarie rurale, travail physique sans travail intellectuel, travail intellectuel sans travail physique, etc.... A la place des hommes vivants, on trouve de multiples fonctions personnifiées élevées à une échelle gigantesque. L'homme n'y existe pas : il est coupé en morceaux, et chaque morceau vit d'une vie isolée, dans une ambiance isolée elle aussi et souvent extrêmement rétrécie. Le fractionnement en classes est la forme essentielle du fractionnement humain, fortement antagoniste, comprenant des types d'intérêts, d'expériences de la vie, de Weltanschauung (conception du monde) complètement opposés les uns aux autres. A l'encontre de la thèse idéaliste qui proclame l'activité intellectuelle indépendante de la prose matérielle de l'existence, nous voyons les formes mêmes de la pensée, son style prédominant, apparaître

comme des fonctions de la situation sociale correspondante. Même des philosophes tels de Max Scheler sont obligés de reconnaître l'importance absolument exceptionnelle du problème de la sociologie de la pensée. On sait que son « *Die Wissensformen und die Gesellschaft* »<sup>7</sup> analyse la dépendance des éléments les plus formels de l'idéation et les différentes positions de classe sociale. Et il est clair, en tout état de cause, que la fragmentation de la société se fait sentir dans les formules idéologiques les plus essentielles.

L'abîme profond qui sépare le travail intellectuel du travail physique a toujours existé dans l'histoire de l'humanité, dans toutes les formes sociales divisées en classes, y compris la forme capitaliste. De ce point de vue, ceux qu'on a appelé intellectuels et qui au fond ont toujours desservi les classes dirigeantes, ne sont donc que des fractions d'hommes. Il est curieux de noter le reflet de ce phénomène sur l'écran de la philosophie. Dans l'immense majorité des systèmes philosophiques, les notions de « sujet », de « moi », ne s'appliquent pas à l'homme complet, avec son activité variée, et moins encore à l'homme historique et social : non, il ne s'agit que d'une maigre abstraction du côté intellectuel et contemplatif de son existence; son « activité » est passive : s'il « crée », il ne crée que des illusions abstraites et des abstractions illusoire, jusqu'à ce que Marx ait supprimé définitivement cette façon de traiter « le sujet connaissant ».

La division fractionnée du travail a trouvé également son expression dans la science où une spécialisation à outrance conduit au fractionnement de la science même. Elle a fait aussi sentir ses ravages dans l'art. Les impasses où s'est trouvé l'art étaient en grande partie dues à un rétrécissement progressif de l'expérience vitale : au fur et à mesure que la vie se rétrécissait et s'appauvissait dans son fond, l'art perdait son contenu, on voyait apparaître les recherches de « forme pure », des éléments spécifiques pris comme essence. Arrivé là, l'art finissait par se dévorer lui-même. Ainsi, la peinture ayant adopté le « principe pur » de tache décorative, s'est trouvée dans une impasse et a été obligée de transgresser ses limites; de même l'architecture s'est avancée jusqu'aux formes géométriques les plus simples; la sculpture, elle aussi, s'est engagée dans l'impasse de l'expressionnisme. Le grand art reflétant toute la richesse de la vie, dans tous ses domaines, s'est décomposé tout comme s'est décomposé l'homme sous le régime capitaliste. Ainsi, la morphologie de la société trouve une expression adéquate dans la morphologie de la culture spirituelle.

Mais que propose le fascisme pour résoudre cet énorme problème de la culture? Son « totalisme » est le totalisme de l'Etat, tout-puissant et intervenant par-



tout, mais fixant le fractionnement de l'homme et les monstruosités de ce fractionnement.

En effet, que fait le fascisme ?

Il conserve la propriété privée ; il fixe les classes en tant que corporations ; son principe, c'est une hiérarchie surmontée d'une « élite » ; il fait retour au principe moyenâgeux de la vie : la vie suivant la hiérarchie sociale au point de vue de la théorie raciste de l'organisation de la société, le prolétariat est traité comme un organe inférieur, pas noble, tandis que l'élite est un type pur, un noble organe de la société ; au sein d'une nation, dans le « Volksgemeinschaft »<sup>8</sup>, on fixe les classes qui se transforment en castes. Les théoriciens et les praticiens du fascisme (comme Spengler, Gentile, Spann, Pareto, et en terminant par Hitler, Mussolini et Araki) admettent ouvertement le « principe aristocratique », en déclarant que c'est une loi de la nature.

Qu'il soit bien entendu, une fois pour toutes, qu'il ne s'agit pas de défendre ici le point de vue naïf et rationaliste de l'égalité des hommes. *Le marxisme n'a jamais envisagé l'égalité autrement que comme une égalité des conditions économiques du développement, fondée sur la suppression des classes sociales.* Il est évident qu'il n'y aura jamais d'égalité des intelligences, des aptitudes, de la beauté, etc., et cela est un phénomène positif.

Mais le fascisme fixe les classes, l'exploitation, le monopole de l'instruction en camouflant ces fixations par des dénominations nouvelles. Il ne se sert du « totalisme » que pour cultiver l'esprit de soldatesque et pour abrutir les masses de travailleurs classés dans les catégories inférieures. Il n'y a rien d'étonnant qu'au point de vue idéologique il se réclame de Nietzsche le quel, suivant l'heureuse expression de Troeltsch<sup>9</sup>, essaie de « brutaliser le romantisme et de romantiser le cynisme » (die Romantik zu brutalisieren und den Zynismus zu romantisieren). Il instaure « l'Etat corporatif » en tant que système politique et tente de masquer, sous les décors et les blasons des corporations médiévales, sa consolidation de la domination du capitalisme. Il est vrai que le fascisme essaie de supprimer les contradictions entre la théorie et la pratique. Dans la vie réelle, il parvient à l'obtenir grâce à une diminution nette de l'importance de la théorie, mais dans la théorie il cherche à diminuer l'importance de la pensée ; quant à la pratique, il la transforme en exercices militaires appliqués à tous les domaines de la vie. Mais ces tentatives césariennes et prétoriennes n'affaiblissent aucunement la consolidation et la conservation des classes devenues castes, des professions, de la spécialisation, bref, de tout ce qui fractionne l'être humain.

Le socialisme lui aussi résout ce problème sous sa forme théorique et sous sa forme pratique. Dans sa

dynamique, le socialisme, évoluant vers le communisme, ne se contente pas de supprimer les classes, il supprime les contradictions entre les villes et les campagnes, entre le travail intellectuel et le travail physique, il supprime la division du travail dans son ensemble ; en créant une société intégrale, il supprime l'Etat, car la dictature du prolétariat disparaît petit à petit. Il crée donc réellement un homme complet.

Il est intéressant de suivre de près la formation progressive de ce nouveau type d'homme dans l'U.R.S.S.. Sa base matérielle, c'est l'économie socialiste dirigée. Déjà, le plan par lui-même, dans son ensemble et dans ses parties constitutives, est une synthèse nette des éléments les plus variés qui comprennent des facteurs techniques, économiques, stratégiques et tous les autres facteurs qui jouent un rôle dans la vie sociale. C'est pour cette raison que le fractionnement et la spécialisation y sont inévitablement complétés par une synthèse des valeurs hétérogènes. Il se crée ainsi une gigantesque tendance moniste dont l'expression intellectuelle est, pour ainsi dire, le logos du processus historique et dont la force motrice et dirigeante est une société socialiste organisée. La division du travail ne peut être déjà supprimée dans le stade actuel du développement de l'U.R.S.S., et il serait encore absurde de poser pratiquement ce problème dans toute son ampleur. Les habitudes culturelles et techniques ne sont pas encore suffisamment développées, l'automatisme du processus technologique n'est pas encore suffisamment avancé, le rendement du travail n'a pas encore suffisamment augmenté pour que n'importe quel homme puisse se charger successivement de divers travaux. Mais, même à l'heure actuelle, on a comblé l'abîme entre les villes et les campagnes, par l'emploi du travail socialiste mécanisé, par le caractère dirigé, planifié de ce travail, les campagnes se sont grandement rapprochées des villes ; on a fait également, dès aujourd'hui, de grands progrès pour unir le travail intellectuel et le travail physique : le pourcentage des ouvriers qui ont fait des études supérieures augmente continuellement, ce qui efface la différence entre la masse et les intellectuels qui en sont sortis ; l'économie dirigée elle-même à tous les échelons de ses postes, unifie la pratique et la théorie, la pensée et l'action, l'intelligence et la volonté, car un plan est le produit d'un calcul, d'une synthèse intellectuelle, en même temps qu'un système de normes devant être réalisées. Et la hiérarchie soviétique, dépourvue de tout caractère étranger aux masses, a par là, sa valeur historique de transition, sa justification historique. Les arguments des adversaires de l'U.R.S.S., selon lesquels une nouvelle classe serait en train de naître en ce pays, ne soutiennent pas la critique : le processus fonda-



mental caractéristique de tout développement social en U.R.S.S. est le processus de participation, systématique et puissant, de couches toujours nouvelles du peuple, à la culture dans sa totalité. Le monopole de la culture n'y est pas détenu par une classe. La frontière entre les masses et l'intelligentsia s'y efface chaque jour davantage – évident démenti à la théorie de la circulation des élites de Pareto, qui suppose la constante reconstitution des dominations de classe<sup>10</sup>.

C'est ainsi que, pour la première fois dans l'histoire, se forme un homme complet dont les besoins et les fonctions sont variés à l'infini. La civilisation socialiste seule est en train de résoudre et peut seule résoudre cet immense problème historique.

**LA RECONSTITUTION DE L'HUMANITÉ** Le problème de la reconstitution de l'humanité est également un problème d'une importance capitale pour la culture.

Le problème de l'unité de l'humanité, de l'histoire universelle, etc., est déjà extrêmement intéressant par lui-même. A ce propos, il faut faire remarquer que plusieurs arguments plaident en faveur d'une origine polycentrique de l'homme, en tant qu'espèce biologique de l'homo sapiens. Mais de toute façon nous considérons comme absolument inexacte la conception de l'histoire universelle qui envisage l'humanité antérieure au capitalisme comme un ensemble uni. Cette conception est souvent associée à des théories du « progrès continu » qui se trouvent à la base de ce qu'on appelle « la philosophie de l'histoire ». Cette conception est inexacte parce qu'il n'y avait aucun contact même entre les grandes sociétés (comme, par exemple, entre les Celtes d'une part et les Incas, d'autre part, entre les Slaves et la civilisation des Mayas, entre les Kouchans<sup>11</sup> et le Mexique, entre les Normands et les Australiens, etc.). Cette conception est inexacte aussi, parce que le contact entre certains « mondes civilisés » était fortuit, accidentel, irrégulier, peu intense, bien qu'il existât tout de même. Enfin, cette conception était inexacte parce que, ainsi que l'a fait remarquer Marx dans la « Sainte Famille », « malgré les prétentions du progrès, on observe toujours des cas de régression et de mouvement giratoire ». Des civilisations immenses disparaissent tout entières presque sans laisser de traces.

D'autre part, il faut également rejeter énergiquement la théorie des types morphologiques isolés, des organismes sociaux ne présentant aucun lien entre eux, à caractères absolument spécifiques, la théorie des unités morphologiques qui, en obéissant à la fatalité, suivent le chemin de la vie depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse et finissent par mourir. Cette théorie a été développée par Spengler et ses acolytes. Notons, à ce propos, que cette même théorie, a été formulée sous

une forme très complète, en Russie, par un théoricien slavophile conservateur, Danilevsky, qui a exercé une très forte influence sur un autre apologiste du tsarisme et de l'orthodoxie, Constantin Léontieff. Les composants logiques de cette théorie comptent des siècles d'existence. Et cependant, elle est inexacte dans tous les sens. Elle est inexacte parce que sa base théorique est fautive – c'est une idéologie biologique en vertu de laquelle on applique des lois biologiques aux phénomènes spécifiquement sociaux ayant des caractères qualitatifs spéciaux; *elle est inexacte parce qu'elle ne parle que de l'originalité, sans s'apercevoir de ressemblances déterminées par une ressemblance de degré de développement*; elle est inexacte aussi parce que – last but not least – elle se trouve contredite par des faits : dans la plupart des cas, on n'a pas eu l'isolement dont parle Spengler : la linguistique comparée, l'analyse de la littérature, l'analyse des « religions mondiale » nous en fournissent assez de preuves éclatantes.

On ne peut parler d'une humanité relativement unifiée que depuis que le développement du capitalisme a abouti à la formation du marché mondial, c'est-à-dire depuis que les relations matérielles et économiques entre les pays ont perdu leur caractère accidentel, depuis que les échanges commerciaux mondiaux ont déterminé des contacts culturels intenses, des échanges réellement mondiaux d'idées.

Et cependant, cette unité, ainsi que nous l'avons dit, est extrêmement relative. Non seulement en vertu de la division en classes, mais encore en vertu des antagonismes entre les Etats. C'est dans ce plan qu'on voit apparaître les guerres modernes, la plus formidable menace qui pèse sur toute la culture contemporaine. Que fait le fascisme pour résoudre ce problème ?

Ici, il ne fournit plus aucune théorie plus ou moins développée du « totalisme », de l'unité de l'humanité. Au contraire, sa pratique, ici, consiste à exalter au maximum les contradictions (« la guerre totale », de Ludendorff). Quant à sa justification théorique, on y trouve ce qu'on appelle « la théorie des races », dont les évangiles sont encore à l'heure actuelle les ouvrages de Gobineau, de Chamberlain et les œuvres du professeur suédois R. Kjellen.

Ici encore, nous ne nous plaçons nullement sur le terrain naïf de l'égalité « naturelle » des races (semblable à l'égalité des individus), confusion entre l'égalité de droits et l'égalité de caractères et de propriétés réelles. La faute la plus grossière de la théorie raciste se trouve dans son manque de base historique. Les niveaux de culture et la somme des valeurs culturelles créées par tel ou tel peuple (et même par telle ou telle race) ne sont nullement déterminés par des caractères biologiques presque constants (la couleur des cheveux, la





*Nikolaï Boukharine avec des savants au début des années trente (collection Erhenbourg).*

forme du crâne, l'angle facial, etc.), ni même par des ensembles de ces caractères, mais par des conditions concrètes historiques et sociales de leur développement matériel. C'est pour cette raison que les interférences des nations et des races dans le domaine de la culture ont été possibles. Il semble que les civilisations les plus anciennes ont été les civilisations *noires* : d'après les recherches du spécialiste soviétique Vavilof, la culture la plus ancienne du froment a été observée non pas sur les bords des grands fleuves historiques, mais sur les plateaux montagneux de l'Ethiopie. Les recherches de Frobenius « L'Afrique inconnue » parlent également d'une civilisation noire développée<sup>12</sup>. La grande civilisation chinoise a entièrement conditionnée la civilisation du Japon, tandis que, à l'heure actuelle, les théoriciens du fascisme japonais tiennent les Chinois pour une race inférieure.

Il en est de même des caractères psychologiques : ils sont avant tout fonction des relations sociales et historiques et non pas de la couleur des cheveux (le « peuple des poètes et des philosophes », sous nos yeux, se transforme en un peuple de soldats). Ce qui n'empêche pas la théorie raciste de supposer l'existence

d'un parallélisme complet entre la biologie et l'histoire et de vouloir perpétuer l'existence de l'inégalité des races actuelles, en considérant *a priori* qu'elle est créée par la biologie, elle-même constante. Il est évident que dans un tel ordre d'affirmations, les complexes concrets des caractères de race et de civilisation d'une race quelconque sont arbitrairement choisis en rapport avec les intérêts du fascisme national.

Cette théorie, tout en étant logiquement inconsistante et nuisible au point de vue eugénique (comparez, par exemple, le « type nordique » de Van der Lubbe avec le type du grand poète national russe Pouchkine, descendant de race noire), est criminelle au point de vue politique. Elle est la véritable source idéologique de la guerre et de l'oppression, car elle considère comme normale la politique de conquête du « peuple des seigneurs » (des Herrenvolks) par rapport auquel tous les autres peuples ne sont que des peuples d'esclaves.

La reconstitution de l'humanité ne peut être réalisée que par le socialisme. C'est le socialisme qui pose ce problème autrement que comme une idée abstraite. C'est la condition objective indispensable pour perpétuer l'existence de l'humanité, son histoire réelle par

rappoit à la quelle tout le passé n'est qu'une préhis-  
toire : les forces productrices de l'économie mondiale  
ont dépassé la forme capitaliste de la production et les  
formes des Etats isolés qui se font la concurrence.

Au point de vue de la culture, la reconstitution de  
l'humanité, dans un ensemble unifié, signifie une ten-  
dence à la réalisation d'une synthèse universelle de la  
culture : la tradition culturelle spécifiquement médi-  
terranéenne retrouvera le précieux héritage de l'Inde  
et de la Chine, et la circulation des idées se fera avec  
une rapidité exceptionnelle.

Ici aussi, les rapports effectifs entre les nations tels  
qu'ils se forment dans l'U.R.S.S. représentent un  
embryon des futures relations mondiales. En U.R.S.S.  
on donne la preuve expérimentale de la possibilité et  
de la fécondité de cette grande reconstitution des  
peuples qui finira par s'étendre sur le monde entier.

**LE PROBLÈME DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDIVIDU (DE LA PERSONNALITÉ)** Le pro-  
blème qui intéresse tout particulièrement les milieux  
intellectuels est celui des rapports de la société et de  
l'individu. A cette question posée d'une façon aussi  
générale et aussi abstraite, on peut répondre par une  
analyse historique des différentes structures sociales.  
Car ces structures sont très différentes, de même que  
les individus eux-même, et la mécanique intérieure de  
leurs rapports réciproques est également multiple.

A l'heure actuelle, le capitalisme a fractionné la per-  
sonnalité de l'homme qui travaille, en la transformant,  
ainsi que nous l'avons vu, en « ouvrier de détail », en  
un numéro. La personnalité d'un prolétaire est  
constamment opprimée dans le processus de produc-  
tion, dans la vie quotidienne, dans la vie civile (il faut  
noter que dans les régimes démocratiques, ce prolé-  
taire a des droits formels sans la possibilité concrète  
d'atteindre les buts principaux de la vie). Les dernières  
étapes du développement du capitalisme, avec son  
« chômage technologique », etc., ont davantage encore  
limité la personnalité du prolétaire. La personnalité du  
bourgeois a, elle aussi, changé considérablement.  
« L'esprit capitaliste », suivant l'expression de Sombart,  
l'audace, l'esprit d'entreprise, l'initiative, la liberté  
absolue de manœuvre, la liberté de la vente et de  
l'achat, la liberté personnelle de l'exploitation,  
l'énorme dynamisme, qui se manifestaient chez  
« l'homme économique », ont été remplacés par la  
création de sociétés anonymes, des trusts, des consor-  
tiums, des organisation de capitalisme d'Etat, des  
régies, de la bureaucratie, de la réglementation, tout le  
cadre où l'individualisme bourgeois prisonnier est en  
train de faire faillite.

Les intellectuels sont devenus fournisseurs de diffé-  
rentes tendances. Un nombre considérable d'entre eux  
se sont jetés dans la voie de la technocratie et du fas-

cisme, beaucoup d'idéologues appartenant à ce qu'on  
appelle les professions libérales ont commencé, soit à  
passer du côté du prolétariat, soit à défendre les vieux  
bastions du libéralisme. Le fascisme aussi bien théori-  
quement que pratiquement, a exalté au maximum les  
tendances anti-individualistes. Au-dessus de toutes les  
organisations, il a érigé un « Etat total » omnipotent  
qui dépersonnifie tout à l'exception des chefs et « sur-  
chefs » (Oberführer). La déperson-nification de la  
masse est ici directement proportionnelle à la glorifi-  
cation du « Chef ». Dans son ouvrage « Dottrina »  
Mussolini développe cette idée qu'il n'existe aucune  
valeur matérielle ou spirituelle qui ne dépende de  
l'Etat. M. Dietrich, un des théoriciens du socialisme  
national, proclame que « les être réels... ce ne sont pas  
des individus, mais des races, des peuples, des nations ».  
Et cette thèse est suivie de l'affirmation que « la nou-  
velle conception » est engendrée par « le génie créa-  
teur du Seul et Unique ». L'immense majorité des  
hommes se trouvent ainsi transformés en simples exé-  
cutants liés par une discipline imposée dans tous les  
domaines de la vie – celui de la production, de la vie  
quotidienne, de la famille, de la physiologie, de la pen-  
sée, etc., une discipline que l'Etat entretient par des  
sanctions. Les normes éthiques qui dominent tout sont  
au nombre de trois : le dévouement à la « nation » ou  
à « l'Etat », « la fidélité au Chef », l'esprit soldatesque.  
Mussolini élève ces trois vertus à la hauteur d'un  
mythe ou d'une religion (« Dottrina »), Hitler et Araki  
parlent de la Providence. Ainsi se trouve pleinement  
réalisé un tableau rappelant la théocratie de l'ancienne  
Egypte et bien dépeint par Max Weber.

En quoi consiste la faiblesse théorique de toute la  
conception fasciste de la personne et de la Société ?  
Avant tout, il faut faire remarquer que la thèse affir-  
mant que la collectivité (nations, races, etc.) seule et  
non pas les individus est la seule réalité existante, est  
absurde. Cette plate opposition antidialectique est  
digne de ceux qui l'ont inventée. En réalité, ce qui est  
une illusion, c'est incontestablement l'individu isolé,  
produit des conceptions théoriques du XVIII<sup>e</sup> siècle,  
« un atome », comparable à l'atome de la physique,  
« un atome en soi-même » et qui, dans ses rapports  
physiques avec d'autres atomes, forme la société. Cette  
conception physico-mathématique et rationaliste ne  
tient pas debout, et elle a été définitivement détruite  
par la critique de Karl Marx. Mais ce qui est une réa-  
lité tout à fait déterminée, c'est l'homme social,  
l'homme « social et historique », l'individu qui est un  
être entièrement social. C'est ce qui fait dire encore à  
Aristote que l'homme est un « zoon politikon », c'est-  
à-dire un animal sociable (social). Le fascisme, en théo-  
rie, biffe pour ainsi dire l'homme isolé, et c'est



également ainsi qu'il traite l'homme de la masse, car il n'apprécie que « la couche sociale qui crée la culture », « l'élite », « l'aristocratie », constituée en caste fermée semblable à celle des prêtres de l'Égypte ou des brahmanes de l'Inde.

Un des théoriciens du christianisme actuel qui, il y a peu de temps encore, était très proche du fascisme par sa prédication de la « Philosophie de l'inégalité » et son explication très sérieuse de l'U.R.S.S. en tant que « satanocratie », M. Berdiaeff, a formulé toute une doctrine où il traite la société moderne du point de vue de la personnalité et met sur le même plan le fascisme et le communisme. Il considère l'« Etat total » du fascisme d'une part et la dictature du prolétariat d'autre part comme deux Léviathans équivalents auxquels l'individu vivant se trouve sacrifié. M. Berdiaeff combat en général le système des grandes organisations qui, d'après lui, absorbent la personnalité humaine ; cette dernière n'a qu'un moyen de leur échapper, c'est de pratiquer le perfectionnement personnel et de créer la communauté chrétienne.

Dans l'argumentation de M. Berdiaeff qui, à l'exception de ses conclusions, a été formulée encore par H. Spencer dans sa lutte contre le socialisme qu'il considérait comme un esclavage en marche, tout le problème se trouve posé non pas dans son fond, mais d'une façon purement formaliste.

Dans son fond, ce problème ne peut être posé qu'au point de vue du contenu de cette personnalité, de son vide ou de sa richesse intérieurs, de la variété ou de la monotonie de ses fonctions vitales, c'est-à-dire, au point de vue du contenu intérieur de la « personnalité » humaine ou de « l'ensemble des personnalités ». Si on pose le problème de cette façon, il est clair que tout dépendra du caractère de la collectivité, de sa structure, de sa morphologie, des lois immanentes de son développement. On ne peut pas poser le problème de « l'organisation en général », et il est moins encore permis d'affirmer, comme le fait M. Berdiaeff qu'il existe une opposition de principe entre l'élément personnel, humain, d'une part, et une objectivation quelconque d'autre part ; objectivation qui, par sa nature même, « n'est ni personnelle et antihumaine ». Cette façon de penser réduit à l'absurde toute l'argumentation qui cherche à la justifier. Sa seule conclusion serait l'existence d'un homme isolé, d'un sauvage n'ayant pas de langue (car la langue ne peut exister que dans la société) et n'ayant accumulé aucune culture. Cependant encore Goethe (qui, actuellement, a été traité par Mme Ludendorff comme un maçon, un cosmopolite et l'assassin direct de Schiller tout à la fois!) se rendait compte de toute l'importance d'une union intime des hommes. Goethe écrivait à Schiller : « La nature est

impossible à explorer justement parce qu'un homme seul n'est pas en état de la comprendre ; seule, l'humanité entière serait capable de le faire. Mais comme cette charmante humanité ne se présente jamais dans son ensemble, la nature réussit très bien à jouer avec nous à cache-cache ». Donc, une collectivité qui assure un maximum de conquête de la nature (par augmentation du rendement du travail), élargit l'expérience théorique et pratique des masses et leurs besoins matériels et spirituels, enrichit la vie intellectuelle et émotive, accumule de nouvelles possibilités de développement, crée et développe effectivement une personnalité intégrale. Une collectivité de ce genre est une valeur éminemment positive.

Le socialisme, non seulement ne s'oppose pas à l'épanouissement de la personnalité, mais, au contraire, constitue une prémisses obligatoire à partir d'une certaine étape du développement historique. Le développement de la personnalité, le développement de l'individualité, n'est point le développement de l'individualisme, notions où nous distinguons quelque chose qui sépare les hommes et les oppose les uns aux autres. Ce que nous voulons, c'est un humanisme socialiste.

Il est certain que la notion même de la « personnalité en général » ne devient historiquement légitime qu'autant que disparaissent les contradictions des classes sociales. Les personnalités des ennemis du prolétariat éprouvent certainement des sentiments et sentent également tout le « poids » de l'Etat prolétarien. Mais il est également certain que l'immense majorité des personnalités en U.R.S.S. progresse dans tous les domaines de la vie matérielle et spirituelle. On observe une croissance formidable de la personnalité humaine chez les paysans, dans les anciennes colonies russes de la Sibérie, de l'Asie centrale, au Caucase, à l'extrême Orient et à l'extrême Nord, etc. Toute la masse humaine est en croissance, mais non pas en tant que troupeau humain, mais comme un ensemble bien différencié, complexe et varié. Le même développement rapide et l'enrichissement de la personnalité s'observe parmi le prolétariat.

Les défenseurs du fascisme admirent leur « hiérarchie » comme une manifestation de la variété. Un des philosophes russes les plus réactionnaires : Constantin Léontieff, se plaignait jadis qu'à Saint-Petersbourg on allait démolir toutes les maisons sordides, supprimer les blouses russes, etc., par là supprimer la splendeur des multiples couleurs de la vie. Mais la diversité de la vie ne se présente pas toujours de la même façon. Saint Augustin, lui aussi, disait que le mal existe pour mettre en valeur le bien. Mais le socialisme ne veut pas de cette variété et il n'accepte pas une admiration



esthétique devant le mal. Le socialisme crée d'autres formes de la variété de la vie. Le régime socialiste ne connaît pas la « variété » des classes, de la misère et de la richesse, des périodes de crises et de prospérité, des multiples guerres, etc. Il crée donc la multiplicité des hommes complets. Il est utile de se rappeler à ce propos les idées du génial Fourier qui, malgré toutes ses fantaisies, a posé l'énorme problème de la variété des passions humaines, des jeux, des penchants et des attractions, des aptitudes et des talents. Nous pouvons observer l'expression éclatante de cette variété dans le mouvement stakhanoviste en U.R.S.S. et dans toutes les manifestations de l'héroïsme de masses dans notre pays. Et que pouvons nous attendre de la société où le communisme sera réalisé, lorsqu'elle n'aura plus à soutenir le fardeau de la lutte contre le capitalisme et toutes ses conséquences.

**LE PROBLÈME DE LA LIBERTÉ** Pour comprendre la signification réelle d'une idéologie quelconque, d'un mot d'ordre s'appliquant à un phénomène social, il est indispensable de comprendre sa valeur fonctionnelle historique et sociale. C'est le seul moyen d'éviter le verbalisme stérile et le fétichisme. Ceci s'applique tout particulièrement à la notion de la liberté, car c'est ici qu'on voit régner le plus le fétichisme d'une notion solidement enracinée et devenue une véritable « chose en elle-même ».

Tant que cette notion apparaît dans une société divisée en classes, nous devons avant tout préciser la question pour savoir exactement de quoi il s'agit : de la liberté pour qui (pour quelles classes ou groupes?) et contre qui; de la liberté dans quel domaine ou dans quels domaines de la vie sociale; enfin de telle ou telle forme de liberté au point de vue de sa valeur sociale, c'est-à-dire au point de vue du développement social pris dans son ensemble.

Le capitalisme moderne, dans sa forme démocratique, suppose l'existence d'une liberté formelle pour les masses ouvrières, tout en supprimant la liberté matérielle : donc une liberté limitée. Là est l'élément essentiel du fond même des relations sociales. Au point de vue formel, le droit de propriété est également révolu à toutes les classes sociales. Cependant, l'existence de la propriété capitaliste (chez une classe monopolisante) est la base qui détermine la protection juridique de cette forme de la propriété.

Théoriquement, il a un « contrat libre » entre le capitaliste et l'ouvrier qui, tous deux, sont égaux devant la loi; mais à la vérité, la pression économique force l'ouvrier à accepter ce contrat « désavantageux ».

Théoriquement, un ouvrier a le droit de faire ses études à l'Université; mais en fait, il ne peut pas le faire. Et ainsi de suite.

C'est ainsi que ce problème se présente dans le domaine de l'économie et de la culture.

Dans le domaine de la politique, il y a, de même théoriquement, une égalité formelle, mais tout le système économique et la structure de l'Etat avec son mécanisme spécial assurent à la bourgeoisie le pouvoir réel, même si les couches sociales inférieures profitent des « libertés démocratiques », telles que la liberté de la parole, de la presse, des syndicats, des réunions, etc. Un ouvrier n'est pas libre d'obtenir de travailler. Un chômeur n'est pas libre d'obtenir du travail. Un ouvrier n'est pas libre de gouverner et de gérer l'Etat. Il n'est pas libre de faire ses études et d'assimiler les valeurs culturelles les plus importantes. Mais cette contradiction entre la forme et le contenu n'existe pas pour la bourgeoisie qui possède toutes les garanties matérielles de toutes les libertés formulées ou non formulées par la loi.

Le fascisme supprime toutes les libertés démocratiques. Il n'assure la liberté que pour son « parti unique » et les organisations qui le soutiennent. Au point de vue de la classe sociale, ceci n'est qu'une forme spéciale, propre à la crise, de la dictature du capitalisme monopolisant. Les couches sociales inférieures (les organismes dépourvus de noblesse) restent entièrement soumises dans le processus de production, leur exploitation ne diminue pas; de plus, elles n'ont plus de libertés démocratiques, ni la liberté des grèves ni celle de la pensée. Elles n'ont aucune liberté contre les capitalistes ni contre leur Etat. En réalité, toutes ces restrictions objectives peuvent ne pas être senties tant que le but final du fascisme (de son parti, de son Etat) n'est pas compris par les masses comme leur étant hostile : l'illusion de la réconciliation des classes peut, pour des raisons historiques très concrètes, être une force tout à fait réelle. *Mais ceci ne change pas le sens objectif de cette nouvelle forme de capitalisme : c'est une liberté de l'élite capitaliste coïncidant avec un asservissement total des masses et avec une destruction physique et systématique de leur avant-garde révolutionnaire.*

La *dictature du prolétariat* a ouvertement proclamé la liberté pour les couches sociales inférieures, contre la liberté pour la contre-révolution, car, dans les moments critiques de la lutte, il s'agissait de battre l'adversaire, et c'est cette réalité qui commandait toute la ligne de conduite. *D'où ce « despotisme de la liberté »* dont il a été question encore à l'époque de la Révolution Française. Mais, en même temps, la dictature du prolétariat s'est précisée, dès son début, comme une *démocratie prolétarienne* assurant matériellement toutes les libertés pour des millions d'êtres et leur assurant un maximum de manœuvre. La victoire définitive du



socialisme a rendu inutiles les privilèges du prolétariat; de là, une nouvelle phase de développement de la démocratie soviétique.

Si on envisage les éléments fondamentaux de la démocratie, on peut dire que c'est justement en U.R.S.S., pour la première fois dans l'Histoire, qu'ils peuvent être réalisés dans toute leur ampleur et non comme contrefaçons ou comme fictions. *Pour la première fois, on voit se créer le peuple* (car il n'y a plus de classes) ; *pour la première fois, on peut parler d'une volonté du peuple* (car sous le capitalisme ce n'est qu'une fiction : il ne peut y avoir une volonté bâtarde, celle des loups et des agneaux) ; *pour la première fois, on peut parler d'une souveraineté du peuple* (car dans les pays bourgeois ce n'était qu'un pseudonyme de la souveraineté de la minorité ploutocratique)<sup>13</sup>. Ce n'est pas une suppression des classes purement verbale et fictive comme sous le régime fasciste, c'est leur suppression réelle, obtenue par une lutte de classes féroce, accompagnée de changements techniques et économiques, d'un énorme travail éducatif. En U.R.S.S., la personnalité qui travaille, de même que les multiples organisations collectives sentent tous les jours et toutes les heures augmenter leur puissance personnelle et collective, leur force matérielle, technique et culturelle. C'est là qu'on trouve l'éthique et le pathétique de la vie en U.R.S.S. Ce n'est pas de la littérature (dans le mauvais sens du mot) ni, suivant l'expression de Lénine, la pétarade politique : c'est l'œuvre immense de construction de leur propre existence entreprise par des millions d'hommes. C'est la grande *liberté de développement* qui se compose de milliers de libertés : dans le travail, dans la vie quotidienne, dans le mécanisme d'Etat, dans les villes, dans les campagnes, dans la famille, dans les relations entre les nations, à l'école – bref, partout. Les buts du Parti et de l'Etat, aussi bien au point de vue objectif qu'au point de vue subjectif, coïncident avec les intérêts du développement des masses. Les quelques ennemis du socialisme existant encore en U.R.S.S. et dont les intérêts vitaux sont dirigés contre les intérêts des masses, perçoivent comme le plus grand manque de liberté, justement ce que les masses perçoivent comme la plus grande *liberté*. Mais ce qu'ils disent ne fait que confirmer la théorie marxiste affirmant que c'est l'existence sociale qui commande la façon de penser sociale.

Le problème de la liberté présente encore un aspect extrêmement important. Le socialisme, pour la première fois dans l'Histoire, crée une économie organisée et rationnelle, en éliminant ainsi tout ce qui est irrationnel et spontané dans son développement. C'est un nouveau progrès dans le développement de la liberté. Marx, dans le 3<sup>e</sup> volume du « Capital » for-

mule ainsi cette idée et ses perspectives d'application ultérieures : « La liberté dans ce domaine, dit-il, ne peut consister qu'en ce fait que l'homme socialisé, les producteurs associés, réglementent... leur *Stoffwechsel*<sup>14</sup> avec la nature, les mettent sous leur contrôle, au lieu de les laisser les dominer comme une force aveugle... Et cependant, tout ceci se fait sous le règne de la nécessité. Au delà de ce règne, commence le développement de la puissance humaine qui devient but en lui-même, un vrai règne de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en ayant pour base le règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail en est la condition indispensable ». « Le règne de la liberté ne commençant en réalité que là où cesse le travail dicté par la misère et la nécessité extérieure, par conséquent, par la nature même des choses, se trouve de l'autre côté de la production matérielle proprement dite »<sup>15</sup>.

Le communisme réalisé, réduisant au minimum les heures de travail matériel, supprimant l'Etat et les normes extérieures de contrainte, conduit au règne universel de la liberté dans toutes ses manifestations.

**LE PROBLÈME DU PROGRÈS** Mais, ne se peut-il pas que tous les problèmes dont nous avons parlé aient leur point de départ dans des présomptions erronées concernant le progrès possible, dans une foi naïve en une perfection perpétuelle imaginaire ?

Cette théorie du progrès était considérée lors de la montée du monde bourgeois comme un trésor idéologique et comme une vérité absolue et capitale. Actuellement, elle est complètement niée. Elle est remplacée par la théorie cynique de Spengler, qui a eu des prédécesseurs (beaucoup plus raisonnables) en la personne de Vico : la théorie de la jeunesse, de l'apogée et de la décadence fatale des sociétés organisées, originales et morphologiquement différentes. Leur développement et leur décadence sont leur destin. Elles ne peuvent pas être placées sur le même rang, car elles sont différentes au point de vue qualitatif : elles ne sont que des styles différents des formes de la vie, dont la succession constitue le fleuve de l'histoire.

Nous avons déjà vu que la théorie naïve et optimiste du progrès continu ne résiste pas à la critique : des civilisations de valeur ont disparu, il y a eu des périodes de régression, des époques de stagnation. Mais on ne peut conclure de là, qu'il n'a pas existé d'époques de progression, et que nous n'avons rien devant nous en particulier, il ne faut pas en conclure que les portes du crématorium sont déjà largement ouvertes devant la civilisation occidentale.

Dans la philosophie historique actuelle du fascisme, l'idée de la Destinée n'est qu'une expression théo-





rique d'un profond pessimisme intérieur qui s'enchevêtre paradoxalement avec l'activisme et le volontarisme du type le plus extrême. Cette destinée qui au fond n'exprime rien devrait, du point de vue fasciste, remplacer l'analyse scientifique dont la sophistication de Spengler se trouve très éloignée. Malgré toute l'hostilité que Spengler manifeste envers Marx, ce qu'il y a de raisonnable dans ses raisonnements, est emprunté directement à ce dernier. C'est l'idée de l'interdépendance réciproque de tous les aspects les plus différents de la vie sociale qui donne une unité morphologique à la société. Evidemment, Spengler ne s'aperçoit pas ici de contradictions dialectiques et, lors de son exposé, essaie souvent de faire des comparaisons paradoxales et peu convaincantes. Mais cette idée en elle-même est déjà un facteur positif. On ne peut en aucune façon en dire autant de l'ensemble de sa conception. Une analyse de l'état réel des choses nous fait entrevoir non pas la mort de la société, mais la mort de sa forme historique concrète et un passage inévitable à la société socialiste, passage déjà commencé, *passage vers une structure sociale supérieure*. Et il ne s'agit pas seulement de passer à un style supérieur de la vie, mais précisément au style supérieur à celui qui est aujourd'hui le sien.

Peut-on parler de cette forme sociale supérieure en général? Ceci ne nous entraîne-t-il pas vers le subjectivisme? Peut-on parler de critiques objectives quelconques dans ce domaine?

Nous le pensons. Dans le domaine matériel, un tel critérium est représenté par la puissance du rendement du travail social et par l'évolution de ce rendement, car ceci détermine la somme de travail superflu dont dépend toute la culture spirituelle. Dans le domaine des relations inter-humaines immédiates, un tel critérium est donné par l'amplitude du champ de sélection des talents créateurs. C'est justement lorsque le rendement du travail est très élevé et le champ de sélection très large, qu'on verra s'effectuer le maximum d'enrichissement intérieur de la vie chez le nombre maximum d'hommes, pris non pas comme une somme arithmétique, mais comme un ensemble vivant, comme collectivité sociale.

Si, de nos positions, nous jetons un regard sur les structures sociales diamétralement opposées – le fascisme et le socialisme – nous pourrions sans aucune difficulté, voir tout le caractère réactionnaire et statique, toute la mortelle sénilité du fascisme. Il ne combat qu'en regardant derrière lui; il veut obtenir une stabilité des relations économiques conservatrices, une stabilité patriarcale des liens sociaux, une domestication des ouvriers, une réglementation sévère de la famille, liée à une soumission complète de la femme,

et, fondée sur cette base conservatrice, des « guerres victorieuses ».

Le socialisme regarde en avant : il révolutionne sans cesse la technique, en créant des rythmes de développement extraordinairement rapides, en libérant toujours de nouvelles énergies latentes de la création humaine. Il ouvre à l'infini toutes les possibilités d'un progrès. Il fait avidement naître des besoins toujours plus grands de problèmes toujours nouveaux. Il est profondément dynamique. Les hommes du socialisme ne sont pas prêts à se calmer, et, de générations en générations, ils transmettront de problèmes en problèmes, une vie toujours plus consciente et toujours plus haute. ●

1. Le texte de la conférence est précédé par ces remerciements de l'auteur. Toutes les notes sont celles des éditeurs (NDE). Nous avons en général laissé le texte, y compris l'orthographe des noms, dans l'état où il a été publié en brochure par l'Association pour l'étude de la culture soviétique. Les relances sont de la rédaction.

2. Cette expression, si caractéristique de la langue du communisme bolchevik, est une création de Boukharine qui commence à l'employer au cours de la préparation du VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern, en 1928. Il s'agissait alors de dire que, malgré l'absence de crise économique concrète, le capitalisme était « en général » en « crise », puisqu'il restait « gros » d'une *future guerre* (NDE).

3. Ce mot manque dans le texte.

4. Selon les éditeurs de la traduction russe de la conférence, il s'agirait d'Alfred Neumarck (1848-1921), économiste français. Schumpeter, dans son *Histoire de l'analyse économique* (t. I, p. 348), l'indique comme auteur d'un ouvrage sur Turgot, en 1885, et écrit son nom autrement : Alfred Neymarck... (NDE)

5. En Allemand dans le texte. [La paix n'est, de toute façon, qu'un état d'exception et n'a de raison d'être qu'en tant que préparation à la guerre totale (Ludendorf *La guerre totale*)]. (NDE)

6. Ce texte de Jack London est une référence constante chez Boukharine. Le « talon de fer » et le « Léviathan » de Hobbes sont les mots qui dépeignent le mieux la conception boukharinienne de l'Etat (NDE).

7. En Allemand dans le texte. [Les formes du savoir et la société] (NDE).

8. En Allemand dans le texte. [La communauté du peuple] (NDE).

9. Ernst Troeltsch [écrit *Toeltich*, dans l'édition de 1936] (NDE).

10. Tout ce paragraphe est une dénégation, un refus presque ostensible de voir la réalité. Mais il est encore plus remarquable que Boukharine y rappelle indirectement sa propre théorie de la dégénérescence de la révolution, qui ne pouvait venir que de la transformation du Parti et de ses cadres en une nouvelle classe dominante. Il fait mine de croire que les remèdes qu'il préconisait en 1921 ou 1923 (supprimer le monopole d'une classe sur la culture, organiser une « surproduction de cadres ») ont été utilisés avec succès (NDE).

11. Il s'agit d'un peuple nomade d'Asie centrale qui constitua un État et une civilisation importante, entre le premier et le quatrième siècle de l'ère chrétienne, sur une grande partie des territoires de la Bactriane, royaume hellénistique des successeurs d'Alexandre le Grand (NDE)

12. Leo Frobenius, *Das Unbekannte Afrika*, Munich, O. Beck, 1923 (NDE).

13. Ce passage est une allusion à la nouvelle Constitution que Staline avait fait rédiger en insistant sur la démocratie. Boukharine avait participé à la commission de rédaction de cette Constitution (NDE).

14. En allemand dans le texte [métabolisme] (NDE).

15. Pour une autre traduction de ces passages du *Capital*, voir Karl Marx, *Le Capital*.





Depuis plus de 150 ans, SUEZ a su accompagner l'évolution de la société en apportant des solutions innovantes dans **l'énergie** et **l'environnement**



aux nouvelles exigences liées à la croissance de la population, l'urbanisation, l'élévation du niveau de vie et la protection de

l'environnement. Les filiales du Groupe travaillent aux côtés des villes et des entreprises dans des partenariats fondés sur la **performance**, l'**innovation**

et le **dialogue** afin d'assurer leurs besoins essentiels :



électricité,

gaz, services à l'énergie, eau et propreté. Autant de

défis que

les hommes et les femmes de SUEZ relèvent chaque jour pour répondre

aux enjeux essentiels que sont la maîtrise de la consommation

énergétique, la



gestion de la ressource en eau, l'accès à

l'assainissement

et la limitation des rejets de gaz à effet de

serre tout en assurant un **contrôle continu des risques** qui pourraient

avoir un impact sur la santé et la sécurité des populations locales.

[WWW.SUEZ.COM](http://WWW.SUEZ.COM)

VOUS APPORTER L'ESSENTIEL DE LA VIE

# « RIEN NE M'INTÉRESSE AUTANT QUE LA SINGULARITÉ »

**R**é-inventer des mondes, transmettre la réalité en la sublissant, servir des récits, des personnages, inviter au sens, Robin Renucci le fait depuis plus de vingt ans. Son parcours, plus que sa carrière, tend à la fluidité. Il estompe les frontières entre cinéma, théâtre et télévision. Pour ce comédien, l'essentiel est ailleurs.

Le cinéma lui doit, entre autres, *Escalier C* de Jean-Charles Tachella, *Masques* et plus récemment *L'Ivresse du pouvoir* de Claude Chabrol, *Je pense à vous* des frères Dardenne, ou encore *Innocents* de Bernardo Bertolucci, où sa présence et celle de Jean-Pierre Léaud rendent sans le nommer un hommage à François Truffaut.

En parallèle, Robin Renucci œuvre pour le théâtre. Il reçoit le prix Gérard Philipe pour son interprétation du *Soulier de satin* mis en scène par Antoine Vitez, participe à *Hamlet* par Patrice Chéreau, lit la correspondance de François Truffaut et a adapté pour le théâtre *Le Pianiste* de Wladyslaw Szpilman.

Il crée l'Aria (Association des rencontres internationales artistiques) en Corse. Il tente d'insuffler l'esprit du théâtre des tréteaux, de la troupe comme l'a fait, en son temps, au théâtre de l'Atelier, Charles Dullin. L'espace investi en Corse était une région dévastée, désertée par la culture. Robin Renucci ne fait rien au hasard. Il a une conscience aiguë de l'engagement. L'anodin ne trouve pas, chez lui, de place. Il impose une détermination artistique, sans jamais perdre de vue l'« attache » indispensable à la transmission, le public.

Les préjugés, chez Robin Renucci, disparaissent. Il tourne pour la télévision sans sombrer dans la facilité. Il refuse des rôles récurrents qui incitent à la paresse des spectateurs. C'est pourquoi sans doute il porte une conception de l'éducation populaire qui tend à marier, par un même mouvement, l'artiste et le

citoyen... Il nous parle ici de ses expériences comme de ses projets.

**Genica Baczynski\***

**ACTIVITÉS ARTICULÉES** Il n'y a pas, à mon sens, d'articulation à trouver. Le parcours d'un artiste évolue de manière intuitive dans la société, dans le monde qui l'entoure. J'avais seize ans quand j'ai commencé ce métier. J'ai très vite pris conscience d'être confronté à un choix de carrière et que ce choix se posait en des termes assez simples : servir le commerce ou servir le public. Pour ma part, j'ai considéré devoir observer une certaine attitude envers le public.

Ce devoir est une ambition puisqu'il consiste à donner à penser, *par les textes*, grâce aux textes. En ce sens, Antoine Vitez a raison quand il exprime l'idée que *nous devons faire parler l'écrit*. L'acteur se mue en serviteur du sens. Il rend la parole des poètes. Il restitue leur vision, souvent éclairée, du monde. Le comédien ne se détache jamais de l'imaginaire, il incarne et dans le même temps redistribue au public de l'humain, du symbolique. Ce métier illustre parfaitement le vers de Rimbaud, « Je est un autre ». Les hommes se font face. Ce lien entre l'imaginaire et le public forme un collectif, un ensemble.

Le lieu, le théâtre reste l'outil de ce développement artistique. Mon envie d'investir le théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis s'appuyait sur cela. Les événements de l'automne 2005, si difficiles à qualifier, m'ont interpellé. Cette jeunesse indisciplinée, révoltée, pose des questions. Quels besoins ? Quels possibles offrir ? L'espoir réside en particulier dans la jeunesse. Et cet espoir se trouve, aujourd'hui, stigmatisé.

Saint-Denis concentre en son « cœur » soixante et onze nationalités, et autant de langues. Les échanges, les rythmes de vies différents. En tant qu'artiste, on ne peut qu'en prendre conscience, afin de construire ce que je nommerai un « public nouveau ». Auparavant, Vilar et d'autres ont apporté au monde ouvrier un

\* Comédienne et essayiste.

théâtre. Ils ont centré leurs travaux sur le monde qui les entourait. Ils se sont employés à mettre en adéquation leur démarche avec ce monde. Aujourd'hui, j'ai l'impression que l'on reste sur des schémas inadaptés, alors qu'il faudrait y renoncer. Nous devons donner et rendre les armes du sens à cette population, lui rendre son absolu. Ici, le théâtre ne jouit pas du même prestige qu'ailleurs ou qu'autrefois. Il n'en est pas pour autant inconsideré, malvenu. Mais l'acte théâtral apparaît comme « figé » et extérieur à leur condition. Dans ce cas précis, le théâtre intimide la ville.

Paradoxalement, cette population exprime un manque, un vide où l'on tente de l'installer. Sa résistance provient d'un bouillonnement de vie qui ne trouve pas son but. Mon idée, pour Saint-Denis, portait peut-être trop d'agitation. C'est, si je puis dire, ma caractéristique. Je conçois tous mes travaux comme une œuvre, qui se veut artistique *et* citoyenne. Le prolongement de l'acte et des choix se propage dans tous les domaines. Le théâtre Gérard-Philipe offrait à ce cheminement une structure propice. Mon ambition ne se résumait pas au seul « lieu » du théâtre. Je souhaitais m'engager dans la ville. Tisser des fils entre les gens. Malheureusement, le projet n'a pas abouti.

**L'ÉDUCATION POPULAIRE** Historiquement, plusieurs courants se détachent, s'affrontent, se rejoignent aussi, autour de cette réflexion. Chacun est acteur de sa propre aliénation et également de sa propre émancipation. L'éducation populaire tend à rompre avec l'asservissement. Elle propose d'édifier un ensemble, et cela avec une grande indépendance. Cette question d'éducation populaire, tout en étant analysée, étudiée, reste combattue dans différents champs.

Le champ religieux et plus précisément, la religion catholique, propose des versions dogmatiques aux hommes. L'émancipation s'attache ici au respect d'une morale. On perpétue un sentiment de peur chez l'homme.

La religion n'accepte pas le comédien. Nommer différemment les objets, ou le monde qui nous environne, dément le dogmatisme, et c'est ce rôle de contestation des « vérités préjugées » qui est assigné à l'artiste.

Évidemment, depuis Condorcet, l'Éducation nationale a établi, dans une certaine perspective, des principes qui résultent d'un droit pour tous à l'instruction. Elle aspire à rendre critique, à développer un regard de curiosité chez l'enfant. Aujourd'hui, dans ce domaine, le terme même d'éducation populaire s'est transformé en diversité culturelle, et l'on s'est éloigné progressivement de l'idée initiale.

Les champs politiques, après des années de réflexion, d'actions, plus ou moins abouties, plus ou moins pertinentes, ne semble pas vouloir s'y atteler de nouveau

et se donner les moyens nécessaires de s'y consacrer. Le champ de l'éducation populaire semble déserté.

Le comédien ou l'acteur, quoique je ne fasse pas une différence assez caractéristique entre ces deux mots, se doit d'être un *lien*. Il crée l'envie et tente d'influer sur les autres.

L'action, dans le champ culturel, doit donc principalement se tourner vers la jeunesse, mais également vers ce que l'on nomme l'« amateur ». Il représente un terrain exceptionnel. Cette idée d'élargissement n'est pas en soi novatrice si on la compare au travail de Brecht pour le théâtre ou de Bresson pour le cinéma.

**RELIER, LI-ER ET RE-LIER** Cette société pervertit le regard. On assiste à la volonté hégémonique de nous « capter », quoi qu'il nous en coûte. On vend de l'humain, et cette violence se répercute dans les mots eux-mêmes. N'y a-t-il pas quelque chose d'inadmissible dans le terme « directeur des ressources humaines » ? On désincarne à outrance. Le but recherché réside dans la capacité ou non de l'individu à consommer. Ce conditionnement confine à la mascarade. On le perçoit singulièrement dans cette formule : « être libre dans le libéralisme ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Sinon de pousser des êtres vivants à acheter et à s'éloigner de leur propre sujet, l'homme. L'homme dans la cité. Aujourd'hui, on le condamne à une individualité isolée.

À l'opposé, le théâtre se définit par un ensemble. C'est pourquoi il développe une résistance. Il s'ensuit des heurts, forcément.

Mon premier film, *Sempru Vivo*, se confronte depuis le début à ce système. Aucun paramètre narratif, aucun critère ne pouvait satisfaire les tendances actuelles. Le spectateur s'étant petit à petit transformé en client soumis à un format préétabli.

Par mon choix artistique, je me positionne à l'encontre des demandes présentes. Mes « vedettes » sont anonymes. Elles représentent, je le répète, un ensemble. Un tout indivisible. Le concret, *c'est l'homme dans le monde*, disait Jean-Paul Sartre. Je le rejoins en cela. Si l'on souhaite bouger les choses, l'ensemble est une nécessité. Il impulse un mouvement vers l'inconnu, l'aventure théâtrale.

On revient aux acteurs, à l'essence. Ici, la notoriété ne précède pas le jeu. Je ne fournis, en l'occurrence, aucun gage aux producteurs.

Je ne rassure pas. L'histoire se narre en langue étrangère, tout en se déroulant en France. Ici, le théâtre se manifeste par le truchement du cinéma, et on sait que le croisement des expressions artistiques dresse de nouvelles contraintes. Il est assez rare de réussir. Dans *Coup de feu sur Broadway*, de Woody Allen, le mariage des genres fonctionne. Mais ce mariage est une prise

de risque. Je trouve cette complexité excitante pour plusieurs raisons. Le xx<sup>e</sup> siècle est le sacré du cinéma comme art populaire, non pas qu'il soit simple à réaliser ou accessible au plus grand nombre dans sa pratique, mais il possède un caractère universel et une évidence contenue dans l'image. Le théâtre, lui, ne peut se détacher du populaire dans le sens où, pour exister, il n'a besoin que de l'homme et de l'homme « en action ». Il suffit de tracer un cercle à la craie au sol et qu'un ou plusieurs individus y entrent pour que la notion de théâtre apparaisse.

Le cinéma réunit les masses dans un espace où l'image est le possible de l'homme, une éventualité. À l'inverse, le théâtre rassemble un public dans un lieu où l'homme se joue. C'est pourquoi attirer des spectateurs au cinéma pour donner à voir le théâtre revient à rendre hommage au jeu.

Le monde actuel ne propose pas de véritable transcendance. On met à mal l'inattendu. Et rien ne m'intéresse autant que la singularité. Aujourd'hui, et il paraît presque inutile de le souligner tant c'est devenu banal –, ce qui ne rapporte pas d'argent, *a priori*, provoque un rejet immédiat.

L'homme se perçoit comme un bénéficiaire à venir. L'histoire, donc, que j'ai choisi de filmer, parle du théâtre, d'un art, malmené, ces dernières années. Les différentes politiques en matière culturelle ne lui permettent plus de s'émanciper. Sa subversion s'éteint. En s'en emparant, le monde bourgeois lui impose, presque dans son intégralité, ses thèmes, ses préoccupations. Il est, en quelque sorte, coincé dans une idéologie dominante qui l'asphyxie. Dans le même temps, on se demande si le théâtre ne reprend pas, malgré lui, les normes qui fondent la société où il se produit.

L'exigence, en aucun cas, ne se plie aux lois d'un marché. J'ai tenu bon. Aujourd'hui, l'impossible coûte. À double titre, si l'on considère l'énergie dépensée pour pallier le manque de soutien des chaînes privées de télévision dont on sait le rôle, non seulement dans la diffusion, mais aussi dans la production. Le travail se démultiplie très vite. Les recherches matérielles deviennent trop souvent des annexes obligées de la création.

**SEMPRU VIVU, QUI A DIT QUE NOUS ÉTIONS MORTS, UN PREMIER FILM** Le sujet du film illustre parfaitement mes propos précédents. L'histoire se déroule en Corse, et plus particulièrement au cœur d'un village. Souvent, l'espace choisi doit contenir en lui le propos ou, pour être plus précis, l'intention du film : ce village se refuse à la mort, au vide. Le représentant de ce peuple, le maire, incarne ce sentiment. La mort arrive. Il la rejette et lui oppose une condition. Un théâtre doit voir le jour. L'insupportable étant qu'une vie ne servirait à rien. On parle de nou-

veau de la transcendance et, par conséquent, de la production de sens. La mort l'alarme, et l'urgence de construire un théâtre se présente. L'urgence de sauver les hommes, le village qui les abrite, naturellement.

Ce film se construit à la manière d'une fable philosophique. L'imaginaire humain prend un caractère drôle. Je l'envisage également comme une farce. Je pense à Dario Fo, par exemple.

La mort n'effraie pas. L'influence méditerranéenne joue son rôle. Tout s'exacerbe, se colore.

De plus, il me paraît plus pertinent de permettre au public de s'évader dans un univers cocasse. Les situations tragiques doublées du burlesque chez Chaplin, par exemple, donnent des vibrations neuves et attachent le public. Le public vient. Le public ne doit pas se perdre. Le cinéma apporte, lui, des moyens de penser différemment.

Chez Kusturica, une chose me touche particulièrement, il filme un ensemble pour un autre ensemble. Ce sont des hommes pour les hommes.

*Sempru Vivu* résume également sept ans de travail. Nous avons, grâce à l'Aria, redonné vie à ce village où nous avons organisé un festival annuel que nous avons voulu original. « Les Dixièmes Rencontres internationales » se déroulent cette année. Raconter ce village et ces hommes s'apparente à une évidence. Cette aventure mérite un hommage, et le cinéma l'éclaire. Les villageois participent chaque année au travail théâtral et ils étaient indispensables au film.

Des ateliers d'écriture ont vu le jour.

Mais l'élaboration d'un scénario nécessite une technique différente. Autant la construction théâtrale se nourrit des idées des autres, autant l'état d'écriture s'oppose à l'approximatif. Au départ, Ricardo Montserrat et Jean Bernard Pouy m'ont entouré. Nous avons passé un mois ensemble à penser le projet. La proximité des gens, le village, en lui-même, nous ont aidés à nous investir.

Nous avons élaboré une matrice à l'histoire, en parallèle d'un travail avec le village.

L'écriture cinématographique est complexe. Sa particularité se rapproche de la musique. Les mots dessinent des images. On peut parler de solfège cinématographique, en ce qui me concerne. Être entouré me semblait indispensable. Nous nous sommes attachés à trouver un rythme, une ambiance. Petit à petit, l'ébauche tragique du commencement s'est transformée. Les imaginaires s'entremêlent, installent des nuances, des visions complémentaires.

Le résultat me plaît. Mieux : il nous plaît. ●



# DÉMOCRATIE, JE T'AIME, MOI NON PLUS

ARNAUD SPIRE

↑  
ous les cinq ans, l'élection présidentielle individualise et « immoralise » la politique, de plus en plus loin des soucis quotidiens du peuple français. L'alternance se substitue à la possibilité d'une vraie alternative, et le populisme gagne du terrain. La mise en spectacle de cette échéance politique ne permet guère de débat de fond. L'élection d'avril-mai 2007 survenant après le « duel » Chirac-Le Pen du 21 avril 2002 n'aura pas été de nature à inverser le cours des choses, mais les a plutôt empirées. Les médias avaient longuement préparé l'opinion publique à une surprise de type identique. La gauche ne risquait-elle pas à nouveau de ne pas être présente au second tour ? Après l'éclatement des collectifs de la gauche antilibérale, l'opinion publique, influencée par les médias, pressentait à la fois que ce scrutin serait « ordinaire », mais qu'il était possible qu'il soit décisif, dans la mesure où il nous sortirait d'une essentielle indécision (depuis des années, la droite et la gauche faisaient des scores globalement équilibrés).

Un an avant le premier tour, en juin 2006, l'archevêque de Lyon, Mgr Barbarin, déclarait que « la démocratie était en danger », car l'échéance électorale de 2007 pouvait être le point d'aboutissement d'une époque de part en part dominée par le populisme et la démagogie, toutes deux caricatures de la démocratie qui finissent toujours par discréditer la démocratie elle-même et par l'épuiser. Inhérent au « populisme industriel » qui organise la régression instinctuelle de masse, ce travestissement de la démocratie conduit inexorablement à la politique pulsionnelle, c'est-à-dire à la « misère politique ».

Aristote, dans la *Politique*, affirme que le développement de la cité résulte de ces éléments constituants que sont la famille, l'homme, et la femme et les esclaves. Dans le langage d'Aristote, c'est l'être en puissance qui « désire » l'être en acte et si le monde se

meut, c'est comme porté par l'Éros, le désir de Dieu, acte pur et vie immobile qui intervient comme objet d'amour humain. Aristote enseignait, il y a plus de deux millénaires, que le désir est la condition de la vie politique. Le désir est ce qui permet la transformation d'une énergie égoïste en énergie sociale. Le désir (qui selon Freud, père fondateur de la psychanalyse, lie les pulsions) est précisément ce que l'actuel « populisme industriel » détruit par le fait de le délier, c'est-à-dire de le décomposer en pulsions. Comme l'écrit le philosophe contemporain Bernard Stiegler dans son récent ouvrage *La Télécratie contre la démocratie*<sup>1</sup> : « Sans le désir, aucun lien politique ne peut unir. » Seul ce désir commun des uns pour les autres permet « d'aimer, de s'aimer, et de nous aimer afin de désirer en commun un avenir commun, c'est-à-dire de produire de l'unité politique au-delà des antagonismes qui lui confèrent son dynamisme ». L'« enchantement » provoqué par la politique et l'aspiration à un horizon utopique sont détruits par un nouveau modèle de civilisation : le « populisme industriel ». C'est pourquoi en 2007 les deux candidats qui ont accédé au second tour ont été contraints, pour finir, de s'adresser pulsionnellement à chaque Français. « C'est au niveau des thèmes affectivo-émotifs, mixtes de représentations et d'action, que se constituent les groupements collectifs. La participation interindividuelle est possible lorsque les expressions affectivo-émotives sont les mêmes. » Il s'agit d'un nouveau type de corporatisme, non plus professionnel, mais civil (handicapés, jeunes, personnes âgées, exclus...) : « Les véhicules de cette communauté affective sont alors les éléments non seulement symboliques mais efficaces de la vie des groupes : régime de sanctions et de récompenses<sup>2</sup>. » Le populisme industriel organise systématiquement la régression du désir en tant que pouvoir de liaison social par le fait de délier les pulsions qui le composent. Ce qui signifie que la nouvelle génération politique en France reproduit partiellement la politique



pulsionnelle inventée par George Bush (ou le bien ou le mal) ou par Silvio Berlusconi, qui a remplacé la démocratie italienne par une « télécratie » du spectacle politique.

Aujourd'hui s'ajoute à l'implosion des désirs en pulsions la complexité de l'organisation de la consommation. Les entreprises de service et le marketing en général tendent à imposer des modes « dissociant

Pour Bernard Stiegler, le désir est nécessaire dans la mesure où il est la condition incontournable de la transformation des tendances et des pulsions en forces sociales, en dynamisme collectif, en ce qu'on appelle un projet social ou un « désir d'avenir ».

« Désirer, c'est espérer et désespérer, c'est toujours aussi, d'une manière ou d'une autre, perdre son désir ».

l'usage des techniques et les technologies symboliques par l'intermédiaire desquelles, toujours, une société produit de la *sociation* ». Ce secteur économique des services est la plupart du temps distingué de celui de la production, des transports (la logistique) et de celui de la consommation. Il n'engendre plus de solidarité sociale. Dans ce contexte, la « misère politique » s'introduit dans la direction de la « cité ». Bernard Stiegler affirme dans *La Télécratie contre la démocratie* que nous sommes désormais dessaisis de toute responsabilité vis-à-vis de nos façons de vivre que prennent en

charge les « concepts » marketing. La société se constitue par une association participative de l'écriture alphabétique comme technique de mémoire et d'échange symbolique. C'est par la pratique de cette technique que le « citoyen » se construit pour une grande part. Notre époque est, d'une certaine manière, confrontée au même danger que représentait la sophistique par rapport au *logos* (discours rationnel) dans l'Antiquité (exemple : tout ce qui est rare est cher, or un cheval bon marché est rare, il est donc normal qu'un cheval bon marché soit cher), à ceci près que la mauvaise foi de ce sophisme est aujourd'hui portée au niveau mondial. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la multiplication des dispositifs de télécommunication (télégraphie, téléphonie, radio-télé-diffusion, télévision, réseaux de réseaux) constitue des organes de pouvoir qui menacent et ruinent de l'intérieur la démocratie. Le temps serait donc venu pour les démocrates de montrer la réalité de leur attachement à la démocratie, or c'est précisément le contraire qui s'est produit le 6 mai 2007. Une nouvelle société devrait se mettre en place pour faire face à ce qui la menace : un effondrement politique et social sans précédent ; et il faudrait inventer de nouvelles formes de lien social ayant pour finalité (en grec *telos*) de ne pas se laisser endormir par l'allègement des existences qui transforme les acteurs sociaux en spectateurs, voire par l'accroissement d'un confort artificiel qui caractérise les sociétés d'aujourd'hui. Pour Bernard Stiegler, le désir est nécessaire dans la mesure où il est la condition incontournable de la transformation des tendances et des pulsions en forces sociales, en dynamisme collectif, en ce qu'on appelle un projet social ou un « désir d'avenir » : « Désirer, c'est espérer et désespérer, c'est toujours aussi, d'une manière ou d'une autre, perdre son désir », ou être pris par l'idéologie de la compassion au moment où on croit la comprendre. Les deux candidats sélectionnés pour le deuxième tour de la dernière présidentielle se sont affrontés sur les questions de la « souffrance » et de la « violence » parce que la situation véhiculée par la « télévision pulsionnelle » auprès de millions de téléspectateurs l'exigeait. Le glissement de la société française vers la droite sur l'échiquier politique n'est pas de même nature que la barbarie des formes anciennes de fascisme. C'est dans ce dérapage que s'aggrave la perte des repères historiques, moraux, politiques, et qu'émerge en fin de compte le « degré zéro de la pensée ». La relation politique elle-même est devenue un nouveau marché, et son marketing confine aujourd'hui à la « misère politique ». C'est en cela qu'elle ruine toutes les démocraties innovantes en soumettant ce qui était hier l'« opinion publique » à la dictature de l'« Audimat ».



Les faits ont montré qu'il était inexact d'affirmer que, dans le champ politique, on assisterait en France à une irréversible progression de l'abstention du corps électoral. Ce qui augmente l'injustice de l'élection présidentielle à deux tours, ce n'est pas seulement la concurrence entre la légitimité parlementaire et la légitimité présidentielle, c'est que seuls peuvent accéder à cette seconde légitimité les deux candidats arrivés en tête. Or, la France étant politiquement plurielle, l'élection d'un président représentant toute l'opinion publique ne correspond pas aux séquelles qu'a laissées l'exception nationale révolutionnaire en France. Dans un pamphlet récent intitulé *La Haine de la démocratie*<sup>3</sup> après avoir signalé que « Nous ne vivons pas dans des démocraties. Nous ne vivons pas non plus dans des camps », Jacques Rancière affirme que nous ferions preuve plutôt d'une « admirable constante civique » étant donné le nombre élevé d'électeurs qui persistent, au nom de la démocratie, à se mobiliser pour choisir entre les représentants équivalents d'une oligarchie d'État qui a surtout fait montre de son autoritarisme et de ses capacités destructrices de toute démocratie.

Comme a tenté de le démontrer le regretté philosophe italien Norberto Bobbio, la démocratie est confrontée à une multitude de paradoxes (la représentation et la participation, l'initiative et le rôle des hommes et celui des lois, le pouvoir dit démocratique et les pressions occultes, le rapport de forces international et les aléas de la lutte de classes, et enfin l'élargissement du droit dont jouissent les minorités, c'est-à-dire le seul droit de se conformer à la règle majoritaire). La démocratie est donc à la fois fragile et instable, en tant qu'elle est minée par ses propres contradictions, et résistante, dans la mesure où toute société a besoin de démocratie comme fin, but et moyen. Sa construction est sans cesse à recommencer : « En réalité, la différence de la dictature révolutionnaire (ou ce qui revient au même contre-révolutionnaire) par rapport à la dictature commissaire [les actuels responsables politiques sont tous peu ou prou des « commissaires » à la compassion] doit être recherchée non dans les déclarations de principe – car elles ne manquent jamais d'afficher leur caractère temporaire – mais dans les faits, c'est-à-dire les effets qu'elles produisent sur l'ordre antérieur<sup>4</sup>. » Dans un ouvrage posthume paru il y a quelques semaines, Norberto Bobbio qualifie notre univers comme un espace-temps dont les membres ne parviennent pas à établir entre eux un pacte de non-agression universelle et efficace, où l'agression est toujours possible et où, même si elle est condamnable et souvent condamnée au nom des normes en vigueur, elle n'est presque

jamais punissable et est presque toujours impunie. Myriam Cottias et Arlette Farge viennent d'apporter à cet égard une contribution inédite et stimulante à l'histoire de l'esclavage<sup>5</sup>. Elles publient le pamphlet *De la nécessité d'adopter l'esclavage en France*, dont l'auteur n'est pas connu et qui date de 1797. Elles y soulignent que, pendant une longue période, non seulement l'esclavage des nègres comme celui des pauvres ont été considérés comme normaux par l'opinion publique malgré l'édit de Louis X Le Hutin en 1315, mais encore bien avant et bien après la nuit du 4 août 1789 (abolition des privilèges) et le décret d'application des 15-28 mars 1790 où « tout reste de servitude personnelle est supprimé sans indemnité ». Après cette proclamation, le général haïtien Toussaint-Louverture, esclave noir affranchi, se rallia à la France en 1794 pour chasser les Britanniques de Saint-Domingue (1798). Très conscient de sa valeur, il n'hésita pas à écrire à Bonaparte une lettre commençant par ces mots : « Le Premier des Noirs au Premier des Blancs. » Cela n'empêcha pas Bonaparte de rétablir l'esclavage dans les colonies en 1802. C'est ainsi que la République d'Haïti vit le jour avec Jean-Jacques Dessalines en 1804. La seconde abolition de l'esclavage par la France eut lieu en 1848 et entre-temps parut la brochure anonyme dont il est question ici. On sait que l'esclavage des Noirs se poursuivait par celui des indigents. Ce long détour historique permettra au lecteur de réfléchir au genre de temporalité (rien à voir avec le temps uniforme de la mécanique !) qu'implique l'histoire de la démocratie ou l'histoire de l'esclavage. Deux phénomènes politiques pour lesquels l'émancipation s'inscrit dans la discontinuité des oppositions... Signalons, pour finir, la réimpression de l'ouvrage de Bernard Manin, *Principes du Gouvernement représentatif*, avec une nouvelle introduction où l'auteur confirme que le système représentatif n'a pas pour seule fonction de permettre au peuple (*demos*) de se gouverner lui-même<sup>6</sup>. Le gouvernement représentatif mêle en fait des traits démocratiques et aristocratiques. L'élu n'est jamais le double, ni le porte-parole de l'électeur. Mais il gouverne en anticipant le jour du vote où le public rendra son jugement. ●

1. Bernard Stiegler, *La Télécratie contre la démocratie*, Flammarion, Paris, 2007, 272 p., 18€.

2. Gilbert Simondon, *L'Individuation psychique et collective*, Aubier, Paris, 2007, 96 p., 22€.

3. Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, éditions La Fabrique, septembre 2005, 112 p., 13€.

4. Norberto Bobbio, *Le Futur de la démocratie*, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », février 2007, 303 p., 23€.

5. *De la Nécessité d'adopter l'esclavage en France*, Myriam Cottias et Arlette Farge, Bayard, Paris, 2007, 176 p., 19,90€.

6. Bernard Manin, *Principes du Gouvernement représentatif*, Flammarion, coll. « Champs » (poche), (réédition), 320 p.





# GAZIERS ET ÉLECTRICIENS AU MIROIR DE LA BIOGRAPHIE

Michel Dreyfus (dir.), *Gaziers-Électriciens. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*  
coll. « Jean Maitron », Les Éditions de l'Atelier,  
Paris, 1996  
347 p.

En 1995, les industries électrique et gazière fêtaient le cinquantenaire de leur nationalisation. Pour la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) du personnel d'EDF-GDF, dont la valeur de l'action culturelle n'est plus à démontrer, l'occasion était belle de revenir sur son passé et, en particulier, sur les acteurs des luttes militantes qui la traversaient depuis plus d'un siècle. De son côté, l'équipe du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (DBMOF)*, qui venait, sous la direction de Claude Pennefier, de réaliser l'objectif que lui avait assigné son fondateur Jean Maitron en publiant le dernier volume de cette œuvre monumentale – le plus important dictionnaire biographique en langue française –, s'apprêtait à passer à l'étape suivante et était en quête de nouvelles pistes à explorer, parmi lesquelles celle de la spécialisation n'était pas la moins stimulante.

De cette rencontre d'intérêts convergents naquit l'idée de réaliser un volume du Maitron entièrement consacré aux militants gaziers et électriciens. Dirigée par Michel Dreyfus, une équipe fut mise sur pied, comprenant des chercheurs et des syndicalistes selon un modèle de mixité qui devait se révéler très efficace. Concernant la délimitation du corpus, un double principe fut adopté :

– la totalité des notices biographiques de gaziers et d'électriciens publiées dans les volumes du *DBMOF*, notamment grâce à l'apport considérable des recherches de René Gaudy, devait être reprise dans ce volume spécifique. Grâce aux avancées de la recherche, nombre d'entre elles purent d'ailleurs être enrichies et complétées de façon substantielle ;

– le *DBMOF* ne prenait en compte que les militants ayant exercé des responsabilités avant 1940, mais il avait déjà été décidé de poursuivre l'œuvre entreprise en réalisant une cinquième période allant de 1940 à Mai 68. Dès lors, le dictionnaire des gaziers-électriciens offrait la possibilité de disposer d'un premier champ d'expérimentation. Il fallut bien sûr s'adapter aux exigences de cette nouvelle période, notamment caractérisée par une plus grande importance numérique des effectifs militants. Les contraintes éditoriales et le manque de bras contraignirent les collaborateurs du dictionnaire à rompre avec une pratique chère à Jean Maitron, qui voulait que tous les militants, des plus illustres aux plus obscurs, trouvent leur place au Panthéon du mouvement ouvrier. Il fut ainsi décidé de ne retenir, pour cette nouvelle période, que les militants ayant exercé des responsabilités nationales, soit au sein d'une des cinq organisations syndicales de la corporation (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC et UNCM), soit dans la gestion des œuvres sociales, devenues activités sociales (CCOS, CCAS, Comité de coordination des CMCAS). Chacune de ces organisations et de ces instances était représentée au sein de l'équipe, jouant pleinement le jeu et facilitant grandement le travail des chercheurs en leur donnant accès aux archives et en recueillant les témoignages d'anciens militants.

Ce travail permit de réunir environ deux mille notices de militants gaziers et électriciens couvrant plus d'un siècle d'histoire.

Marcel Paul, en raison de son itinéraire – dirigeant de la fédération CGT pendant un quart de siècle, déporté à Buchenwald, député, ministre, membre du comité central du Parti communiste –, de sa forte personnalité et du rôle essentiel qu'il joua dans la nationalisation, occupe tout naturellement une place prépondérante dans ce dictionnaire.

Parmi les nombreuses autres figures marquantes que font apparaître l'ouvrage, on relève aussi la plus

ancienne : celle de l'ouvrier Albert, employé du gaz devenu membre du Gouvernement provisoire de 1848 et premier membre d'origine ouvrière d'un gouvernement. D'autres notices, comme celle de Maurice Clavier, concernent les années 1890 caractérisée par une première structuration syndicale des gaziers. Les principaux dirigeants des cinq fédérations syndicales des corporations occupent également une grande place : Fernand Gambier, Émile Pasquier (CGT) ; Clément Delsol, Charles Werbrouck (CGT puis CGT-FO) ; Fernand Hennebicq (CFTC), Yves Morel (CFTC puis CFDT) ; Gilbert Nasse (UNCM) ; Joseph Charuau (CFTC maintenue)...

Les victimes du nazisme, dont la figure emblématique de Corentin Cariou, sont présentes. Figure d'ailleurs en tête de volume une liste de cent trente militants fusillés, morts en déportation ou dans les combats de la Libération. La guerre d'Algérie occupe aussi une place importante, notamment à travers la notice biographique de Fernand Iveton, seul Européen à avoir été condamné à mort pour son refus de cette guerre. La notice de Francis Coulet abrite également un premier recensement des syndicalistes victimes de la répression au cours de cette période.

Enfin, si le syndicalisme et la gestion des œuvres puis des activités sociales dominant sur d'autres sphères de militantisme, quelques personnalités plus connues pour leur rôle politique que pour leur engagement syndical figurent néanmoins dans ce dictionnaire. Citons-en deux : Léon Mauvais, secrétaire du syndicat CGTU des producteurs et distributeurs d'énergie électrique de la Région parisienne de 1927 à 1931, et Pierre Bérégoz, entré à Gaz de France en 1950, qui exerça des responsabilités syndicales au sein de la CGT-FO dans les années 1950.

Toutes les notices du dictionnaire ne sont évidemment pas aussi fournies.

C'est la loi du genre : certaines notules se contentent, faute de sources, de retracer les grandes étapes de la vie syndicale du militant. Elles ont toutefois le mérite de creuser un « premier sillon », pour reprendre une expression chère à Jean Maitron.

Pour la CCAS, l'objectif était largement atteint. Avec ce dictionnaire, elle disposait en effet d'un outil lui permettant de mieux faire connaître aux plus jeunes générations d'EDF-GDF la vie des centaines d'acteurs des conquêtes sociales ayant jalonné l'histoire de leurs

corporations, au premier rang desquelles la nationalisation et l'adoption d'un statut national à la Libération. Conscient des enjeux auxquels aurait à faire face l'entreprise publique dans un avenir proche, Daniel Arrachart concluait ainsi sa préface du dictionnaire : « Le présent volume, complètement spécifique à nos corporations, [...] traduit notre démarche constante, étrangère à toutes démonstrations passées sclérosantes ou de nostalgie hors de saison [...]. Nous pensons tout au contraire qu'éclairer le passé pour mieux comprendre le présent, c'est aussi préparer l'avenir. » L'équipe du Maitron avait autant de raisons de se réjouir de la sortie du premier volume spécialisé de sa déjà longue histoire. Parallèlement à la publication de ses quarante-trois tomes généralistes, elle avait certes déjà fait paraître plusieurs volumes consacrés à un pays dans le cadre de la collection « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international », mais jamais la spécialisation ne s'était aventurée sur le terrain d'une corporation. Grâce à ce premier essai concluant, l'expérience s'est poursuivie, contribuant à la multiplication d'outils qui, loin de porter atteinte à

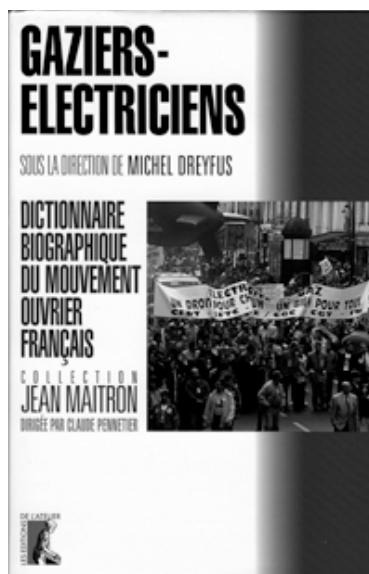
la vocation généraliste du Maitron, n'a fait que la renforcer.

Plusieurs étapes ont pu ainsi être franchies depuis avec un succès certain. On peut citer :

- la publication, en 1997, d'un cédérom reprenant la totalité des notices parues dans le Maitron et au sein duquel le corpus gaziers-électriciens apparaissait en tant que tel. Ce nouvel outil optimisait le volume papier en offrant la possibilité de recherches multicritères ;
- la réalisation en 2004 d'un cédérom rassemblant cent cinquante longues notices biographiques, rédigées par Madeleine Singer, de dirigeants du SGEN pour la période 1937-1968. Cette fois, la spécialisation épousait les contours d'un syndicat, offrant encore un

plus grand degré de précision ;

- la réalisation, sous la direction de Marie-Louise Goergen et sous l'égide du comité central d'entreprise de la SNCF, d'un grand projet consacré aux cheminots. Celui-ci comportait deux étapes : la publication en 2003 d'un dictionnaire papier regroupant plusieurs centaines de notices de militants ayant eu un itinéraire particulièrement riche, puis la sortie en mai 2007 d'un cédérom *Cheminots* regroupant cette fois 9 500 notices<sup>1</sup>.



Cette dernière entreprise a incontestablement bénéficié de l'expérience conduite quelques années plus tôt avec les gaziers-électriciens, notamment à travers le renforcement de la collaboration militants-chercheurs. Traiter à part une corporation spécifique, avec la systématisation que cela comporte, présente l'avantage de viser l'exhaustivité d'un corpus aux contours strictement définis, en ce qui concerne tant la périodisation que le niveau de responsabilité retenu. Si l'état des sources ne permet pas de dissiper toutes les zones d'ombre, on peut toutefois penser que celles-ci restent moins nombreuses que dans le cadre d'une recherche menée par un autre biais (géographique, par exemple). Mais le principal attrait de la spécialisation se situe à un autre niveau. Depuis une quinzaine d'années, Claude Pennetier et ses collaborateurs ont fixé un nouvel objectif au Maitron. Loin de n'être qu'une simple compilation de notices, le dictionnaire, outil scientifique à part entière, se veut principalement base de données devant servir à une exploitation prosopographique appliquée au mouvement ouvrier. Or, il ne peut y avoir de prosopographie sans une uniformisation des variables envisagées et une stricte délimitation du corpus, toutes choses que facilite grandement la spécialisation. On le voit, l'expérience conduite en 1995-1996 avec les gaziers-électriciens a encore un bel avenir.

Éric Belouet

1. Marie-Louise Goergen, avec Éric Belouet, *Cheminots engagés : 9 500 biographies en mémoire XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Les Éditions de l'Atelier, Paris, coll. Maitron, 2007, 64 p. + cédérom.

### Nietzsche et l'Europe. « *Nous autres, bons Européens* »

Gérald Alvoët, préface de Michel Fabréguet  
L'Harmattan, coll. « Inter-national », 2006  
112 p., 11,50 €.

Ce *Nietzsche et l'Europe* vient à point nommé, au moment où la construction européenne connaît un temps mort. Car même si la construction de cet espace politique n'était pas une fin en soi pour le philosophe allemand et que ses réflexions sur le sujet se trouvent disséminées au fil de son œuvre, la thématique rigoureuse effectuée par Gérald Alvoët dans ce mémoire soutenu à l'IEP de Strasbourg restitue finement toute leur perspective et leur profondeur. Nietzsche était convaincu, au vu du brassage des populations et de la désuétude de frontières rendues caduques par le commerce et les progrès techniques, que ces processus ne pouvaient que se poursuivre. Il

plaidait donc pour une fusion accélérée des pays dans une « fédération des peuples européens » conçue sur le modèle suisse.

Sa propre expérience des conséquences du nationalisme en tant qu'infirmier sur les champs de bataille de l'armée bismarckienne et sa méthode généalogique d'analyse l'avaient depuis longtemps amené à la conclusion que la forme même de l'État-nation ne pouvait que générer une compétition féroce et les « guerres les plus folles qui aient jamais été menées ». À la fin de sa vie, il escomptait même l'apparition d'un « parti de la paix », « dressé contre les sentiments de vengeance et de ressentiment », un « parti des opprimés » !

Sa vision européenne s'insère dans la « transvaluation des valeurs » visant à dépasser le malaise de la culture européenne, sous toutes ses formes. Si ses « racines [entre autres] chrétiennes » ne faisaient pas de doute pour lui, Nietzsche avait pris toute la mesure de la « mort de Dieu » et de la crise morale qui en découlait. Viscéralement nihiliste en ce qu'il déprécie la vie (schématiquement, « le monde tel qu'il est ne devrait pas être [...] et le monde tel qu'il devrait être n'existe pas »), le christianisme, « platonisme à l'usage du peuple », satisfaisait une soif de croyance que les hommes ont eu tôt fait de combler à l'aide de nouvelles idoles qui reconduisent son système de valeurs : la nation, l'argent, le scientisme, le socialisme, ou encore la démocratie.

Les deux dernières ont au moins le mérite, aux yeux de Nietzsche, de précipiter la décadence et l'avènement d'une nouvelle aristocratie de philosophes-législateurs, seule à même de donner sens à l'Europe débarrassée du nihilisme. Les « bons Européens », apatrides au sens où ils « aiment plusieurs peuples », nomades, athées et immoralistes auront à cœur d'élever une « culture supérieure » valorisant avant tout l'esthétique et la création artistique. Soulignant le lien entre politique et culture, Nietzsche assigne à un art inspiré de la conception « dionysiaque » des Grecs, de créer des communautés, de rassembler et de libérer les corps. Là réside la tâche de la « grande politique ».

T.H.



À PARAÎTRE EN NOVEMBRE 2007

# LA GAUCHE

## Un numéro-événement

- le point sur l'état des familles de la gauche après les élections du printemps 2007
- une vaste enquête auprès de l'ensemble des responsables des partis et des courants de la gauche française : comment la recomposition est-elle envisagée ? À partir de quelle refondation théorique ?
- des entretiens avec de hauts dirigeants brésilien, vénézuélien, allemand, italien, anglais, polonais, russe...
- les contributions de chercheurs sur l'Europe, la culture, le féminisme, la possibilité d'une économie alternative...

NOUVELLES  
*FondationS*

Conception/réalisation graphiques :  
Atelier Sacha Kleinberg

ISBN : 2-916374-06-X  
ISSN : 1951-9745

Commission paritaire : en cours

Achevé d'imprimer en France en juin 2007  
sur les presses de l'Imprimerie Loire Offset Plus